NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846, 7 vol. in-8°.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton, 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

IV. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V. — *Précis historique de la Marine française*, par M. Chassériau. — Paris, 1845.

VI. — Documens inédits des archives de la marine.

SIXIÈME ET DERNIÈRE PARTIE.

LA MARINE IMPÉRIALE ET LA MARINE ESPAGNOLE. — TRAFALGAR.

I.

La révolution française avait triomphé. En acceptant le traité d'Amiens, le dernier de ses ennemis, le plus implacable et le seul qu'elle pût redouter encore, l'Angleterre, venait enfin de déposer les armes.

Quelles avaient été les conséquences de cette sanglante collision? quelle était la situation respective des deux adversaires au sortir de cette lutte? L'Angleterre restituait à la France toutes les colonies qu'elle

lui avait enlevées pendant la guerre; des possessions ravies à nos alliés, elle ne conservait que la Trinité et Ceylan, faible accroissement de territoire qui ne semblait rétablir qu'imparfaitement l'équilibre entre les deux puissances; mais, si la France avait reculé ses frontières sur le continent, l'Angleterre de son côté avait acquis l'empire absolu des mers. Par des efforts prodigieux, elle avait porté son matériel naval à 189 vaisseaux de ligne; celui de la France était descendu à 47. Sur ces 189 vaisseaux, l'Angleterre en comptait 126 à flot; les ports français en renfermaient 36 à peine. Dans cette augmentation de la marine anglaise, 50 vaisseaux de ligne, capturés sur la France et sur ses alliés, figuraient déjà pour une part considérable, et pourtant ce chiffre de 50 vaisseaux ne comprenait qu'une partie des pertes que nous avions subies dans cette guerre malheureuse, car ces pertes s'élevaient à 55 vaisseaux de ligne pour la France, à 18 pour la Hollande, à 10 pour l'Espagne et à 2 pour le Danemark. En regard de ces 85 vaisseaux capturés ou détruits, les sacrifices de la marine anglaise méritaient à peine d'être mentionnés. De 1793 à 1802, l'Angleterre n'avait perdu que 20 vaisseaux : 15 avaient péri par accident, 5 seulement étaient tombés entre les mains de l'ennemi. Tel était le bilan déplorable de la grande guerre. La guerre de partisans, si souvent recommandée au directoire, nous avait-elle du moins offert des résultats plus heureux? Plus d'une fois, durant le cours de ces longues hostilités, nous avions modifié l'emploi de nos forces navales : nous n'avions jamais modifié l'organisation de nos vaisseaux. En dépit de cette fatale incurie, le dévoûment de nos marins n'était pas toujours resté stérile; cependant, malgré quelques glorieux triomphes, la fortune sur ce nouveau terrain avait encore trompé notre espoir. Après avoir entraîné nos alliés dans cette voie funeste, et livré aux croisières ennemies 184 frégates, 224 bricks ou corvettes, 950 corsaires, 6,200 bâtimens de commerce par la dispersion de nos forces, après avoir vu le gouvernement, pour conserver quelques matelots, obligé d'interdire la course à nos armateurs, nous nous étions trouvés accablés, mais non pas éclairés par tant de désastres. Pour la première fois, sur cette terre qui avait produit Duguay-Trouin et Suffren, mettant follement en oubli la gloire immortelle de trois règnes, on avait osé proclamer que les Français n'étaient point faits pour la guerre de mer; le bruit même du canon victorieux d'Algésiras n'avait étouffé qu'à demi cette injuste et décourageante opinion.

Bonaparte trouva donc les forces navales de la France dans un état voisin d'une ruine complète, quand il entreprit de les faire concourir à ses vastes desseins. Le projet qu'il avait formé de conduire ses légions en Angleterre s'était considérablement agrandi dans sa pensée depuis la paix d'Amiens; la flottille, composée de plus de 2,000 navires, était devenue une armée. Il n'est point douteux que la réunion de pareils

moyens n'eût permis au premier consul de réaliser d'une façon presque infaillible le plan dont son ambition semblait satisfaite en 1801. Jeter sur un point du territoire anglais un détachement assez fort pour enlever quelque ville importante du littoral n'eût été qu'un jeu d'enfant pour la flottille. Le vainqueur de l'Égypte et de l'Italie mûrissait d'autres pensées; il ne voulait plus faire peur à l'Angleterre, mais la conquérir. Il méditait de porter sur ses côtes 120,000 hommes à la fois, et songeait à faire renaître sur les plages du comté de Kent ou de Sussex la journée décisive d'Hastings. Il semble qu'il ait d'abord pensé que la flottille, armée de 3,000 bouches à feu de gros calibre, habile à se mouvoir à l'aide de la rame comme de la voile, saurait se frayer d'elle-même un passage à travers les escadres anglaises. Il fallait pour cela une chance heureuse, une journée de calme ou une journée de brume; Bonaparte avait obtenu déjà de plus rares faveurs du sort; il céda cependant aux objections qu'on lui présentait de toutes parts, et songea à couvrir le passage de la flottille par la présence d'une flotte dans la Manche. Disposant en maître des débris de la marine espagnole et de la marine hollandaise, il s'empressa de rassembler les vaisseaux que l'Angleterre n'avait point détruits encore, et, par de longs détours, se prépara à les amener entre Douvres et Boulogne. Depuis le renouvellement des hostilités jusqu'à la veille de la bataille de Trafalgar, tous les événemens convergent vers ce but. C'est un drame qui se déroule lentement, que l'on voit poindre, grandir, toucher un instant à une issue favorable, et se terminer par une catastrophe.

Du jour où le premier consul avait jugé l'existence d'une grande marine nécessaire à l'accomplissement de son entreprise, il avait mis à réparer nos pertes cette puissante énergie qui présidait à l'exécution de tous ses projets. Au mois de mars 1803, 10 vaisseaux devaient être en chantier à Flessingue et dans nos trois grands ports de commerce, Nantes, Bordeaux et Marseille. Brest en devait construire 3 autres, Lorient 5, Rochefort 6, Toulon 4, Gênes et Saint-Malo 2 (1). L'effectif de notre flotte pouvait atteindre ainsi, en moins de deux années, le chiffre de 66 vaisseaux de ligne; mais déjà les Anglais nous avaient devancés. Nos ports étaient bloqués, et, dès le 1er juin 1803, 60 vaisseaux avaient repris leur poste d'observation sur nos côtes. Cornwallis croisait devant Brest, Collingwood au fond du golfe de Gascogne, l'amiral Keith dans la Manche, lord Nelson devant Toulon. Ce dernier avait vivement sollicité le commandement de la Méditerranée. Tout annonçait, en effet, que ce serait encore là le théâtre le plus actif de la guerre. Malte, Corfou, la Sicile,

(1) Les vaisseaux qui devaient être construits à Nantes, Bordeaux, Marseille et Saint-Malo n'ont jamais été achevés; les bois déjà préparés pour ces constructions furent transportés dans nos grands ports de guerre.

l'Égypte, semblaient y appeler à l'envi toutes les flottes françaises, et l'homme qui possédait la confiance du premier consul, Latouche-Tréville, commandait à Toulon. Son escadre ne se composait que de 7 vaisseaux de ligne; mais 2 vaisseaux étaient en réparation dans l'arsenal, et 3 autres allaient bientôt descendre des chantiers.

Le 8 juillet 1803, Nelson, dont le pavillon flottait alors à bord du *Victory*, ralliait à la hauteur du cap Sicié l'escadre qui, sous les ordres du contre-amiral Bickerton, l'avait devancé dans la Méditerranée. Pendant quatre mois, il ne quitta point cette rude croisière; la rigueur de l'hiver et le besoin de renouveler sa provision d'eau l'obligèrent enfin à chercher un port de relâche. Il ne voulait pas entendre parler de Malte. « Mieux vaudrait être à Spithead, disait-il; je m'y trouverais plus à portée de Toulon. » Son opinion était tellement prononcée à cet égard, que ceux de ses vaisseaux qui avaient besoin de quelques réparations prenaient le chemin de Gibraltar de préférence à celui de Malte. « Un bon vent d'ouest, écrivait-il à l'amirauté, me les ramènera en quelques jours; si je les envoyais à Malte, je ne sais plus quand je les reverrais. » Il avait songé à conduire la flotte anglaise dans un des ports de la Sardaigne; mais celui d'Oristano ne lui paraissait point assez sûr, et celui de San-Pietro lui semblait trop éloigné. Le capitaine de *l'Agincourt* avait reconnu dans les bouches de Bonifacio, à l'abri des îles de la Madeleine, une vaste baie qu'il déclarait propre à recevoir une escadre. Nelson résolut d'y faire entrer la sienne, et le 31 octobre, après avoir lutté pendant plusieurs jours contre les vents d'est, il vint jeter l'ancre sur la rade qui porte encore le nom du vaisseau *l'Agincourt*. De là, en échelonnant ses frégates jusqu'à Toulon, il ne perdait point de vue la flotte française, et se trouvait tout prêt à s'élancer à sa poursuite, quelle que fût la direction qu'elle eût prise en sortant du port. Il sentait cependant combien la possession de cette excellente station devenait précaire, si les Français songeaient à s'en emparer. Le détroit de Bonifacio, si facile à franchir et si difficile à surveiller, lui semblait une faible défense pour les îles de la Madeleine. La neutralité de la Sardaigne, alors placée sous la puissante garantie de la Russie, ne le rassurait guère davantage, et il n'eût voulu placer sa confiance que dans un détachement de troupes anglaises maître de cette position importante.

« Sa majesté (écrivait-il au ministre anglais près la cour de Sardaigne) ne voudrait-elle pas consentir à recevoir deux ou trois cents soldats anglais dans l'île de la Madeleine? Ce serait le moyen le plus sûr de s'opposer à une invasion du côté de la Corse. » « La Sardaigne (répétait-il sans cesse) est la plus importante position de la Méditerranée, et le port de la Madeleine le plus important des ports de la Sardaigne. Il y a là une rade qui vaut celle de Trinquemalé et qui n'est pas à vingt-quatre heures de Toulon. Ainsi, la Sardaigne, qui couvre Naples, la Sicile, Malte, l'Égypte et tous les états du sultan, la Sardaigne bloque

en même temps Toulon; car, de cette île, si la flotte ennemie se dirige vers l'ouest, le vent qui la conduit vous est favorable pour la suivre; si elle fait route au sud, il faut qu'elle passe à votre portée. Malte ne vaut pas la peine d'être nommée après la Sardaigne, et, si je perdais cette île, je croirais perdre la flotte française. »

Perdre la flotte française, c'était, dans sa présomptueuse confiance, manquer l'occasion de la combattre. Nelson eût trouvé cette fois un rude adversaire. Esprit impétueux et persévérant, Latouche-Tréville était fait pour arracher notre marine à la torpeur où avaient dû la jeter ses derniers revers. A l'âge de cinquante-neuf ans, miné par la fièvre dont il avait rapporté le germe de Saint-Domingue, il montrait encore une activité qui eût honoré la plus robuste jeunesse. C'était la quatrième guerre à laquelle il prenait part, car il avait fait ses premières armes sous M. de Conflans, livré trois combats pendant cette lutte mémorable qui avait affranchi le continent américain, et porté, en 1792, sous les murs de Naples et de Cagliari, ce glorieux pavillon tricolore, devant lequel il brûlait d'humilier l'orgueil de l'Angleterre. Quand il arriva à Toulon, il trouva 7 vaisseaux et 4 frégates mal armés et mal tenus. Les officiers ne couchaient plus à bord de leurs bâtimens que lorsqu'ils étaient de service. En quelques jours, tout changea de face. Les communications furent interrompues avec la terre. L'escadre, mouillée sur des corps morts et prête à filer ses câbles au premier signal, forma une longue ligne d'embossage du fort de l'Éguillette au lazaret; les frégates prirent poste sous les batteries du fort Lamalgue, et la présence constante des officiers à bord de leurs vaisseaux eut bientôt rendu aux équipages l'activité et la subordination qu'on obtient si aisément des marins français, quand on sait leur en donner l'exemple. Avant que l'amiral Latouche prît le commandement de l'escadre, les frégates anglaises venaient impunément, à l'entrée du goulet, reconnaître nos vaisseaux et juger des progrès de nos armemens. Un vaisseau et une frégate, désignés pour croiser à tour de rôle en dehors de la rade, les obligèrent à se tenir au large. Si l'ennemi faisait avancer des forces plus considérables, un autre vaisseau et une seconde frégate mettaient immédiatement sous voiles, et l'escadre entière se tenait prête à les soutenir. Du haut du cap Sepet, où il s'établissait chaque matin en observation, l'amiral surveillait les croisières ennemies et dictait les mouvemens de son escadre. Ces sorties fréquentes, cette attente continuelle du combat, animaient nos marins et les remplissaient d'enthousiasme et d'ardeur.

« M. Latouche est tout prêt à prendre la mer (écrivait Nelson à ses amis), et, à la manière dont manœuvrent ses vaisseaux, je m'aperçois qu'ils sont bien armés; mais, de mon côté, je commande une flotte telle que je n'en ai jamais vu, et certes aucun amiral, à cet égard, n'a le droit de se dire plus heureux que

moi. M. Latouche s'aventure souvent en dehors du cap Sepet. Qu'il ait la bonté de venir jusque par le travers de Porquerolle, et nous verrons de quel bois sont faits ses vaisseaux.... Toutes ses manœuvres n'ont été jusqu'ici que des gasconnades. Cependant je ne doute pas que, dès qu'il recevra une mission, il ne soit homme, pour l'accomplir et exécuter ses ordres, à courir le risque de nous rencontrer et de nous combattre. »

Tout prouvait, en effet, que Latouche *aurait eu ce courage*. Dans le mois de juillet 1804, deux de nos frégates, qui croisaient en dedans des îles d'Hyères pour chasser de ce bassin quelques corsaires anglais, se trouvèrent contraintes par un calme plat de mouiller sous le château de Porquerolle. Nelson en eut connaissance et résolut de les attaquer. L'île de Porquerolle, qui couvre une partie de la baie d'Hyères, peut être tournée par ses deux extrémités. Nelson détacha vers l'est deux frégates et un vaisseau, afin de couper la retraite à nos bâtimens, et se porta vers la petite passe avec le reste de son escadre. L'amiral Latouche déjoua cette manœuvre; en quatorze minutes, ses 8 vaisseaux étaient sous voiles et faisaient route vers l'ennemi. Nelson n'avait alors que 5 vaisseaux à opposer à l'escadre française. Il s'empressa de rappeler le vaisseau et les frégates qu'il avait détachés dans l'est de Porquerolle, et opéra sa retraite sous petites voiles, comme le lion qui s'éloigne, prêt à se retourner contre le chasseur. L'irritation de Nelson fut extrême, quand il apprit quelques jours plus tard, par les journaux français, que Latouche-Tréville s'était vanté de l'avoir poursuivi jusqu'à la nuit. « Je garde cette lettre de Latouche, écrivait-il à ses amis, et, par le Dieu qui m'a créé, si je le rencontre, je veux la lui faire avaler. » Ces grossières bravades ont flatté les passions de la foule et contribué à la popularité de Nelson; mais l'histoire à son tour les recueille, et c'est pour exprimer le regret que de telles pauvretés soient sorties de ce grand cœur, que tant de faiblesse ait pu s'unir à tant de gloire.

Une année cependant s'était écoulée, et la flotte française n'avait point encore quitté Toulon. « Ces vaisseaux, écrivait Nelson, ne peuvent tarder à prendre la mer; quelle est donc leur destination? Est-ce l'Irlande? est-ce le Levant? » Son esprit agité errait sans cesse entre ces deux alternatives. Quelquefois il ne mettait point en doute que l'escadre française ne dût sortir de la Méditerranée; mais, si elle passait le détroit, serait-ce bien vers l'Irlande qu'elle se dirigerait? N'irait-elle pas plutôt joindre les 7,000 hommes de troupes qu'elle devait embarquer à Toulon aux garnisons de la Guadeloupe et de la Martinique, et s'emparer des Antilles anglaises? Nelson, songeant à la possibilité d'un pareil plan de campagne, se promettait de passer le détroit à la suite de nos vaisseaux. « Je les poursuivrai jusqu'aux Indes, s'il le faut, » écrivait-il au gouverneur de Malte. Cette opinion était à peine entrée dans son esprit que de nouveaux renseignemens venaient donner une

autre direction à ses pensées. Une escadre française, revenant de Saint-Domingue, s'était réfugiée au Ferrol, où elle était bloquée par le contre-amiral Cochrane. Si cette escadre venait se réunir à celle de Toulon, Nelson voyait déjà l'Égypte ou la Morée au pouvoir de nos troupes. Il songeait alors à prendre une position qui lui permît d'accabler nos escadres séparées avant qu'elles eussent pu opérer leur jonction. Ce qui le préoccupait davantage encore, c'était la présence de 21 vaisseaux à Brest et de 5 vaisseaux à Rochefort. L'amiral Bruix, en 1799, avait débloqué Cadix et Carthagène et réuni 40 vaisseaux français et espagnols dans la Méditerranée. Un amiral entreprenant pouvait, en trompant la surveillance de Cornwallis, souvent obligé, à l'entrée de l'hiver, de se réfugier à Portsmouth, être sorti de Brest et avoir rallié les vaisseaux de Rochefort et du Ferrol avant que la nouvelle de son départ fût parvenue à Spithead. Dès que Nelson connut la nomination de l'amiral Gantheaume au commandement de la flotte de Brest, il ne douta point que ce choix n'indiquât l'intention de Napoléon de porter ses vaisseaux dans une mer que Gantheaume avait la réputation de bien connaître. « D'ailleurs, disait-il, c'est ici que Bonaparte veut trouver à s'agrandir, et c'est ici qu'il faut lui opposer de grandes armées et de grandes flottes. » Au milieu de ces inquiétudes, Nelson conservait pourtant la même audace et la même confiance en sa fortune. Bien que ses forces fussent déjà inférieures à celles de Latouche-Tréville et qu'il dût s'attendre à voir cet amiral rallié par de nouveaux renforts, il ne craignait point d'affaiblir son escadre en laissant constamment dans la baie de Naples un vaisseau de ligne prêt à enlever la famille royale et à la transporter à Palerme, si les troupes françaises franchissaient la frontière du royaume.

La France venait alors d'appeler à l'empire l'homme qui l'avait sauvée de l'Europe en armes et de l'anarchie; l'invasion de l'Angleterre se préparait avec une activité nouvelle. La flotte de Toulon avait été portée à 10 vaisseaux. Latouche-Tréville devait la conduire devant Cadix, y rallier le vaisseau *l'Aigle*, débloquer les 5 vaisseaux réunis à Rochefort, et, avec 16 vaisseaux de ligne, paraître dans la Manche, pendant que Gantheaume tiendrait devant Brest Cornwallis en échec. Les Anglais n'avaient en rade des Dunes que 7 ou 8 vaisseaux, et l'escadre qui bloquait le Texel ne pouvait abandonner cette croisière sans laisser la mer libre à l'escadre hollandaise, composée de 5 vaisseaux et de 4 frégates, que s'apprêtait à suivre un convoi de 80 voiles. De toutes les transformations qu'avait déjà subies le plan de l'empereur, de toutes celles qu'il devait subir encore, celle-ci était assurément la plus heureuse. Elle offrait le double avantage de ne faire sortir qu'en été des vaisseaux entièrement déshabitués de la mer, et de ne réunir dans la

Manche qu'une force manœuvrante moins exposée qu'une armée navale à des séparations ou à des retards presque inévitables.

Tout semblait présager le succès de cette entreprise, quand la mort de l'amiral Latouche vint obliger l'empereur à en ajourner l'exécution. Latouche-Tréville mourut à bord du vaisseau *le Bucentaure* le 20 août 1804. Un jeune officier-général formé dans la campagne de 1795 à l'école de l'amiral Martin, le contre-amiral Dumanoir, commandait en sous-ordre à Toulon. A l'âge de trente-quatre ans, il se vit appelé par ce triste événement à remplacer provisoirement le premier officier de notre marine. L'ame de Latouche-Tréville animait encore son escadre, et, grace à cette influence, Dumanoir put porter sans fléchir le fardeau de son héritage. L'empereur cependant voulait une main plus sûre pour ce grand commandement. Le vice-amiral Villeneuve, signalé par la belle défense de Malte, dont il venait de partager les dangers avec le général Vaubois, lui fut désigné par l'amiral Decrès. Villeneuve avait contre lui le fâcheux souvenir d'Aboukir, mais l'empereur voyait cette affaire sous un jour favorable. Moins frappé de l'inaction de l'arrière-garde pendant le combat que du succès de sa retraite, il louait l'amiral Villeneuve d'avoir ainsi sauvé les seuls vaisseaux français qui eussent échappé au désastre, et croyait reconnaître à ce signe l'officier plus habile et surtout l'officier *plus heureux* que ses compagnons d'armes. Quand le choix de l'empereur s'arrêta sur cet amiral, il semble que ce soit moins à ses hautes vertus militaires qu'à sa prétendue *fortune* qu'il ait accordé sa confiance (1). Villeneuve, dans la force de l'âge (car il n'avait alors que quarante-deux ans), possédait en effet de précieuses qualités, mais non point les qualités qu'eût exigées la mission dont on voulait l'investir. Il était brave, instruit, fait pour honorer une marine qui, comme la marine anglaise, n'aurait eu qu'à combattre : son tempérament mélancolique et doux, son humeur chagrine et modeste, convenaient mal au jeu plus ambitieux que méditait l'empereur (2).

Quand Villeneuve, le 6 novembre 1804, arbora son pavillon sur *le Bucentaure*, une cérémonie imposante se préparait à Toulon. Cette ville

(1) Singulière faiblesse d'un si grand esprit! La correspondance de Villeneuve avec l'amiral Decrès paraît cependant en contenir la preuve. « Vous voyez, écrivait Villeneuve arrivé aux Antilles et encouragé par ses premiers succès, vous voyez que l'empereur n'a point eu tort de compter sur ma *bonne fortune*. »

(2) Personne n'a mieux rendu la dignité grave et triste de cette physionomie devenue historique, que le vice-amiral Collingwood, dont Villeneuve fut pendant plusieurs jours le compagnon et le prisonnier après le combat de Trafalgar. « L'amiral Villeneuve (écrivait Collingwood le 12 décembre 1805) est un homme parfaitement bien élevé, et, je le crois aussi, *un excellent officier. Rien en lui ne rappelle ces allures blessantes et ce ton fanfaron que nous attribuons trop souvent peut-être à ses compatriotes.* »

avait reçu les restes mortels de Latouche-Tréville. Les officiers de l'escadre voulurent que ces précieuses dépouilles reposassent aux lieux mêmes d'où ce chef regretté avait vu pour la dernière fois s'éloigner les vaisseaux ennemis. Sur le sommet du cap Sepet, ils élevèrent un monument à sa mémoire. Le corps de Latouche y fut transporté, et, au milieu d'une foule attendrie, Villeneuve prononça sur sa tombe ces touchantes paroles : « De cette hauteur qui domine la rade et nos vaisseaux, l'ombre de Latouche-Tréville inspirera nos entreprises. Il sera pour ainsi dire toujours présent au milieu de nous. Les yeux souvent tournés vers son tombeau, nous puiserons dans cette vue ce zèle infatigable, ce courage à la fois prudent et intrépide, cet amour de la gloire et de la patrie, qui, sujets éternels de notre estime et de nos regrets, doivent l'être encore de notre constante émulation. Marins, ils seront sans cesse l'objet de la mienne; le successeur de Latouche vous le promet. Promettez-lui qu'aux mêmes titres il sera sûr d'obtenir de vous la même fidélité et le même attachement (1). »

II.

L'Espagne, dont l'empereur recevait secrètement un subside annuel de 48 millions, n'était point encore engagée dans cette guerre. Peu de temps après la mort de Latouche-Tréville, une avide et odieuse agression l'obligea à sortir de la neutralité qui convenait si bien à sa faiblesse et à notre politique. Le 5 octobre 1804, quatre frégates espagnoles, chargées de trésors considérables, furent arrêtées devant Cadix par la division du capitaine Moore. Attaqué par des forces supérieures, le contre-amiral Bustamente, qui commandait la division espagnole, se défendit en homme de cœur. Neuf minutes après le commencement de l'action, l'explosion de la frégate la *Mercedes* rendit la lutte plus inégale encore. La *Medea*, que montait Bustamente, la *Clara* et la *Fama*, qui combattaient à ses côtés, durent amener successivement leur pavillon devant le vaisseau rasé l'*Indefatigable* et les frégates la *Medusa*, l'*Amphion* et le *Lively*. L'Espagne répondit à ce vol à main armée par une

(1) L'amiral Latouche a joui dans notre marine d'une immense réputation, et, si j'en dois croire les souvenirs encore pleins de fraîcheur d'un officier dont la frégate a porté son pavillon, cette réputation était méritée. Ces souvenirs ont confirmé pour moi le témoignage de l'amiral Villeneuve. Cet officier, duquel Latouche écrivait : ***Vous dire du bien de notre brave et excellent capitaine de haut bord serait porter de l'eau à la rivière ou de l'or au Pactole,*** possède encore plusieurs lettres intimes de Latouche-Tréville. Il est facile d'y reconnaître ces traits si bien choisis par Villeneuve dans l'éloge funèbre qu'il prononça sur la tombe de l'illustre amiral, « la sûreté et les charmes de son commerce, les agrémens de sa conversation, cet art d'allier le plaisir et une franche gaieté au sérieux des affaires. »

déclaration de guerre; mais elle ne fut prête à entrer en campagne qu'au mois de mars 1805.

Au moment où surgissait cette nouvelle complication, qui coïncidait avec l'arrivée de Villeneuve à Toulon, les forces de Nelson venaient d'être portées à onze vaisseaux; Villeneuve aussi en avait onze sous ses ordres, et, tandis que l'Espagne commençait ses préparatifs, la flotte française achevait les siens. « Les vaisseaux français, écrivait Nelson, embarquent des troupes, des selles, des chevaux même, dit-on, et cependant ils demeurent au port. Si du moins je connaissais leur destination, si j'étais sûr de les rencontrer, je serais un misérable de mettre un instant en doute l'issue de cette rencontre. » A défaut de combats, les soins de son escadre faisaient oublier à Nelson les ennuis d'une croisière dont le terme semblait reculer sans cesse. Les réparations les plus urgentes s'exécutaient à la mer, et les frégates apportaient à la flotte les provisions de toute sorte qu'on pouvait tirer de la côte d'Espagne et d'Italie, souvent même de la côte de France. Grace à la prévoyance de l'amiral, le scorbut était inconnu dans la flotte anglaise : après seize mois de croisière, pendant lesquels Nelson était resté presque constamment entre le cap Saint-Sébastien et la Sardaigne, cette flotte ne comptait pas un malade sur 6,000 hommes. « La grande affaire dans une armée, écrivait l'amiral, c'est la santé des hommes dont cette armée se compose. » Il est touchant, il est surtout instructif de voir l'importance que ce grand homme de mer attache aux moindres détails qui peuvent assurer le bien-être de ses matelots. Quand il s'agit de dresser des plans d'attaque, il se contente d'indiquer sa pensée à grands traits : « Les signaux sont inutiles, dit-il, entre gens disposés à faire leur devoir; notre principal objet est de nous soutenir mutuellement, de serrer l'ennemi de près et de nous placer sous le vent, afin qu'il ne nous échappe pas; » mais quand il en vient à s'occuper des vivres qu'on lui envoie de Malte, des vêtemens destinés aux marins de sa flotte, sa sollicitude n'est point aussi aisément satisfaite. Il lui faut, pour la rassurer complétement, avoir prévu jusqu'aux vérifications les plus minutieuses, avoir indiqué quelle épreuve on fera subir aux légumes secs, au bœuf et au porc salé avant de les accepter et de les distribuer aux équipages. Et ces chemises de laine, trop courtes d'au moins cinq ou six pouces, qui exposent ses matelots au danger d'un refroidissement subit, n'est-ce pas là une de ses plus sérieuses préoccupations, au moment même où M. Frere, l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid, lui écrit qu'il va demander ses passeports et s'embarquer pour Londres? C'est qu'avec « quelques pouces de plus, ces chemises imparfaites seraient l'un des meilleurs vêtemens introduits dans le service de la flotte et sauveraient peut-être la vie à plus d'un bon matelot. » Comme Wellington, Nelson, en véritable Anglo-Saxon, ne songe point à mettre en doute le patriotisme d'un sol-

dat bien payé, bien vêtu et bien nourri. Aussi, lorsqu'en dépit de tant d'attentions, les marins anglais cherchent à fuir cette existence claustrale et se laissent séduire par les recruteurs espagnols, son indignation ne trouve point de termes assez méprisans pour qualifier une pareille conduite. « Quand je vois, s'écrie-t-il, des matelots anglais se dégrader au point de quitter, en temps de guerre, le service de leur pays pour entrer au service de l'Espagne, *abandonner une solde d'un shilling par jour, des provisions abondantes et de premier choix*, tout le bien-être, en un mot, que leurs chefs peuvent leur procurer, pour aller chercher une mauvaise paie de deux pence par jour, *du pain noir, des fèves de rebut* (*horse-beans*) *et de l'huile puante;* quand je vois des matelots anglais devenir soldats espagnols, je rougis pour eux. S'il est une chose que les étrangers admirent chez nous, c'est assurément notre amour pour notre pays. Ceux qui désertent son service oseront-ils se vanter de l'aimer? »

Ces lettres familières, si remplies d'enseignemens, empruntent d'ailleurs à la date qu'elles portent un nouvel intérêt. Pressé entre deux escadres, dont l'une est déjà armée à Toulon et dont l'autre s'arme à Carthagène, Nelson ne voit dans l'union de l'Espagne et de la France qu'une *guerre riche et lucrative* substituée à *une pauvre guerre, à une guerre sans profits et sans parts de prises*. Cette alliance redoutable ne se présente à son esprit que comme une chance de plus d'arrondir et d'embellir sa propriété de Merton, de mettre aussi de côté un peu de cet argent dont « il ne dépense guère pour lui-même, bien qu'il aime assez à le répandre autour de lui; » mais si les pleurésies, si les affections de poitrine, « si fréquentes dans la Méditerranée, » viennent affliger son escadre, comment réparera-t-il ses pertes? Voilà ce qu'il faut craindre plus qu'une flotte espagnole. L'Angleterre n'a pas de matelots à envoyer aux vaisseaux de la Méditerranée. On autorise bien Nelson à recruter des Italiens, mais les Italiens désertent dès qu'ils sentent l'air natal; des Français, il ne veut de Français sous aucun prétexte; de *bons Allemands* (*good Germans*), les Allemands sont rares. D'ailleurs, ces larges doctrines en fait de recrutement, pratiquées sans hésitation par l'amirauté britannique, ne trouvent que dans de longues croisières un correctif indispensable. On ne fait point en quelques jours d'un laboureur un intrépide gabier. A Nelson lui-même, il n'a pas fallu moins de vingt mois de mer pour former complétement ses équipages, composés, dans le principe, des élémens les plus hétérogènes; mais que ne peut, sous un chef actif, le salutaire et quotidien labeur d'une navigation difficile? Il n'est point jusqu'à un général noir, le général Joseph Chrestien, qui, passager ou plutôt prisonnier sur la frégate française *l'Embuscade*, que le *Victory* a capturée, ne soit devenu entre les mains de Nelson et à cette rude école un « parfait matelot. » Le secret de faire une bonne

flotte est donc de la confier à des mains habiles et de la tenir à la mer. C'est là qu'elle grandit, et quand le malheureux Villeneuve, près de quitter Toulon, disait à son armée : « Rien ne doit nous étonner dans la vue d'une escadre anglaise, leurs vaisseaux sont harassés par une croisière de deux ans, » il proclamait involontairement la cause la plus réelle du fatal triomphe que ces vaisseaux devaient obtenir un jour.

Une première épreuve allait déjà constater l'immense différence qui ne peut manquer d'exister entre une flotte assouplie par d'utiles fatigues et une flotte échappant pour la première fois aux douceurs du port. Le 19 janvier 1805, Nelson était mouillé dans la rade d'Agincourt, quand deux de ses frégates, *l'Active* et le *Seahorse*, parurent à l'entrée des bouches de Bonifacio. Couvertes de toile, elles portaient en tête de mât ce signal si long-temps attendu : *La flotte ennemie a pris la mer*. Il était trois heures de l'après-midi lorsqu'elles mouillèrent près du *Victory*, et à quatre heures trente minutes l'escadre anglaise était sous voiles. Il fait nuit vers cinq heures à cette époque de l'année. Le vent soufflait de l'ouest très grand frais, et l'escadre ne pouvait remonter contre le vent. Il fallait donc la faire sortir par un des étroits passages qui, du côté de l'est, donnent accès dans cette mer tyrrhénienne dont les flots si souvent agités vont baigner la côte d'Italie. Quoique l'obscurité fût déjà complète, Nelson prit avec le *Victory* la tête de la ligne et se chargea de conduire lui-même ses onze vaisseaux entre l'écueil des Biscie et l'extrémité nord-est de la Sardaigne. Ce passage, dont la largeur n'excède guère 400 mètres, n'a été tenté depuis lors par aucune autre flotte. L'escadre anglaise le franchit sur une ligne de file, chaque vaisseau portant son fanal de poupe allumé pour diriger dans le canal le vaisseau qui le suivait.

La flotte française, quand les frégates de Nelson l'avaient perdue de vue, faisait encore route au sud avec une grande brise de nord-ouest. Nelson ne douta point qu'elle ne se dirigeât vers l'extrémité méridionale de la Sardaigne, et, dès qu'il eut doublé les derniers îlots qui se rattachent au groupe des îles de la Madeleine, il laissa arriver le long de la côte de Sardaigne et détacha une de ses frégates vers Cagliari et San-Pietro dans l'espoir d'y obtenir quelques informations sur la flotte de l'amiral Villeneuve. Le temps était incertain et menaçant; le vent, très frais dans le canal, était devenu inégal et variable. Nelson pressentit un coup de vent, et avant minuit l'escadre se trouvait sous une voilure maniable, les vergues hautes amenées sur le pont et les mâts de perroquet calés. Attentif à étudier les moindres signes précurseurs d'une perturbation atmosphérique, Nelson avait la plus grande foi dans les indications du baromètre, et son journal contient à cet égard des observations du plus haut intérêt qu'il y consignait chaque jour de sa propre main. Chose digne de remarque! le bouillant amiral ménageait

ses vergues et ses voiles dans les circonstances ordinaires plus soigneusement que son escadre ou son vaisseau dans les occasions décisives. Nelson connaissait d'ailleurs mieux que personne la mer dans laquelle il naviguait en ce moment. Il savait avec quelle soudaine violence se déclarent les ouragans dans la Méditerranée, et, s'attendant à rencontrer l'ennemi, il ne voulait point s'exposer à lui présenter des vaisseaux déjà désemparés.

La tempête que Nelson avait prévue n'éclata que le lendemain; elle trouva l'escadre anglaise sous ses voiles de cape et prête à défier toute la furie des grains de sud-sud-ouest qui se succédèrent sans interruption jusqu'au 23 janvier. Nelson apprit alors par ses frégates qu'un vaisseau français démâté de ses deux mâts de hune s'était réfugié à Ajaccio et qu'une frégate française avait paru à l'entrée du golfe de Cagliari. Il pensa que notre escadre avait été dispersée par la tempête qu'il venait d'essuyer. « De deux choses l'une, écrivit-il à l'amirauté, ou cette escadre désemparée sera rentrée au port, ou elle aura fait route à l'est et probablement vers l'Égypte. Si elle est revenue sur ses pas, je n'ai plus l'espoir de la joindre et je n'ai par conséquent rien à perdre en me dirigeant vers le Levant; si, au contraire, elle a continué sa route, j'ai toutes les chances possibles de l'atteindre. »

Le 29 janvier 1805, l'escadre anglaise doublait l'île de Stromboli, franchissait, malgré les vents contraires, le phare de Messine, et, quelques jours plus tard, reconnaissait la côte d'Afrique. Les vaisseaux français n'avaient pas paru devant Alexandrie, et, le 8 février, Nelson, désespéré, reprenait la route de Malte et de Toulon. « Cependant, écrivait-il encore à l'amirauté, bien que j'eusse appris les avaries éprouvées par un vaisseau français, je ne pouvais oublier le caractère de Bonaparte. *Je savais que les ordres donnés par lui sur les bords de la Seine ne prendraient en considération ni le temps ni la brise,* et en effet, dans mon opinion, y eût-il eu trois ou quatre vaisseaux français désemparés, *ce n'était pas une raison suffisante pour arrêter une expédition importante.* »

Ce ne fut que le 14 février, et quand il n'était plus qu'à cent lieues de Malte, que Nelson apprit d'une façon certaine ce qu'était devenue la flotte française. L'empereur n'avait point osé confier au vice-amiral Villeneuve l'exécution de ce plan audacieux qu'il avait conçu pour Latouche-Tréville. C'était la flotte de Brest et l'amiral Gantheaume qu'il voulait cette fois appeler dans la Manche. Pour diviser l'attention des vaisseaux anglais et les éloigner de nos côtes, il avait résolu de porter deux escadres dans la mer des Antilles. Le contre-amiral Missiessy était parti de Rochefort le 11 janvier, Villeneuve, de Toulon, le 18. Après avoir essuyé treize jours de cape dans le golfe de Gascogne, l'amiral Missiessy avait pu continuer sa route. Villeneuve, qui croyait toujours

sentir Nelson sur sa trace, montra moins de persévérance. Il avait éprouvé de sérieuses avaries et avait perdu de vue, dès la première nuit, le vaisseau *l'Indomptable* et trois de ses frégates. Il s'empressa de rentrer au port. « Ces messieurs, écrivait Nelson à lord Melville, ne sont pas habitués à ces ouragans que nous avons défiés pendant vingt et un mois sans y perdre un mât ou une vergue. » Cette inexpérience de la mer était, en effet, le grand mal de notre marine. Villeneuve, déjà découragé par cette première sortie, s'en plaignait avec amertume.

« L'escadre de Toulon (écrivait Villeneuve à l'amiral Decrès) paraissait fort belle sur la rade, les équipages bien vêtus, faisant bien l'exercice; mais, dès que la tempête est venue, les choses ont bien changé. Ils n'étaient *pas exercés aux tempêtes*. Le peu de matelots confondus parmi les soldats ne se trouvaient plus. Ceux-ci, malades de la mer, ne pouvaient plus se tenir dans les batteries. Ils encombraient les ponts. Il était impossible de manœuvrer. De là des vergues cassées, des voiles emportées, car, dans toutes nos avaries, il y a eu bien autant de *maladresse* ou d'*inexpérience* que de défaut de qualité des objets délivrés par les arsenaux. »

Telles sont les scènes de confusion qui ont souvent signalé l'entrée en campagne de nos escadres. Au début de la guerre, l'Angleterre prenait rapidement l'offensive. Ses vaisseaux étaient devant nos ports que les nôtres n'étaient point encore en état d'en sortir. Chaque jour rendait l'ennemi plus fort et diminuait notre confiance. Au lieu de prendre la mer en dépit des escadres anglaises, de vive force s'il était nécessaire, on aimait mieux attendre qu'un coup de vent les obligeât à lever le blocus. On sortait alors à la faveur d'une tempête, et plus d'une fois cette tempête ne laissa rien à faire à l'ennemi (1).

III.

Après son excursion devant Alexandrie, Nelson se trouva retenu dans le sud de la Sardaigne par une longue série de vents d'ouest, et ce ne fut que le 12 mars qu'il put reconnaître les côtes de Provence. Le 15, il avait regagné son poste d'observation sous le cap Saint-Sébastien; mais, après avoir détaché devant Barcelone le vaisseau le *Leviathan*,

(1) L'empereur, pour préparer ces expéditions malheureuses, n'avait eu devant lui que deux années d'une trêve incomplète; mais ce qu'on n'eût pu sans injustice demander à ce règne agité, ne serait-on point en droit de l'exiger d'un gouvernement opérant au milieu de circonstances régulières? Quand on veut une marine, quand il faut la créer de toutes pièces, la faire sortir tout armée, non de la constitution même du pays, comme le peut faire un peuple commerçant, mais d'une grande pensée politique comme doit le faire une nation militaire, il n'y a qu'un moyen peut-être de prévenir le danger d'être à demi vaincu avant d'avoir eu l'occasion de combattre : c'est d'être à la fois actif et prévoyant, de tenir ses vaisseaux prêts à armer au premier signal, et d'aller menacer les côtes de l'ennemi avant qu'il ait pu bloquer les vôtres.

afin d'inspirer à Villeneuve une fausse sécurité et de lui donner à penser qu'il avait de nouveau établi sa croisière sur la côte d'Espagne, il se reporta rapidement vers l'extrémité méridionale de la Sardaigne; le 27 mars, il mouillait dans le golfe de Palmas, où l'attendaient déjà de nombreux transports chargés de vivres pour son escadre. Nelson ne doutait point que Villeneuve ne reprît la mer dès que ses bâtimens auraient réparé leurs avaries, et, résolu à le poursuivre *jusqu'aux antipodes*, il avait voulu compléter sa provision d'eau et embarquer au moins cinq mois de vivres sur chacun de ses vaisseaux. « Bonaparte s'est souvent vanté, écrivait-il à Collingwood, que notre flotte s'userait à la mer, tandis que la sienne ne ferait que s'accroître dans le port. Il doit savoir aujourd'hui, *si la vérité arrive jusqu'aux empereurs*, que sa flotte peut en une seule nuit éprouver plus d'avaries que la nôtre dans une année entière. »

Les bâtimens séparés de l'escadre française pendant la nuit orageuse qui suivit son départ avaient déjà rejoint l'amiral Villeneuve. *La Cornélie* était rentrée à Toulon le 22 janvier, le vaisseau *l'Indomptable* le 24. Les frégates *l'Hortense* et *l'Incorruptible*, qui s'étaient portées vers le détroit de Gibraltar, premier rendez-vous indiqué en cas de séparation, effectuèrent aussi leur retour après avoir capturé les corvettes anglaises l'*Arrow* et l'*Acheron*. Le vice-amiral Villeneuve était donc prêt à reprendre la mer; mais il voulut profiter de sa relâche pour opérer quelques mutations dans son escadre. La frégate *l'Incorruptible* cessa de faire partie de l'expédition; *l'Uranie* fut remplacée par *l'Hermione*, et, au lieu de *l'Annibal*, le capitaine Cosmao prit le commandement du *Pluton*, vaisseau de 74 qu'on venait de lancer. Deux mois avaient été perdus dans ces préparatifs, et l'empereur avait dû modifier ses premiers projets. Suivant la pente naturelle à son génie, il les avait encore agrandis. Villeneuve cette fois devait se présenter devant Cadix, y rallier le vaisseau *l'Aigle* et l'escadre espagnole commandée par l'amiral Gravina, se porter avec ce renfort dans la mer des Antilles, où il serait rejoint par les 21 vaisseaux de Gantheaume, et de là faire route sur Boulogne, afin d'y couvrir avec 50 vaisseaux le passage de la flottille. La division qu'il commandait, composée de 11 vaisseaux et de 6 frégates, était ainsi destinée à former le centre autour duquel viendraient se grouper ces escadres encore séparées et gardées à vue par les croisières anglaises.

Le 29 mars, l'amiral Villeneuve appareillait pour la seconde fois de Toulon avec une jolie brise de nord-est et se dirigeait vent arrière entre la Sardaigne et les Baléares. Le lendemain matin, le vent tourna au nord-ouest; au lieu de fraîchir, comme on devait s'y attendre, il mollit considérablement, et, pendant deux jours, notre escadre fit très peu de chemin. Le 31 mars au soir, elle n'était encore qu'à dix ou douze

lieues du cap Sicié, quand elle fut aperçue par les frégates anglaises *l'Active* et *la Phébé*. *La Phébé* laissa arriver sur le golfe de Palmas, où elle devait trouver Nelson; *l'Active* essaya de se maintenir à portée d'observer la route de nos vaisseaux; durant la nuit, elle les perdit de vue. Par un heureux concours de circonstances, Villeneuve apprit le lendemain d'un bâtiment ragusain que, cinq jours auparavant, la flotte anglaise louvoyait dans le sud de la Sardaigne. Assuré de trouver la mer libre au nord des Baléares, il serra le vent, rallia la côte d'Espagne, et, le 6 avril, se trouva en vue de Carthagène.

Informé de la sortie de notre escadre, Nelson l'attendait en vain entre la Sardaigne et la côte d'Afrique. « Je suis complétement égaré, écrivait-il dans son désespoir, par la faute de mes frégates, qui ont perdu la trace de l'ennemi à la sortie du port; mais à quoi me serviraient les plaintes et la colère? » Ce ne fut que le 10 avril que, se tenant à la hauteur de l'île d'Ustica, afin d'être prêt à se porter sur Naples ou sur la Sicile, il commença à soupçonner la route qu'avait suivie notre escadre en sortant de Toulon. Une lettre du ministre anglais à Naples lui fit connaître qu'un corps de troupes sous les ordres du général Craig et sous l'escorte du contre-amiral Knight avait dû partir d'Angleterre pour se rendre dans la Méditerranée. Cette expédition importante pouvait être interceptée par l'amiral Villeneuve, et Nelson n'hésita plus, pour la couvrir, à se diriger en toute hâte vers le détroit. Pendant qu'il luttait avec persévérance contre de violens vents d'ouest, il apprit, le 16 avril, par un bâtiment neutre, que les vaisseaux français avaient été aperçus le 7 sous le cap de Gate. « Si cette nouvelle est vraie, écrivait-il à Naples, je frémis en songeant à tout le mal que peut nous avoir fait l'ennemi! » Le 7 avril, en effet, l'escadre française avait déjà dépassé Carthagène. Le contre-amiral Salcedo commandait dans ce port six vaisseaux espagnols. Villeneuve eût voulu les joindre à son escadre; mais Salcedo demandait trente-six heures pour embarquer ses poudres (1) : une brise favorable venait de s'élever; Villeneuve, impatient d'en profiter, ne voulut pas s'arrêter davantage. Il continua sa route, et le 9 avril, il donnait dans le détroit de Gibraltar. Le soir même, chassant devant lui le vice-amiral Orde et les cinq vaisseaux anglais qui bloquaient Cadix, il jetait l'ancre à l'entrée de ce port, afin d'opérer sa jonction avec l'amiral Gravina.

Cet amiral espagnol était né à Naples. Charles III, dont on l'a cru généralement le fils naturel, le fit entrer dans la marine et l'envoya combattre les Algériens. En 1793, Gravina servait sous les ordres de l'amiral Langara et prenait part à la défense de Toulon et de Roses. Cette campagne lui valut le grade de contre-amiral et la réputation

(1) Lettre du général Beurnonville à l'amiral Decrès.

d'officier intrépide. Choisi pour ambassadeur par la cour de Madrid, il vint à Paris en 1805 et plut à l'empereur, qui le désigna pour commander la flotte espagnole. On n'approchait point impunément de l'empereur. Gravina, qui, à l'âge de cinquante-huit ans, cachait encore, sous une grande simplicité de manières, un caractère exalté et chevaleresque, tomba complétement sous le charme. Sans consulter les forces d'une marine dégénérée, il promit de suivre la flotte française *partout et à toute entreprise* (1). Le 3 avril, plein d'ardeur et brûlant d'entrer en campagne, il arborait son pavillon sur le vaisseau l'*Argonauta*, mouillé en rade de Cadix. L'Espagne possédait 16 vaisseaux dans ce port; mais le dénûment complet dans lequel étaient tombés les arsenaux, les ravages que venait d'exercer la fièvre jaune sur le littoral déjà dépeuplé, avaient opposé à la bonne volonté du cabinet de Madrid et au zèle infatigable de notre ambassadeur, le général Beurnonville, des obstacles insurmontables. Au bout de trois mois et à force d'expédiens, on était parvenu à armer 6 vaisseaux, dont 2 de 64, *les plus misérables bâtimens*, à l'exception de l'*Argonauta, qu'on eût jamais envoyés à la mer* (2). Pour former les équipages de cette escadre, il avait fallu avoir recours *à la presse*, et on n'avait ainsi recueilli, de l'aveu même du général Beurnonville, *qu'une racaille épouvantable* (3). Les officiers, il est vrai, qui montaient ces vaisseaux si mal armés, braves et instruits pour la plupart, étaient fort dévoués à leur amiral; mais ce n'était pas d'officiers dévoués qu'avait manqué la marine espagnole depuis le commencement de la guerre : d'héroïques résistances avaient honoré le pavillon de Charles IV; aucune résistance heureuse ne l'avait rendu redoutable à l'ennemi.

Un exemple bien récent encore eût dû cependant nous ouvrir les yeux sur le danger d'appeler dans la lice de semblables auxiliaires. Le 6 juillet 1801, peu de temps avant la paix d'Amiens, on avait vu trois vaisseaux français, protégés par deux méchantes batteries et une position habilement choisie, combattre avec avantage, devant Algésiras, six vaisseaux anglais. Quelques jours après ce combat, dans lequel le vaisseau l'*Hannibal* resta en notre pouvoir, une division de 5 vaisseaux espagnols sort de Cadix avec un sixième vaisseau donné à la France, le *San-Antonio*, sur lequel on jette à la hâte un équipage. L'amiral Linois, qui commande notre escadre, appareille avec ce renfort. Sir James Samnarez, qu'il vient de vaincre, appareille aussi pour le poursuivre. Les 9 vaisseaux des alliés prennent chasse devant 5 vaisseaux anglais, et à l'un des plus beaux combats de notre marine succède un épouvantable désastre. Le *San-Antonio*, entouré, est forcé de se rendre.

(1) Lettre de l'amiral Gravina à l'amiral Decrès.
(2) Lettre de l'amiral Villeneuve à l'amiral Decrès.
(3) Lettre du général Beurnonville à l'amiral Decrès.

Deux trois-ponts espagnols sont atteints au milieu de la nuit par un seul vaisseau anglais. Les équipages perdent la tête, le feu éclate dans les batteries, et les deux vaisseaux, après s'être canonnés mutuellement, font bientôt explosion. 2,000 hommes sont victimes de ce double suicide. Quant aux vaisseaux français, à peine remis du combat d'Algésiras, ils repoussent victorieusement l'ennemi et entrent à Cadix, le lendemain, couverts de gloire, mais consternés d'un succès que de fidèles et généreux alliés ont payé d'un si grand sacrifice.

Tels étaient les souvenirs qui agitaient Villeneuve à la vue de l'escadre de Cadix; si quelque chose eût pu diminuer l'impression fâcheuse qu'il en éprouva, c'eût été, sans contredit, l'empressement avec lequel l'amiral Gravina vint se ranger sous son pavillon et la loyauté empreinte dans toute la personne et dans tous les actes de ce brave officier. Dès que *l'Hortense*, envoyée en avant par l'amiral Villeneuve, eut signalé l'approche de la flotte française, le capitaine du vaisseau *l'Aigle*, prêt à appareiller lui-même, avait remis à l'amiral espagnol les dépêches de l'amiral Decrès et sept paquets cachetés contenant l'indication du rendez-vous général de l'escadre en cas de séparation. Gravina fit distribuer ces paquets à ses capitaines, avec défense expresse de les ouvrir avant d'être au large. Embarquant alors à la hâte 1,600 hommes de troupes, il fit signal à ses vaisseaux de filer leur câble par le bout et alla mouiller devant Rota au milieu de l'escadre française. A deux heures du matin, la flotte combinée profita d'une légère brise de terre pour mettre sous voiles. Le *San-Rafaël* avait touché en sortant du port; les autres vaisseaux, qui avaient déjà laissé un câble à Cadix, voulurent lever leur ancre et perdirent beaucoup de temps dans cette opération. Au point du jour, ils se trouvèrent séparés de l'escadre. L'*Argonauta*, de 80, et l'*America*, de 64, rallièrent seuls l'amiral Villeneuve, qui compta alors sous ses ordres, outre 6 frégates, 1 corvette et 3 bricks, 12 vaisseaux français et 2 vaisseaux espagnols. Le *San-Rafaël*, de 80 canons, le *Firme*, *le Terrible*, de 74, l'*España*, de 64, et la frégate la *Santa-Madalena* furent laissés en arrière. Les capitaines de ces bâtimens décachetèrent les paquets qui leur avaient été remis par l'amiral Gravina et firent route pour la Martinique.

Nelson cependant luttait encore contre les vents d'ouest. Il n'arriva à l'entrée du détroit que le 30 avril. Là il fallut s'arrêter, car le violent courant qui descend constamment de l'Océan dans la Méditerranée ne permet point de franchir ce passage avec des vents contraires. « Ma bonne fortune, écrivait-il au capitaine Ball, semble m'avoir abandonné. Le vent ne veut souffler ni de l'arrière ni du travers : il est droit debout! toujours droit debout! » Mouillé dans la baie de Tétouan, plus agité que les Grecs en Aulide, il épiait avec anxiété la première brise favorable et cherchait à tromper son ardeur par mille plans de cam-

pagne. « J'ai été rudement éprouvé, écrivait-il à lord Addington, et jusqu'ici l'ennemi a été merveilleusement heureux; mais la chance peut tourner. *Patience et persévérance peuvent beaucoup.* » Enfin le 7 mai, à six heures du soir, il donna dans le détroit de Gibraltar; il ignorait encore la destination de la flotte combinée et ne la connut d'une façon certaine que par un avis inespéré. Un officier portugais, d'origine écossaise, qui avait fait partie de l'escadre du marquis de Niza et avait servi pendant les événemens de Naples sous ses ordres, le contre-amiral Donald Campbell, le rencontra à la mer : il avait recueilli les bruits qui couraient à Cadix, et apprit à Nelson que la flotte de Villeneuve s'était dirigée sur les Antilles. Nelson maudit davantage encore les vents contraires qui l'avaient retenu si long-temps dans la Méditerranée : cette flotte qui allait porter la terreur et la désolation dans les îles anglaises, c'était celle que l'amirauté avait commise à sa surveillance, celle qu'il couvait des yeux depuis deux ans et appelait si présomptueusement *sa flotte*. A tout risque, il résolut de la suivre au-delà du tropique.

Tout disposé qu'il pouvait être à engager sa responsabilité personnelle dans cette poursuite, Nelson voulut cependant, avant de quitter les côtes d'Europe, assurer le passage des 5,000 hommes de troupes que le contre-amiral Knight amenait d'Angleterre. Le 10 mai, il vint mouiller dans la baie de Lagos avec son escadre, y trouva quelques transports abandonnés par sir John Orde au moment où ce dernier s'était retiré devant Villeneuve, et embarqua dans une seule nuit plus d'un mois de vivres à bord de tous ses vaisseaux. Le lendemain, il appareillait de nouveau et se portait à la hauteur du cap Saint-Vincent. Le 12 mai, dans l'après-midi, le jour même où Villeneuve arrivait en vue de la Martinique, il ralliait l'important convoi qu'avait escorté jusque-là le contre-amiral Knight avec deux vaisseaux, le *Queen*, de 98, et le *Dragon*, de 74. Ce convoi avait donc échappé aux atteintes qu'appréhendait Nelson; mais, destiné à entrer dans la Méditerranée, il pouvait redouter encore la rencontre de l'amiral Salcedo. A la veille de se lancer avec 11 vaisseaux à la poursuite d'une flotte ennemie de 18 vaisseaux de ligne, Nelson aima mieux s'affaiblir que laisser un amiral anglais exposé à combattre, avec des forces insuffisantes, l'escadre de Carthagène. Un de ses vaisseaux, dont le doublage en cuivre n'avait pas été changé depuis plus de six ans, le *Royal Sovereign*, vaisseau à trois-ponts, l'eût retardé par l'infériorité de sa marche dans la traversée qu'il allait entreprendre. Il ne craignit point de se priver de ses services et l'adjoignit à la division qu'il venait de rallier. Quelle que fût d'ailleurs cette témérité dont il aimait à faire preuve en présence de l'ennemi, Nelson ne songeait cette fois à attaquer la flotte combinée qu'après avoir joint le contre-amiral Cochrane. Il s'attendait à trouver cet officier-général à la Barbade avec

6 vaisseaux détachés du blocus du Ferrol à la poursuite des 5 vaisseaux du contre-amiral Missiessy. L'ennemi ne pouvait, à tout prendre, réunir plus de 23 vaisseaux aux Antilles; Nelson comptait en avoir 16 à lui opposer, tous vaisseaux éprouvés, habitués à la même tactique et portant le même pavillon. C'était une chance qu'un homme tel que Nelson pouvait accepter. « Que chacun de vous, disait-il à ses capitaines, attaque un vaisseau français; je me charge à moi seul des vaisseaux espagnols. Quand j'amènerai mon pavillon, je vous permets d'en faire autant. »

S'il se sentait justement rassuré contre la supériorité numérique de l'ennemi, Nelson ne l'était point contre la crainte du ridicule qui pouvait s'attacher à une poursuite infructueuse. « Après avoir sérieusement pesé tous les renseignemens qui me sont parvenus, écrivait-il au secrétaire de l'amirauté, je suis porté à croire que la flotte combinée s'est dirigée sur les Antilles. Un voyage en Angleterre m'eût souri davantage sans doute; l'intérêt de ma santé l'exigeait peut-être; mais, en pareille occasion, je place toujours mes convenances hors de la question. Je puis être malheureux, on ne dira jamais que je suis inactif ou que je ménage ma personne, car on n'appellera point assurément cette poursuite de 18 vaisseaux avec 10 *un voyage d'agrément*, surtout quand il faut aller chercher ces 18 vaisseaux *aux Antilles*. En tout cas, si je me suis trompé sur la destination de la flotte combinée, je serai de retour en Europe à la fin de juin, c'est-à-dire long-temps avant que l'ennemi ait pu savoir où je suis allé. » Trop de temps avait été perdu déjà pour que Nelson pût en perdre encore dans de nouvelles hésitations. Le 11 mai, cédant à un des plus beaux mouvemens qui aient illustré sa carrière, il quittait le contre-amiral Knight et volait au secours des Antilles menacées.

IV.

Tout avait jusqu'alors secondé les projets de l'empereur. Malgré la marche inférieure de trois vaisseaux, *le Formidable* et *l'Intrépide* toujours couverts de voiles, *l'Atlas* qu'il fallait faire remorquer par *le Neptune*, l'amiral Villeneuve avait passé le détroit un mois avant l'amiral anglais. Le 13 mai, il mouillait à la Martinique et trouvait sur la rade du Fort-Royal les bâtimens dont il s'était séparé en partant de Cadix : 18 vaisseaux et 7 frégates furent ainsi réunis sous ses ordres, et le premier essai qu'il put faire de la bonne volonté de leurs équipages fut couronné d'un succès complet. A l'entrée de la rade du Fort-Royal, les Anglais avaient occupé et fortifié un rocher inhabité, nommé le Diamant. Cette position, devenue le lieu de dépôt de leur station et le refuge de leurs corsaires, était réputée inexpugnable. Les embarcations

de l'escadre, soutenues par le feu de deux vaisseaux et d'une frégate, s'en emparèrent le 31 mai. Dans la lutte généreuse qui s'établit à cette occasion entre nos marins et les marins espagnols, le premier canot qui arriva à terre sous une grêle de balles et de mitraille fut un canot de l'amiral Gravina. Ce témoignage non équivoque de l'excellent esprit qui animait nos alliés ranima la confiance de Villeneuve, et, s'il n'eût été retenu par la crainte de manquer l'amiral Gantheaume, il eût peut-être cédé aux instances de l'amiral Gravina, qui le pressait de reprendre la Trinité, colonie espagnole concédée aux Anglais par le traité d'Amiens (1); mais, pendant que Villeneuve laissait entrevoir à son collègue les motifs impérieux qui exigeaient sa présence à la Martinique, de nouveaux ordres étaient à la veille de l'atteindre.

L'idée de réunir nos escadres aux Antilles pour les porter de là dans la Manche était un trait de génie qui devait déconcerter les prévisions de l'amirauté britannique. Malheureusement cette imposante concentration de forces ne pouvant s'opérer que par surprise, il fallait pour la faire réussir un merveilleux concours de circonstances qui se rencontre bien rarement dans les opérations maritimes. Le temps perdu par l'amiral Villeneuve à Toulon avait fait manquer une première fois sa jonction avec le contre-amiral Missiessy, rappelé des Antilles en Europe. La ténacité avec laquelle Cornwallis maintenait le blocus de Brest fit manquer la jonction de Gantheaume. Dans tout le mois d'avril, qui fut cette année d'une sérénité désespérante, Gantheaume n'avait pu trouver un seul jour qui lui permît de sortir de Brest sans combat. Le 1er mai, le contre-amiral Magon appareilla de Rochefort avec deux vaisseaux pour porter à la flotte combinée cette fâcheuse nouvelle. Si, le 21 juin, l'amiral Gantheaume n'avait pas paru aux Antilles, Villeneuve devait revenir sur le Ferrol. Il n'y avait encore dans ce port que 11 vaisseaux en état de prendre la mer; mais l'empereur espérait que Villeneuve en trouverait 15 au moment de son arrivée. En portant brusquement sur Brest les 35 vaisseaux qu'il aurait ainsi réunis, il n'était point douteux qu'il ne pût opérer sa jonction avec l'amiral Gantheaume, malgré les 18 vaisseaux de Cornwallis. « Du succès de votre arrivée devant Boulogne, écrivit l'amiral Decrès à Villeneuve, dépendent les destinées du monde. Heureux l'amiral qui aura eu la gloire d'attacher son nom à un événement aussi mémorable! »

L'armée combinée devait attendre jusqu'au 21 juin la flotte de l'amiral Gantheaume; il était cependant très probable que cette flotte ne sortirait plus de Brest avant d'avoir été débloquée. L'immobilité de Villeneuve cessait donc d'être nécessaire. Pour que cet amiral n'eût point fait une campagne complétement stérile, l'empereur, en lui envoyant ces nou-

(1) Lettre de l'amiral Gravina à l'amiral Decrès.

velles instructions, crut devoir l'engager à tenter quelque coup de main sur les îles anglaises, sur la Trinité entre autres, qu'il eût été bien aise de pouvoir restituer à l'Espagne; mais le temps avait marché, l'amirauté britannique n'était point sans doute restée inactive, et Villeneuve trouva dangereux de souventer ainsi son escadre. Au lieu de se porter sur la Trinité, il préféra agir contre la Barbade, d'où il serait toujours à portée de reprendre la rade du Fort-Royal.

Le 4 juin, il appareillait de la Martinique, et, le même jour, presque à la même heure, la flotte de Nelson mouillait à la Barbade dans la baie de Carlisle. Cette flotte avait franchi en vingt-trois jours la vaste étendue de mer que l'armée combinée avait mis trente-six jours à parcourir. Arrivé à la Barbade, Nelson ne trouva que 2 vaisseaux de 74 avec le contre-amiral Cochrane. L'amiral Dacres avait retenu les quatre autres à la Jamaïque. Son escadre se trouvait donc portée à 12 vaisseaux de ligne, au moment où les 2 vaisseaux du contre-amiral Magon portaient celle de Villeneuve à 20 vaisseaux et 7 frégates. On ignorait encore à la Barbade le chiffre précis des forces que nous avions réunies aux Antilles; Nelson d'ailleurs était venu de trop loin pour s'en inquiéter. Heureux de se sentir si près de l'ennemi, il ne demandait qu'une chose : le chemin qu'il fallait prendre pour le rencontrer. On lui indiqua Tabago et la Trinité. Bien qu'il fût d'un avis contraire, il crut devoir céder à l'opinion générale, et, embarquant pendant la nuit 2,000 hommes de troupes sur son escadre, il se dirigea, le 5 juin, vers la Trinité. Les deux flottes suivaient ainsi des routes opposées, et les vents alizés entraînaient rapidement l'escadre anglaise dans le sud, pendant que l'armée combinée, après avoir pris de nouvelles troupes à la Guadeloupe, faisait route pour débouquer entre Antigoa et Montserrat, et se trouvait déjà à trente lieues dans le nord de la Martinique.

Le 7 juin, au point du jour, l'escadre anglaise, en branle-bas de combat, doublait l'île de la Trinité et entrait dans le vaste golfe de Paria, que forme le continent américain à l'embouchure d'un des bras de l'Orénoque. A la vue de cette rade déserte, Nelson voulut revenir sur ses pas, mais le calme l'obligea de jeter l'ancre jusqu'au lendemain. Le 8 juin, au moment où il sortait du golfe, il apprit la capitulation du Diamant. L'officier qui commandait ce poste fortifié lui écrivait que le 2 juin l'armée combinée était encore à la Martinique, et qu'elle venait d'être ralliée, s'il fallait en croire les officiers français, par 14 vaisseaux arrivés du Ferrol. Nelson trouva cette dernière nouvelle fort invraisemblable. « En tout cas, écrivit-il au gouverneur de la Barbade, quelle que soit la force de l'armée combinée, elle ne vous fera pas grand mal impunément. Mon escadre est compacte et manœuvrante, celle de l'ennemi ne peut l'être. » Puisant sa confiance dans l'incontestable supériorité de ses vaisseaux, Nelson ne songea en cet instant critique qu'à

se rapprocher du théâtre des événemens. Les faux renseignemens qu'il avait reçus à la Barbade l'avaient entraîné à plus de soixante lieues sous le vent de cette île, et, pendant ce temps, Villeneuve, jetant partout l'alarme sur son passage, capturait un convoi de 15 voiles sorti de Saint-Christophe. Parvenu à la hauteur de la Grenade, Nelson eut des nouvelles plus certaines de la flotte combinée. Les vigies de la Dominique avaient compté, le 6 juin, 18 vaisseaux et 6 frégates faisant route au nord. Nelson conçut de nouveau l'espoir d'atteindre l'ennemi; mais Villeneuve avait été informé par ses prisonniers de l'arrivée d'une escadre anglaise aux Antilles, et, au moment où Nelson paraissait devant Antigoa, la flotte combinée avait depuis trois jours repris le chemin de l'Europe.

Nelson connut le départ des alliés le 12 juin. En quelques heures, il jeta ses troupes à terre, désigna le contre-amiral Cochrane pour rester aux Antilles avec le *Northumberland*, et reprit avec 11 vaisseaux son infatigable poursuite. Nelson et Villeneuve allaient suivre encore une fois des routes divergentes : Villeneuve se dirigeait sur le Ferrol, Nelson sur le cap Saint-Vincent et Cadix. Ce dernier n'avait rien soupçonné des plans de l'empereur. Il croyait que la flotte combinée était venue aux Antilles pour y brûler des convois ou dévaster les îles, et, ce but manqué, il ne doutait pas qu'elle n'allât chercher dans la Méditerranée un nouveau théâtre d'opérations. « Mon cher sir John, écrivait-il le 18 juin au ministre Acton, alors retiré à Palerme, je suis déjà à deux cents lieues d'Antigoa et sur le chemin du détroit. Je n'ai point encore rencontré l'ennemi, mais ne craignez pas que je laisse ces gens-là prendre le dessus dans la Méditerranée et inquiéter la Sicile ou les autres états de votre bon roi. »

Au moment cependant où il écrivait cette lettre, Nelson était bien près de la flotte combinée, car le lendemain, 19 juin, un brick qu'il venait d'expédier en Angleterre pour informer l'amirauté de son retour, *le Curieux*, commandé par le capitaine Bettesworth, rencontrait, à trois cents lieues dans le nord-nord-est d'Antigoa, cette flotte insaisissable que Nelson cherchait en vain depuis près de trois mois. A la route que suivait Villeneuve, il était aisé de juger qu'il n'avait pas l'intention de rentrer dans la Méditerranée. Le capitaine Bettesworth comprit toute l'importance de cette heureuse rencontre. Au lieu de rétrograder vers l'escadre de Nelson, qu'il eût pu manquer, il continua sa route et fit force de voiles. Arrivée à soixante lieues du cap Finistère, la flotte combinée se trouva arrêtée par des vents contraires. *Le Curieux* gagna le port de Plymouth. Le 9 juillet, au point du jour, le capitaine Bettesworth fut reçu par lord Barham, qui venait de succéder au vicomte Melville. 36 vaisseaux, échelonnés de Cadix à Brest, ne pouvaient garder avec succès une pareille étendue de côtes contre une flotte com-

pacte de 20 vaisseaux de ligne. Il fallait une résolution prompte; lord Barham n'hésita point à la prendre. Il prescrivit sur-le-champ à Cornwallis, qui croisait devant Brest, de faire lever le blocus de Rochefort et du Ferrol, de composer ainsi une escadre de 15 vaisseaux à l'amiral Calder, et de porter cette escadre vers le cap Finistère à la rencontre de l'amiral Villeneuve. Des bâtimens attendaient à Portsmouth et à Plymouth les dépêches de l'amirauté, et, *huit jours après l'arrivée du Curieux en Angleterre, les ordres de lord Barham étaient exécutés.* Le 15 juillet, les 5 vaisseaux du contre-amiral Stirling ralliaient à la hauteur du Ferrol les 10 vaisseaux du vice-amiral Calder, pendant que la flotte de Villeneuve, toujours retenue par les vents de nord-est, perdait chaque jour du terrain au lieu d'avancer.

Nelson, pendant ce temps, marchait en toute confiance vers Gibraltar. Il y arriva le 18 juillet, et apprit avec étonnement qu'aucun vaisseau ennemi n'avait encore franchi le détroit. Qu'était donc devenue la flotte qu'il poursuivait? L'avait-il devancée en Europe, comme il avait autrefois devancé la flotte de Brueys en Égypte? Ou Villeneuve, se dérobant par une fausse marche, s'était-il jeté sur la Jamaïque, tandis qu'il le croyait en plein Océan et cinglant sous toutes voiles vers Cadix? Il fallait cependant que Nelson s'arrêtât enfin pour renouveler son eau et ses vivres, pour procurer aussi quelques rafraîchissemens à ses équipages, qui commençaient à souffrir du scorbut. Il prit le parti de mouiller à Gibraltar, et, le 20 juillet, alla rendre visite au gouverneur. Il y avait plus de deux ans qu'il n'avait touché la terre ferme. Une lettre qu'il reçut de Collingwood, alors en croisière devant Cadix, vint bientôt calmer son agitation. Doué d'une rare sagacité, Collingwood avait pressenti toute l'importance de la campagne de Villeneuve et soupçonné des premiers le nœud de cette expédition. « Le gouvernement actuel de la France (écrivait-il le 18 juillet à son ami) ne recherche jamais de petits avantages quand il peut aspirer à de grands résultats. Les Français veulent envahir l'Irlande, et c'est là que tendent toutes leurs opérations. Cette incursion dans la mer des Antilles n'avait d'autre but que d'y attirer nos forces navales, qui sont le grand obstacle à leurs entreprises. » Si Collingwood eût songé à la flottille rassemblée à Boulogne, il eût trouvé le danger plus pressant encore; il eût reconnu que, l'armée combinée une fois maîtresse du golfe et de l'entrée de la Manche, l'invasion de l'Angleterre offrait moins de difficultés peut-être que l'invasion de l'Irlande.

Pendant qu'une vague inquiétude tenait sur les deux rives de la Manche les esprits en suspens, Calder et Villeneuve se rencontraient à cinquante lieues au large du cap Finistère. Le 22 juillet, ils en venaient aux mains, et Calder nous enlevait, à la faveur de la brume, deux vaisseaux espagnols, le *Firme* et le *San-Rafaël*. Séparés par la

nuit, les deux amiraux montrèrent le lendemain la même indécision, la même répugnance à renouveler le combat. Calder, que Collingwood nous a peint dévoré d'anxiété devant le Ferrol, fléchissant, comme Villeneuve, sous le poids de la responsabilité, Calder comprit mal son devoir en cette circonstance. Content d'un médiocre avantage, il laissa notre armée libre de sa manœuvre et cessa de s'opposer à une jonction qu'il avait l'ordre de prévenir. Quant à Villeneuve, moins que Calder encore il eût dû accepter comme définitive cette première épreuve. Ses vaisseaux se montraient pleins d'ardeur; ils s'étaient battus avec un enthousiasme et un entraînement qui rappelaient les plus glorieux temps de notre marine; les Anglais hésitaient et se tenaient sur la défensive. Jamais chance plus belle de livrer un combat heureux ne s'était offerte à un amiral; cette chance, Villeneuve l'eût saisie peut-être sans ces fatales doctrines qui pendant vingt ans ont ouvert la porte à tant de faiblesses : il la sacrifia *à l'espoir d'accomplir sa mission*. Jusqu'au 25 juillet, il chercha à gagner le Ferrol : rebuté par trois jours de lutte inutile, il laissa enfin arriver sur Vigo et entra dans ce port pour y réparer ses avaries.

V.

Un premier pas était fait; la flotte de Villeneuve était revenue des Antilles en Europe. De Vigo Villeneuve écrivit à l'amiral Decrès :

« Si, comme je devais l'espérer, lui dit-il, j'eusse fait un trajet prompt de la Martinique au Ferrol, que j'eusse trouvé l'amiral Calder avec 6 vaisseaux ou au plus 9, que je l'eusse battu, et après avoir rallié l'escadre combinée, ayant encore un mois et demi de vivres et de l'eau, j'eusse fait ma jonction à Brest et donné cours à la grande expédition, *je serais le premier homme de France*. Eh bien! tout cela devait arriver, je ne dis pas avec une escadre excellente voilière, mais même avec des vaisseaux très ordinaires. *J'ai éprouvé dix-neuf jours de vents contraires; la division espagnole et l'Atlas me faisaient arriver tous les matins de 4 lieues, quoique la plupart des vaisseaux fussent la nuit sans voiles*. Deux coups de vent de nord-est nous ont avariés, parce que nous avons de mauvais mâts, de mauvaises voiles et de mauvais gréemens, de mauvais officiers et de mauvais matelots. Nos équipages tombent malades; l'ennemi a été averti. Il s'est renforcé; il a osé venir nous attaquer avec des forces numériquement bien inférieures : le temps l'a servi. Peu exercé aux combats et aux manœuvres d'escadre, chaque capitaine, dans la brume, n'a suivi d'autre règle que de suivre son matelot d'avant, et *nous voici la fable de l'Europe*. »

Les plaintes de l'amiral Villeneuve étaient en partie fondées; malheureusement la clairvoyance d'un homme irrésolu ne vaut pas, dans la plupart des affaires de ce monde, l'aveuglement d'un homme énergique. Si Villeneuve, convaincu que de mauvais vaisseaux ne sont qu'un embarras, eût pris sur lui de servir les desseins de l'empereur au risque

d'encourir son déplaisir, s'il eût laissé la division espagnole, à l'exception de l'*Argonauta*, à la Havane, il eût probablement combattu avec avantage Calder devant le Ferrol; mais ces doléances qui ne remédiaient à rien, ce découragement qui, loin d'avoir l'assurance d'une conviction éclairée, semblait toujours prêt à se démentir ou à se condamner, ces élans d'un instant et ces brusques retours, ce fonds inaltérable de bravoure et d'honneur à côté de cette puérile faiblesse, tout cela montrait l'homme déjà marqué du sceau de la fatalité.

Notre escadre mettait à profit la relâche de Vigo; elle y trouvait de l'eau, des vivres frais, et se préparait avec activité à reprendre la mer. Nelson, plus actif encore, avait mouillé le 22 juillet dans la baie de Tétouan, et en était reparti le 23 pour aller se joindre à l'armée de Cornwallis. Les vents de nord-est, qui l'arrêtèrent sous le cap Saint-Vincent, ramenèrent en même temps Calder devant le Ferrol. Villeneuve se trouvait ainsi placé entre deux escadres anglaises. Il laissa à Vigo un vaisseau français, *l'Atlas*, qui avait à réparer de glorieuses avaries reçues dans le combat du 22 juillet, deux vaisseaux espagnols, l'*America* et l'*España*, de 64, les plus mauvais marcheurs de l'escadre, et saisit habilement l'instant favorable pour passer entre les croisières ennemies dont on lui annonçait de tous côtés la présence. Un fort vent de sud-ouest poussa Calder au large et conduisit notre armée de la baie de Vigo au mouillage de la Corogne. Une partie de l'escadre entra au Ferrol et y rallia 5 vaisseaux français et 10 vaisseaux espagnols. Cette jonction remplit de joie le brave amiral Gravina. « Quand, au premier vent d'est, écrivit-il à l'amiral Decrès, la flotte ennemie, forte de 14 vaisseaux, s'approchera du Ferrol, elle sera bien étonnée... La route du cap Finistère à ce port, bloquée par des forces ennemies considérables, était difficile et périlleuse; mais mon respectable collègue a tenté cette entreprise et l'a exécutée avec beaucoup de tact, de sagesse *et de hardiesse*... Il a très bien réussi. » Cette loyale affection reposait l'ame de Villeneuve et le consolait des fâcheuses rumeurs qui arrivaient souvent jusqu'à ses oreilles. « Je n'ai qu'à me louer de l'amiral Gravina, écrivait-il à l'amiral Decrès; lui seul apprécie ma position et se montre vraiment mon ami. » Le général Lauriston, placé près de lui pour le soutenir, semblait au contraire irriter ses chagrins. Tout dévoué au succès de cette campagne dont il possédait le secret, plein de feu et d'énergie, cet ardent aide-de-camp de l'empereur ne pouvait s'empêcher de déplorer l'abattement de Villeneuve. Villeneuve, à son tour, aigri par les mécomptes de cette campagne, accusait hautement Lauriston de méconnaître des difficultés qu'il était incapable d'apprécier.

C'est dans cet état d'esprit que l'amiral français arriva à la Corogne. Malgré quelques fautes, malgré cette anxiété mal dissimulée qui le dévorait, il avait jusque-là rempli les intentions de l'empereur. 29 vaisseaux

français et espagnols se trouvaient réunis sous son pavillon : il ne lui restait plus qu'à se porter devant Brest; mais c'était là pénétrer au cœur des croisières anglaises, et Villeneuve, au moment décisif, sentit faiblir son courage. « Connaissez, monseigneur, toutes mes sollicitudes, écrivit-il le 11 août à l'amiral Decrès. Je vais prendre la mer avec 2 vaisseaux infestés de maladies, *l'Achille* et *l'Algésiras*. *L'Indomptable* n'est pas mieux; il a en outre perdu du monde par désertion. *On me menace de la réunion de Calder et de Nelson...* Nos forces, qui devaient être de 34 vaisseaux, seront tout au plus de 28 ou 29; celles des ennemis, plus réunies qu'elles n'ont jamais été, *ne me laissent guère d'autre parti que de gagner Cadix.* »

Malgré la formidable coalition que Pitt armait en ce moment contre la France, l'empereur attendait encore Villeneuve. Qui de nous aujourd'hui n'a partagé les émotions de cette sublime attente? Qui de nous, quand l'illustre historien de cette grande époque nous tenait suspendus au charme de son récit, n'a suivi ce profond regard tourné vers l'occident, n'a cru voir un instant blanchir à l'horizon ces 50 voiles qui devaient porter les destinées du monde? « Partez, écrivait l'empereur à Villeneuve. 150,000 hommes, un équipage complet, sont embarqués à Boulogne, Étaples, Vimereux et Ambleteuse sur 2,000 bâtimens de la flottille, qui, en dépit des croisières anglaises, ne forment qu'une ligne d'embossage dans toutes les rades depuis Étaples jusqu'au cap Grisnez. *Votre seul passage nous rend, sans chances, maîtres de l'Angleterre.* » Cœur généreux, caractère apathique, peu avide de cette « grande gloire qui prolonge la mémoire des hommes au-delà de la durée des siècles (1), » Villeneuve pouvait s'élever, si l'on suspectait son courage, jusqu'à l'héroïsme le plus désespéré : rien au monde n'eût éveillé chez lui cette ardente confiance que lui demandait l'empereur. Il s'était engagé trop légèrement peut-être dans une entreprise délicate. C'était déjà en compromettre le succès que vouloir s'arrêter aux dangers de la route. Villeneuve, d'un œil inquiet, en sondait incessamment les précipices. *Poltron de tête et non de cœur* (2), comme l'illustre amiral qui livra la bataille de La Hogue, il marchait en tremblant dans ce sentier étroit, au bout duquel il apercevait moins un royaume à conquérir qu'une marine renaissante à sacrifier. Sa conscience réclamait en secret contre ces imprudences, et son ame se sentait émue pour la fortune du pays.

Moins préoccupé du péril et toujours prêt à se dévouer, Gravina *pensait cependant comme Villeneuve.*

« Je suis très reconnaissant de la confiance et des marques d'honneur dont sa majesté impériale et royale veut bien me combler (écrivait ce brave amiral, le

(1) Le premier consul au général Decaen, mars 1803.
(2) C'est ainsi que Seignelai appelait le maréchal de Tourville.

3 août 1805, à l'amiral Decrès). Le plan d'opérations que vous m'avez fait connaître ne pouvait être mieux conçu. *Il était divin*... Mais voici aujourd'hui soixante jours que nous sommes partis de la Martinique... Les Anglais ont eu le temps de renforcer leur escadre du Ferrol. Tout cela, selon moi, a pu déconcerter un si beau plan. L'ennemi connaît à présent nos forces. La saison lui est favorable, et, en sortant d'ici, nous devons nous attendre à être attaqués. Après ce combat, l'ennemi enverra quelques avisos avertir l'escadre de Brest. Il nous fera suivre et guetter afin de nous obliger à combattre de nouveau avant d'attérir sur Brest. Ainsi se trouvera détruit le plan de la campagne. *Ce plan eût réussi sans doute si nous fussions arrivés promptement au Ferrol.* J'ai fait savoir d'ailleurs à l'amiral Villeneuve que je suis prêt à partir au premier signal. »

Pendant que Villeneuve hésitait encore sur la route qu'il devait prendre, les escadres ennemies étaient en mouvement sur tous les points du golfe. Le contre-amiral Stirling, rappelé devant Rochefort, trouvait ce port vide. La division Missiessy, alors commandée par le capitaine Lallemand, en était sortie depuis plusieurs jours et cherchait à opérer sa jonction avec l'amiral Villeneuve. Calder, auquel il ne restait plus que 9 vaisseaux, envoyait reconnaître, le 9 août, le Ferrol et la Corogne, où le capitaine Durham comptait 29 vaisseaux ennemis, et ralliait, le 14 août, sous Ouessant, l'amiral Cornwallis. Le lendemain, Nelson arrivait aussi à la tête de 10 vaisseaux, en laissait 8 devant Brest, et faisait route pour Portsmouth avec le *Superb* et le *Victory*. Quand bien même la flotte combinée eût été augmentée de la division du capitaine Lallemand, elle n'eût point eu l'avantage du nombre sur l'armée que possédait en ce moment Cornwallis; mais par un excès de confiance ou d'agitation qui eût pu lui devenir funeste, *par une insigne bêtise*, écrivait l'empereur, Cornwallis faisait à l'instant deux parts égales de sa flotte. De ses 35 vaisseaux, il en gardait 17 pour surveiller Gantheaume et expédiait les 18 autres, sous l'amiral Calder, à l'entrée du Ferrol.

La jonction que redoutait Villeneuve s'était donc opérée, comme il l'avait prévu. Si la flotte combinée, mouillée depuis le 2 août au Ferrol, n'eût point été servie par la lenteur même de ses mouvemens, si elle fût venue se jeter au milieu des 35 vaisseaux de Cornwallis, on peut douter encore, après ce qui s'est passé à Trafalgar, que cette flotte, en se faisant détruire, eût assez maltraité les vaisseaux ennemis pour assurer du moins la sortie de l'amiral Gantheaume. Si Villeneuve, au contraire, ainsi que l'a fait remarquer M. Thiers, eût rallié à Vigo la division Lallemand, qui mouilla le 16 août dans ce port, il aurait eu la chance, en se portant sur Brest, de se croiser sans le rencontrer avec l'amiral Calder, et de surprendre avec 33 vaisseaux les 18 vaisseaux de Cornwallis sous Ouessant (1). Il est plus probable cependant que Calder, qui repa-

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome V, page 444.

rut le 20 août devant le Ferrol, eût été informé par les croiseurs anglais ou par les bâtimens neutres des mouvemens de l'amiral Villeneuve. A cette nouvelle, Calder fût sans doute revenu brusquement sur ses pas et eût de nouveau rallié Cornwallis, ou, comme Nelson l'eût certainement fait à sa place, il eût poursuivi et harcelé l'armée combinée jusqu'aux attérages. Dans ces deux cas, les craintes de Villeneuve et de Gravina se seraient infailliblement réalisées. La jonction de Villeneuve et de Gantheaume se fût-elle, malgré tant de chances contraires, opérée sans combat, 55 vaisseaux eussent-ils été réunis devant Brest, qu'il restait encore à conduire ces vaisseaux dans la Manche. 35 vaisseaux anglais, auxquels fussent venus peut-être s'ajouter de nouveaux renforts, auraient-ils essayé de nous disputer le passage? A portée de leurs rades et de leurs arsenaux, dans cette mer où Cherbourg n'offrait encore à nos flottes qu'un insuffisant abri, ces vaisseaux, pleins de confiance et formés par deux années de croisière, auraient-ils attaqué avec avantage une armée peu faite aux manœuvres d'ensemble, et que des vents variables, des courans violens et irréguliers, des nuits déjà longues, auraient probablement empêchée de se concentrer? Pour Villeneuve, malheureusement, ces questions n'étaient plus douteuses.

Le 11 août, cet amiral appareillait de la Corogne avec une jolie brise d'est, se portait d'abord au large dans l'espoir de rencontrer l'escadre de Rochefort, et, le 13 août, faisant route au nord-ouest, se trouvait dans l'après-midi à la hauteur du cap Ortegal, où les frégates la *Naïad* et *l'Iris* avaient été laissées par Calder pour l'observer. Le lendemain, le vent passa au nord-est. Les frégates anglaises que Villeneuve avait fait chasser avaient disparu; mais trois voiles inconnues se montraient encore sous le vent. Deux d'entre elles étaient des bâtimens anglais : le vaisseau *le Dragon* et la frégate le *Phœnix*. La troisième était la frégate française *la Didon*, détachée du Ferrol à la recherche du capitaine Lallemand et capturée le 10 août par le *Phœnix*. Un navire danois, interrogé par une de nos frégates, déclara que ces trois voiles précédaient une flotte de 25 vaisseaux anglais. Cette nouvelle était sans fondement, car l'amiral Calder n'avait pas encore quitté Cornwallis; mais Villeneuve n'attendait qu'un prétexte pour faire route vers Cadix. Changeant tout à coup de direction, il mit le cap au sud, prolongea hors de vue la côte de Portugal, vint attérir le 18 août sur le cap Saint-Vincent, où il s'empara de quelques bâtimens marchands, et le 20 août entra dans Cadix, après avoir poursuivi sans succès les trois vaisseaux qui bloquaient ce port sous les ordres de Collingwood.

Du moment que la jonction des escadres françaises n'avait pu s'opérer à la Martinique, du moment que Nelson s'était mis sur la trace de Villeneuve, c'était là le dénoûment naturel de la campagne des Antilles. Tout autre que l'empereur eût abandonné cette trame rompue; mais lui, par un suprême effort, déjà menacé par l'Europe en armes,

il voulut ressaisir l'Angleterre qui lui échappait et amener encore Villeneuve devant Brest. Quand l'entrée de l'armée combinée dans Cadix renversa ses dernières espérances, l'empereur ne s'en prit qu'à Villeneuve. Il l'accusa de manquer de résolution et de calomnier ses vaisseaux. Villeneuve, en effet, par ses dispositions chagrines, était peu propre à cette expédition; mais il fut moins coupable qu'on est généralement disposé à le croire : en associant aux opérations de son escadre les vaisseaux espagnols, l'empereur lui confia une tâche plus difficile que celle qu'il avait fait accepter à Latouche-Tréville. Quelques mois plus tard, quand, poussé à bout, cédant, pour ainsi dire, à l'emportement de son génie, il en appela de l'indécision de Villeneuve à l'intrépidité de nos marins, quand il renonça à tourner cette marine anglaise qu'il avait craint de faire aborder de front par nos escadres, quand il voulut que notre pavillon osât prendre l'offensive, il revint ce jour-là au véritable principe de toute guerre maritime; mais il oublia (ce fut un malheureux oubli) quels vaisseaux étaient alors enfermés dans Cadix.

VI.

Le jour où la violence du cabinet britannique jeta l'Espagne dans notre alliance, toutes les sources où puisaient les ministres de Charles IV se trouvèrent à la fois taries. Jusque-là, les subsides des colonies, les revenus des douanes, le produit des mines du Mexique et de l'Amérique du Sud, avaient suppléé à l'impôt foncier inconnu en Espagne, et couvert d'une apparence de prospérité la profonde misère de cette malheureuse monarchie; mais, quand les croiseurs anglais eurent fermé les ports de la Péninsule au commerce maritime et aux trésors du Nouveau-Monde, la détresse du gouvernement espagnol apparut dans toute sa nudité. Au mois d'octobre 1805, les vieux souverains n'avaient déjà plus *un écu pour se faire charroyer du palais de Saint-Ildephonse à l'Escurial* (1). Une affreuse disette, suivie de la fièvre jaune, qui ravagea principalement les côtes de l'Andalousie et du royaume de Murcie, avait décimé la population du littoral; les magasins et les arsenaux étaient épuisés, les caisses publiques entièrement vides, le ministère perdu dans l'opinion du pays. C'est à ce pays ruiné qu'un allié tout-puissant demandait une flotte auxiliaire, le complément du subside annuel consenti par l'Espagne au temps de sa neutralité, et l'extraction de 5 millions de piastres destinées à faciliter la circulation du numéraire en France. Le prince de la Paix, que notre ambassadeur se vantait de faire marcher *la gaule à la main*, avait tout accordé. En moins de six mois, il avait tiré du néant 29 vaisseaux de ligne, et, si les arsenaux eussent été moins dépourvus de matériaux, le général Beurnonville n'eût point

(1) Lettre du général Beurnonville à l'amiral Decrès.

laissé dans les ports d'Espagne *une seule barque qui ne fût armée* (1). Ainsi, grace à la soumission du ministre, grace à l'activité de l'ambassadeur français, Gravina avait pu suivre l'escadre de Toulon aux Antilles avec 6 vaisseaux, en rallier 9 au Ferrol sous son pavillon et en trouver 4 autres prêts à prendre la mer à Cadix. Mahon et les principaux ports avaient été mis en état de défense; des chaloupes canonnières croisaient sur toute la côte, et, dans Carthagène, le contre-amiral Salcedo comptait, au mois de juillet, 8 vaisseaux sous ses ordres (2). Obtenus d'un grand élan national ou du concours spontané d'un gouvernement généreux, ces prodigieux efforts auraient pu mettre en péril la puissance anglaise : arrachés au dévouement pusillanime d'un ministre impopulaire, ils n'avaient fait que préparer, par une fausse confiance en des forces chimériques, un épouvantable revers.

Tout fléchissait alors sous la volonté impériale, et Godoy moins qu'un autre était en état de s'y soustraire; mais, pendant qu'on usait sans ménagement de sa docilité, on oubliait que derrière ce favori se trouvait un peuple fier et ombrageux, plus attristé de ces humiliations qu'il ne l'eût été de la défaite de Gravina et de Villeneuve. On avait ainsi réuni la marine espagnole à la nôtre; le cœur des Espagnols n'était déjà plus avec nous. Les premiers symptômes de cette sourde irritation ne tardèrent point à se trahir, quand Villeneuve fut entré à Cadix. Ses vaisseaux manquaient de vivres et surtout de munitions. Le prince de la Paix expédia sur-le-champ l'ordre de mettre à la disposition de l'amiral toutes les ressources des magasins de la Caraque; l'intendant de la marine à Cadix et le commandant de l'artillerie refusèrent d'obéir à ces instructions : ils déclarèrent qu'aucun objet ne sortirait des magasins confiés à leur surveillance, si l'amiral n'en faisait déposer

(1) Lettre du général Beurnonville à l'amiral Decrès.

(2) Liste des vaisseaux armés par l'Espagne, du mois de mars au mois de septembre 1805 :

A CADIX.		AU FERROL.		A CARTHAGÈNE.	
NOMS.	CANONS.	NOMS.	CANONS.	NOMS.	CANONS.
Santissima-Trinidad.	140	Principe de Asturias.	110	Reyna.	112
Santa-Anna.	112	Neptuno.	80	Real Carlos.	112
Rayo.	100	San Juan Nepomuceno.	74	El Paulo.	74
Argonauta.	80	San Ildefonso.	74	Joaquin.	74
San-Rafaël.	80	San Augustino.	74	Asia.	74
Terrible.	74	San Justo.	74	Guerrero.	80
Firme.	74	Monarca.	74	San Pablo.	80
Bahama.	74	Montañez.	74	San Ramon.	64
Glorioso.	74	San Leandro.	64		
America.	64	San Francisco de Asis.	64		
España.	64				
11 vaisseaux.		10 vaisseaux.		8 vaisseaux.	

TOTAL GÉNÉRAL. . . . . 29 vaisseaux.

le montant dans leurs caisses, *non point en traites sur Paris ou en papier-monnaie, mais en argent effectif.* Quand de pareilles difficultés arrivaient à la connaissance du général Beurnonville, il volait chez le prince de la Paix et obtenait sans peine de nouveaux ordres; mais les résistances renaissaient à chaque pas et le temps se consumait en funestes lenteurs. Les officiers espagnols eux-mêmes, qui, avant le combat du 22 juillet, avaient semblé partager l'ardeur de l'amiral Gravina, témoignaient, depuis cette malheureuse affaire, un profond découragement. On les entendait parler avec amertume de ces deux vaisseaux sacrifiés, qu'une flotte de 18 vaisseaux, dont 14 français, auxquels il ne manquait ni un mât ni une vergue, avait laissé honteusement emmener par 14 vaisseaux anglais. Cet abandon, disaient-ils, n'avait rien qui pût les surprendre : ils auraient dû le prévoir le jour où Villeneuve avait laissé l'escadre espagnole en arrière pour arriver plus rapidement à la Martinique (1).

Ces reproches retombaient comme un poids insupportable sur le cœur de nos marins et provoquaient de leur part des murmures qui arrivaient jusqu'aux oreilles de l'amiral Villeneuve. Sans force contre ces reproches, dévoré de soucis, tourmenté en outre par de violentes coliques bilieuses, Villeneuve se laissait aller au plus complet abattement et maudissait le jour où il avait entrepris cette fatale campagne (2). Cette fâcheuse disposition qui se manifestait dans toutes les dépêches du malheureux amiral ajoutait encore au mécontentement de l'empereur. Trahi par une chance inattendue dans le plus beau projet qui eût occupé son génie, ce dernier appréciait sévèrement la retraite de la flotte combinée à Cadix. Il voyait dans cette résolution bien moins un calcul qu'une terreur panique, et reprochait d'autant plus durement à Villeneuve « ce sentiment confus de découragement et d'abandon, » que nul sentiment, comme l'écrivait l'amiral Decrès, « n'était plus étranger à sa grande ame et ne l'affectait plus désagréablement chez les autres. » L'armée de Boulogne était déjà en marche pour l'Allemagne, et l'expédition d'Angleterre se trouvait indéfiniment ajournée; mais l'empereur, en renonçant pour le moment à

(1) Des lettres attribuées à des officiers de l'escadre de l'amiral Gravina circulèrent à cette époque dans Cadix et donnèrent lieu à une correspondance très vive entre notre consul-général M. Le Roy et le capitaine-général marquis de La Solana.

(2) « Il m'est tombé entre les mains, écrivait-il à l'amiral Decrès, une lettre du capitaine du vaisseau le *Queen*, adressée à un des commissaires de l'amirauté, dans laquelle il lui dit « qu'ils bloquent avec 4 vaisseaux les 7 qui sont à Carthagène, et que, s'ils « sortent, ils espèrent en rendre bon compte *en les attaquant de nuit ou par un vent « bon frais.* » Et je ne doute pas qu'une attaque de ce genre n'eût le succès le plus certain, parce que dans l'état où nous sommes par défaut d'expérience de mer de nos officiers et matelots, défaut d'expérience de la guerre de nos capitaines-commandans, défaut d'ensemble dans le tout, au moindre incident de nuit, tout n'est que désordre et confusion. »

appeler ses vaisseaux dans la Manche, voulait que son pavillon et celui de ses alliés dominât sur toutes les côtes de l'Andalousie et dans le détroit de Gibraltar. Il calculait qu'il devait y avoir près de 36 vaisseaux réunis à Cadix et regardait comme impossible que l'ennemi eût déjà rassemblé des forces aussi considérables dans ces parages. La flotte combinée devait donc s'approvisionner de six mois de vivres dans le plus court délai et se mettre en état de prendre la mer. L'empereur prescrivait à Villeneuve, dès que la flotte serait ainsi ravitaillée, d'assurer la jonction des 8 vaisseaux mouillés à Carthagène; ces vaisseaux plus d'une fois avaient mis sous voiles pour se rendre à Cadix, mais ils en avaient été empêchés par la crainte de rencontrer, à la sortie du détroit, une escadre anglaise.

« L'intention de l'empereur (écrivait l'amiral Decrès à Villeneuve, en lui envoyant ces nouvelles instructions) est de chercher dans les rangs, quelque place qu'ils y occupent, les officiers les plus propres à des commandemens supérieur ; et ce qu'il exige *par-dessus tout*, c'est une noble ambition des honneurs, l'amour de la gloire, *un caractère décidé* et un courage sans bornes..... *Sa majesté veut éteindre cette circonspection qu'elle reproche à sa marine, ce système de défensive qui tue l'audace et qui double celle de l'ennemi.* Cette audace, elle la veut dans tous ses amiraux, ses capitaines, officiers et marins, et, *quelle qu'en soit l'issue,* elle promet sa considération et ses graces à ceux qui *sauront la porter à l'excès. Ne pas hésiter à attaquer des forces inférieures ou égales même et avoir avec elles des combats d'extermination, voila ce que veut sa majesté! Elle compte pour rien la perte de ses vaisseaux, si elle les perd avec gloire.* Elle ne veut plus que ses escadres soient bloquées par un ennemi inférieur, *et, s'il se présente de cette manière devant Cadix, elle vous recommande et vous ordonne de ne pas hésiter à l'attaquer.* L'empereur vous prescrit de tout faire pour inspirer ces sentimens à tous ceux qui sont sous vos ordres, par vos actions, vos discours, et par tout ce qui peut élever les cœurs. Rien ne doit être négligé à cet égard; sorties fréquentes, encouragemens de toute espèce, actions hasardeuses, ordres du jour qui portent à l'enthousiasme (et sa majesté veut qu'on les multiplie et que vous m'en fassiez l'envoi régulier), tout doit être employé pour animer et exalter le courage de nos marins. Sa majesté veut leur ouvrir toutes les portes des honneurs et des graces, et ils seront le prix de tout ce qui sera tenté d'éclatant. Elle se plaît à penser que vous serez le premier à le recueillir, et, quels que soient les reproches qu'elle m'a ordonné de vous faire, il m'est flatteur de pouvoir vous dire en toute sincérité que sa bienveillance particulière et ses graces les plus distinguées n'attendent que *la première action d'éclat qui signalera votre courage.* »

Cette dépêche, dont la source élevée se révèle à chaque pas, ce magnifique langage qui porta tant de fois l'enthousiasme dans nos rangs, font aisément comprendre comment Villeneuve livrait, un mois plus tard, la bataille de Trafalgar. L'empereur reconnaissait enfin le danger de ces opérations sinueuses, de ces plans détournés dont un chef peut

s'autoriser pour éviter la rencontre de l'ennemi; mais en revenant subitement à d'autres doctrines, en commandant à ses flottes de prendre l'offensive sans leur avoir donné les moyens de la soutenir, en demandant ainsi à l'amour de la gloire, à l'ardeur des combats, ce qu'il eût fallu obtenir de patiens efforts et de bonnes institutions, l'empereur, disons-le, sembla vouloir arracher la victoire par un effort désespéré plutôt que la disputer à armes égales. Il s'adressait malheureusement alors à un homme très brave de sa personne, qui, dans l'abattement où il était tombé, était prêt à tout entreprendre pour laver la tache qu'on avait imprimée à son honneur. Avec des alliés mécontens, des vaisseaux dont quelques-uns voyaient la mer pour la première fois, des officiers dont il avait perdu la confiance, des canonniers qui n'avaient jamais, pour la plupart, tiré un coup de canon à boulet, Villeneuve résolut, de guerre lasse, de jouer une de ces parties qui ébranlent, quand on les perd, les empires les mieux affermis.

VII.

Pendant que l'amiral français disputait à la détresse d'un arsenal épuisé et au mauvais vouloir des autorités espagnoles quelques misérables approvisionnemens qui lui étaient indispensables, Collingwood avait repris sa croisière devant Cadix et recevait à chaque instant de nouveaux renforts. Le 22 août, le contre-amiral sir Richard Bickerton lui amenait 4 vaisseaux; le 30, sir Robert Calder le ralliait avec l'escadre que lui avait confiée Cornwallis. Collingwood eut donc réuni 26 vaisseaux sous ses ordres avant que Villeneuve pût songer à reprendre la mer; mais ce n'était point à Collingwood qu'était réservé l'honneur de cet important commandement. Son heureux rival venait de mouiller à Spithead, où le peuple alarmé l'avait accueilli comme un sauveur. Malgré cette ovation, rendue plus touchante encore par l'approche du danger, Nelson refusa de s'arrêter à Portsmouth et partit immédiatement pour Londres. Dans la matinée du 20 août, il se présentait à l'amirauté. Il trouva les ministres consternés du brusque retour de Villeneuve et de la jonction que Calder n'avait pu prévenir. 11 vaisseaux ennemis étaient partis de Toulon; il s'en était trouvé 20 aux Antilles; on apprenait tout à coup qu'il y en avait 29 au Ferrol. En dépit des croisières anglaises, l'avalanche formidable grossissait toujours et semblait rouler déjà vers la Manche. Qu'arriverait-il si Calder avec ses 18 vaisseaux se trouvait encore une fois sur le passage de Villeneuve? « Calder, répondait Nelson, pourrait être battu, mais je vous garantis qu'après avoir remporté cette victoire, la flotte combinée ne serait plus à craindre pour cette année! »

Rassurée par la confiance de Nelson, l'amirauté ne put lui refuser

quelques instans de repos. L'amiral en profita pour voler à Merton. Sir William était mort au commencement de l'année 1803, et, depuis cette époque, lady Hamilton habitait avec la jeune Horatia cette charmante retraite qu'elle devait à la libéralité de son amant. Nelson oubliait, sous ces frais ombrages, les émotions de sa dernière campagne, quand le commandant de la frégate l'*Euryalus*, le capitaine Blackwood, vint lui annoncer l'entrée de la flotte combinée à Cadix. Le lendemain, Nelson était à Londres et mettait son épée à la disposition de l'amirauté. Lord Barham le reçut à bras ouverts. « Choisissez, lui dit-il, les officiers qui doivent servir sous vos ordres. — Décidez-en vous-même, milord, répondit l'amiral, le même esprit anime toute la marine, vous ne sauriez mal choisir. » Long-temps ingrat envers lord Nelson, le gouvernement anglais avait enfin appris à le traiter avec la distinction que méritaient ses éclatans services. Lord Barham lui remit des pouvoirs illimités pour son commandement, qui devait s'étendre de la baie de Cadix jusqu'au fond de la Méditerranée, et voulut qu'il dictât lui-même à son secrétaire particulier les noms des bâtimens qu'il désirait ajouter à son escadre. Le 7 septembre, Nelson prit congé de l'amirauté. Il reparut à Merton et ne put s'en arracher cette fois sans un sinistre pressentiment. « J'ai beaucoup à perdre, dit-il, et peu à gagner. Je pouvais m'épargner de nouveaux hasards, mais j'ai voulu agir en honnête homme et servir fidèlement mon pays. » Le 14 septembre, encore ému d'une séparation douloureuse, il arrivait à Portsmouth et retrouvait toute son énergie en montant à bord du *Victory*. Le 29, il était devant Cadix, après avoir rallié, à la hauteur de Plymouth, l'*Ajax* et le *Thunderer*. Deux vice-amiraux, Calder et Collingwood, deux contre-amiraux, Thomas Louis et le comte de Northesk, se rangèrent sous son pavillon; mais des deux vice-amiraux, le moins ancien, Calder, devait rentrer en Angleterre pour y rendre compte de sa conduite; Collingwood seul allait rester sous les ordres de Nelson.

A quoi tiennent souvent les plus grandes destinées militaires? Entré avant Nelson dans la marine, Collingwood, son aîné de huit ans, n'obtint cependant qu'après son brillant rival le brevet de lieutenant et le brevet de capitaine. Il n'en fallait pas davantage pour décider de l'avenir de ces deux hommes. Devancé dans le grade de capitaine, Collingwood ne pouvait plus paraître désormais qu'en sous-ordre à côté de Nelson. Simple et modeste, il resta long-temps dans l'ombre où la renommée du vainqueur d'Aboukir tenait ses rivaux éclipsés. Quand il en sortit, le temps des grandes batailles était passé. Aussi, après avoir assisté au combat du 13 prairial et à celui du cap Saint-Vincent, après avoir partagé avec Nelson l'honneur de son dernier triomphe, Collingwood, à peine sexagénaire, mais épuisé par cinquante années de service dont quarante-quatre s'étaient écoulées à la mer, s'éteignit en 1810,

sans emporter dans la tombe une victoire qu'on pût appeler de son nom, une palme qui n'appartînt qu'à lui seul. Plus calme, plus résigné que Nelson, doué d'un sentiment moral infiniment plus élevé, il ne possédait point au même degré que le héros du Nil cette ardeur fiévreuse qui crée les occasions, violente les circonstances et saisirait au besoin *l'honneur noyé par les cheveux*. Collingwood et Nelson sont deux noms que l'histoire ne peut cependant séparer; ce sont deux types qui se complètent. L'un est l'expression la plus élevée d'une marine supérieure, l'autre est le génie exceptionnel qui entraîne dans des voies inconnues cette marine subjuguée par son ascendant. Étranger à tout sentiment d'envie, uniquement préoccupé de la crise périlleuse qui semblait menacer sa patrie, Collingwood descendit sans regret au second rang. Il promit à Nelson un concours souvent éprouvé, et se réjouit du surcroît d'honneur que promettait à la flotte anglaise la supériorité numérique de l'ennemi. « Le triste avantage du nombre, dit-il, n'engendre que la langueur; mais qui de nous ne sentirait s'éveiller son courage quand le salut de l'Angleterre semble aujourd'hui dépendre de nos efforts! »

Ce n'était point une circonstance fortuite, le simple effet d'une surprise passagère qui avait produit cette apparente inégalité des deux flottes. 104 vaisseaux de ligne, constamment exposés à de rudes croisières, absorbaient les ressources des arsenaux anglais, et présentaient rarement une force effective supérieure à 72 vaisseaux; encore, sur ces 72 vaisseaux, 60 à peine se trouvaient-ils réunis en ce moment dans les mers de l'Europe. Dans les mêmes parages, l'empereur était parvenu à en rassembler 65 : 21 à Brest, 5 au Texel, 34 à Cadix, 5 en croisière sous les ordres du capitaine Lallemand. L'amirauté, à bout d'expédiens, obligée de recruter des matelots jusque sur les côtes de Portugal (1), promettait à Nelson de lui envoyer des renforts dès qu'elle le pourrait; en attendant, elle lui recommandait de la façon la plus pressante de garder sous son pavillon tous les vaisseaux qui pouvaient encore tenir la mer, et de ne renvoyer en Angleterre que les bâtimens complétement épuisés, qu'il y aurait danger à retenir plus longtemps éloignés du port. C'était sur un de ces bâtimens que l'amiral Calder, laissant à Nelson le vaisseau à trois-ponts qu'il montait, devait prendre passage; mais Calder ne put supporter la pensée de quitter son vaisseau en présence de toute une flotte qu'il venait de conduire au feu. Généreux jusqu'à l'imprudence, Nelson respecta cette susceptibilité inopportune, et, malgré les ordres formels de l'amirauté, peu de jours avant la sortie de l'ennemi, sir Robert Calder fit route pour Portsmouth sur *le Prince de Galles*. Nelson le vit s'éloigner avec joie. Bien qu'à la veille d'une si grande bataille, il regretta peu le magnifique vaisseau

(1) Lettre de Nelson au consul d'Angleterre à Lisbonne.

dont il venait de faire le sacrifice, car l'humeur chagrine de Calder, l'abattement de ce malheureux officier, autrefois son rival, gênaient son ame expansive et semblaient jeter comme un reflet lugubre sur la joyeuse physionomie de la flotte.

« Voilà Calder parti, écrivit-il à Collingwood, et, en vérité, j'en suis enchanté... Profitez donc de ce beau temps pour venir ce matin à bord du *Victory*. Je veux vous raconter tout ce que j'ai appris et causer un peu avec vous... En tout cas, nous avons toujours la faculté de communiquer ensemble à l'aide du télégraphe. Usez de ce moyen tant qu'il vous plaira; usez-en sans cérémonie. *Tous les deux nous ne faisons qu'un; nous ne ferons jamais qu'un, je l'espère...* Je vous ai envoyé mon plan d'attaque; mais c'est uniquement, mon cher ami, pour vous bien faire connaître mes intentions. Quant à l'exécution, je m'en remets entièrement à votre jugement. Il ne peut se glisser entre nous, cher Collingwood, de mesquines rivalités. Nous n'avons qu'un objet en vue : anéantir la flotte ennemie et conquérir une glorieuse paix pour notre pays. *Aucun homme au monde n'a plus de confiance dans un autre homme que je n'en ai en vous;* aucun homme ne saurait faire valoir vos services avec plus d'empressement que votre bien vieil ami. — Nelson et Bronte. »

Cette union fraternelle devait doubler les forces de la flotte anglaise, et, comme pour rendre son triomphe plus infaillible encore, dans les rangs de cette puissante flotte, l'arrivée de Nelson produisait déjà l'effet accoutumé. « Les capitaines accourus à bord du *Victory* avaient paru oublier le rang de leur amiral pour mieux lui témoigner leur allégresse; » lui, fort de cette confiance, rapprochait avec soin les esprits, faisait taire toutes ces vaines querelles qui divisent les escadres, et resserrait, pour ainsi dire, la trame de son armée avant de l'offrir à nos coups. Aussi, de tous côtés, dans la chambre des capitaines comme dans le carré des officiers, comme dans le poste des *midshipmen*, eût-on entendu répéter ce que le capitaine Duff écrivait à sa femme : « Ce Nelson est un si aimable et si excellent homme, un chef si agréable, que nous voudrions tous devancer ses désirs et prévenir ses ordres. »

Jamais ce dévouement n'avait été plus nécessaire, car Nelson s'était promis de frapper un grand coup. « J'y jouerai ma vie, » disait-il. Quelquefois, pendant qu'il roulait dans sa tête ses plans audacieux, il se prenait à regretter l'infériorité de ses forces; « mais je ne suis point venu ici, écrivait-il, pour trouver des difficultés, je suis venu pour les surmonter. L'amirauté m'enverra un plus grand nombre de vaisseaux dès qu'elle le pourra.... M. Pitt sait bien cependant que ce n'est point simplement une brillante victoire de 23 vaisseaux contre 36 qu'il faut à notre pays. Ce qu'il lui faut, c'est que cette flotte combinée *soit anéantie*. Il n'y a que les gros bataillons qui puissent *anéantir*. » Des renforts successifs portèrent enfin la flotte anglaise à 33 vaisseaux; mais Nelson fut alors obligé d'envoyer 6 vaisseaux se ravitailler à Tétouan et à Gibraltar.

« Vous nous renvoyez, milord (lui dit le contre-amiral Louis qu'il chargea du commandement de cette division), l'ennemi sortira pendant notre absence, et nous manquerons l'occasion de le combattre. » Il fallait bien pourtant, malgré les provisions qu'on recevait sous voiles, se résoudre à ravitailler ainsi la flotte par détachemens ou se préparer à lever un jour le blocus pour conduire la flotte entière à Gibraltar. Prendre ce dernier parti, c'eût été permettre à Villeneuve de sortir de Cadix, et Nelson savait que l'Angleterre, tout émue encore des dangers qu'elle venait de courir, n'aurait point de pardon pour une pareille faute.

VIII.

La réunion des forces anglaises à l'entrée de nos ports laissait le champ libre aux 5 vaisseaux partis de Rochefort. Cette escadre, composée de bâtimens de choix et dont la bonne fortune ne devait pas se démentir, s'était déjà emparée du vaisseau *le Calcutta* et d'un convoi de baleiniers; elle avait failli capturer près d'Oporto le vaisseau *l'Agamemnon*, avant que sir Richard Strachan, détaché avec 5 vaisseaux et 2 frégates à sa poursuite, eût pu réussir à se mettre sur sa trace. Le capitaine Lallemand, promu récemment au grade de contre-amiral par l'empereur, pouvait donc entrer à Cadix aussi soudainement que le contre-amiral Salcedo, et cette double jonction eût porté en un instant l'armée combinée à 46 vaisseaux de ligne. En admettant que Nelson n'eût point alors de détachement à Gibraltar et que sir Richard Strachan, ainsi que le contre-amiral Knight, chargé du blocus de Carthagène, s'empressassent de rallier son pavillon, la flotte anglaise n'eût pu dépasser, malgré cette concentration de forces, le chiffre encore inférieur de 40 vaisseaux. Nelson, pour tout prévoir, supposa ces diverses jonctions effectuées, et dressa son plan d'opérations sur cette base, la plus large qui pût se présenter.

« Je pense (dit-il à ses capitaines dans le *memorandum* qu'il leur adressa) qu'il est presque impossible de ranger une flotte de 40 vaisseaux en ligne. Les vents souvent variables dans ces parages, le temps presque toujours brumeux, mille circonstances imprévues nous exposeraient, si nous tentions cette manœuvre, à une perte de temps qui nous ferait manquer très probablement l'occasion d'une affaire décisive. Au lieu d'avoir à passer d'un ordre à un autre en présence de l'ennemi, je veux que l'ordre de marche de l'armée puisse être en même temps l'ordre de combat. La flotte naviguera donc ordinairement sur deux colonnes. Si nous avons 40 vaisseaux, chaque colonne en contiendra 16, et les 8 meilleurs marcheurs, pris dans les vaisseaux à deux ponts, formeront une escadre détachée. Cette escadre, prête à se porter sur celle des deux colonnes que je lui désignerai par signal, pourra toujours former, s'il est nécessaire, une ligne de bataille de 24 vaisseaux. »

Après avoir partagé sa flotte en deux armées, Nelson songeait à livrer deux combats distincts : un combat offensif qu'il réservait à Collingwood, un combat défensif dont il voulait se charger lui-même. Pour atteindre ce but, il comptait couper la ligne de Villeneuve, qui se développerait probablement sur un espace de cinq à six milles, de façon à la séparer en deux divisions, laisser alors à Collingwood l'avantage du nombre et supporter seul le poids de forces supérieures. Ainsi, la flotte anglaise étant composée de 40 vaisseaux, la flotte combinée de 46, Collingwood, avec 16 vaisseaux, devait attaquer 12 vaisseaux ennemis; Nelson, avec le reste de la flotte, devait contenir les 34 autres. Pour résister à la pression de cette masse de forces, ce dernier n'avait pas l'intention de rester inactif. Il voulait au contraire se jeter vers le centre sur les vaisseaux qui entoureraient le commandant en chef, isoler par ce mouvement l'amiral Villeneuve de son armée et l'empêcher de transmettre ses ordres à l'avant-garde. Tenir par cette manœuvre l'avant-garde en suspens, c'était gagner un temps précieux. Si cette partie de l'armée combinée hésitait à prendre spontanément une résolution énergique, si elle ne se portait au feu qu'après avoir inutilement attendu les signaux de l'amiral, les vaisseaux de Collingwood, plus nombreux d'un quart que leurs adversaires, auraient déjà accablé l'arrière-garde avant que l'avant-garde eût pu tirer un seul coup de canon. La colonne de Collingwood n'aurait point sans doute achevé cette conquête « sans y perdre quelque mât ou quelque vergue; » l'effet moral qui suivrait ce triomphe devait amplement compenser ce désavantage, et 40 vaisseaux, de quelque prix qu'ils eussent payé un premier succès, n'auraient rien à craindre de 34 vaisseaux intacts, mais ébranlés par la défaite de leurs compagnons.

Tel fut l'esprit de ce *memorandum* si souvent commenté, si souvent célébré comme la dernière expression de la stratégie navale, comme le testament militaire du plus illustre amiral qu'ait produit l'Angleterre. On verra quelles modifications importantes lui firent subir sur le terrain la fougueuse impatience de Nelson et les circonstances toujours imprévues d'une affaire maritime. Ce qui doit appeler d'ailleurs nos méditations, c'est moins le côté stratégique que le côté moral de ce projet ingénieux, c'est moins cet habile partage de ses forces qu'imagine Nelson que la noble confiance qui lui en suggère la pensée. « Dès que j'aurai fait connaître mes intentions au commandant de la seconde colonne (répète-t-il en maint endroit de son *memorandum*), l'entière direction, le commandement absolu de cette colonne, lui appartiennent. C'est à lui de conduire son attaque comme il l'entend, c'est à lui de poursuivre ses avantages jusqu'au moment où il aura capturé ou détruit les vaisseaux qu'il aura enveloppés. *J'aurai soin que les autres vaisseaux ennemis ne viennent pas l'interrompre....* Quant aux capitaines de

la flotte, si pendant le combat ils ne peuvent apercevoir ou comprendre parfaitement les signaux de leur amiral, qu'ils se rassurent : ils ne peuvent mal faire, s'ils placent leur vaisseau bord à bord d'un vaisseau ennemi. »

A ces nobles paroles, à cette exposition si simple et si profonde des plus féconds principes de la tactique navale, la chambre de conseil du *Victory*, où se trouvaient alors réunis les officiers-généraux et les capitaines de l'escadre, retentit d'un long cri d'enthousiasme. « On eût dit, écrivait Nelson, l'effet d'un choc électrique. Quelques officiers furent émus jusqu'aux larmes. Tous approuvèrent ce plan d'attaque. On le trouva nouveau, imprévu, facile à comprendre et à exécuter, et depuis le premier des amiraux jusqu'au dernier des capitaines, chacun s'écria : L'ennemi est perdu, si nous pouvons le joindre. »

Dans le camp opposé, on se préparait aussi au combat : là régnait la même activité, la même abnégation, mais non la même confiance. Gravina, « complet en tout, même en bonne volonté, » suivant l'expression du général Beurnonville, se déclarait prêt à partir, ranimait de son mieux son escadre abattue, et partageait en secret les craintes trop fondées de l'amiral Villeneuve. Ce dernier, l'officier le plus instruit, le tacticien le plus habile, quoi qu'on en ait pu dire, mais non le plus ferme esprit que possédât alors la marine française, pressentait avec désespoir les projets de son habile adversaire. « Il ne se bornera pas, disait-il à ses officiers, à se former sur une ligne de bataille parallèle à la nôtre et à venir nous livrer un combat d'artillerie.... Il cherchera à entourer notre arrière-garde, à nous traverser, à porter sur ceux de nos vaisseaux qu'il aura désunis des pelotons des siens pour les envelopper et les réduire. » En vue d'opposer à cette tactique inusitée une tactique semblable, il songeait alors à ne présenter en ligne qu'un nombre de vaisseaux égal à celui des vaisseaux anglais. Le reste de la flotte se rangerait sous les ordres de Gravina et composerait un corps de réserve destiné à voler au secours des vaisseaux compromis.

Ce plan avait été formé quand l'ennemi n'avait que 21 vaisseaux devant Cadix. Il était devenu impraticable depuis les renforts qu'avait reçus Nelson. Il ne suffit pas d'ailleurs de concevoir de nouveaux ordres de marche et de combat, de préparer des concentrations rapides, des conversions inattendues : il faut avoir surtout des vaisseaux en état d'exécuter ces mouvemens difficiles. Les évolutions navales sont trop délicates de leur nature pour être à la portée d'une armée qui n'a point eu le temps de se reconnaître. Elles exigent une sûreté de coup d'œil, une précision dans la manœuvre que les officiers les plus instruits ne possèdent pas toujours, que ceux même qui les ont possédées ne retrouvent souvent plus au même degré après une longue inaction ou le jour d'un premier appareillage. Aussi Villeneuve, effrayé des com-

plications où pouvait l'engager l'inauguration d'une tactique nouvelle, revenait-il instinctivement aux règles déjà tracées de l'ancienne stratégie. L'escadre de Gravina, forte de 12 vaisseaux français et espagnols, conservait la désignation d'escadre de réserve, mais, en réalité, elle devait former l'avant-garde de la flotte combinée. « Je n'ai ni le moyen ni le temps, s'écriait Villeneuve dans son découragement, d'adopter une autre tactique avec les commandans auxquels sont confiés les vaisseaux des deux marines.... Je crois bien que tous tiendront leur poste, mais pas un ne saurait prendre une détermination hardie! »

Peut-être, en cette extrémité, Villeneuve adopta-t-il en effet le seul parti convenable. En doublant sa ligne de bataille par un second rang de vaisseaux *endentés* (1), il s'exposait à gêner le feu d'une partie de ces vaisseaux. En partageant ses forces, il courait un plus grand danger, car la division la plus faible pouvait, comme on l'avait vu déjà au combat du cap Saint-Vincent, après une première démonstration infructueuse, se résigner à une retraite prématurée. En rangeant, au contraire, sa flotte sur une seule ligne, il présentait, il est vrai, un front trop étendu, mais conservait du moins à chaque vaisseau le libre jeu de son artillerie et la faculté de se replier sans confusion sur la partie de la ligne qui serait menacée par l'ennemi. Ce fut dans cette pensée qu'il maintint l'ancien ordre de bataille, et adressa à son escadre ces simples et mémorables paroles qui impliquaient malheureusement la condamnation de sa propre conduite à Aboukir : « Tous les efforts de nos vaisseaux doivent tendre à se porter au secours des vaisseaux assaillis et à se rapprocher du vaisseau amiral, qui en donnera l'exemple..... C'est bien plus de son courage et de son amour de la gloire qu'un capitaine commandant doit prendre conseil, que des signaux de l'amiral, qui, engagé lui-même dans le combat et enveloppé dans la fumée, n'a peut-être plus la facilité d'en faire..... *Tout capitaine qui ne serait pas dans le feu ne serait pas à son poste.....*, et un signal pour l'y rappeler serait pour lui une tache déshonorante. »

Ainsi se préparait la sanglante journée de Trafalgar. Pitt, comme nous l'avons dit, avait renoué les fils de l'ancienne coalition; l'empereur avait levé ses camps de l'Océan. Menacé du côté de l'Allemagne, l'empereur l'était plus sérieusement encore du côté de l'Italie. En face de Masséna, l'archiduc Charles y commandait la principale armée autrichienne. Les Anglais et les Russes devaient débarquer à Tarente, à Naples ou à Ancône, des troupes déjà rassemblées dans les îles de Malte et de Corfou. Réunies à l'armée napolitaine, ces troupes pouvaient sur-

(1) Vaisseaux disposés sur deux lignes de telle façon que le second rang puisse tirer dans les intervalles ménagés entre les bâtimens de la première ligne.

prendre les 20,000 hommes qui occupaient, sous le général Gouvion Saint-Cyr, la place forte de Pescara et la frontière septentrionale du royaume de Naples. Marchant ensuite sur Gênes par la Toscane et le duché de Parme, elles tombaient à l'improviste sur les derrières de l'armée de Masséna. Cette diversion, proposée à la cour de Vienne, était le plan chéri du général Dumouriez, celui qu'il recommandait à la sollicitude de Nelson et dont il réclamait avec instance la direction. « Nous réaliserions ainsi, écrivait Dumouriez à l'amiral, ces projets que nous formions ensemble à Hambourg contre le sauvage usurpateur que nous abhorrons également. » Mais ce projet habile n'avait point échappé au regard perçant de l'empereur, et pendant que la reine de Naples, prête à se lancer dans de nouvelles aventures, écrivait à Nelson, autrefois *son libérateur*, encore aujourd'hui *son héros :* « Votre nom seul anime le courage de chacun..... la crise générale approche : Dieu veuille que ce soit en bien ! » le général Saint-Cyr recevait les instructions suivantes : « S'emparer de Naples, en chasser la cour, dissoudre et anéantir l'armée napolitaine avant que les Anglais et les Russes eussent pu apprendre que les hostilités étaient commencées. »

Quelques jours après avoir signé ces instructions, le 17 septembre 1805, l'empereur expédiait à Villeneuve l'ordre d'appareiller avec la flotte combinée, de se porter d'abord vers Carthagène pour y rallier le contre-amiral Salcedo, de Carthagène sur Naples pour y déposer les troupes embarquées sur son escadre et les joindre à l'armée du général Saint-Cyr. « Notre intention, ajoutait l'empereur, est que *partout où vous trouverez l'ennemi en forces inférieures, vous l'attaquiez sans hésiter et ayez avec lui une affaire décisive...* Il ne vous échappera pas que le succès de ces opérations dépend essentiellement de la promptitude de votre départ de Cadix : nous comptons que vous ne négligerez rien pour l'opérer sans délai, et nous vous recommandons dans cette importante expédition *l'audace* et la plus grande activité. » L'empereur, avec Villeneuve, ne craignait pas d'exagérer sa pensée. Cet amiral était, à ses yeux, « un de ces hommes qui ont plutôt besoin d'éperon que de bride. » Convaincu, d'ailleurs, en lui prescrivant cette funeste manœuvre, que « son excessive pusillanimité l'empêcherait de l'entreprendre, » il faisait partir secrètement le vice-amiral Rosily de Paris. Cet officier-général, s'il trouvait encore la flotte combinée à Cadix, devait en prendre le commandement, arborer le pavillon d'amiral au grand mât du *Bucentaure*, et renvoyer en France le vice-amiral Villeneuve « pour y rendre compte de la campagne qu'il venait de faire. »

L'amiral Decrès, qui aimait sincèrement Villeneuve, rédigea ce dernier ordre d'une main tremblante. Lui, dont la plume était si facile, le style si net et si limpide, il ratura, il surchargea vingt fois les cinq ou

six lignes par lesquelles il annonçait à ce malheureux officier son rappel et les intentions de l'empereur (1). Moins que tout autre, d'ailleurs, il pouvait espérer qu'un événement heureux vînt rendre à Villeneuve, avant la réception de cette lettre, la faveur qu'il avait perdue, car il ne se faisait lui-même aucune illusion sur la situation de l'armée combinée. « J'ai bien une opinion, disait-il à l'empereur, sur la force réelle des vaisseaux de votre majesté : cette opinion, je l'aurai au même degré sur celle des vaisseaux de l'amiral Gravina qui auront déjà vu la mer; *mais quant aux vaisseaux espagnols sortant du port pour la première fois, commandés par des capitaines peu exercés, médiocrement armés, j'avoue que je ne sais ce qu'on peut oser, le lendemain même de leur appareillage, avec cette partie si nombreuse de la flotte combinée.* »

Le conseil de guerre qu'assembla l'amiral Villeneuve avant de se préparer à sortir de Cadix exprima la même opinion que le ministre de la marine. Les amiraux Gravina, Alava, Escaño, Cisneros, les chefs de division Macdonell et Galiano, représentaient dans ce conseil l'escadre espagnole; les contre-amiraux Dumanoir et Magon, les capitaines Cosmao, Maistral, Villegris et Prigny, représentaient l'escadre française. Leur sentiment fut unanime : ils déclarèrent « que les vaisseaux des deux nations étaient *pour la plupart mal armés,* que plusieurs de ces vaisseaux n'avaient pu encore exercer leur monde à la mer, et que les vaisseaux à trois ponts la *Santa-Anna* et le *Rayo,* le *San-Justo,* de 74, armés avec précipitation et à peine sortis de l'arsenal, pouvaient *à la rigueur* appareiller avec l'armée, mais *qu'ils n'étaient point en état de rendre les services militaires* dont ils seraient susceptibles quand ils seraient complétement organisés. » Tel était cependant le dévouement de tous ces hommes de cœur, que, malgré ces sinistres pressentimens, ils s'inclinèrent tous, comme autrefois les vaillans capitaines de Tourville devant cet argument sans réplique : *Ordre du roi d'attaquer;* mais Tourville avait, vis-à-vis de l'ennemi, le glorieux désavantage du nombre; Villeneuve devait avoir au contraire cette triste et stérile supériorité.

« Les Anglais, disait l'empereur, deviendront bien petits, quand la France aura deux ou trois amiraux *qui veuillent mourir.* » Nul plus que l'amiral Villeneuve n'était résigné à ce sacrifice, trop heureux s'il eût pu à ce prix conserver l'espérance de sauver sa flotte! « Mais sortir de Cadix, écrivait-il à l'amiral Decrès, sans pouvoir donner immédiatement dans le détroit, et avec la certitude d'avoir à combattre un ennemi très supérieur, *serait tout perdre!* Je ne puis penser que ce soit l'intention de sa majesté impériale de vouloir livrer la majeure partie de ses forces navales à des chances si désespérées, et qui ne promettent pas même de la gloire à acquérir. » Ces derniers scrupules allaient

(1) Le brouillon de cette lettre existe encore aux archives de la marine.

malheureusement s'évanouir. Le vice-amiral Rosily était déjà à Madrid. Un accident survenu à sa voiture ne lui avait permis de se remettre en route que le 14 octobre, et, pendant ce temps, l'amiral Villeneuve avait appris son arrivée en Espagne (1). Cette nouvelle frappa Villeneuve au cœur. « Je serais heureux, écrivit-il au ministre de la marine, de céder au vice-amiral Rosily la première place, si du moins il m'était réservé d'occuper la seconde... mais ce serait trop affreux pour moi de perdre toute espérance d'avoir une occasion de montrer que j'étais digne d'une meilleure fortune! Si le vent me permet de sortir, je partirai dès demain. » En ce moment, on vint le prévenir que Nelson avait détaché 6 vaisseaux à Gibraltar. Il appela sur-le-champ l'amiral Gravina à bord du *Bucentaure*, et, après s'être concerté quelques instans avec lui, il fit signal à l'armée de se préparer à mettre sous voiles.

Depuis deux mois, la désertion avait enlevé à nos vaisseaux, et surtout aux vaisseaux espagnols, un grand nombre de matelots. On parvint, avant d'appareiller, à ramasser quelques-uns d'entre eux sur le pavé de Cadix; le plus grand nombre avait déjà gagné la campagne, et, le 19 au matin, peu d'équipages se trouvèrent au complet. A sept heures cependant, l'armée combinée commença son mouvement; à neuf heures et demie, Nelson en eut connaissance : il se trouvait alors, avec le gros de la flotte anglaise, à seize lieues environ dans l'ouest-nord-ouest de Cadix. Sachant que Villeneuve, s'il donnait avant lui dans le détroit, avait la chance de lui échapper, ce fut vers le détroit qu'il fit route. Une armée navale n'appareille pas facilement du port de Cadix : six ans avant l'amiral Villeneuve, l'amiral Bruix avait mis trois jours pour en sortir. Le calme et le courant contraire arrêtèrent bientôt le mouvement de l'armée combinée, et, dans la journée du 19 octobre, 8 ou 10 vaisseaux parvinrent seuls à franchir les passes. Le lendemain, une légère brise de sud-est facilita la sortie du reste de l'escadre. Le temps, magnifique le 19, s'était couvert pendant la nuit, et semblait annoncer un coup de vent de sud-ouest; mais quelques heures d'une brise maniable devaient porter la flotte combinée au vent du cap Trafalgar, et la tempête, qui trouverait Villeneuve dans cette position, ne pouvait, si elle soufflait de l'ouest et du sud-ouest, qu'être favorable à ses projets. A dix heures du matin, les derniers vaisseaux français et espagnols étaient hors de Cadix. La flotte anglaise était à quelques lieues du cap Spartel, gardant l'entrée du détroit.

Ce fut alors que Villeneuve, décidé à ne plus reculer, écrivit à l'amiral Decrès sa dernière dépêche :

« Toute l'escadre est sous voiles.... Le vent est au sud sud-ouest; mais je pense

(1) Il fallait alors dix jours pour faire en poste le voyage de Madrid à Cadix.

que c'est un vent de la matinée. On me signale 18 voiles. Ainsi il est très probable que les habitans de Cadix auront à vous donner de nos nouvelles.... Je n'ai consulté, monseigneur, dans ce départ, que le désir ardent de me conformer aux intentions de sa majesté et de faire tous mes efforts pour détruire le mécontentement dont elle a été pénétrée des événemens de la dernière campagne. *Si celle-ci réussit, j'aurai de la peine à ne pas croire que tout devait aller ainsi, que tout était calculé pour le plus grand bien du service de sa majesté.* »

IX.

Villeneuve était donc parti, et marchait au combat; il y marchait sans confiance. Dans cette flotte si brave, si dévouée, il sentait un germe latent de destruction; il s'alarmait sans pouvoir définir exactement l'objet de ses alarmes. Le souvenir d'Aboukir était au fond de ses craintes; mais quels griefs retrouve-t-on exprimés dans toutes ses dépêches? de quoi se plaignait-il sans cesse? « Du défaut d'expérience de mer de nos officiers et matelots, du défaut d'expérience de la guerre de nos capitaines-commandans, du défaut d'ensemble dans le tout. » C'étaient là sans doute de graves et légitimes sujets de plainte; à la veille du combat, il était cependant un mal plus réel, que Villeneuve n'a jamais signalé, qu'il n'a jamais tenté de réparer, et qui, dès l'année 1802, était admirablement dénoncé par le célèbre ingénieur Forfait. « C'est réellement, écrivait Forfait dans une brochure trop peu écoutée à cette époque, le canon qui seul impose la loi de la force sur les mers. Il est vraiment plaisant, ajoutait-il avec raison, d'entendre discourir souvent et fort longuement pour assigner les causes de la supériorité des Anglais... Quatre mots la démontrent... Ils ont des vaisseaux bien installés, *une artillerie bien servie*, et ils manœuvrent bien... *Quant à vous, c'est tout le contraire...* Quand vous serez comme eux, vous leur tiendrez tête... vous les battrez, quand vous saurez aller au pas de charge de mer. » Quiconque voudra se figurer les effets destructeurs que l'on peut attendre d'une masse de fer dont le poids total dépasse souvent trois mille livres, lancée dans l'espace avec une vitesse presque double de celle du son (1), parcourant 500 mètres par seconde et arrêtée subitement dans sa course par un obstacle pénétrable qui se déchire et éclate en fragmens plus meurtriers que le boulet même, comprendra la puissance formidable des premières bordées d'un vaisseau de ligne. Au lieu de gaspiller cette force irrésistible, comme nous le faisions alors (2), dans l'espoir de couper quelques fils

(1) La vitesse du son dans l'air (par 15 degrés de température) est de 341 mètres par seconde; celle d'un boulet de 24 chassé par 6 kilogrammes de poudre est de 500 mètres.

(2) Les traités d'artillerie et de tactique les plus estimés en France et en Espagne, les

déliés dans le vide, d'atteindre à grand hasard quelque important cordage, d'écorcher quelque mât, les Anglais, mieux inspirés, la concentraient tout entière vers un but plus certain, — la ligne de batterie de l'ennemi : ils jonchaient nos ponts de cadavres, pendant que nos boulets passaient au-dessus de leurs vaisseaux (1). Plus exercés d'ailleurs que nos canonniers, unissant à la précision du tir une rapidité qui nous fut long-temps inconnue, les canonniers anglais étaient parvenus en 1805 (non sur tous les vaisseaux peut-être, mais sur les vaisseaux bien commandés, sur *le Foudroyant* qu'avait monté Nelson, sur le *Dreadnought* que venait de quitter Collingwood) à tirer de chaque pièce près d'un coup de canon par minute. A la même époque, nos pièces les mieux servies mettaient entre chaque coup plus de trois minutes d'intervalle (2). C'est à cette double infériorité dans le tir que nous eussions dû attribuer, — si la vérité n'était si lente à se faire jour, — la plupart de nos revers depuis 1793; c'est « à *cette grêle de boulets*, comme l'écrivait Nelson, que l'Angleterre devait alors l'empire absolu des mers, » qu'il devait lui-même la victoire d'Aboukir, qu'il allait devoir celle de Trafalgar.

La brise qui avait conduit les vaisseaux de Villeneuve et de Gravina hors du port avait subitement fraîchi. Retardée dans sa marche par l'inexpérience de plusieurs vaisseaux espagnols qui étaient tombés sous le vent en prenant des ris, l'armée combinée s'éloignait lentement de la côte, et Nelson, averti par ses frégates des mouvemens de notre escadre,

ouvrages, si précieux d'ailleurs, de M. Audibert de Ramatuelle et de M. de Churruca, les instructions officielles publiées sous les auspices du ministre de la marine, recommandaient formellement « de ne point oublier que le premier et le principal objet d'un combat naval est de dégréer et de démâter l'ennemi. » — « On a constamment remarqué (observe fort judicieusement le général Douglas) que, dans nos affaires avec les Français, nos bâtimens avaient toujours beaucoup plus souffert dans le gréement que dans la coque. L'usage général que faisaient les Français du ras de métal comme ligne de mire a pu dans quelques cas en être la cause; mais il faut chercher aussi la source de ces erreurs dans cette ancienne règle, établie dans la marine française, « de ne jamais tirer lorsque le bâtiment dans ses mouvemens de roulis s'abaisse vers le côté où l'on combat, mais toujours lorsqu'il se relève, parce que les coups qui manquent le corps du navire ennemi peuvent en atteindre le gréement. » Ce précepte explique suffisamment le peu de dommage que nos vaisseaux ont toujours reçu dans leur coque en combattant contre les bâtimens français. »

(*Traité d'Artillerie navale*, par le général sir Howard Douglas.)

(1) Le vice-amiral Émériau remarqua des premiers « que l'incertitude du *tir à démâter et à couler bas* avait été trop bien démontrée par l'expérience. » Il prescrivit aux vaisseaux qu'il commandait à Toulon en 1812 « *de tirer en plein bois*, afin de porter le désordre dans les batteries de l'ennemi. » A peu près à la même époque, un de ces jeunes capitaines qui surgissaient alors de toutes parts (vaillante pépinière qui eût racheté les revers de l'empire, si l'empire eût vécu) répétait à ses canonniers, avant un brillant combat, cet avis tout empreint de verve gauloise et de raison : « Mes amis, tirez bas; les Anglais n'aiment pas qu'on les tue. »

(2) *Règles de pointage*, par M. de Montgéry, page 83.

accourait déjà sous toutes voiles pour la combattre; mais à des grains violens succéda bientôt un nouveau calme, et la nuit survint avant que les deux flottes eussent pu se reconnaître. Des feux se montrèrent alors sur divers points de l'horizon. C'étaient les signaux de l'armée anglaise et des bâtimens qui éclairaient sa route. Des coups de canon répétés de proche en proche, des feux de Bengale jetant au milieu de l'obscurité la plus profonde une lueur vive et soudaine, vinrent se joindre à ces signaux et apprendre à l'amiral Villeneuve qu'il essaierait vainement de dérober sa marche à ses actifs adversaires. Vers dix heures du soir, cet amiral sentit la nécessité de rallier ses vaisseaux. Il fit le signal de former la ligne de bataille (1). Le jour suivant, le 21 octobre 1805, jour de sinistre mémoire, trouva les deux armées à la hauteur du cap Trafalgar. Nelson, modérant habilement sa poursuite pendant la nuit, avait conservé sur Villeneuve l'avantage du vent. Au lever du soleil, il rallia ses bâtimens dispersés et chercha des yeux nos vaisseaux. A quatre ou cinq lieues de la flotte anglaise, répandue en désordre sur un vaste espace, et prolongeant sous petites voiles la côte d'Andalousie encore enveloppée des vapeurs du matin, la flotte combinée faisait route vers le détroit (2).

(1) « Le 20 octobre, à neuf heures du soir, l'escadre anglaise fit des signaux à coups de canon, et, par l'intervalle d'à peu près huit secondes qui s'écoula entre le moment où nous aperçûmes l'éclair et celui où nous entendîmes le bruit de chaque coup tiré par les vaisseaux ennemis, nous pûmes calculer qu'ils étaient à environ deux milles de notre escadre. *Nous signalâmes avec des feux, à l'amiral français, la nécessité de former, sans perdre de temps, la ligne de bataille, en se formant sur les bâtimens le plus sous le vent.* Cet amiral répéta ce signal à coups de canon. » (Rapport du combat de Trafalgar adressé au prince de la Paix, le 22 octobre 1805, par le contre-amiral Escaño, chef d'état-major de l'amiral Gravina. — Extrait de la *Gazette de Madrid*, du 5 novembre 1805.)

« ... Le 20 octobre, vers neuf heures du soir, l'amiral signala de former promptement l'ordre de bataille sans égard aux postes... *L'armée était très dispersée; les vaisseaux de la ligne de bataille et ceux de l'escadre d'observation se trouvaient confondus.* » (Rapport de M. Lucas, commandant *le Redoutable*, au ministre de la marine.)

(2) « .... *Nous étions sans ordre au point du jour le 21*, lorsque nous aperçûmes l'ennemi au vent à nous... » (Rapport du contre-amiral Escaño.)

« .... Le 21 octobre, à sept heures du matin, l'amiral Villeneuve signala l'ordre de bataille naturel, tribord amures. *Notre armée était à peu près sans ordre, mais dans un peloton assez ramassé*, et se prolongeant moins que l'escadre anglaise. » (Rapport du contre-amiral Dumanoir-le-Pelley. — Plymouth, 16 novembre 1805.)

« .... Vers les sept heures du matin, l'amiral signala de former la ligne de bataille dans l'ordre naturel, les amures à tribord. » (Rapport du commandant Lucas.)

L'histoire renferme bien peu d'événemens importans dont les détails nous aient été transmis avec cette unanimité de témoignages qui ne laisse aucune prise à la controverse. Le combat de Trafalgar devait donc offrir, comme toutes les grandes catastrophes, certains points douteux et obscurs sur lesquels les souvenirs des contemporains ou des acteurs mêmes de ce terrible drame ne jetteraient peut-être aujourd'hui qu'une lumière insuffisante : en présence de cette inévitable incertitude, le tableau suivant des seuls signaux

Les deux armées se trouvaient en présence pour la première fois. Une activité générale parcourut aussitôt leurs rangs. Les vaisseaux français et espagnols s'empressaient de rectifier la ligne de bataille

dont nous ayons trouvé la trace dans les archives de la marine ne sera point assurément dénué d'intérêt.

21 octobre 1805.

« Six heures et demie du matin. — La frégate *l'Hermione* signale une escadre ennemie.

« Sept heures du matin. — L'amiral Villeneuve fait signal à l'armée de former la ligne de bataille dans l'ordre naturel, tribord amures; signale en même temps branle-bas de combat.

« Sept heures du matin. — La frégate *l'Hermione* signale 26 vaisseaux de ligne.

« Sept heures vingt minutes. — L'amiral Villeneuve fixe la distance entre chaque vaisseau à une encâblure.

« Huit heures. — L'amiral Villeneuve fait signal à l'armée de virer lof pour lof tout à la fois.

« Huit heures et demie. — L'amiral Villeneuve donne l'ordre aux vaisseaux de tête de forcer de voiles.

« Neuf heures et demie. — L'amiral Villeneuve donne l'ordre au *San-Augustino* de serrer le vent, au *Scipion* de forcer de voiles.

« Dix heures. — L'amiral Villeneuve donne l'ordre au vaisseau de tête de serrer le vent et aux autres de le suivre par un mouvement successif.

« Dix heures et demie. — La frégate *la Thémis* signale à l'amiral Gravina : La ligne de l'armée combinée s'allonge trop.

« Dix heures quarante minutes. — La frégate *la Thémis* signale à l'amiral Gravina : L'arrière-garde s'allonge trop.

« Dix heures quarante-cinq minutes. — L'amiral Gravina donne l'ordre à chaque vaisseau de l'arrière-garde de se tenir à une encâblure de son matelot d'avant.

« Onze heures. — L'amiral Villeneuve répète l'ordre au vaisseau de tête de serrer le vent et aux autres de le suivre par un mouvement successif.

« Onze heures et demie. — L'amiral Gravina signale à l'arrière-garde de serrer le vent.

« L'amiral Villeneuve signale au *Rayo* de serrer la ligne, à l'armée de commencer le feu dès qu'on sera à portée.

« Midi et demi. — L'amiral Villeneuve signale aux vaisseaux qui ne combattent pas par suite de leur position actuelle d'en prendre une qui les reporte le plus promptement possible au feu.

« Une heure cinq minutes. — La frégate *le Rhin* signale que l'ennemi détache des vaisseaux avec le projet de doubler l'arrière-garde.

« Une heure trente minutes. — Le contre-amiral Dumanoir signale aux vaisseaux de l'avant-garde de virer de bord et de se porter au feu.

« La frégate *l'Hortense* prévient l'amiral Villeneuve que dix vaisseaux de l'avant-garde ne combattent pas.

« Une heure quarante-cinq minutes. — L'amiral Villeneuve fait signal à l'avant-garde *de virer lof pour lof.*

« La frégate *l'Hermione* fait signal aux vaisseaux qui n'ont pas d'ennemis par leur travers de prendre une position qui les rapproche du feu. — *L'Hermione* met le numéro de *l'Argonaute.*

« Quatre heures trente minutes. — L'amiral Gravina fait à l'armée le signal de ralliement.

« Le vaisseau *le Neptune* répète le signal de l'amiral Gravina.

« Le vaisseau *le Neptune* fait signal aux vaisseaux qui ne sont pas totalement désemparés d'imiter sa manœuvre. » (Archives du dépôt des cartes et plans de la marine.)

qu'ils avaient formée à la hâte pendant la nuit; les vaisseaux anglais se couvraient de voiles, et leurs bonnettes, établies des deux bords, laissaient arriver sur l'ennemi. A huit heures, l'amiral Villeneuve reconnut qu'un engagement général était inévitable. Il s'y prépara sans faiblesse, et, d'un coup d'œil exercé, choisit son terrain pour combattre (1). Par une conversion rapide, l'armée, virant de bord tout à la fois, mit le cap vers Cadix. Ce port restait ainsi ouvert aux vaisseaux qui seraient désemparés. La ligne de bataille fut ensuite formée sous ces nouvelles amures, et la flotte combinée attendit la flotte anglaise.

Une légère brise d'ouest-nord-ouest gonflait à peine les plus hautes voiles des vaisseaux. Portée sur les longues ondulations de la houle, symptôme infaillible d'une tempête imminente, la flotte de Nelson et de Collingwood s'avançait cependant avec une vitesse d'une lieue à l'heure. Elle s'était partagée en deux escadres, suivant le plan arrêté par Nelson. Le *Victory* conduisait la première escadre; il avait derrière lui 2 vaisseaux de 98, *le Téméraire* et *le Neptune*, masse imposante, destinée à ouvrir la première trouée dans la ligne ennemie. Le *Conqueror* et *le Leviathan*, de 74, venaient après *le Neptune* et précédaient le *Britannia*, vaisseau de 100 canons, qui portait le pavillon du contre-amiral comte de Northesk. Séparé par un assez long intervalle de ce premier groupe, le vaisseau chéri de Nelson, que commandait alors l'ancien capitaine du *Vanguard*, sir Edward Berry, *l'Agamemnon*, guidait dans les eaux du *Britannia* 4 vaisseaux de 74, *l'Ajax*, *l'Orion*, le *Minotaur* et *le Spartiate*. L'*Africa*, vaisseau de 64, qui s'était laissé souventer pendant la nuit, faisait force de voiles pour reprendre son poste.

Le *Royal Sovereign*, de 100 canons comme le *Victory*, était monté par le vice-amiral Collingwood, et marchait en tête de la seconde escadre. Sorti récemment du bassin, cet excellent vaisseau avait retrouvé toutes ses qualités et semblait voler sur l'eau comme une frégate. Le *Belleisle* et *le Mars* le suivaient avec peine, *le Tonnant* et *le Bellerophon* serraient de plus près le vaisseau *le Mars;* le *Colossus*, l'*Achilles* et le *Polyphemus*, se pressaient sur les pas du *Bellerophon*. Plus à droite, le *Revenge* amenait à sa suite le *Swiftsure*, le *Defiance*, le *Thunderer* et le *Defence*. Le *Dreadnought* et *le Prince*, de 98, mauvais voiliers tous deux, navi-

(1) Villeneuve suivit ici le conseil de Tourville. « J'ai déjà eu l'honneur de le dire au roi (écrivait au fils de Colbert l'illustre maréchal) : dès le moment que deux armées sont en présence et en état de se pouvoir reconnaître, il est impossible d'éviter un combat quand une armée ennemie voudra engager l'autre et qu'elle aura le vent... Il n'y aurait d'autre expédient que d'abandonner tous les vaisseaux qui ne seraient pas fins de voile, ce qui ne se peut pratiquer, car ce serait une manœuvre qui intimiderait tellement les équipages, qu'il serait très difficile de les pouvoir rassurer, lorsqu'il faudrait combattre. Tous les officiers-généraux et ceux qui ont de la pratique à la mer conviennent de ce fait, et que le meilleur parti (quoique inférieur en nombre) *est d'attendre l'ennemi en bon ordre et de tenir une brave contenance.* »

guaient entre les deux colonnes, mais faisaient également partie de l'escadre de Collingwood. Unies par une pensée commune, bien que destinées pendant le combat à une complète indépendance, ces deux divisions d'une même armée, la première de 12 vaisseaux, la seconde de 15, partageaient la noble émulation de leurs chefs et montraient une égale ardeur à se rapprocher de notre escadre.

Composée de 18 vaisseaux français, vaisseaux de 80 et de 74, et de 15 vaisseaux espagnols, parmi lesquels figuraient 4 vaisseaux à trois ponts, la flotte combinée comptait 6 vaisseaux de plus, mais 3 vaisseaux à trois ponts de moins que la flotte anglaise (1). Six officiers-généraux commandaient les divisions de cette armée. Le pavillon de l'amiral Villeneuve était arboré à bord du *Bucentaure;* celui de l'amiral Gravina, à bord du *Prince des Asturies,* vaisseau de 112 canons, armé au Ferrol. Le contre-amiral Dumanoir montait *le Formidable;* le contre-amiral Magon, *l'Algésiras,* et 2 magnifiques trois-ponts espagnols, la *Santissima-Trinidad*, de 130 canons, et la *Santa-Anna*, de 112, faisaient flotter, au milieu de cette forêt de mâts, le premier le pavillon du contre-amiral Cisneros, le second le pavillon du vice-amiral Alava.

Gênée dans son évolution par le calme et la houle, cette flotte immense, qui se développait alors sur une étendue de cinq ou six milles, présentait à l'ennemi un front irrégulier. 10 vaisseaux tombés sous le vent n'étaient point à leur poste et formaient comme un second rang de vaisseaux en arrière de la ligne de bataille; le *Neptuno, le Scipion, l'Intrépide,* le *Rayo, le Formidable, le Duguay-Trouin, le Mont-Blanc,* le *San-Francisco d'Asis,* le *San-Augustino* et *le Héros* composaient l'avant-garde et obéissaient aux signaux du contre-amiral Dumanoir. Les trois premiers vaisseaux du corps de bataille étaient groupés autour du *Bucentaure;* la *Santissima-Trinidad* en avant de l'amiral, *le Redoutable*

(1) Le 13 août 1805, l'empereur écrivait à l'amiral Decrès : « Villeneuve verra dans mon calcul que je désire qu'il attaque toutes les fois qu'il est supérieur en nombre, *ne comptant deux vaisseaux espagnols que pour un.* » Nous en appelons aux souvenirs de tous les hommes de cette époque, aux souvenirs de nos ennemis eux-mêmes; pourrait-on de bonne foi adopter une autre base pour établir la force respective des escadres qui allaient combattre?

L'escadre anglaise portait	2,148 canons.
L'escadre française	1,356
L'escadre espagnole	1,270

La force réelle de la flotte combinée, d'après les calculs mêmes de l'empereur (calculs qu'on ne saurait malheureusement taxer de timidité), ne pouvait donc être évaluée au-dessus de 1,991 canons, 157 canons ou 2 vaisseaux de 80 de moins que la flotte anglaise. Plût à Dieu qu'en effet nous n'eussions eu à opposer à nos ennemis, dans cette terrible journée, que 25 *vaisseaux* tels que *le Fougueux, le Pluton, l'Algésiras* ou *le Redoutable!*

dans ses eaux, *le Neptune* sous le vent de la ligne, entre *le Redoutable* et *le Bucentaure*. En arrière de ce groupe, un large intervalle, qu'auraient dû occuper 3 vaisseaux souventés, le *San-Leandro*, le *San-Justo* et *l'Indomptable*, brèche ouverte déjà dans cette muraille vivante, semblait, à l'instar de l'attaque, avoir partagé la défense, laissant 14 vaisseaux du côté de Villeneuve, 19 vaisseaux du côté de Gravina. La *Santa-Anna* occupait la tête de cette seconde division. Derrière ce vaisseau à trois ponts se trouvait l'élite de l'armée française : *le Fougueux*, séparé par un vaisseau espagnol, le *Monarca*, du *Pluton* et de *l'Algésiras; l'Aigle, le Swiftsure* (1) et *l'Argonaute*, séparés de *l'Algésiras* par le *Bahama*. Après ces 9 vaisseaux, un dernier peloton comprenait encore 2 vaisseaux français et 5 vaisseaux espagnols : le *Montanez* et l'*Argonauta*, tombés sous le vent; *le Berwick*, suivi du *San-Juan Nepomuceno; l'Achille*, doublant le *San-Ildefonso*, et *le Prince des Asturies*, destiné par Villeneuve à guider l'avant-garde, mais devenu ce jour-là, par l'effet des circonstances qui avaient rangé la flotte dans un ordre renversé, le serre-file de l'armée combinée.

Cette armée se trouvait alors à huit ou neuf lieues de Cadix. Nelson voulait, avant tout, lui couper le chemin de ce port. Il y réussissait, s'il parvenait à traverser la ligne de bataille que venait de former Villeneuve. Une manœuvre semblable avait été tentée par lord Howe au combat du 13 prairial, mais avec des ménagemens infinis. Ayant le vent sur l'armée de Villaret-Joyeuse, lord Howe, après avoir rangé son escadre sur une ligne de front, avait attaqué la flotte républicaine de biais et non debout au corps. Menaçant d'abord l'arrière-garde de Villaret, il avait insensiblement redressé sa route et porté ses vaisseaux, par une marche oblique, vers les vaisseaux français. Il n'est point un tacticien qui eût, à cette époque, osé manœuvrer autrement, pas un officier qui n'eût pensé, avec M. Clark, l'écrivain officiel pensionné par la Grande-Bretagne, « qu'une flotte gouvernant à angle droit sur une autre flotte devait être infailliblement désemparée. » Nelson appréciait, sans doute aussi bien qu'un autre, les inconvéniens de ce mode d'attaque; mais il comptait sur l'inexpérience de ses adversaires, et, choisissant d'instinct, pour arriver à son but, le chemin le plus court, sinon le plus sûr, il offrait sans hésiter aux coups d'une flotte entière 2 vaisseaux destinés à frayer le passage au reste de l'armée, son propre vaisseau et celui de Collingwood.

(1) Il n'est point inutile de faire remarquer, pour prévenir toute confusion, qu'il se trouvait dans les deux armées plusieurs vaisseaux portant le même nom, deux *Swiftsures*, deux *Achilles*, trois *Neptunes* et deux *Argonautes*. On distinguera facilement, dans le développement du récit, les vaisseaux anglais des vaisseaux français portant le même nom. Nous mettrons d'ailleurs les premiers en caractères différens, en petites capitales.

Dès qu'il eut vu ses ordres fidèlement exécutés, la flotte anglaise formée sur deux lignes de file et cinglant sous toutes voiles vers nos vaisseaux, Nelson se retira dans sa chambre. Il prit le journal sur lequel il avait noté, le matin même, les derniers mouvemens de son escadre, et, à genoux, écrivit cette courte prière :

« Puisse le Dieu toujours grand que j'adore accorder à l'Angleterre, pour le salut commun de l'Europe, une complète et glorieuse victoire! Puisse-t-il permettre qu'aucune faiblesse individuelle n'en ternisse l'éclat, et qu'après la victoire aucun Anglais n'oublie les droits sacrés de l'humanité! Pour moi personnellement, ma vie appartient à celui qui me l'a donnée. Qu'il bénisse mes efforts, pendant que je combattrai pour mon pays! Je remets en ses mains ma personne et la juste cause dont on m'a confié la défense. »

Après avoir accompli cet acte religieux, Nelson, amant aveugle, crut remplir un nouveau devoir en léguant, par un codicille ajouté à son testament, lady Hamilton et sa fille, Horatia Nelson, à la reconnaissance de l'Angleterre (1). Ainsi préparé à mourir, il remonta sur le pont : les capitaines des frégates, qu'il avait fait appeler, attendaient ses ordres. Il s'approcha du commandant de l'*Euryalus*, le capitaine Blackwood, qui partageait avec le capitaine Hardy sa confiance et son affection : « Les commandans de nos frégates verront l'ennemi de près aujourd'hui, lui dit-il, car je veux les garder sur le *Victory* le plus long-temps possible. » Nelson, s'il faut en croire le témoignage du capitaine Blackwood, était en ce moment calme et résolu, mais plus grave et plus solennel que de coutume. Plusieurs fois, remarquant « la bonne contenance de la flotte combinée, » il exprima le regret que cette flotte eût viré de bord, et parut observer avec une secrète anxiété l'horizon déjà menaçant et le champ de bataille transporté, par la manœuvre de Villeneuve, de l'entrée du détroit à la hauteur des récifs dangereux de Conil et de Santi-Petri. Vers onze heures, il descendit dans les batteries, où les canonniers étaient déjà à leur poste, complimenta les officiers sur les bonnes dispositions qui avaient été prises, adressa quelques mots d'encouragement à chaque chef de pièce, et, retrouvant toute sa con-

(1) Ce double legs de Nelson fut répudié par l'Angleterre, car une injuste réprobation confondit dans le même oubli le seul rejeton d'un héros et la femme odieuse qui avait souillé sa gloire; mais les héritiers légitimes du vainqueur de Trafalgar reçurent de splendides témoignages de la munificence du pays. Le parlement accorda, sur la demande du ministère, une rente viagère de 50,000 francs à la veuve de lord Nelson; une rente perpétuelle de 125,000 francs, reversible sur celui de ses descendans qui hériterait du comté de Nelson, fut constituée avec ce comté en faveur de l'aîné des frères de l'amiral. Une somme de 2,475,000 francs fut en outre consacrée à l'acquisition d'une terre destinée à ajouter à l'éclat de ce nouveau titre. Les deux sœurs de Nelson reçurent chacune 375,000 francs. En évaluant les rentes au taux de 5 pour cent, ces diverses libéralités du parlement formeraient un capital de plus de 6 millions de francs.

fiance à la vue de ces mâles figures et de ces bras nerveux, ne songea plus qu'à donner le signal de l'attaque à Collingwood.

Ce signal fut bref et précis : « J'ai l'intention, fit-il savoir à Collingwood par le télégraphe, de traverser l'avant-garde ennemie pour l'empêcher d'entrer dans Cadix. Quant à vous, coupez l'arrière-garde vers le douzième vaisseau à partir du serre-file. » Et, pendant que le *Royal Sovereign* s'apprêtait à exécuter cet ordre, il dirigeait le *Victory* vers la *Santissima-Trinidad*, le onzième vaisseau de notre avant-garde. Par ce double mouvement, il allait embrasser non plus 12 vaisseaux avec 16, comme il l'avait annoncé, mais 23 vaisseaux ennemis avec 2. « Il me faut au moins 20 vaisseaux de cette flotte, avait-il dit au capitaine Blackwood dans cet enivrement où le jetait l'approche du combat; moins de vaisseaux ne serait pas une victoire! » Sans la crainte que Villeneuve ne se réfugiât dans Cadix en lui abandonnant une victoire incomplète, il est probable que Nelson, plus fidèle à son plan primitif, eût dirigé moins imprudemment cette première attaque. On peut croire surtout qu'au danger d'attaquer la flotte combinée debout au corps, il n'eût point ajouté, de gaieté de cœur, le danger, plus grave encore avec une brise incertaine et faible, de l'attaquer sur deux lignes de file; mais l'ardeur de son ame l'emportait en ce moment sur les conseils de la tactique. Toute évolution nouvelle eût été une perte de temps, et, en fait de périls, le plus grave, à ses yeux, était de laisser échapper Villeneuve, comme l'avait fait Calder. Quelle chance cependant nous ouvrait son impétuosité! Avant d'avoir amené sur le lieu de l'action des forces proportionnées aux nôtres, Nelson (tout semblait l'annoncer) devait voir ses premiers pelotons infailliblement écrasés par nos masses, comme des cavaliers qui, pour enfoncer un carré, au lieu de se réunir et de charger ensemble, se diviseraient et chargeraient l'un après l'autre (1).

Les deux flottes cependant n'étaient plus séparées que par une distance de quelques milles. Debout sur la dunette du *Victory*, Nelson venait de signaler à son armée de se préparer à jeter l'ancre avant la fin du jour. « Ne pensez-vous pas, dit-il au commandant de l'*Euryalus*, qu'il nous reste encore un signal à faire? » Il sembla réfléchir quelques instans, et appelant un des officiers attachés à son état-major : « Monsieur Pasco, lui dit-il, adressez ce signal à l'escadre : *L'Angleterre compte que chacun fera son devoir.* » On sait quel enthousiasme accueillit ce célèbre message, et quelle magique ardeur, quelle vigueur nouvelle il répandit dans les rangs de la flotte anglaise. « Maintenant, dit Nelson, je ne puis

(1) « ... Ce dédain des règles dans le mode d'approcher l'ennemi tenait seulement à des circonstances particulières. On peut le regarder comme la conséquence de cette décadence des marines européennes qui nous avait appris à nous relâcher de notre système de guerre et à mépriser les leçons de la prudence. » (*Traité d'artillerie navale*, par le général sir Howard Douglas.)

faire davantage. Il faut mettre notre confiance dans le souverain arbitre des événemens de ce monde et dans la justice de notre cause. » Le capitaine Blackwood, ému des dangers que Nelson allait courir, frappé du pressentiment sinistre qui semblait l'agiter, osa le presser alors, au nom de l'intérêt commun, de porter son pavillon sur l'*Euryalus*, ou de laisser du moins à un autre vaisseau le poste périlleux qu'il avait choisi pour le *Victory*. « Non, Blackwood, répondit l'amiral, en pareille occasion, c'est au chef de donner l'exemple. » Feignant de céder aux sollicitations dont on l'entourait, il permit cependant qu'on transmît au *Téméraire*, au *Neptune* et au *Leviathan* l'ordre de prendre la tête de la ligne; mais bientôt, exigeant qu'on ajoutât de nouvelles voiles à celles que portait déjà le *Victory*, il rendit l'exécution de cet ordre impossible.

Au moment où cette dernière manœuvre trahit l'impatience, toujours croissante, du commandant en chef, aucun signe extérieur n'annonçait encore qu'à bord du *Royal Sovereign* on songeât à l'imiter. Ce vaisseau, dont la marche supérieure faisait en ce moment l'envie de Nelson, attendait, sous une voilure réduite, les vaisseaux qu'il avait devancés. Malgré cette prudence apparente, Collingwood avait pris ses mesures pour conserver l'honneur de nous porter les premiers coups. A peine le *Belleisle* et *le Mars* se furent-ils approchés, que sur un geste de Collingwood, geste impatiemment attendu, le *Royal Sovereign* déploya ses ailes à son tour, et, laissant bien loin derrière lui le reste de la flotte anglaise, sembla s'élancer seul vers l'armée combinée.

X.

Il était midi. Les Anglais arborèrent le pavillon de Saint-George, le yacht à queue blanche, et aux cris sept fois répétés de *vive l'empereur!* l'étendard tricolore s'éleva sur la poupe de chaque vaisseau français. Déployant en même temps la bannière des deux Castilles, les Espagnols suspendirent une longue croix de bois au-dessous de leur pavillon. Villeneuve, en ce moment, donna le signal du combat. Un coup de canon, dirigé contre le *Royal Sovereign*, partit immédiatement du vaisseau *le Fougueux*. Il fut suivi bientôt d'un feu roulant, auquel le vaisseau anglais n'essaya point de répondre. Le *Royal Sovereign* se trouvait alors à près d'un mille en avant du *Belleisle*, à deux milles environ et presque par le travers du *Victory*. Encore intact au milieu de ce feu mal dirigé, il s'avançait vers la *Santa-Anna*, sans dévier de sa route, silencieux, impassible et comme protégé par un charme secret. L'équipage, étendu à plat-pont et couché dans les batteries, n'offrait aucune prise au petit nombre de boulets qui frappaient la coque du vaisseau, et les projectiles qui passaient en grondant à travers la mâture n'avaient encore atteint que quelques cordages sans importance. « Rotheram (dit Col-

lingwood à son capitaine de pavillon au moment où, après avoir essuyé pendant dix minutes le feu de l'armée combinée, il allait plonger enfin dans les rangs de notre arrière-garde), que ne donnerait pas Nelson pour être à notre place! » « Voyez, s'écriait en même temps Nelson, comme ce noble Collingwood conduit bravement son escadre au feu! » Collingwood, en effet, a montré le chemin à la flotte anglaise et cueilli les prémices de la journée.

Le Fougueux essaie vainement de l'arrêter. Du triple étage de canons qui garnissent les flancs du *Royal Sovereign* s'élancent des torrens de fumée et de fer. Chaque pièce, chargée à doubles projectiles, est dirigée dans la poupe de la *Santa-Anna*. 150 boulets ont sillonné de l'arrière à l'étrave les batteries de ce vaisseau et laissé sur leur passage 400 hommes hors de combat. Le *Royal Sovereign* se range alors au vent et engage vergue à vergue le vice-amiral espagnol; mais il a bientôt d'autres ennemis à combattre : le *San-Leandro*, le *San-Justo* et *l'Indomptable* accourent pour l'entourer; *le Fougueux* dirige sur lui un feu d'écharpe. Ses voiles sont bientôt en lambeaux. Cependant, au milieu de ce tourbillon de boulets *qu'on vit se heurter dans l'air* (1), le *Royal Sovereign* ne presse pas moins vivement l'adversaire qu'il a choisi. Le feu du vaisseau espagnol s'est ralenti, et, au-dessus du nuage de fumée qui enveloppe ce groupe héroïque, l'œil inquiet de Nelson peut distinguer encore le pavillon de Collingwood.

Le vent cependant a déjà trahi l'armée anglaise. Filant à peine un nœud et demi, le *Victory* se traîne péniblement vers la *Santissima-Trinidad* et *le Bucentaure*, pendant que Collingwood, seul au milieu de l'armée combinée, tient en respect les vaisseaux qui l'assiégent. A midi vingt minutes, le *Victory* est enfin à portée de canon de notre escadre. Un premier boulet tiré par *le Bucentaure* n'arrive point jusqu'à lui; un second vient tomber le long du bord; un troisième passe au-dessus de ses bastingages. Un boulet plus heureux traverse le grand perroquet. Nelson appelle le capitaine Blackwood. « Retournez à bord de votre frégate, lui dit-il, et rappelez à tous nos vaisseaux que je compte sur leur concours. Si, en se conformant à l'ordre de marche que je leur ai signalé, ils devaient rester trop long-temps hors du feu, qu'ils n'hésitent point à en adopter un autre. Le meilleur sera celui qui les conduira le plus promptement possible bord à bord d'un vaisseau ennemi. » En parlant ainsi, il reconduit jusqu'au bord de la dunette le capitaine de l'*Euryalus*. Blackwood saisit la main de l'amiral, et, d'une voix émue, lui exprime l'espoir de le revoir bientôt en possession de 20 vaisseaux français et espagnols. « Dieu vous bénisse, Blackwood! lui répond Nelson; mais je ne dois plus vous revoir en ce monde. »

(1) Correspondance de l'amiral Collingwood.

Une ou deux minutes d'un morne silence ont suivi le dernier coup de canon du *Bucentaure*. Les canonniers vérifient leur pointage, et, comme à un signal donné, les 6 ou 7 vaisseaux qui entourent Villeneuve ouvrent tous à la fois leur feu sur le *Victory*. La houle, qui, prenant nos vaisseaux en travers, leur imprime un balancement irrégulier, ajoute encore à l'incertitude de leur tir. Ceux de nos projectiles qui ne tombent point en-deçà du *Victory* le dépassent ou vont s'égarer dans sa mâture. Ce vaisseau est déjà arrivé à 500 mètres du *Bucentaure* sans avoir éprouvé d'avaries. Un boulet plus heureux vient alors couper son mât de perroquet de fougue; un autre boulet met sa roue de gouvernail en pièces; un boulet ramé renverse sur la dunette 8 soldats de marine, car Nelson, moins prévoyant que Collingwood, a souffert que son équipage demeurât debout et aligné, au lieu de le faire coucher à plat-pont. Un nouveau projectile passe entre Nelson et le capitaine Hardy. « L'affaire est chaude, dit Nelson avec un sourire, trop chaude pour durer long-temps. » Depuis *quarante minutes* (1), le *Victory* supporte le feu d'une escadre entière, et ce vaisseau, que rien au monde n'eût pu sauver d'une destruction complète, si nous eussions eu de meilleurs canonniers, ne compte encore que 50 hommes hors de combat (2). 200 bouches à feu tonnant contre lui n'ont pu l'arrêter. Porté majestueusement sur les lames qui le soulèvent et le poussent vers nos rangs, il se dirige lentement sur le vaisseau de Villeneuve; mais la ligne à son approche s'est serrée comme un faisceau de dards. *Le Redoutable* a touché plusieurs fois de son beaupré le couronnement du *Bucentaure*; la *Santissima-Trinidad* est en panne sur l'avant de ce dernier vaisseau; *le Neptune* le serre de près sous le vent. Un abordage semble inévitable. Villeneuve en ce moment saisit l'aigle de son vaisseau et la montre aux matelots qui l'entourent. « Mes amis, leur dit-il, je vais la jeter à bord du vaisseau anglais. Nous irons la reprendre ou mourir. » Nos marins répondent à ces nobles paroles par leurs acclamations. Plein d'espoir dans l'issue d'un combat corps à corps, Villeneuve, avant que la fumée dérobe *le Bucentaure* à la vue de l'escadre, adresse un dernier signal à ses vaisseaux. « Tout vaisseau, leur dit-il, qui ne combat point, n'est pas à son poste, et doit prendre une position quelconque qui le reporte le plus promptement possible au feu. » Son rôle d'amiral est terminé. Il ne lui reste plus qu'à se montrer le plus brave des capitaines de l'armée.

Hardy, cependant, vient de reconnaître l'impossibilité de couper la

(1) De midi vingt minutes à une heure. (*James's Naval History.*)

(2) « Je fis monter une grande partie des chefs de pièce sur le gaillard (dit le capitaine du *Redoutable*, dans le rapport qu'il adressa, après ce combat, au ministre de la marine) pour leur faire remarquer combien nos vaisseaux tiraient mal : tous leurs coups portaient trop bas et tombaient dans l'eau. *Je les engageai à tirer à démâter.* »

ligne sans aborder un de nos vaisseaux. Il en prévient Nelson. « Nous n'y pouvons rien, lui répond l'amiral. Abordez le vaisseau que vous voudrez; je vous en laisse le choix. » Hardy cherche dans ce groupe impénétrable le moins formidable adversaire. L'apparence chétive du *Redoutable*, mauvais vaisseau de 74 récemment radoubé au Ferrol, lui vaut l'honneur qu'ambitionnent la *Santissima-Trinidad* et *le Bucentaure*. C'est vers lui que le capitaine Hardy porte le *Victory*. A une heure, le vieux vaisseau de Keppel et de Jervis, le vaisseau de Nelson, passe derrière *le Bucentaure* à portée de pistolet. Une caronade de 68, placée sur son gaillard d'avant, vomit la première, à travers les fenêtres de poupe du vaisseau français, un boulet rond et 500 balles de fusil. De nouveaux coups se succèdent à intervalles réguliers; 50 pièces, chargées à doubles et triples projectiles, ébranlent et fracassent l'arrière du *Bucentaure*, démontent 20 de ses canons et remplissent ses batteries de morts et de blessés. Le *Victory* traverse lentement la ligne qu'il vient de rompre et reçoit le feu meurtrier du *Neptune* sans y répondre. Après avoir porté cette atteinte mortelle au *Bucentaure*, c'est au *Redoutable* que ses canons s'adressent. Au milieu de la fumée, Hardy vient brusquement sur tribord, et, sans continuer sa route vers *le Neptune*, qui, virant de bord, va se joindre à l'arrière-garde, il se jette sur *le Redoutable*, qu'il avait déjà dépassé. Accrochés bord à bord, les deux vaisseaux dérivent hors de la ligne. L'équipage du *Redoutable* soutient sans pâlir cet inégal assaut. Des hunes, des batteries de ce vaisseau, on répond au feu du vaisseau anglais, et dans ce combat singulier, combat de mousqueterie bien plus que d'artillerie, nos marins ont repris l'avantage (1). En peu d'instans, les passavans et les gaillards du *Victory* sont jonchés de cadavres. Des 110 hommes qui se trouvaient sur le pont de ce vaisseau avant le commencement de l'action, 20 à peine peuvent combattre encore. L'entrepont est encombré des blessés et des mourans qu'on y transporte sans cesse.

A la vue de tant de victimes, les chirurgiens anglais, qui leur prodiguent d'insuffisans secours, croient déjà la journée compromise. Le chapelain du *Victory*, éperdu, égaré par son émotion, veut fuir ce lieu d'horreur, *cet étal de boucher*, comme il appelait encore, après de lon-

(1) Il n'y avait point de mousqueterie dans les hunes du *Victory*. Depuis qu'il avait été témoin de l'explosion de *l'Alcide* et de *l'Orient*, Nelson regardait l'incendie comme le plus grand danger d'un combat naval. Avant le commencement de l'action, il avait fait soigneusement arroser les toiles de bastingage du *Victory*, mettre à la mer les embarcations de porte-manteaux, fait soustraire au feu, en un mot, tout ce qui pouvait lui servir d'aliment. C'est à cette préoccupation surtout qu'il faut attribuer l'absence de mousqueterie dans les hunes du *Victory*. Nelson craignait qu'une décharge maladroite, une explosion fortuite, ne mît le feu dans les hunes et ne devînt la cause d'un épouvantable accident. C'est ce qui arriva en effet, dans ce combat même, à un vaisseau français, *l'Achille*.

gues années, cet obscur espace privé d'air et inondé de sang. Il s'élance sur le pont. Au milieu du tumulte, à travers la fumée, il reconnaît Nelson et le capitaine Hardy se promenant sur le gaillard d'arrière. Non loin d'eux, quelques hommes échangeaient une vive fusillade avec les hunes du vaisseau français. Tout à coup, l'amiral chancelle et tombe la face contre terre. Une balle, partie de la hune d'artimon du *Redoutable*, l'avait frappé sur l'épaule gauche, avait traversé l'épaulette, et, après avoir labouré la poitrine, s'était logée dans l'épine dorsale. Le chapelain accourt; mais, avant lui, un sergent et deux matelots timoniers sont près de l'amiral. Ils le relèvent tout souillé du sang dont le pont est couvert. Hardy, qui n'a point entendu le bruit de sa chute, se retourne alors, et, plus pâle, plus ému que Nelson lui-même : « J'espère, milord, s'écrie-t-il, que vous n'êtes pas dangereusement blessé! — C'est fait de moi, Hardy, répond l'amiral; *ils y ont enfin réussi*. J'ai l'épine du dos brisée. » Les matelots qui l'ont relevé l'emportent dans leurs bras et le déposent dans l'entrepont, au milieu de la foule des blessés.

La brise, presque éteinte par la canonnade, n'avait encore amené, à une heure un quart, au moment où fut frappé Nelson, que 5 vaisseaux anglais sur le champ de bataille. A l'arrière-garde, le *Royal Sovereign* avait combattu seul pendant quinze minutes. Le premier après lui, le *Belleisle* avait coupé la ligne, à midi et demi, en arrière de la *Santa-Anna;* mais, déjà mutilé par les bordées d'enfilade qu'il venait de recevoir, démâté de son mât d'artimon par *le Fougueux*, le *Belleisle* s'était trouvé enfermé lui-même dans un cercle de vaisseaux ennemis. Bientôt, cependant, les vaissaux anglais arrivent en foule de ce côté : *le Mars* s'attaque au *Pluton*, *le Tonnant* à *l'Algésiras;* le *Bellerophon*, le *Colossus*, l'*Achilles*, traversent la ligne; le *Dreadnought*, de 98, le *Polyphemus*, de 64, les suivent de loin sous toutes voiles; le *Revenge*, LE SWIFTSURE, le *Defiance*, le *Thunderer* et le *Defence* se détachent vers la droite pour doubler l'arrière-garde et la mettre entre deux feux. C'est déjà dans cette partie de la ligne un combat général : c'est encore un engagement particulier à l'avant-garde et au corps de bataille. Là, en effet, Dumanoir, avec ses 10 vaisseaux, forme une réserve que les vaisseaux anglais ne songent point à attaquer. *Le Bucentaure* et la *Santissima-Trinidad* canonnent de loin *le Téméraire*, LE NEPTUNE et *le Leviathan*, qui se dirigent sur eux vent arrière; *le Redoutable*, seul aux prises avec le *Victory*, le presse avec une nouvelle vigueur.

Le pont de ce dernier vaisseau est devenu désert : de la hune d'artimon du *Redoutable*, on en prévient le capitaine Lucas. Il appelle à l'instant ses divisions d'abordage. En moins d'une minute, les gaillards du vaisseau français sont couverts d'hommes armés qui se précipitent sur la dunette, sur les bastingages et dans les haubans. Les canonniers du

Victory abandonnent leurs pièces pour repousser ce nouveau danger. Accueillis par une pluie de grenades et un feu nourri de mousqueterie, ils se replient bientôt en désordre dans la première batterie; mais la masse du *Victory* le protége encore, et les matelots du *Redoutable* font de vains efforts pour escalader ses murailles. Le capitaine Lucas ordonne de couper les suspentes de la grand'vergue, et veut la jeter comme un pont-levis en travers des deux vaisseaux. En ce moment, l'aspirant Yon et quatre matelots, s'aidant de l'ancre suspendue dans les porte-haubans du *Victory*, sont parvenus à gagner le pont du vaisseau anglais. Ils montrent ce chemin à leurs compagnons; les colonnes d'abordage se reforment à la hâte; le second du *Redoutable*, le lieutenant de vaisseau Dupotet (1), se jette à leur tête et leur fait partager sa bouillante ardeur : quelques minutes encore, et le *Victory* est à nous! C'est alors qu'une effroyable volée de boulets et de mitraille balaie le pont du *Redoutable*. *Le Téméraire*, après avoir franchi la ligne, est venu se jeter sous le beaupré de ce vaisseau. 200 hommes ont été renversés par sa première bordée : *le Téméraire* retombe en travers du vaisseau français et le foudroie de nouveau de son artillerie. Serré entre deux vaisseaux à trois ponts, *le Redoutable* se débat quelque temps dans cette double étreinte. Ses canons démontés, sa poupe déchirée et pendante, son grand mât abattu, ses porte-haubans en feu, n'ont point encore appris au capitaine Lucas la nécessité de se rendre; mais LE NEPTUNE et *le Leviathan* ont coupé la ligne à leur tour, et toute résistance devient désormais inutile. A une heure cinquante-cinq minutes, le capitaine Lucas livre à l'ennemi un vaisseau criblé de boulets et les débris d'un équipage qui compte en ce moment 522 hommes hors de combat. « Jamais l'intrépide Nelson ne pouvait succomber en combattant des ennemis plus dignes de son courage (2). »

Unis par leurs mâts abattus, qui sont tombés d'un vaisseau sur l'autre, le *Victory*, *le Redoutable* et *le Téméraire* dérivent ensemble vers l'arrière-garde. Arrivé à cent mètres du *Fougueux*, *le Téméraire* dirige vers ce vaisseau ses canons de tribord. Malgré le double combat qu'il vient de soutenir contre le *Royal Sovereign* et le *Belleisle*, *le Fougueux*, digne émule du *Redoutable*, n'hésite point à aborder *le Téméraire*. Mortellement blessé, l'intrépide capitaine Baudouin, héros simple et modeste, dont la France a laissé périr le nom et auquel l'Angleterre eût donné une tombe à Westminster, Baudouin, de la dunette où il est tombé, anime encore son équipage; mais il retient en vain, par un suprême effort, la vie qui lui échappe. Il expire, trop heureux d'expirer avant d'avoir vu son vaisseau au pouvoir de l'ennemi! Cette nouvelle

(1) Aujourd'hui vice-amiral.
(2) Rapport du capitaine Lucas.

lutte est trop inégale; le second du *Fougueux*, le capitaine de frégate Bazin, est blessé; 400 hommes sont hors de combat; les Anglais s'élancent dans les grands haubans du *Fougueux*, se rendent maîtres du pont et amènent eux-mêmes le pavillon du vaisseau français.

Au moment où *le Fougueux* et *le Redoutable* succombaient sous l'effort des trois-ponts anglais, la *Santa-Anna*, démâtée de tous mâts depuis près d'une demi-heure, se rendait au vaisseau de Collingwood. Ce fut la première victoire remportée à l'arrière-garde. Les Anglais avaient rencontré dans cette partie de la ligne une résistance inattendue. Isolé au milieu des vaisseaux français, le *Belleisle*, après avoir repoussé *le Fougueux*, supportait depuis une heure le feu de *l'Achille*, de *l'Aigle* et du *Neptune*. Démâté de ses trois bas-mâts, et comme enseveli sous cet amas de voiles et de cordages, ce vaisseau anglais garde encore ses couleurs au tronçon de son mât d'artimon. Il essuie nos volées sans pouvoir y répondre; mais bientôt les secours lui arrivent de toutes parts. Le *Polyphemus* vient s'interposer entre lui et *le Neptune*; le *Defiance* l'abrite du feu de *l'Aigle*; LE SWIFTSURE le salue de trois acclamations et se précipite vers *l'Achille*.

Au vent de ces vaisseaux, une lutte terrible s'est déjà engagée entre *le Mars* et *le Pluton*, entre *le Tonnant* et *l'Algésiras*. *Le Mars* voit son commandant emporté par un boulet; *le Pluton*, qui porte le guidon de l'intrépide capitaine Cosmao (1), se dispose à tenter l'abordage, quand un nouveau peloton de vaisseaux anglais l'oblige à se retirer.

L'Algésiras, abordé par *le Tonnant*, se montre également digne de sa haute réputation; mais la position qu'occupe *le Tonnant* donne au vaisseau anglais un trop grand avantage. Le beaupré engagé dans les haubans du *Tonnant*, *l'Algésiras* ne peut se servir de son artillerie et reçoit un feu roulant d'enfilade. Le contre-amiral Magon, jaloux de guider ses marins à bord du vaisseau anglais, les rallie sous ce feu meurtrier et combat avec eux au premier rang. Atteint déjà au bras et à la cuisse, il refuse de quitter le pont; il cède cependant aux instances de ses officiers. Deux matelots l'entraînent; un biscaïen vient alors le frapper à la poitrine. Il tombe au moment où le mât de misaine est déjà abattu. Presque au même instant, le feu se déclare dans la fosse aux lions; le grand mât et le mât d'artimon couvrent le pont de leurs débris. Le capitaine de pavillon Letourneur, le lieutenant de vaisseau Plassan, ont été grièvement blessés. Un jeune officier que la mort a respecté, et auquel l'avenir réserve de plus heureux combats (2), M. Botherel de La

(1) Les matelots du *Pluton* avaient, dans leur langage énergique, donné à leur capitaine ce glorieux surnom qu'il a porté et mérité pendant toute cette guerre : *Va-de-bon-cœur*.

(2) M. Botherel de La Bretonnière, aujourd'hui contre-amiral, commandait le vaisseau *le Breslau* au combat de Navarin.

Bretonnière, prolonge encore quelques instans cette défense héroïque; mais les matelots anglais ont envahi le pont de *l'Algésiras*. Au milieu de la confusion qu'a produite la chute des trois bas-mâts, ils prennent possession d'un vaisseau entièrement désemparé.

Non loin de *l'Algésiras*, 4 vaisseaux français, *l'Aigle*, *le Swiftsure*, *le Berwick* et *l'Achille*, soutiennent avec le même courage un combat acharné. Après avoir engagé *le Bellerophon* vergue à vergue pendant près d'une heure, *l'Aigle*, séparé malgré lui d'un ennemi qu'il avait à demi réduit par le feu de sa mousqueterie, s'est porté contre le *Belleisle*. Privé de son commandant, le brave capitaine Gourrège, il succombe à trois heures et demie sous les coups réunis du *Revenge* et du *Defiance*.

Le Swiftsure a perdu 250 hommes : l'intrépide et brillant officier qui commande la manœuvre sous les ordres du capitaine Villemadrin, le lieutenant de vaisseau Aune, est renversé de son banc de quart. C'est le troisième officier qu'ait atteint le feu de l'ennemi. *Le Swiftsure* est enfin accablé par le *Bellerophon* et le *Colossus*.

Le Berwick, sous les ordres du capitaine Camas, du *vaillant capitaine Camas*, comme l'appelle à bon droit l'historien anglais (1), combat successivement le *Defence* et l'*Achilles*. Malgré la chute de ses mâts, il se défend avec la même ardeur. 51 cadavres jonchent déjà ses batteries; 200 blessés encombrent son entrepont. Le capitaine Camas reçoit le coup mortel; son second, le lieutenant de vaisseau Guichard, lui survit à peine quelques minutes. *Le Berwick* tombe alors au pouvoir des Anglais.

L'Achille a des premiers assailli le *Belleisle;* il se trouve bientôt enveloppé à son tour. Le *Polyphemus*, dégagé du *Neptune*, qui se porte à l'extrême arrière-garde, LE SWIFTSURE, *le Prince*, de 98, l'écrasent du feu roulant de leurs batteries. Le commandant Deniéport, déjà blessé à la cuisse, est tué à son poste qu'il n'a pas voulu abandonner. Le mât de misaine, à demi dévoré par l'incendie qui vient d'éclater dans la hune, est bientôt abattu par les boulets ennemis; il tombe sur le pont, qu'il couvre de sa masse embrasée. *L'Achille*, en proie aux flammes, ne voit plus un vaisseau allié autour de lui; la plupart de ses officiers ont été tués ou blessés, et c'est un enseigne de vaisseau qui occupe la place du brave capitaine Deniéport. L'intrépide Cauchard, seul débris d'un état-major de héros, combat sans espoir, mais combat encore. La crainte d'une effroyable explosion éloigne enfin les vaisseaux anglais. *L'Achille* n'a plus à combattre que l'incendie; il s'agite en vain dans cette agonie douloureuse. Vers cinq heures et demie, ce glorieux vaisseau, dont le pavillon n'a pas été amené, saute en l'air avec une portion de son équipage.

(1) James, *Histoire navale*.

Long-temps avant cet épouvantable accident, le désordre le plus complet régnait à l'arrière-garde. Coupée sur tous les points, cette partie de la ligne ne présentait plus qu'un amas confus de vaisseaux entourés et près de s'affaisser sous le nombre. Le *Monarca*, d'abord canonné par *le Tonnant*, cède au feu du *Bellerophon;* le *Bahama* se rend au *Colossus;* l'*Argonauta*, écrasé par les premières volées de l'*Achilles*, est contraint d'amener son pavillon devant les nouveaux ennemis qui le pressent; le *San-Juan Nepomuceno* est amariné par le *Dreadnought*. 7 vaisseaux français et 5 vaisseaux espagnols ont déjà succombé; mais 10 vaisseaux anglais ont acheté chèrement ces premiers avantages : le *Victory* compte 159 hommes hors de combat, le *Royal Sovereign* 141, *le Téméraire* 123, *le Mars* et le *Colossus* ont éprouvé des pertes non moins considérables. Le premier de ces vaisseaux, dans son engagement avec *le Pluton*, a eu 98 hommes tués ou blessés; le second 200, pendant qu'il combattait successivement *l'Argonaute* (1), commandé par le capitaine Épron, le *Bahama* et *le Swiftsure*. La prise de *l'Algésiras* a coûté 76 hommes au *Tonnant; le Bellerophon*, dans son abordage avec *l'Aigle*, a perdu 150 hommes et son capitaine, atteint d'une blessure mortelle. Le *Belleisle*, bien que complétement démâté, a moins souffert que le *Bellerophon* et le *Colossus*. Le nombre des morts et des blessés s'élève, à bord de ce vaisseau, à 126, à 72 à bord de l'*Achilles*, à 70 à bord du *Defiance*, à 79 à bord du *Revenge*. Tels sont les vaisseaux anglais qui ont supporté tout le poids de l'action; la plupart flottent désemparés au milieu des vaincus, masses inertes et haletantes, incapables d'engager un nouveau combat; mais une imposante réserve parcourt en ce moment le champ de bataille et recueille les fruits de leur victoire. Dans la seule colonne de Collingwood, colonne plus sérieusement engagée cependant que celle de Nelson, cette réserve se compose encore de 6 vaisseaux presque intacts : 2 vaisseaux à trois ponts, le *Dreadnought*, qui n'eut que 33 hommes atteints par notre feu, *le Prince, qui n'en eut pas un seul;* 3 vaisseaux de 74, 1 vaisseau de 64, comptant à peine à la fin de la journée, le *Defence* 36 hommes tués ou blessés, le *Thunderer* 16, LE SWIFTSURE 17, le *Polyphemus* 6. Ces vaisseaux, arrivés sur le lieu de l'action trois heures après le *Royal Sovereign* et le *Belleisle*, portent sur tous les points de l'arrière-garde un irrésistible effort.

Un dernier groupe de vaisseaux français et espagnols s'est rassemblé autour de l'amiral Gravina. Appuyé du *San-Ildefonso, le Prince des Asturies* a déjà combattu le *Defiance* et le *Revenge*. Le *Dreadnought*, le *Polyphemus* et le *Thunderer* accourent pour l'accabler; *le Pluton* et *le Neptune* accourent pour le défendre. Gravina est blessé; son chef d'état-major, le contre-amiral Escaño, est atteint à ses côtés. Le *San-Ildefonso* amène sous la volée du *Defence; le Prince des Asturies* sort alors

(1) *L'Argonaute*, avant de sortir du feu, avait eu 160 hommes mis hors de combat.

de la ligne, et arbore au grand mât le signal de ralliement. La frégate *la Thémis*, commandée par le brave capitaine Jugan, vient l'enlever sous le feu de l'ennemi et l'entraîne vers Cadix. A regret, *le Pluton* et *le Neptune* se rangent sous son pavillon, et vont rejoindre *l'Argonaute* et *l'Indomptable*, qui, avec le *San-Leandro*, le *San-Justo* et le *Montanez*, s'éloignent lentement du champ de bataille.

La colonne de Collingwood a rempli sa tâche. Des 20 vaisseaux qu'elle a combattus, 10 lui ont opposé une résistance sérieuse; quelques-uns l'ont canonnée de trop loin, d'autres ont plié trop tôt; 8 seulement échappent à sa poursuite. L'aile gauche de l'armée combinée est dispersée ou détruite, mais à l'aile droite on peut combattre encore. Là Dumanoir, comme nous l'avons dit, possède 10 vaisseaux intacts, et, à un mille à peine de cette puissante réserve, *le Bucentaure* et la *Santissima-Trinidad* partagent glorieusement les mêmes dangers et repoussent les mêmes attaques. Le Neptune, de 98, *le Leviathan* et le *Conqueror*, de 74, l'*Africa*, de 64, entourent ces deux vaisseaux et les foudroient de leur artillerie. Calme et résigné au milieu de l'affreux désastre qu'il a prévu, Villeneuve s'étonne cependant que Dumanoir hésite aussi long-temps à voler à son secours. Depuis le commencement de l'action, l'avant-garde n'a eu d'autre ennemi à repousser qu'un chétif vaisseau de 64, l'*Africa*, qui, séparé pendant la nuit de l'armée anglaise, a dû, pour arriver jusqu'au vaisseau du contre-amiral Cisneros, prolonger, à portée de canon, la division du contre-amiral Dumanoir. Villeneuve, pendant qu'il lui reste un mât encore pour y faire flotter ses signaux, ordonne à l'avant-garde de virer lof pour lof tout à la fois. Dumanoir répète ce signal. Moins long-temps différée, cette manœuvre eût pu rétablir le combat; mais le temps a marché, et le feu du *Bucentaure* et de la *Santissima-Trinidad* s'affaiblit déjà. On voit bientôt, comme les arbres d'un bois séculaire, leurs mâts coupés au pied chanceler et s'abattre. Déplorable résultat d'un instant d'hésitation! Dumanoir, forcé d'assister aux suprêmes convulsions de ces nobles navires, compte avec anxiété les instans qu'il leur reste à vivre. L'avant-garde, il n'en peut plus douter, arrivera trop tard. Il est près de trois heures avant que la faiblesse de la brise lui ait permis d'achever son évolution. Les 10 vaisseaux dont cette avant-garde se compose se partagent alors en deux pelotons égaux. *Le Scipion*, *le Duguay-Trouin*, *le Mont-Blanc* et le *Neptuno* se rangent dans les eaux du *Formidable* et manœuvrent pour passer au vent de la ligne; le *San-Francisco d'Asis*, le *San-Augustino*, le *Rayo*, de 100 canons, *le Héros* et *l'Intrépide* gouvernent directement sur *le Bucentaure*.

Ces 5 vaisseaux ont cherché pour se rendre au feu un chemin plus court que celui que leur indique *le Formidable;* mais tous ne persévèrent pas dans cette voie généreuse : sur le champ de bataille, au lieu de combattans épuisés, ils trouvent des vaisseaux frais pour les

recevoir. Le *Britannia*, de 100 canons, *l'Ajax* et *l'Orion*, de 74, *l'Agamemnon*, de 64, ont eu le temps d'accourir. A cette vue, le *Rayo* et le *San-Francisco*, après avoir essuyé pendant quelque temps le feu du *Britannia*, se hâtent d'opérer leur retraite et vont se réunir à la division de l'amiral Gravina. *Le Héros*, qui les précédait, continue sa route. Une lutte inégale s'engage; le brave capitaine Poulain a été tué dès le commencement de l'action; son vaisseau, qu'il n'anime plus de sa présence et qui a déjà perdu 34 hommes, se soustrait, non sans peine, à une capture devenue imminente. Le *San-Augustino*, canonné par plusieurs vaisseaux anglais, est enlevé à l'abordage par *le Leviathan*. En ce moment, *le Bucentaure* et la *Santissima-Trinidad*, complétement démâtés, sont à la merci de l'ennemi. Villeneuve cherche un canot qui puisse le transporter sur un autre vaisseau. « *Le Bucentaure*, dit-il, a rempli sa tâche; la mienne n'est pas encore terminée; » mais les boulets qui l'ont épargné ne lui ont point laissé le moyen d'obéir à ces dernières inspirations de son courage. Il n'est pas un endroit du *Bucentaure* qui n'ait été criblé par les projectiles de l'ennemi, pas une embarcation qui n'ait été mise en pièces. Les canons sont démontés ou masqués par les débris de la mâture; 209 hommes, morts, blessés et mourans, gisent étendus dans les batteries et dans l'entrepont. Villeneuve cède à la fatalité et se rend au vaisseau le *Conqueror*. Un canot de ce vaisseau, monté par quatre hommes, se fait jour à travers les débris qui entourent *le Bucentaure*, et, sous la pluie de projectiles qui se croisent encore en tous sens sur le champ de bataille (foudres impuissans des vaisseaux qui succombent, ou derniers traits de mort lancés par les vainqueurs), le capitaine Atcherley, commandant les soldats de marine du *Conqueror*, parvient à conduire à bord du vaisseau *le Mars* le commandant en chef de l'armée franco-espagnole.

De son lit de douleur, Nelson entend les acclamations dont l'équipage du *Victory* salue la capture du *Bucentaure*. Il demande avec instance qu'on appelle le capitaine Hardy. « Eh bien! Hardy, lui dit-il en l'interrogeant du regard, où en est le combat? La journée est-elle à nous?— Sans aucun doute, milord, répond le capitaine Hardy : 12 ou 14 vaisseaux ennemis sont déjà en notre pouvoir, mais 5 vaisseaux de l'avant-garde viennent de virer de bord et paraissent disposés à se porter sur le *Victory*. J'ai appelé autour de nous 2 ou 3 de nos vaisseaux encore intacts, et nous leur préparons un rude accueil. — J'espère, Hardy, ajoute l'amiral, qu'aucun de nos vaisseaux *à nous* n'a amené son pavillon? » Hardy s'empresse de le rassurer. « Soyez tranquille, milord, lui dit-il; il n'y a rien à craindre de ce côté-là. » Nelson attire alors vers lui le capitaine du *Victory*. « Hardy, murmure-t-il à son oreille, je suis un homme mort. Je sens la vie qui m'échappe... Encore quelques minutes, et ce sera fini... Approchez-vous davantage... Écoutez, Hardy; quand je ne serai plus, coupez mes cheveux pour les donner à ma

chère lady Hamilton..... et ne jetez pas mon pauvre corps à la mer! » Hardy serre avec émotion la main de l'amiral et se hâte de remonter sur le pont.

Dumanoir est enfin arrivé par le travers du *Victory*. Il trouve *le Bucentaure* amariné, la *Santissima-Trinidad* réduite et toute une escadre ennemie groupée autour de ces vaisseaux : *le Spartiate* et le *Minotaur*, qui n'ont point encore tiré un coup de canon, *l'Agamemnon*, le *Britannia*, *l'Orion*, *l'Ajax* et le *Conqueror*, qui ont à peine combattu. A l'arrière-garde, 6 autres vaisseaux anglais se sont formés en ligne pour couvrir leurs prises; le *Victory* et *le Téméraire*, ranimés par cet instant critique, se sont débarrassés du *Fougueux* et du *Redoutable* et sont parvenus à démasquer leurs batteries. « Arriver dans ce moment sur l'ennemi, comme l'écrivait quelques jours plus tard l'amiral Dumanoir au ministre, eût été un coup de desespoir qui n'eût abouti qu'à augmenter le nombre de nos pertes, » mais qui eût sauvé, il faut bien l'ajouter, la mémoire du commandant de l'avant-garde. Cette avant-garde n'opère point cependant sa retraite sans combattre. *Le Formidable* a son gréement haché, ses voiles entièrement criblées, 65 hommes tués ou blessés, et près de quatre pieds d'eau dans la cale. *Le Duguay-Trouin*, *le Mont-Blanc* et *le Scipion* sont presque également maltraités par le feu de l'escadre anglaise. Le *Neptuno*, demeuré en arrière, est coupé par *le Spartiate* et le *Minotaur*. Le capitaine Valdès, qui commande le *Neptuno*, se défend pendant plus d'une heure et ne rend son vaisseau qu'entièrement démâté. Intrépides alliés, généreux martyrs plutôt qu'utiles soutiens d'une cause étrangère, la plupart des officiers espagnols rachetèrent noblement en ce jour quelques actes isolés de faiblesse. Plût à Dieu que la vigueur de leurs bras eût répondu à leur courage, et que les vaisseaux de Charles IV eussent valu leurs capitaines! Sous le vent de la ligne, un vaisseau français, *l'Intrépide*, occupe quelque temps encore les vaisseaux anglais. Sur cette arène désolée où ne flotte plus un pavillon ami, le brave capitaine Infernet oublie qu'il prolonge seul une résistance désormais stérile. Il repousse *le Leviathan* et l'*Africa*, reçoit le feu de *l'Agamemnon* et de *l'Ajax*, combat *l'Orion* bord à bord, et, démâté de ses trois bas-mâts, n'amène que sous la volée du *Conqueror*.

La victoire de la flotte anglaise est alors complète. Hardy, délivré de toute inquiétude, veut en donner lui-même l'assurance à l'amiral. Il pénètre une seconde fois à travers la foule sanglante des blessés et des morts jusqu'au lit de Nelson. Au milieu de cette atmosphère chaude et méphitique, le héros s'agitait dans une suprême angoisse. Le front baigné d'une sueur froide, les membres inférieurs déjà glacés, il semblait n'arrêter un dernier souffle de vie errant sur ses lèvres que pour emporter dans la tombe la douceur d'un nouveau triomphe. En lui

apprenant la glorieuse issue de ce grand combat, Hardy met un terme à d'atroces souffrances et délie doucement cette ame énergique. Nelson lui donne encore quelques ordres, murmure quelques mots entrecoupés d'une voix affaiblie; puis, se soulevant à demi par un soudain effort: « Dieu soit béni! dit-il; *j'ai fait mon devoir!* » Il retombe sur sa couche, et un quart d'heure après, sans trouble, sans secousses, sans une convulsion, rend son ame à Dieu.

Cette nouvelle est portée à Collingwood, et, même au milieu de l'ivresse de la victoire, le pénètre de la plus poignante douleur; mais la gravité des circonstances lui interdit de donner un libre cours à ses regrets. Des 33 vaisseaux français et espagnols qui, le matin même, offraient si fièrement le combat à la flotte anglaise, 11 se retiraient alors vers Cadix, 4 suivaient au large l'amiral Dumanoir; 18 avaient succombé, criblés de boulets et couverts de gloire. Des vaisseaux ainsi défendus étaient sans doute une importante conquête, mais une conquête qui pouvait s'abîmer d'un instant à l'autre sous les pieds des vainqueurs. Le gouffre avait déjà dévoré *l'Achille; le Redoutable* flottait à peine. 8 vaisseaux n'avaient pas un seul mât qui ne fût abattu, 8 autres étaient en partie démâtés. Dans l'escadre anglaise, le *Royal Sovereign, le Téméraire,* le *Belleisle, le Tonnant*, le *Colossus*, le *Bellerophon, le Mars* et l'*Africa*, également maltraités, pouvaient se mouvoir à peine; 6 autres vaisseaux avaient perdu ou leurs vergues ou leurs mâts de hune; la plupart avaient leurs voiles en lambeaux. Le cap Trafalgar, qui devait donner son nom à cette grande journée, était à huit ou neuf milles sous le vent de la flotte; les dangers de la côte d'Andalousie n'en étaient plus qu'à quatre ou cinq, et la houle plus encore que le vent portait vers la terre les vaisseaux désemparés. Le *Royal Sovereign,* que Collingwood avait quitté pour transporter son pavillon sur la frégate l'*Euryalus,* venait de sonder par treize brasses d'eau. Il fallait, — c'était la nouvelle victoire que devait remporter Collingwood, — que 14 vaisseaux et 4 frégates encore en état de manœuvrer arrachassent aux périls de cette situation 17 ou 18 vaisseaux incapables de s'en tirer sans leur secours.

Nelson, prévoyant cet inévitable résultat d'une affaire décisive, avait annoncé, avant le combat, l'intention d'essuyer au mouillage le coup de vent qui se préparait : sur son lit de mort, il avait une dernière fois rappelé au capitaine Hardy la nécessité de jeter l'ancre dès que l'action serait terminée; mais jeter l'ancre en ce moment, c'eût été abandonner chaque vaisseau à ses propres ressources, et les vaisseaux qui avaient été sérieusement engagés, ceux précisément qui se trouvaient hors d'état de faire voiles, se trouvaient également hors d'état de mouiller. Les boulets n'avaient rien respecté : ils avaient coupé les câbles dans les batteries, fracassé ou désemparé les ancres suspendues aux bossoirs

ou dans les porte-haubans des vaisseaux, comme ils avaient renversé les mâts et brisé les vergues. *Le Swiftsure*, le *San-Juan*, le *San-Ildefonso* et le *Bahama*, moins maltraités que les autres prises, trouvèrent seuls le moyen de mouiller sous le cap Trafalgar. Ce furent aussi les seuls trophées que les Anglais parvinrent à conduire à Gibraltar. A minuit, la tempête éclata dans toute sa violence. Si le vent n'eût passé alors de l'ouest au sud-sud-ouest et n'eût, par ce changement inespéré, éloigné l'escadre de la côte, toute l'habileté de Collingwood n'eût point sauvé d'une destruction complète un seul de ces vaisseaux en ruine. Collingwood saisit ce moment pour virer de bord, mais, malgré cette chance heureuse, il n'en fallut pas moins de prodigieux efforts, — tels qu'on en pouvait à peine attendre même de ces vieux croiseurs formés à l'école de Jervis et de Nelson, — pour entraîner au large cette flotte mutilée, plus nombreuse que la flotte qui s'empressait autour d'elle. Vingt-quatre heures après sa victoire, l'armée anglaise avait déjà perdu cinq des vaisseaux qu'elle avait capturés : *le Redoutable* coulait bas sous la poupe du SWIFTSURE, qui le remorquait; *le Fougueux* se brisait à la côte près de Santi-Petri; *l'Aigle*, abandonné par les vaisseaux qui l'escortaient, *le Bucentaure* et *l'Algésiras*, repris sur les Anglais par les débris de leurs équipages héroïques, essayaient de gagner Cadix.

La tempête se calmait à peine, que Collingwood eut à craindre un nouveau danger. Le 23 octobre, par un trait d'audace qui montrait toute la fermeté de son ame, le capitaine Cosmao, sous l'impression sinistre d'un si grand désastre, osa reprendre la mer et braver encore une fois l'escadre anglaise. Suivi de 2 autres vaisseaux français, 2 vaisseaux espagnols, 5 frégates et 2 bricks, *le Pluton*, faisant trois pieds d'eau à l'heure, avec un équipage réduit à 400 hommes et 9 canons démontés, se porta à la rencontre des vaisseaux anglais qui remorquaient le *Neptuno* et la *Santa-Anna*, et les contraignit à lâcher prise. Les frégates françaises ramenèrent ces deux vaisseaux espagnols au port. Redoutant de nouvelles attaques, Collingwood se décida à brûler *l'Intrépide* et le *San-Augustino*, à couler la *Santissima-Trinidad* et l'*Argonauta*. Le *Monarca* et *le Berwick*, qu'il espérait sauver, se perdirent près de San-Lucar. Cependant la tempête, en ravissant à l'armée anglaise ces précieux gages de son triomphe, ne porta pas un coup moins sensible aux débris de notre armée. *Le Bucentaure*, au moment d'entrer dans Cadix, se creva sur le banc de roche appelé les *Puercos; l'Aigle* s'échoua devant Puerto-Real; *l'Indomptable* qui, mouillé devant Cadix, avait reçu l'équipage du *Bucentaure*, se jeta à son tour sur la chaîne de récifs qui borde la ville de Rota; le *San-Francisco d'Asis* se perdit sur les rochers du fort de Sainte-Catherine; le *Rayo*, à l'embouchure du Guadalquivir; et, comme si la fatalité qui poursuivait la malheureuse armée de Villeneuve et de Gravina n'était point épuisée encore, les

4 vaisseaux de Dumanoir, rencontrés par les 4 vaisseaux et les 4 frégates de sir Richard Strachan, succombaient le 5 novembre, sous le cap Ortegal, après la plus magnifique résistance. Le 25 octobre, le vice-amiral Rosily arriva de Madrid à Cadix. Des 33 vaisseaux qu'il venait commander, il ne trouva plus que 5 vaisseaux français et 3 vaisseaux espagnols. Il arbora son pavillon à bord du *Héros*, mais ne changea point la fortune de l'escadre. Aucun des vaisseaux qui avaient suivi le pavillon de Villeneuve ne devait revoir les ports de France. *Le Héros*, *le Neptune*, *l'Algésiras*, *l'Argonaute* et *le Pluton*, faibles restes de cette puissante flotte, constamment bloqués dans Cadix par une escadre anglaise, tombèrent, en 1808, entre les mains des insurgés espagnols.

Trafalgar marque le terme de la grande guerre maritime. Le combat de Santo-Domingo et l'incendie de nos vaisseaux en rade de l'île d'Aix par les brûlots de l'amiral Gambier et de lord Cochrane vinrent d'ailleurs achever de porter le découragement dans les rangs de nos escadres. Après ce dernier revers, la guerre navale, si amoindrie déjà, se réduisit pour la marine française à des proportions indignes d'un grand peuple : elle n'offrit plus à nos officiers que des excursions désespérées à travers une nuée d'ennemis contraints de rendre hommage à leur glorieuse audace : sublimes tentatives dont nous avons écouté bien des fois l'attachante histoire, immortels souvenirs que nous aimerions à rassembler un jour pour les offrir à l'émulation d'une ardente jeunesse, bien digne assurément de venger les malheurs de nos pères! Mais, pendant qu'il lançait ainsi ces enfans perdus au milieu de l'océan, l'empereur rassemblait de toutes parts les élémens d'une marine nouvelle. Le destin, qui le poursuivait sans relâche, ne lui laissa point le temps de recueillir le prix de ses efforts. Quant à l'Espagne, déjà prête à se détacher de notre cause, elle vit, après Trafalgar, sa marine factice rentrer dans le néant, d'où un projet gigantesque l'avait fait sortir pour un jour.

XI.

Telles furent les conséquences de cette fatale campagne, ouverte sous de plus heureux auspices. Quand nos vaisseaux débloquaient Cadix et le Ferrol, quand l'Angleterre consternée tremblait pour les Antilles, tremblait même pour ses propres rivages, qui eût osé penser que ces premiers succès préparaient de si grands revers, et que la campagne d'Angleterre se terminerait comme avait commencé la campagne d'Égypte? Ces deux événemens, Trafalgar et Aboukir, s'expliquent cependant l'un par l'autre; ils s'enchaînent et se complètent : ce sont deux épisodes de la vie d'un même homme, deux périodes presque inévitables de la vie d'une même marine. Puisqu'une première épreuve

ne nous avait rien appris, les mêmes témérités pouvaient réussir encore : l'ennemi n'avait rien à changer dans sa tactique, puisque nous n'avions rien changé dans nos moyens de défense. Le génie de Nelson, c'est d'avoir compris notre faiblesse; le secret de ses triomphes, c'est de nous avoir attaqués. Le premier, il brisa le prestige qui protégeait encore nos vaisseaux et s'enhardit lui-même par la facilité de sa victoire. La supériorité des vaisseaux anglais sur les nôtres, il ne faut pas l'oublier, n'avait été consacrée que par de faibles avantages avant le combat d'Aboukir; mais cette funeste journée eut dans la guerre maritime les mêmes conséquences qu'avait eues la campagne d'Italie dans la guerre continentale. De cette époque seulement datent, pour les deux nations entre lesquelles le sort hésita si long-temps, les rapides conquêtes et les grands traits d'audace. L'esprit d'entreprise de Nelson trouva des émules, comme le génie militaire du général Bonaparte avait trouvé des imitateurs. Leurs triomphes furent le signal auquel se levèrent de toutes parts ces jeunes capitaines qu'enflamma leur exemple, ces ardens prosélytes, jaloux de prouver comme eux à l'Europe ce qu'on pouvait opérer avec ces deux leviers dont elle ignorait la puissance, des soldats français et des vaisseaux anglais.

La révolution stratégique qui s'était accomplie sur les bords du Pô et de l'Adige fut donc inaugurée presque au même instant à l'embouchure du Nil. Des deux côtés, cette révolution était également préparée : Bonaparte trouva les soldats aguerris de Schérer, Nelson conduisit au feu l'élite des vaisseaux de Jervis; mais ici le rapprochement s'arrête : Nelson n'a rien, dans sa manière, de cette profondeur de vues, de cette précision mathématique qui distinguent l'école de l'empereur. Un général qui prendrait le contre-pied de sa tactique, qui placerait son adversaire dans les positions où le plus souvent l'illustre amiral s'est jeté lui-même, aurait admirablement préparé la défaite de l'armée ennemie. Entre vaisseaux également exercés, vouloir se guider sur cette tactique excentrique, telle qu'elle ressort des exemples plus encore que des préceptes de Nelson, ce serait, on peut l'affirmer sans crainte, courir à une perte certaine. Dans la situation respective où se trouvaient en 1798 et en 1805 les deux marines, ces assauts téméraires devaient au contraire donner à la victoire une portée qu'elle n'avait jamais eue dans aucune guerre maritime. Les fautes de Nelson, si l'on peut appeler de ce nom les inspirations qui réussissent, tournèrent alors à son avantage. Les vaisseaux qu'il laissa entourer ou qu'il présenta isolément sur le champ de bataille supportèrent en effet, sans trop en souffrir, tout le poids d'une artillerie mal servie et d'un tir mal dirigé; les vaisseaux qu'il oublia en arrière (vaisseaux que le moindre changement de vent eût pu empêcher de prendre part au combat) lui fournirent ce qui rend seul la victoire complète et fructueuse, une réserve

imposante et inattendue. C'est ainsi qu'on put observer deux phases bien distinctes dans ces grandes batailles où commanda Nelson : la première, flottante et douteuse; la seconde, foudroyante et décisive. De bons canonniers auraient assurément modifié le dénoûment de ces drames sinistres, car ils auraient écrasé l'armée anglaise dès le premier acte. Fait pour surprendre la fortune par son audace plutôt que pour l'enchaîner par ses manœuvres, Nelson enleva donc pour ainsi dire nos escadres à la baïonnette. Il fut le Suwarow, et non pas, comme on l'a prétendu, le Bonaparte des mers (1).

Les combats d'Aboukir et de Trafalgar ont bouleversé les anciennes notions de stratégie maritime : les ont-ils remplacées par les lois d'une stratégie infaillible, d'une stratégie que nos amiraux aient intérêt à étudier? Il est sans doute plus d'une circonstance où ils pourraient s'aider de ces aventureuses traditions; mais cette stratégie, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, ne peut être que la stratégie des forts contre les faibles, des marines aguerries contre les marines peu exercées; et ce n'est point contre de telles marines que nos vaisseaux ont à se préparer, c'est contre un ennemi qui se souvient des leçons de Nelson, qui serait prêt encore à les appliquer, si nous n'avions à lui opposer que de nouveaux ordres de bataille et non point de meilleures escadres. Il y a pour nous, dans la dernière guerre, de plus sérieuses études à faire que des études de tactique. Les Anglais n'ont dû leurs triomphes ni au nombre de leurs vaisseaux, ni à la richesse de leur population maritime, ni à l'influence officielle, ni aux combinaisons savantes de leur amirauté. Les Anglais nous ont vaincus parce que leurs équipages étaient plus instruits, leurs escadres mieux disciplinées que les nôtres. Cette supériorité fut le fruit de quelques campagnes; ce fut l'œuvre de Jervis et de Nelson. C'est donc ce travail lent et secret dont il faut épier les mystères; c'est Nelson organisant son armée qu'il faut essayer de bien connaître, si l'on veut comprendre le Nelson qui combat avec une heureuse audace. Ce sont les moyens qu'il faut s'attacher à découvrir, si l'on aspire à toucher le but.

Qu'était Nelson avant Aboukir? L'élève chéri, *l'associé* de Jervis, l'admirateur passionné du *grand comte* qui introduisit le premier, dans la

(1) « Serrer l'ennemi de près afin de l'accabler le plus rapidement possible, telle fut, en somme, *toute la tactique* de lord Nelson. Il savait que les évolutions compliquées sont sujettes à de telles méprises qu'elles produisent la plupart du temps des effets diamétralement contraires à ceux qu'on en attend. Les vaisseaux anglais, mieux manœuvrés que les vaisseaux français et espagnols, montés par des canonniers qu'on avait exercés à servir à la fois leurs pièces des deux bords, ne pouvaient, d'ailleurs, que gagner à une mêlée. Toute circonstance de nature à porter le désordre dans les deux armées était donc, aux yeux de Nelson, une nouvelle chance de succès pour la flotte anglaise, et on peut dire qu'il eût compté un coup de vent ou une nuit obscure comme un renfort de deux ou trois vaisseaux en sa faveur. » (*James's Naval History*.)

marine anglaise, cette ferme discipline, cette régularité dans le zèle que nous pouvons envier encore aujourd'hui. Nelson apprit alors de Jervis « à conserver des équipages valides sans interrompre ses croisières, à maintenir pendant des années entières ses vaisseaux à la mer sans les renvoyer au port, à mettre en première ligne, avant des soins plus frivoles (*frippery and gimcrack*), l'instruction militaire et pratique de la flotte (*the exercise of the great guns and the pratical seamanship*). » Son heureuse nature lui vint ensuite en aide, et d'une armée disciplinée fit une armée de frères (*a band of brothers*). Seul avec Collingwood, Nelson a possédé cette science du commandement, énergique sans dureté, persuasif sans faiblesse, agissant par prestige bien plus que par autorité. Idole de ses matelots, il posséda au même degré l'affection, plus difficile à conquérir, des officiers de son escadre; mais ce sentiment précieux, il ne lui suffisait point de l'obtenir pour sa personne : il voulait, — sage et grande politique, — le faire régner dans la flotte entière et pénétrer d'un dévouement mutuel tous ces hommes destinés à combattre ensemble. Dans la baie de Naples, sur les côtes de la Baltique, devant Toulon comme devant Cadix, en présence des préoccupations les plus graves, des péripéties les plus pressantes, il sut trouver le temps de s'interposer dans les moindres querelles et d'étouffer d'une main prévoyante les conflits qui allaient éclater. C'est surtout en voyant cet homme illustre descendre à ces soins concilians, s'abaisser à ces humbles négociations, que l'on comprend mieux quelle peut être la salutaire influence d'un chef aimé sur l'escadre qu'il commande. Loin de se retrancher, au nom de je ne sais quelle fausse dignité, dans des régions en quelque sorte inaccessibles, Nelson se mêlait, au contraire, de tout son pouvoir, à la vie intime de sa flotte, en devenait bientôt le centre, et, attirant vers lui toutes ces volontés près de se diviser, les confondait dans une seule pensée, les faisait converger vers un but unique : l'anéantissement de nos flottes.

Ce qui assurait d'ailleurs à Nelson un dévouement facile, un concours empressé de la part de ses officiers, c'était la lucidité naïve de ses ordres, la netteté de ses instructions. « Je suis prêt, disait-il souvent, à sacrifier la moitié de mon escadre pour détruire l'escadre française. » Tout plein de cette idée, il est sans exemple qu'il ait blâmé un officier malheureux, ou manqué à le défendre. Le capitaine zélé, à ses yeux, n'avait jamais tort. S'il perdait son navire, il méritait d'en obtenir un autre. « Je ne suis point, écrivait-il dans un cas pareil à la rigoureuse amirauté, de ces gens qui ont peur de la terre. Ceux qui craignent d'approcher de la côte feront difficilement de grandes choses, surtout avec un petit navire. On peut se consoler de la perte d'un bâtiment; mais la perte des services d'un brave officier serait, suivant moi, une *perte nationale*. Et, permettez-moi de vous le dire, milords, si j'avais

été censuré, moi aussi, chaque fois que j'ai mis en péril mon vaisseau ou ma flotte, il y a long-temps que je serais hors de la marine, au lieu d'être dans la chambre des pairs. » Voilà par quels moyens Nelson forma des capitaines qui pussent seconder son audace. Il leur apprit, et par son exemple, et par ses leçons, et par ce zèle sympathique pour d'honorables infortunes, à considérer la conservation du navire comme un soin secondaire, l'accomplissement des ordres reçus comme l'étude principale. Il sut leur inspirer (et il y mit tous ses soins) cette féconde confiance qui l'animait lui-même, quand il faisait devant Gênes, en 1795, cette concluante réponse au général Beaulieu : « Ne craignez rien pour mon escadre. Si elle se perd, notre amiral saura bien en trouver une autre pour la remplacer. »

Au milieu du tourbillon de la guerre, les gouvernemens sont plus disposés à subir de pareils sacrifices : ils s'en irritent dans des temps plus réguliers. Il faut cependant prévoir et accepter quelquefois ces inévitables accidens, si l'on a l'ambition de former une marine active, qui n'ait point à se défaire, en des occurrences plus pressantes, des allures trop timides qu'elle aurait contractées sous un régime de responsabilité exagérée (1). Ce que Nelson a tenté avec ses vaisseaux pendant cette carrière si bien remplie, ce qu'il leur a fait courir de risques et de périls pendant cette odyssée aventureuse, frappera d'étonnement tous les hommes de mer. Sans parler de cette baie d'Aboukir dans laquelle il lança son escadre, au coucher du soleil, sur la foi d'un mauvais croquis trouvé à bord d'un bâtiment de commerce français; sans rappeler sa périlleuse campagne de la Baltique, quel est l'officier qui n'admirera cette dernière croisière dans la Méditerranée, pendant laquelle il

(1) On a souvent fait grand bruit, en France, de la perte de quelques navires de guerre, quand on aurait dû s'étonner plutôt que, sur tant de bâtimens consacrés aux navigations les plus délicates et les plus périlleuses, on n'en perdît point un plus grand nombre. Pour les navires destinés aux voyages de long cours, nos armateurs, comme l'a fort bien fait observer M. le baron Tupinier, ont à payer une prime d'assurance annuelle qui s'élève en moyenne à 10 pour cent de la valeur du navire. Bien que la marine royale ait, sans contredit, de plus grands risques à courir que la marine du commerce, l'évaluation des pertes annuelles qu'elle éprouve, ou, en d'autres termes, la prime d'assurance qu'elle doit se payer à elle-même pour ne point voir dépérir son matériel, *ne dépasse pas deux et demi pour cent de la valeur des bâtimens armés*. L'habileté et la circonspection de nos officiers ont donc réduit *des trois quarts* les chances de pertes auxquelles doit se soumettre quiconque aventure une partie de sa fortune sur les flots. D'ailleurs, hâtons-nous de le dire, on se livrerait moins facilement à de cruelles et injustes déclamations contre des accidens inévitables, si du sein de la marine même on n'en donnait trop souvent le signal. Qu'il nous soit donc permis de recommander aux méditations de ceux d'entre nous qui seraient tentés de manquer de générosité envers un camarade malheureux ces lignes mémorables que traçait l'amiral Villeneuve après l'insuccès de sa campagne aux Antilles : « Les marins de Paris et des départemens seront *bien indignes et bien fous* s'ils me jettent la pierre. *Ils auront préparé eux-mêmes la condamnation qui les frappera plus tard.* »

conduisit sa flotte et ce vieux *Victory*, accoutumé à plus de ménagemens, dans des passes à peu près inconnues, et qui, même aujourd'hui, nous semblent à peine praticables pour de pareils navires? Il n'est point de difficultés de navigation qu'à cette école les Anglais n'eussent appris à braver. Tel est, en partie, le secret de ces croisières opiniâtres qui, même au cœur de l'hiver, tenaient nos ports bloqués et nos côtes en alarme; telle est la meilleure explication de ces mouvemens rapides qui déconcertèrent nos projets, de ces concentrations imprévues par lesquelles les escadres anglaises semblaient se multiplier sur la face du globe.

Ce qu'on peut étudier avec fruit chez Nelson, chez cet homme d'une activité si prodigieuse en même temps que d'une audace si rare, c'est donc plus encore l'activité maritime que l'audace militaire. C'est en se plaçant à ce point de vue qu'on reconnaît toute l'importance du recueil qui a servi de base à notre travail. Ce monument de famille qu'un soin religieux vient d'élever au héros de l'Angleterre est aussi un monument historique. Irrécusables témoignages de cet ardent amour du métier de la mer, de cet *enthousiasme de la profession* qui distinguait Nelson entre tous ses émules, ces dépêches semi-officielles, ces brusques effusions nous transportent au milieu du camp ennemi et nous font pénétrer aujourd'hui sous la tente d'Achille. Quant à nous, nous sommes revenu de cette excursion, nous aimons à le proclamer, plus tranquille sur l'avenir, plus assuré encore que nos revers, pendant cette dernière guerre, n'eurent leur source ni dans la nature des hommes, ni dans l'essence même des choses, mais dans l'infériorité temporaire où nous avaient jetés de fatales circonstances (1). Nous en avons rapporté aussi

(1) Un officier de la marine anglaise a déjà résumé notre pensée à cet égard, et nous ne pouvons résister au plaisir d'extraire ce remarquable passage d'un ouvrage qui a causé une vive sensation de l'autre côté de la Manche. « Supposez un instant (s'écrie M. Plunkett, après avoir tracé une rapide et loyale esquisse des succès qui ont honoré notre marine depuis 1830), supposez que nous ayons affaire, non pas à un de ces absurdes braillards qui ne cessent de déclamer contre la Grande-Bretagne, mais à un officier honorable et éclairé, comme on peut en trouver dans la marine française : ne pourrait-il, en vérité, nous tenir ce langage? — Nous ne voulons point nier que vous nous ayez battus pendant la dernière guerre; mais, si nous ne contestons pas nos défaites passées, nous ne croyons pas non plus qu'elles soient de nature à nous décourager. Au contraire, au milieu des plus funestes revers, nous retrouvons des traits d'héroïsme et d'intrépidité faits pour nous consoler du passé, faits pour nous donner espoir dans l'avenir. Les Anglais n'ont jamais mis notre courage en doute; mais, avec l'aveuglement que les peuples portent trop souvent dans ces jugemens mutuels, ils ont cru que le courage français, bien qu'ardent et impétueux, manquait de persévérance. Rien n'est moins vrai cependant. Quand nos bâtimens se sont trouvés accablés par la supériorité du nombre ou de la tactique, on a pu admirer l'opiniâtreté de leur défense. Vos rapports officiels auraient dû vous apprendre qu'en pareille circonstance la résistance des navires français a été souvent prolongée bien au-delà des limites du devoir... Les causes de nos revers sont palpables, évidentes; mais ces causes ne sont point d'une nature permanente. Elles ne tiennent point, comme le courage et la per-

cette conviction profonde : c'est que l'action lointaine d'un pouvoir central n'a jamais remplacé qu'imparfaitement l'action incessante d'un pouvoir immédiat; c'est que l'autorité administrative, si habile, si dévouée qu'elle puisse être, ne saurait suppléer l'autorité militaire; c'est que la puissance créatrice ne saurait résider que dans le chef de l'armée. Le jour où un gouvernement fort et prévoyant investirait ses agens d'un peu plus de confiance et de prestige, où il laisserait, si l'on peut s'exprimer ainsi, déteindre sa pourpre sur nos amiraux; le jour où les commandans de nos escadres et de nos ports, ces grands-officiers de la couronne ministérielle, paraîtraient quelquefois distribuer de leurs propres mains le prix dû par l'état à de bons et loyaux services (1), ce jour-là, il se trouverait des chefs tout prêts à faire pour notre marine ce que Jervis et Nelson ont fait pour la marine anglaise. Ce jour-là aussi, nous nous plaisons à l'espérer, on verrait, suivant le vœu du malheureux comte de Grasse, « renaître cette attache que les marins français avaient anciennement pour leurs chefs. »

E. Jurien de La Gravière.

sévérance dont nous avons fait preuve, au caractère français. Il suffit de parcourir à la hâte une histoire impartiale de la dernière guerre maritime pour se convaincre que nos bâtimens n'ont cédé qu'à la supériorité de votre feu. Pendant que vos canonniers balayaient nos gaillards, nous brisions vos vergues de cacatois et jetions nos boulets aux nuages. Ce n'est pas que vos canonniers fussent excellens, mais les nôtres étaient détestables. Les hommes cependant ne naissent pas canonniers. Pour faire de bons canonniers de nos marins, nous n'épargnerons, vous pouvez y compter, ni notre argent ni nos peines... Sous le rapport de la manœuvre, vous nous étiez également supérieurs; la manœuvre, Dieu merci, n'est pas, plus que l'artillerie, une science innée; c'est une science acquise. Nous entretenons à la mer autant de matelots que vous, et, depuis quelques années, nos bâtimens ont été plus souvent que les vôtres en présence de l'ennemi.

« Si du personnel nous passons au matériel, votre supériorité sur ce point est incontestable; mais le plus faible, dans une guerre maritime, peut avoir aussi ses jours de victoire; les Américains vous l'ont prouvé. Ils n'avaient pas à la mer la vingtième partie de vos forces. En opposant à vos navires des navires plus forts et mieux armés, ils ont fait tomber plus d'un laurier de votre front... En somme, vous avez pour vous le prestige des succès passés; nous avons pour nous la leçon de l'adversité. Nous avons été formés à l'école la moins agréable, mais, nous l'espérons, la plus instructive. Vous pouvez sourire de notre confiance parce qu'elle est de fraîche date, c'est pour cela même qu'elle est moins sujette à nous tromper. Nous fondons notre espoir sur *ce qui est*, et vous sur *ce qui a été;* nous sommes à l'abri de ce danger qui a causé la perte de tant de nations: une aveugle confiance basée sur d'anciens triomphes. L'Espagne a conservé les colonnes d'Hercule sur ses piastres; votre pavillon flotte depuis long-temps sur les remparts de Gibraltar. » (*The past and future of the British Navy*, by the hon. E. Plunkett, commander R. N., Londres, 1846.)

(1) « Il faut que ce soit des amiraux que les officiers attendent leur avancement, écrivait Nelson au comte de Saint-Vincent; sans cela, que leur importerait la bonne ou la mauvaise opinion de leurs chefs? »

LA

LIBERTÉ DU COMMERCE

ET LES

SYSTÈMES DE DOUANES.

LES HOUILLES ET LES FERS.

I.

Nous avons posé d'une manière générale (1) les principes qui doivent nous guider dans la solution de cette grande question de la liberté des échanges. Il nous reste à pénétrer dans les détails d'application. Nous l'examinerons tour à tour au point de vue de l'exploitation des mines, de l'agriculture et du revenu public. Pour rendre notre étude sur ces divers points plus précise et plus complète, nous dirons quelles sont les réformes qui nous paraissent réalisables dès à présent, où ces réformes doivent tendre, dans quel esprit et dans quel ordre elles doivent se faire pour être effectuées sans danger. En même temps, nous essaierons de rendre sensible l'influence heureuse qu'elles exerceraient sur le développement de l'industrie française en général. Avant d'aller plus loin, il convient toutefois de rappeler en peu de mots ce que nous avons précédemment établi.

(1) Voyez les livraisons des 15 août et 1er septembre 1846.

C'est bien à tort, avons-nous dit, que quelques hommes espèrent ou prétendent que le seul progrès du temps doit nous conduire pas à pas à l'affranchissement successif de toutes nos industries et à la liberté complète dans l'avenir. Sous l'empire du système qui nous régit, cet affranchissement graduel est impossible. L'industrie française est en quelque sorte acculée dans une impasse d'où elle ne sortira jamais, quoi qu'il arrive, si la main du législateur ne vient lui pratiquer une issue. Jamais, par exemple, l'industrie manufacturière ne soutiendra, pour la grande masse de ses produits, la concurrence de l'étranger, tant qu'elle paiera à des prix artificiels, à des prix supérieurs à ceux du commerce libre, et les matières premières qu'elle met en œuvre, et les agens qu'elle emploie. Quant aux industries qui s'attachent à la terre, telles que l'agriculture et l'exploitation des mines, comme elles sont, ainsi qu'on l'a vu, constituées en monopole étroit par le seul effet des lois restrictives, il n'y a aucune raison, quelques progrès qu'elles puissent faire d'ailleurs, pour que la valeur vénale de leurs produits descende jamais au-dessous de son niveau présent. Toutes les parties de ce système sont donc étroitement liées et se soutiennent entre elles. Les monopoles en font la base première; de ce côté, rien à attendre du bénéfice du temps, et, comme les industries constituées en monopole sont précisément celles dont toutes les autres relèvent et qui leur fournissent leur aliment, elles les retiennent captives avec elles dans les liens du monopole qui les étreint. Dans cet état, quelle chance reste-t-il de voir réaliser dans l'avenir cette émancipation graduelle dont on se flatte? Il est évident que si cette émancipation doit s'accomplir, et nous l'espérons aussi, c'est à la condition seulement que le législateur interviendra pour la préparer et pour la ménager. Il n'est pas moins évident que les premières mesures réclamées par notre situation présente sont celles qui s'attaqueront aux monopoles sur lesquels tout l'édifice du système protecteur repose.

Tel fut l'esprit de la grande et si utile réforme entreprise en Angleterre, de 1820 à 1826, par M. Huskisson, réforme qui ne fut pas seulement l'avant-coureur et le prélude, mais encore la préparation nécessaire de celle que sir Robert Peel exécuta plus tard. C'est en affranchissant d'abord toutes les matières premières et tous les agens du travail que M. Huskisson a donné aux fabricans anglais, avec les conditions d'une supériorité facile, ce sentiment de leur force qui leur a fait plus tard désirer et puis conquérir une liberté complète. Ajoutons qu'en appelant dans une certaine mesure, même pour les produits ouvrés, la concurrence étrangère, il a mis ces fabricans en demeure de perfectionner leurs procédés, et voilà comment il leur a appris peu à peu à ne craindre plus de concurrence d'aucune espèce.

Les partisans des restrictions, nous le savons trop bien, en jugent et

en parlent toujours autrement. A les en croire, c'est en maintenant avec une patience séculaire les lois restrictives dans leur rigueur, que l'Angleterre est parvenue à porter son industrie manufacturière dans cette position élevée qu'elle occupe; mais c'est là une erreur de fait qu'il est trop facile de rectifier. Ce n'est pas, par exemple, comme on l'assure quelquefois, parce que l'Angleterre a su attendre patiemment l'effet des prohibitions, qu'elle a élevé son industrie des soieries au niveau et même au-dessus de la nôtre; c'est parce qu'elle a su agir en affranchissant cette industrie de toutes ses charges. Tant que les prohibitions ont prévalu dans ce pays, l'industrie des soieries s'y est traînée dans une longue enfance, toujours hautement dominée par les industries française et suisse, qui lui disputaient même, à l'aide d'une contrebande active, ce marché intérieur que les lois prohibitives lui réservaient. Un jour vint, en 1826, où M. Huskisson, après avoir dégrévé les soies brutes, convertit en un simple droit de 30 pour 100 la prohibition qui frappait les soies ouvrées, et c'est alors seulement que les situations changèrent. De ce jour (ce n'est pas nous qui le disons, les documens officiels sont là qui l'attestent), de ce jour seulement l'industrie anglaise des soieries s'émancipa. Elle reconquit d'abord son marché national, agrandi par une consommation plus forte, et bientôt après elle se vit en mesure d'étendre son action sur les marchés étrangers. Sous le nouveau régime, cette industrie fit plus de progrès en quatre ans qu'elle n'en avait fait précédemment dans le cours de tout un siècle. Ce n'est donc pas, comme on le répète sans cesse, à la faveur de la prohibition et par le bénéfice d'une longue attente, c'est au moyen d'un retour actif vers la liberté que l'industrie anglaise des soieries en est venue à surpasser la nôtre. Il en a été de même d'ailleurs des autres grandes industries que l'Angleterre possède. Tous leurs efforts, tous leurs progrès, tous leurs succès au dedans et au dehors, ont eu pour point de départ et pour cause des réformes semblables. Eh bien! ce que M. Huskisson a fait pour l'Angleterre, il y a vingt ans et plus, voilà ce que nous avons maintenant à tenter et à exécuter en France; heureux de pouvoir nous dire que, cette première réforme une fois accomplie, nous serons plus près d'une liberté véritable que ne le furent alors les Anglais, parce que nous n'aurons pas comme eux, sur nos têtes, une loi de famine sous le nom de *loi des subsistances*, et une aristocratie terrienne prête à soutenir de tout l'effort de sa puissance cet édifice monstrueux.

Entrons donc résolûment dans cette voie; montrons quelles sont, dans la direction que nous venons d'indiquer, les réformes les plus nécessaires et les plus immédiatement praticables. En nous attachant d'abord à deux produits du premier ordre, les houilles et les fers, nous allons

tâcher de faire comprendre qu'on peut, dès à présent, sans aucun danger pour la production et au grand avantage du pays, supprimer entièrement toute espèce de droits d'importation sur les houilles et réduire de moitié les droits sur les fers.

Rien de plus simple que la question des houilles; elle présente si peu de difficultés réelles, qu'aux yeux mêmes d'un prohibitioniste, pour peu qu'il voulût examiner l'état des choses, elle donnerait à peine matière à discussion. Pour la poser d'abord dans ses termes généraux, nous ne pouvons mieux faire que de rappeler les paroles prononcées, il y a dix ans, par un des plus ardens promoteurs du système restrictif. « La question des houilles, disait M. de Saint-Cricq en 1836, est chez nous, quant à présent, exceptionnelle. C'est moins une question de tarif qu'une question de transport. Nous sommes riches en mines de houille; l'extraction n'en est pas généralement beaucoup plus chère qu'ailleurs : c'est l'insuffisance de nos voies de navigation qui en élève le prix aux lieux de consommation, à ce point qu'un hectolitre, valant sur telle fosse de 60 à 80 centimes, revient, dans tel port où il va se consommer, de 3 à 4 francs (1). » Nous ne croyons pas, avec M. de Saint-Cricq, que la France soit précisément riche en mines de houille, ou du moins, si elle en possède un grand nombre, il en est peu dans ce nombre qui soient réellement fécondes : toutes ensemble, elles sont loin de suffire à la consommation du pays; mais ce qui est vrai, c'est que, dans ces mines, quelles qu'elles soient, l'extraction n'est pas généralement plus chère qu'ailleurs. C'en est assez pour conclure tout d'abord qu'il n'y a aucune raison de protéger les extracteurs contre la concurrence étrangère, puisque, leurs conditions de travail n'étant pas différentes de ce qu'elles sont pour leurs rivaux, ils sont parfaitement en état de la braver. Disons, en outre, avec M. de Saint-Cricq, que, la houille étant une matière très encombrante et très lourde, le transport en élève considérablement le prix, et, quand même nos voies de communication seraient en meilleur état qu'elles ne le sont encore, cette aggravation de prix qui résulte des frais de transport serait toujours sensible. C'est une nouvelle et bien puissante raison pour que nos exploitans n'aient rien à craindre, puisque les houilles étrangères ne peuvent venir jusqu'à eux que chargées de frais plus ou moins considérables. Tout ce que la concurrence peut faire à leur égard, c'est de les forcer, dans une certaine mesure, à modérer leurs prix, sans que, dans aucun cas, elle puisse mettre leur industrie en péril. La protection est donc ici tout au moins superflue. Si, après avoir prononcé les paroles qu'on vient de lire, M. de Saint-Cricq n'en a pas moins conclu à l'adoption d'un régime encore plus sévère que celui

(1) Discours prononcé à la chambre des pairs dans la session de 1836.

qui a prévalu en 1836, il faut croire, sans s'arrêter aux raisons si faibles qu'il en donne, qu'il l'a fait uniquement pour l'honneur du principe qu'il défendait.

Il y a d'ailleurs une autre observation à faire. Parmi nos bassins houillers, il n'en est qu'un seul de quelque importance qui soit réellement exposé à la concurrence étrangère : c'est le bassin de Valenciennes. Toutes nos autres mines les plus riches sont situées dans la partie centrale de la France, et par conséquent hors de toute atteinte, puisque les houilles étrangères ne viendraient leur faire concurrence sur leur marché qu'après avoir supporté des frais de transport énormes. Parcourez toute la ligne de nos frontières, et vous n'y verrez pas, hors du bassin de Valenciennes, une seule mine de quelque valeur à protéger. Dans toute la région de l'est et du nord-est, dans ces contrées si laborieuses et si riches, où le besoin du combustible minéral est impérieux, il n'existe pas, depuis que les mines de l'Alsace sont épuisées, il n'existe pas, disons-nous, une seule exploitation française qui puisse disputer aux étrangers l'approvisionnement de nos usines. Aussi, à part le département du Haut-Rhin, où les houilles de Saint-Étienne parviennent encore par les rivières et les canaux, mais à grands frais, toute cette immense région serait entièrement privée du précieux combustible, si elle ne l'obtenait, à des conditions plus ou moins onéreuses, de l'étranger. Il en est à peu près de même sur toute la ligne de nos côtes maritimes, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne. On y trouve bien çà et là quelques exploitations de houille, mais si chétives, en général, qu'elles suffisent à peine à une consommation toute locale; encore le combustible y est-il d'une qualité fort médiocre, qui ne permet pas à toutes nos industries d'en user : aussi laissent-elles forcément à l'étranger le soin d'alimenter nos usines. Ce n'est pourtant pas que la protection leur ait manqué. Sur toute cette ligne de nos frontières, les droits ont été pendant long-temps excessifs, et ils sont encore aujourd'hui plus élevés qu'ailleurs; mais on ne peut pas, quoi qu'on fasse, tirer de la terre ce qui ne s'y trouve pas ou ce que l'œil de la science n'a pas encore su y découvrir. Il n'y a pas de droit protecteur qui tienne : il faut que toute cette partie du littoral tire son combustible de l'étranger ou que son industrie périsse, car les houillères françaises qu'on y rencontre ne peuvent décidément pas suffire à ses besoins. Cela est si vrai, qu'avant 1836, alors que le droit sur les houilles anglaises était double de ce qu'il est aujourd'hui, l'approvisionnement y était fait par la Belgique. Pour ce qui concerne le littoral de la Méditerranée, on y trouve, il est vrai, quelques exploitations assez abondantes dans le voisinage des côtes, mais aussi, de ce côté, les houilles étrangères ne peuvent arriver que de loin, et surchargées de frais de transport considérables. Nous ne parlerons pas de nos frontières des Pyrénées, de la Savoie et de la Suisse,

où on ne trouve malheureusement ni houilles françaises à protéger ni houilles étrangères à repousser. De quelque côté donc que l'on porte ses regards sur toute cette ceinture de la France, on reconnaît que l'existence des droits protecteurs ne s'y justifie en aucun sens. On est tenté de s'écrier partout : Qui donc y a-t-il à protéger ici? Un seul point de notre frontière échappe à cette observation, c'est celui qui regarde le bassin de Valenciennes Voyons si, là du moins, les mesures restrictives s'expliquent.

Les houillères du bassin de Valenciennes ont en face d'elles, de l'autre côté de la frontière, celles qui constituent le bassin de Mons, dont elles ne sont, à vrai dire, que le prolongement. Sur ce point, la concurrence existe, cela n'est pas douteux, quoiqu'il y ait encore à cet égard quelques réserves à faire, car Mons fournit des houilles grasses que Valenciennes ne produit pas. Nul doute aussi que les extracteurs français ne réclament une protection contre cette concurrence : ils formeraient une exception trop honorable s'ils n'aimaient pas à grossir leurs bénéfices en prélevant une contribution sur le pays. La question est de savoir si cette protection est nécessaire. Pour se mettre à l'aise sur ce sujet, il suffit de considérer les positions. Des deux parts, les conditions d'extraction sont, à fort peu de chose près, les mêmes, ou n'établissent que des différences insignifiantes dans les prix de revient. Or, les houillères françaises ont l'avantage sur les autres d'être placées à l'extrémité occidentale du grand bassin carbonifère et plus près des grands centres de consommation du pays. Elles ont, en outre, depuis long-temps à leur service d'excellentes voies navigables, de belles routes et maintenant un chemin de fer, ce qui ne leur laisse, quant aux voies de communication, rien à désirer. De Mons à Paris, le transport de la houille, par les voies navigables, revient à 17 ou 18 fr. le tonneau, tandis que de Valenciennes à Paris il ne revient en moyenne qu'à 13 ou 14 fr. (1); on remarque des différences semblables dans presque toutes les autres directions. L'avantage de la position étant donc tout entier du côté des houillères françaises, à quel titre ou sous quel prétexte réclameraient-elles la protection?

Si l'on considère la situation financière des compagnies qui exploitent ces mines, on trouve encore plus de raisons de décider. Les extracteurs de Mons, moins favorisés, ainsi qu'on vient de le voir, par leur position, grevés, en outre, d'un droit d'importation sur leurs produits, ne laissent pas, dans l'état présent des choses, de faire des bénéfices considérables; on peut augurer de là que les bénéfices réalisés par les extracteurs français sont fabuleux, ce qui est vrai. Les actions de la compagnie d'Anzin,

(1) *Du Concours des Canaux et des Chemins de fer*, par M. Ch. Collignon, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.

la plus considérable de toutes celles qui exploitent cette région, sont parvenues depuis long-temps et se maintiennent, d'une manière assez constante, à des prix qui en dépassent de bien loin la valeur originaire. Quant aux autres compagnies, elles sont plus ou moins prospères, non pas selon qu'elles trouvent plus ou moins de consommateurs, car les consommateurs, Dieu merci! ne manquent pas, mais selon qu'elles trouvent plus ou moins de produits à verser sur le marché. La question pour elles n'est pas de vendre, mais de produire. Lorsque la compagnie de Douchy, la plus récente de toutes, entreprit, il y a douze ou quinze ans, l'exploitation d'un gîte encore inexploré, ses actionnaires ne s'inquiétèrent pas un seul instant de savoir s'ils trouveraient le débit de leur marchandise, ni même si la vente de cette marchandise s'effectuerait en bénéfice; un seul point les préoccupa, celui de savoir si l'on rencontrerait du charbon. L'existence du précieux combustible une fois bien ou mal constatée, les actions s'élevèrent à des valeurs folles et s'y maintinrent, sans qu'il se présentât jamais à l'esprit de personne d'autre question à résoudre que celle de savoir si la présence du combustible était réelle. Certes, il faudrait vouloir pousser loin l'abus d'un faux principe, pour oser prétendre que dans une situation semblable l'application d'un droit protecteur est légitime.

Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, la question des houilles est donc en effet très simple. Cela n'empêche pas qu'à force de la tourmenter, on ne soit parvenu, nous ne savons comment, à en faire sortir une des lois les plus compliquées de celles qui constituent notre régime fiscal.

Sous l'empire de la loi actuelle, telle qu'elle est sortie de la réforme partielle de 1836, lorsque les houilles sont importées par mer, elles paient, sur toute la partie du littoral comprise entre Dunkerque et les Sables-d'Olonne, un droit de 50 c. le quintal métrique et, sur tous les autres points, 30 c.; plus, dans l'un et l'autre cas, un droit différentiel de 50 c. quand elles sont importées, ce qui est le cas ordinaire, par navires étrangers. Sur la frontière de terre, de la mer à Halluin exclusivement, le droit est de 50 c.; il n'est que de 10 c. par la rivière de Meuse; de 15 c. par tous les autres points : ce dernier droit s'applique à la plus grande partie des produits du bassin de Mons. Toutefois les houilles qui, d'Halluin à Baisieux (Nord) exclusivement, entrent par la voie des canaux, sont soumises au droit de 50 c., à moins que ce droit n'ait été acquitté d'avance au bureau de Condé. Voilà donc, si nous comptons bien, pour une même marchandise, six régimes différens. Il faut ajouter un septième régime pour les houilles consommées à bord des bâtimens à vapeur de la marine française, et qui, par une faveur spéciale accordée en 1836, ne sont sujettes qu'à un simple droit de balance de 15 c. pour une valeur de 100 francs. Enfin la houille

carbonisée, plus généralement connue sous le nom de *coke*, supporte dans tous les cas un droit double de celui qui pèse sur la houille crue.

Nous voudrions pouvoir supposer, pour l'honneur de la législature française, que tout cet assemblage prétentieux de dispositions en apparence savantes a jamais eu sa raison d'être; mais, avec la meilleure volonté du monde, il nous est impossible d'y parvenir. Aussi sommes-nous forcé de croire que les premiers auteurs de cette loi, les conseillers du gouvernement établi en 1814, se sont livrés sans réflexion à la manie de prohiber qui dominait alors. Quant aux législateurs de 1836, en adoucissant l'effet d'une erreur ancienne, ils n'ont pas osé la réparer entièrement. Quoi qu'il en soit et pour nous en tenir au temps présent, il est certain que ces restrictions plus ou moins rigoureuses ne se justifient plus.

Il y a surtout dans cette loi une disposition qui heurte tellement la raison, qu'on la conçoit à peine : c'est celle qui s'applique à notre littoral maritime sur l'Océan. Sur toute cette côte, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, il n'existe presque point de mines de houille, et l'insuffisance de celles qui s'y trouvent est tellement frappante, qu'on peut à peine les prendre au sérieux. L'inventaire de leurs ressources n'est d'ailleurs ni long, ni difficile à faire. Les plus importantes sont celles du bassin du Maine, comprises dans les départemens de la Sarthe et de la Mayenne : elles produisent toutes ensemble 850,000 quintaux métriques, non pas de houille, mais d'anthracite, combustible de qualité inférieure, impropre au service de plusieurs sortes d'usines. Vient ensuite le bassin de la basse Loire, qui produit en tout 536,000 quintaux métriques, partie d'anthracite et partie de houille dure, qui, non plus que l'anthracite, ne peut servir dans tous les cas. On trouve encore dans le Calvados le bassin de Littry, produisant 450,000 quintaux métriques également d'anthracite. De là on tombe au bassin d'Hardinghen, dans le Pas-de-Calais, produisant en tout 167,000 quintaux métriques, la plus grande partie d'une houille maigre et sulfureuse, dont l'emploi n'est pas sans inconvénient ni même sans danger; puis au bassin de Saint-Pierre-la-Cour, dans la Mayenne, qui produit 158,000 quintaux métriques d'une houille un peu meilleure cette fois. Les autres puits, car ce ne sont plus des bassins, que l'on rencontre dans la Charente-Inférieure, dans le Finistère et dans les Landes, sont si peu importans, et la production en est si faible, qu'il suffit de les mentionner en passant. Voilà donc, pour cette côte immense et pour tous les départemens qui l'avoisinent, une production totale d'un peu plus de deux millions de quintaux métriques d'un combustible généralement médiocre, alors que le seul bassin de la Loire en produit 12,300,000 de très bonne qualité, le bassin de Valenciennes 9,200,000, et que l'un et l'autre de ces bassins, secondés qu'ils sont, le premier par tant d'autres riches exploi-

tations qui l'entourent, le second par les houillères de Mons, peuvent à peine suffire à la consommation des contrées, bien moins étendues, qu'ils alimentent. Et c'est dans un tel état de choses qu'on a cru devoir établir, sur cette partie de notre frontière, des droits exceptionnels, droits qui ont été long-temps prohibitifs. C'était donc à dire qu'on voulait affamer de houille toute cette portion de la France, qu'on voulait empêcher l'industrie d'y naître, ou bien priver entièrement, et ce n'est pas une hypothèse, l'ouvrier des villes et des campagnes d'un combustible à son foyer! Si tel avait été le but proposé, on n'aurait que trop bien réussi, surtout avant le dégrèvement partiel de 1836.

La nature, qui n'avait pas doté la France d'une quantité suffisante de combustible minéral dans son propre sein, avait voulu du moins qu'elle pût en être assez convenablement pourvue par le dehors, à la seule condition d'ouvrir un accès facile aux arrivages étrangers. Elle avait d'abord placé au centre du pays, là où les houilles étrangères n'auraient pu parvenir sans de trop grands frais, nos mines les plus nombreuses et les plus riches. Puis elle nous avait entourés, à portée de nos frontières, d'une vaste ceinture de houillères inépuisables qui semblaient toutes préparées pour notre usage. Pour l'approvisionnement de nos côtes sur l'Océan, elle avait placé au nord, sur le rivage même de l'Angleterre, d'immenses dépôts où nous n'avions qu'à puiser; et afin que nous ne fussions pas à cet égard trop dépendans d'un seul peuple, et que le littoral tout entier fût bien pourvu, elle nous avait préparé encore de grandes réserves au midi, sur la côte des Asturies, presque en face de Bayonne, réserves qui ne sont pas encore exploitées, mais qui le seront probablement bientôt, et qui le seraient peut-être déjà si nous avions favorisé cette exploitation par l'adoption d'un régime moins exclusif. Dans la partie de l'est et du nord-est, la nature ne s'était pas montrée pour nous moins libérale, puisqu'elle y avait échelonné tout le long de notre frontière des mines d'une grande puissance, celles de Mons, de Charleroi, de Liége, de Namur, de Saarbruck et de Saint-Imbert, toutes situées pour ainsi dire à portée de nos mains. Ainsi entourée, la France n'avait pas trop à se plaindre de son partage; mais nous nous sommes évertués depuis trente ans à amoindrir, à annuler tous ces bienfaits. A l'ouest, où la route de l'Océan s'ouvrait toute grande pour verser la houille étrangère sur nos côtes, nous l'avons repoussée par l'exagération des droits; et si, à la frontière de l'est, nous avons paru plus disposés à l'accueillir, en modérant un peu nos tarifs, nous l'avons repoussée de même, en opposant à l'importation de ce combustible, durant trente années d'une paix profonde, l'extrême difficulté des transports. On sait, en effet, que le canal de la Marne au Rhin et le chemin de fer de Paris à Strasbourg, qui seuls pourront apporter à des prix tolérables les houilles de Saarbruck dans six ou sept de nos départemens, ne sont

entrepris que depuis peu de temps et ne sont pas encore achevés. Comment qualifier une telle conduite? Qui pourrait dire tout ce qu'elle a amassé de souffrances sur le pays? Il semble d'ailleurs que nous ne soyons pas devenus beaucoup plus raisonnables et que le temps ne nous ait pas encore assez instruits. Pendant qu'à l'est nous nous décidons enfin, un peu tard, à construire à grands frais un chemin de fer et une ligne navigable, pour rendre, à ce qu'il semble, l'accès du pays plus facile aux houilles étrangères, à l'ouest, où la mer s'offre d'elle-même à nous les apporter, nous continuons à les repousser par les rigueurs de nos tarifs, annulant ainsi, comme à plaisir, le bienfait de cette grande voie naturelle dont le ciel nous avait gratifiés.

Quelles que soient les considérations qui aient pu dicter autrefois toutes ces dispositions inconséquentes et funestes, répétons-le, elles ne se justifient plus aujourd'hui par aucun motif même spécieux. Veut-on, au moyen du droit de 10 centimes prélevé sur la frontière de l'est, protéger les houillères de ces contrées? Il n'en existe point. Au moyen du droit de 50 centimes prélevé dans les ports de l'ouest, prétendrait-on réserver aux extracteurs indigènes l'approvisionnement de cette côte? Mais ils sont loin, bien loin de pouvoir y suffire, et d'ailleurs leurs exploitations sont situées à une assez grande distance du rivage de la mer pour que la concurrence étrangère ne les atteigne pas directement. Quant aux houillères du bassin de Valenciennes, les seules que cette concurrence menace, on a vu combien peu elles doivent la redouter. Qu'on ne pense pas d'ailleurs que des droits de 10, de 15 ou de 50 cent. par quintal métrique de houille soient insignifians; le dommage qu'ils causent est trop réel et bien facile à constater. On peut en juger rien que par les heureuses conséquences de la réduction partielle effectuée en 1834-36 (1). Il faut donc se hâter de revenir sur ces restrictions malfaisantes que rien n'explique. Sans s'arrêter d'ailleurs à les réformer, à les corriger ou à les amender, comme on l'a fait en 1836, on n'a plus aujourd'hui qu'un parti sage à prendre : c'est de les faire disparaître entièrement de nos tarifs.

Lorsque de telles lois, établies, il faut bien le reconnaître, dans un moment d'entraînement fatal, exercent durant un certain temps leur fâcheuse influence sur un pays, il est rare qu'elles n'y engendrent pas une complication d'intérêts nouveaux, exceptionnels, créés, s'il est permis de le dire, à leur image, et qui viennent ensuite faire obstacle aux réformes que le retour du bon sens fait entreprendre. C'est ce qui était effectivement arrivé sous l'empire de la loi primitive antérieure à 1836, et c'est peut-être pour cette raison qu'on n'osa pas, à cette dernière

(1) La loi est bien, comme nous venons de le dire, de l'année 1836 (2 juillet), mais il est bon de remarquer qu'elle ne faisait que confirmer des ordonnances antérieurement rendues, et dont l'effet avait commencé à se faire sentir dès l'année 1834.

époque, opérer une réforme radicale. Comme le droit établi sur tout le littoral maritime était alors de 1 franc par hectolitre en principal, sans compter le droit différentiel, tandis qu'il n'était que de 30 centimes sur la partie de la frontière belge où s'effectuent les plus grandes importations, les houilles belges obtenaient la préférence, même dans un grand nombre de nos villes maritimes, sur les houilles importées par mer. Elles descendaient par les canaux jusqu'à Dunkerque, et de là elles étaient transportées par des caboteurs français dans les principales villes du littoral. Il y avait donc alors deux intérêts, assez respectables d'ailleurs, qui pouvaient militer en faveur du maintien du *statu quo :* d'abord l'intérêt de la Belgique, que la France tenait, avec raison peut-être, à ménager; ensuite l'intérêt de notre marine marchande, à laquelle le transport des houilles belges offrait un certain aliment. La ville de Dunkerque surtout, principale intéressée dans cette affaire, avait bien le droit d'insister sur la conservation d'un privilége qui n'était qu'un bien faible dédommagement pour toutes les pertes que le régime restrictif lui fait subir; mais la loi de 1836 a changé cet état de choses et mis fin par conséquent à ces réclamations. En réduisant de moitié, c'est-à-dire de 1 franc à 50 centimes, le droit principal sur les houilles importées par mer, depuis Dunkerque jusqu'aux Sables-d'Olonne, elle leur a fait obtenir la préférence sur les houilles belges, même dans le port de Dunkerque, à plus forte raison dans les autres villes maritimes, où elles sont maintenant importées directement des lieux de provenance. Il est vrai que cette loi réduisait aussi de moitié, c'est-à-dire de 30 centimes à 15, le droit établi sur les houilles belges; cependant, comme la différence du droit nouveau à l'ancien n'était ici, en somme, que de 15 centimes, tandis qu'elle était de 50 centimes sur les importations par mer, l'équilibre ne laissa pas d'être détruit. La Belgique a-t-elle réellement perdu à ce changement, comme elle pouvait le craindre alors? Nous ne le croyons pas, car ses importations en France, qui n'étaient, en 1834, que de 6 millions 200,000 hectolitres, après avoir un instant fléchi en 1835, se sont accrues progressivement au point de s'élever à 11 millions en 1844. Quoi qu'il en soit, toute cette complication d'intérêts engendrée par l'ancienne loi a disparu sous l'influence de la loi nouvelle. Il ne reste donc plus aujourd'hui aucun obstacle réel à la suppression complète, radicale, de toute espèce de droits sur ce produit.

Nous ne voulons pas dire qu'il ne s'élèverait aucune plainte contre cette mesure. Selon toute apparence, les extracteurs du bassin de Valenciennes réclameraient; mais nous disons hautement que leurs réclamations n'auraient aucun fondement sérieux. Est-ce que par hasard la réduction de droits opérée en 1836, ou, pour mieux dire, en 1834, a nui au développement de leur industrie? Les faits sont là pour ré-

pondre. Pendant que l'importation belge s'accroissait dans la proportion qu'on vient de voir, que l'importation anglaise prenait aussi, d'autre part, un développement jusqu'alors inconnu (1), la production indigène ne laissait pas de s'accroître dans des proportions égales, puisque, de 24,800,000 hectolitres en 1834, elle s'élevait à 37,800,000 en 1844; et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que les houillères du bassin de Valenciennes figurent au nombre de celles qui ont pris la plus grande part à cette augmentation (2); c'est qu'en raison de l'abaissement des prix, la consommation a pris un tel essor, qu'elle a doublé dans une période de douze ans (3). Si l'amélioration successive des voies de communication a concouru à ce résultat, ce qui est incontestable, il n'est pas moins certain que la réduction opérée sur les prix en réclame une large part. A ce point de vue, on pourrait même dire qu'une suppression absolue du droit, loin de nuire aux extracteurs du Nord, leur serait plutôt favorable en ce que, si elle les forçait à réduire dans une certaine mesure leurs prix, elle leur ferait bientôt trouver un ample dédommagement dans l'accroissement de la demande et dans le développement de leurs exploitations.

Une seule voix pourrait s'élever aujourd'hui, avec quelque apparence de raison, contre cette bienfaisante réforme : c'est celle du ministre des finances, gardien naturel du trésor public. Les droits perçus sur les houilles étrangères ont produit au trésor, en 1844, 3,700,000 fr. Ce revenu, quoique faible, n'est pas à dédaigner. Nous ne pouvons croire toutefois, en considérant l'extrême utilité du produit sur lequel ce revenu se prélève, que le gouvernement hésite à en faire le sacrifice, surtout s'il entrevoit la possibilité, et nous espérons la montrer clairement plus tard, de compenser largement cette perte dans un remaniement intelligent de nos tarifs. Comment croire d'ailleurs qu'il persiste, dans l'unique intérêt des finances publiques, à grever les houilles de taxes à l'entrée, au moment même où il impose à l'état de grands sacrifices pour en faciliter l'importation dans le pays? Ce serait annuler d'une main le bienfait qu'on accorde de l'autre; ce serait rendre inutiles et vains une grande partie des travaux qu'on entreprend.

Tous les droits établis sur les houilles étrangères peuvent donc et doivent aujourd'hui disparaître entièrement; ils n'ont que trop longtemps pesé sur le pays. Il ne conviendrait pas même, selon nous, de les remplacer par un simple droit de balance, car il faut, autant que

(1) L'importation des houilles anglaises, pendant long-temps stationnaire, et qui n'était encore, en 1834, que de 489,000 hectolitres, s'est élevée, en 1844, à 3,675,000, sans compter 600,000 hectolitres destinés aux bâtimens à vapeur de notre marine marchande.

(2) Voyez le dernier compte-rendu de l'administration des mines.

(3) 27,300,000 hectolitres en 1833, et 57,800,000 en 1844.

possible, éviter aux importateurs, outre le poids de la taxe, les difficultés et les embarras qui accompagnent toujours la perception. Si on tient à connaître, pour les besoins de la statistique, les quantités importées, il suffirait d'exiger de simples déclarations, qui, pour une matière de ce genre, ne s'écarteront jamais beaucoup de la vérité. Que si l'on veut absolument établir un droit de balance, au moins ne faut-il pas qu'il soit perçu à l'hectolitre ou au quintal métrique; sur cette base, il serait toujours trop fort. Pour une matière aussi encombrante et aussi lourde, qui se transporte toujours d'ailleurs par quantités considérables, le droit, s'il en existe un, ne peut être convenablement établi qu'au tonneau. Encore vaudrait-il mieux n'exiger, comme on le fait pour les navires à vapeur de la marine marchande, qu'un droit de 15 centimes pour 100 francs de valeur.

Ce n'est pas tout. La franchise accordée pour la houille crue doit s'étendre à la houille carbonisée ou coke. Et pourquoi donc la loi actuelle fait-elle à cet égard une différence? Est-ce parce que la carbonisation est un commencement de travail, que l'on veut réserver au pays? Que n'a-t-on songé aux travaux bien autrement importans que le coke alimente, par exemple la production de la fonte et du fer? Dans les documens officiels, on estime ordinairement que la carbonisation de la houille en réduit le poids de moitié, et, quoique cette estimation soit en général trop forte, rien n'empêche de l'accepter. C'est de là qu'on est parti sans doute pour admettre en principe qu'un hectolitre de coke représente deux hectolitres de houille, et pour le frapper en conséquence d'un double droit. Cette conclusion n'eût été juste pourtant, même au point de vue du système protecteur, qu'autant que le coke eût été de la houille condensée, et non pas de la houille carbonisée; car c'est alors seulement qu'un hectolitre en aurait véritablement représenté deux sur le marché. La houille ne pouvant pas remplacer convenablement le coke pour certains emplois spéciaux, on la carbonise souvent sans autre but que de la réduire à l'état de coke; or, il est naturel et nécessaire que cette opération, qui doit diminuer considérablement le poids de la marchandise, soit exécutée d'avance, au point du départ, afin qu'on évite par là dans le transport un surcroît inutile de frais. Vouloir qu'il en soit autrement, forcer les étrangers, par le doublement des droits, comme le fait la loi actuelle, à nous apporter de la houille quand nous avons besoin de coke, ce n'est pas autre chose au fond que nous imposer à nous-mêmes de doubles frais de transport. Est-il un plus étrange calcul? C'est faire exactement le contraire de ce qu'on fait quand on améliore les voies de communication, dans le dessein d'économiser ces mêmes frais. C'est annuler d'un seul trait de plume les avantages si chèrement acquis que ces améliorations promettent. Il faut donc que les droits établis sur le coke venant de

l'étranger disparaissent comme les autres et par les mêmes raisons. L'importation de ce produit spécial étant aujourd'hui très peu considérable (467,000 quintaux métriques en 1844), et la somme des droits perçus presque insignifiante (147,000 francs), l'état n'aurait à cet égard aucun sacrifice à s'imposer.

II.

Parmi les monopoles qui affligent la France, il n'en est pas de plus criant et, s'il faut le dire, de plus scandaleux que le monopole des fers. Si la cherté artificielle des houilles cause au pays un notable dommage, on a vu du moins que ce dommage n'est pas universel. La partie centrale de la France y échappe, grace au grand nombre de mines qu'elle possède et à la concurrence utile que les extracteurs indigènes se font entre eux. Sur d'autres points, on est embarrassé de dire à qui cette cherté profite, en sorte qu'elle paraît bien moins la conséquence d'un privilége abusif que le résultat malheureux d'une déplorable erreur. Il n'en est pas de même pour le fer. Ici, le dommage est général; il se fait sentir dans toute l'étendue du pays, et affecte d'une manière plus ou moins grave toutes les branches de la production. En outre, il ne peut exister aucun doute sur l'origine et sur les causes du mal; c'est bien au monopole seul qu'il faut l'attribuer. Nulle part ailleurs l'influence désastreuse de ce mauvais principe ne se manifeste avec le même éclat. Et ce qu'il y a de plus triste à dire, c'est que ce monopole se maintient depuis trente ans, malgré le cri public, malgré la volonté même du pouvoir, par le concert formidable des intéressés, ligués entre eux, sauf quelques exceptions honorables, pour défendre par d'habiles manœuvres un privilége monstrueux, dont mieux que personne ils doivent sentir l'abus. Heureusement la lumière commence à se répandre, l'opinion s'éclaire peu à peu, et il est permis d'espérer que le jour de la réparation approche.

Hâtons-nous de le dire toutefois, la question des fers n'est pas, dans l'état présent des choses, aussi simple que la question des houilles, et on ne saurait guère prétendre la résoudre immédiatement d'une manière satisfaisante et complète. Sans admettre qu'il s'y rencontre aucune de ces difficultés graves devant lesquelles un homme d'état s'arrête, il faut reconnaître qu'elle exige quelques ménagemens, et la juste indignation qu'inspire parfois l'égoïsme excessif des maîtres de forges ne doit pas faire oublier en cela les conseils de la prudence. La fabrication du fer n'est pas, comme l'extraction de la houille, une industrie *sui generis*, indépendante dans sa sphère et qui n'emprunte à aucune autre ses moyens d'action. Comme elle ne se borne pas à extraire le minerai du sein de la terre, qu'il faut encore qu'elle le travaille avant

de le livrer au commerce, elle est forcée, dans cette élaboration, de faire appel à quelques autres industries dont elle dépend. Elle a besoin surtout du combustible qu'elle ne trouve pas en elle-même et qui lui vient d'ailleurs. Par là, elle relève, d'une part, de l'industrie des extracteurs de houille, de l'autre, par le combustible végétal dont elle fait usage, de l'agriculture, qui lui fournit les bois. La solution complète, satisfaisante, du problème relatif aux fers suppose donc la solution préalable de la question des houilles, et de celle, plus grave ou plus délicate, de l'agriculture et des produits agricoles. Ajoutons à cela que trente années d'une jouissance non interrompue du monopole ont créé, pour l'industrie du fer, une situation embarrassée, complexe, anormale, d'où elle ne sortirait pas tout d'un coup sans embarras. Voilà pourquoi nous admettons pour la métallurgie des tempéramens dont l'industrie des houillères n'a pas besoin. La suppression absolue, immédiate, de tous droits protecteurs, si elle n'entraînait pas la ruine entière des forges françaises, ce que nous sommes loin d'admettre, y causerait du moins un trouble profond qu'un législateur sage doit avoir à cœur d'éviter. C'est en conciliant, autant qu'il est possible de le faire, les justes exigences du pays avec les ménagemens dus à une industrie existante, que nous croyons pouvoir proposer, quant à présent, une réduction de moitié sur les droits. Cette réduction n'aurait d'ailleurs rien d'excessif, et nous espérons montrer bientôt qu'elle peut être admise dès aujourd'hui sans danger.

Avant tout cependant, il convient de montrer ce que le monopole actuel coûte à la France, de mesurer en quelque sorte l'étendue des sacrifices qu'il nous impose, afin de faire comprendre à tout le monde l'urgente nécessité d'une décision.

Lors de l'enquête de 1828, on reconnut en fait que l'industrie du fer imposait à la France, par la cherté relative de ses produits, un sacrifice annuel de 30 millions, et les maîtres de forges avouèrent eux-mêmes ce dernier chiffre. A ce compte, depuis 1814, date de l'existence du monopole, il aurait coûté au pays bien près d'un milliard. Il s'en faut de beaucoup cependant que ce calcul donne la mesure exacte de nos pertes. Ce n'est plus aujourd'hui 30 millions, comme on le répète encore souvent par habitude, c'est une somme beaucoup plus forte que le monopole dévore tous les ans, même en ne tenant compte que du dommage immédiat et direct qui résulte de la surcharge des prix. La plaie s'est bien agrandie à mesure que la consommation s'étendait, et, de quelque manière que l'on fasse aujourd'hui le compte, on aura bien de la peine à ne pas reconnaître un chiffre double pour le moins du chiffre admis en 1828. Que sera-ce si, au dommage direct qui peut se supputer rigoureusement en chiffres, on ajoute le dommage indirect, qui n'est pas moins réel ni moins grand, quoique moins apparent

et moins sensible? En présentant (1) un aperçu sommaire des tributs que le système restrictif impose au pays, nous n'avons pas porté à moins de 130 millions par an la part afférente à l'industrie du fer. Ce chiffre a dû paraître à bien des gens exagéré. Nous n'essaierons pas de le justifier entièrement, car il y entre des données qui échappent par leur nature à une appréciation rigoureuse. Il ne sera pas inutile toutefois de l'expliquer, d'autant mieux que ces explications nous serviront à rendre sensible par un exemple la funeste influence que la cherté des matières premières exerce sur l'industrie en général.

Le dernier compte-rendu de l'administration des mines porte le total des valeurs créées par l'industrie du fer à 150,177,568 francs pour l'année 1843 (2) : savoir, 46,991,075 fr. pour la fonte, 46,659,346 fr. pour le gros fer, 33,801,250 fr. pour les principales élaborations du fer, telles que la tôle, le petit fer, le fil de fer et le fer-blanc, et 7,951,557 fr. pour l'acier. Il y a lieu de croire que ce chiffre est plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité : acceptons-le toutefois comme base. Pour reconnaître ce qu'il y a de trop payé sur cette valeur, il suffira de comparer, pour les principales catégories qu'on vient de voir, les prix français aux prix anglais, non pas sur les lieux de production, ce qui serait trop inexact, mais dans les principaux centres de consommation, par exemple, dans nos villes maritimes. Nous emprunterons cette comparaison, excepté pour ce qui regarde la fonte et les rails de chemins de fer, aux documens fournis par M. le ministre du commerce aux conseils-généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, dans leur dernière session (1845-46). Ces chiffres ont été extraits par le ministre de la correspondance des villes maritimes. Quant aux inégalités qui se rencontrent dans les estimations, elles s'expliquent par la diversité des lieux.

	PRIX ANGLAIS les 100 kilogrammes.	PRIX FRANÇAIS les 100 kilogrammes.
Fonte	9 fr. 00 cent.	15 à 16 francs.
Fers en barre	20 10	39
Fers cormières (rendus à Rouen)	31 00	45
Tôles puddlées. Idem	32 00	52
Tôles corroyées. Idem	37 00	62
Fers d'Angleterre (rendus à Nantes)	27 63	44 à 47
Tôles supérieures. Idem	30 14	63
Tôles moindres. Idem	27 63	52 à 56
Fers d'angle (rendus à Marseille)	30 à 32 00	45 à 60
Tôles. Idem	25 à 35 00	55 à 80
Rails pour chemins de fer	23 à 25 00	35 à 40

(1) Voyez la livraison du 15 août.

(2) *Compte-rendu des travaux des ingénieurs des Mines pendant l'année* 1845, p. 238. Quoique ce volume comprenne en général les faits relatifs à l'année 1844, le total des valeurs créées par l'industrie du fer n'est indiqué que pour l'année 1843.

En considérant ces énormes différences de prix, sans trop s'attacher d'ailleurs à une comparaison rigoureuse et sans entrer dans les détails, on trouvera facilement que, sur la valeur totale constatée plus haut, la surcharge imposée au pays s'élève au moins à 60 millions. Tel serait donc le chiffre approximatif du tribut payé au monopole en 1843. Il s'élèverait beaucoup plus haut pour les années suivantes, parce que la consommation a considérablement augmenté par suite de l'établissement des chemins de fer. Nous ne prétendons pas assurément que les producteurs français aient profité de toute cette aggravation de prix, et que le bénéfice réalisé par eux s'élève à 60 millions; loin de là. Les maîtres de forges se défendent quelquefois sur ce point, et ils ont tort, car personne, que nous sachions, ne les accuse. Nous savons trop bien, quant à nous, que le monopole ne rapporte jamais à ceux qui l'exploitent qu'une faible partie de ce qu'il coûte à ceux qui le subissent; le reste se perd dans le gaspillage, dans l'incurie, dans le désordre, en un mot dans la mauvaise exploitation que ce système entraîne; mais nous disons que tel est le chiffre trop réel du tribut levé sur le pays.

Ce n'est encore là pourtant que la perte directe, la perte matérielle et palpable : c'est le *trop-payé*, qu'on nous pardonne ce mot, sur le fer que le pays consomme; mais à quel chiffre évaluerons-nous la perte éprouvée sur le fer dont le pays se prive à cause de sa cherté? La consommation de l'Angleterre est quatre fois aussi forte que celle de la France pour une population moindre. Si l'on nous dit que les besoins y sont plus grands, parce que l'industrie y est plus développée et plus active, tout en faisant à cet égard des concessions très larges, nous répondrons que la cherté du fer est précisément une des principales circonstances qui empêchent notre industrie de se développer au même degré. Admettons seulement, si l'on veut, en faisant la part de toutes les différences, qu'avec des prix naturels, réguliers, tels qu'ils ressortiraient de la liberté des transactions, la consommation du fer s'élèverait parmi nous au double de ce qu'elle est aujourd'hui, ce qui est assurément modeste. Voilà donc une valeur de 150 millions en fonte, en fer et en acier, dont la France se prive par le seul fait de la cherté actuelle de ce produit. A l'aide de ce métal, dont les emplois sont si nombreux, si variés et si utiles, combien de ressources ne se créerait-elle pas! Elle construirait des vaisseaux, des meubles, des machines, des ustensiles de toutes les sortes; elle simplifierait et fortifierait en même temps le système de son architecture; dans bien des circonstances enfin, elle substituerait avec avantage le fer au bois, qui devient d'ailleurs plus rare de jour en jour, et dont le prix s'est considérablement accru depuis trente ans. Au lieu de cela, que fait-elle? Elle se passe du fer partout où l'emploi n'en est pas rigoureusement nécessaire, parce que le

haut prix de ce métal ne lui permet pas d'en user (1), renonçant ainsi à tous les avantages, à toutes les jouissances qu'elle en pourrait tirer. C'est là, dira-t-on, un dommage négatif; soit : en est-il moins réel? Ce qui est, du reste, un dommage très positif, c'est la substitution forcée du bois au fer partout où le bois coûte moins que le fer à son prix actuel, mais plus que le fer qui nous serait livré par le commerce libre. Nous n'essaierons pas de déterminer le chiffre de cette perte, parce que le calcul s'établirait ici sur des données trop vagues, et nous laisserons à chacun le soin de l'apprécier.

Ce n'est pas tout. Si nous suivons l'industrie du fer dans ses dérivés, dans les fabrications qui en relèvent, nous trouverons que le dommage se prolonge en quelque sorte, qu'il s'étend de proche en proche en s'aggravant. Observons, par exemple, les effets de la cherté du fer dans la mécanique, cette industrie vitale, cette force acquise des temps modernes, dans laquelle réside en quelque sorte la puissance industrielle d'un peuple. La mécanique fait usage avant tout du fer; c'est la principale matière première dont elle use; disons mieux, c'est l'élément essentiel dont se composent tous ses produits. Quand cette matière est chère, la mécanique ne peut pas livrer ses produits à bon marché, cela va sans dire, et tout le monde le sent; mais se fait-on bien une juste idée de l'aggravation de frais qui en résulte pour elle? On croit peut-être qu'il suffit pour cela de prendre pour chaque machine le poids brut du métal d'où elle est sortie, et de tenir compte de la surcharge que ce métal a supportée. Ce n'est là, qu'on nous permette de le dire, qu'un des premiers élémens du calcul. Pour être dans le vrai, il faut tenir compte de la diminution qui en résulte dans la consommation, et de toutes les complications de travail, de toutes les aggravations de frais que cette diminution entraîne. Qu'on ne pense pas d'ailleurs que cette circonstance soit insignifiante ou de peu de valeur; elle est, au contraire, aussi grave dans ses résultats que le fait même d'où elle dérive.

C'est une observation générale, qui n'est pas neuve, mais qui est toujours juste, que plus une industrie s'étend et se développe, plus elle trouve en elle de ressources pour produire à bon marché, parce que la spécialité des travaux s'y introduit, que les procédés se simplifient en conséquence, que le travail enfin y devient plus régulier et plus suivi. Nulle part toutefois cette vérité n'est aussi frappante qu'en mécanique, à ce point que l'accroissement de la consommation est peut-

(1) Il y a même aujourd'hui une circonstance de plus, c'est qu'on ne peut pas toujours obtenir en France le fer dont l'emploi est indispensable et forcé. C'est ce qui arrive, par exemple, à plusieurs de nos compagnies de chemins de fer, qui ne peuvent pas obtenir de l'industrie française, en temps utile, les rails et les coussinets nécessaires à l'établissement de leurs voies.

être ici le principe le plus efficace du bon marché. Rappelons les principales circonstances par lesquelles cette vérité s'explique. Si nous entrons à cet égard dans quelques détails un peu minutieux, qu'on se souvienne que ces détails sont une réponse nécessaire aux calculs soi-disant positifs dont les comités prohibitionistes se prévalent aujourd'hui.

On sait d'abord que, pour un constructeur de machines, une première épreuve coûte toujours beaucoup plus à établir que les suivantes. Il y a des travaux préparatoires à exécuter, des plans à dresser, des dessins à faire, des modèles en bois à confectionner pour les fondeurs. Ce sont là des préparations nécessaires, qu'on ne peut éviter dans aucun cas. La dépense ne laisse pas d'en être assez considérable; on peut l'amortir toutefois en la répartissant. Exécutés pour une seule machine, ces travaux peuvent servir ensuite pour toutes celles qu'on établira sur le même plan. En un mot, c'est une dépense une fois faite. Très lourde quand elle retombe tout entière sur une ou deux machines, cette dépense devient presque insignifiante quand elle se répartit sur un grand nombre. Or, dans un pays tel que la France, où la consommation est faible, il n'arrive que trop souvent que ces sortes de dépenses ne sont utilisées qu'une ou deux fois, et cela est vrai surtout pour les grosses machines, dont l'usage n'est pas très général. C'est une circonstance dont le constructeur doit tenir compte, s'il ne veut pas risquer de se constituer en perte. Dans les pays, au contraire, où la consommation est très étendue et très active, cet inconvénient est beaucoup moins ordinaire; il y a bien plus de chances pour qu'une machine se répète, et cela seul permet au constructeur d'en modérer le prix.

Aux frais qu'entraîne le défaut d'emploi des dessins et des modèles, il faut ajouter ceux qui résultent des erreurs commises, erreurs qui, en mécanique, sont à peu près inévitables dans un premier essai. Quelque soin, quelque attention qu'on apporte dans une première épreuve, il est bien rare que, soit le chef d'atelier, soit le dessinateur, soit même les ouvriers qui exécutent, si habiles qu'ils puissent être, ne se trompent pas au moins dans quelques détails, et ces erreurs, il faut ensuite les corriger, ce qui entraîne une nouvelle aggravation du prix de revient. Aussi n'est-il pas extraordinaire qu'une première épreuve d'un mécanisme donné coûte un tiers de plus que les suivantes. C'est dire assez combien il importe que ces épreuves se renouvellent souvent.

Lorsque le gouvernement français conçut, il y a quelques années, le projet de faire construire quatorze grands bateaux à vapeur pour la navigation transatlantique, et qu'il prit la résolution de confier la construction des appareils mécaniques à l'industrie française, on sait qu'il répartit sa commande entre plusieurs mécaniciens, en donnant à chacun d'eux seulement deux machines à exécuter. Cette répartition était peut-

être nécessaire alors, et nous n'entendons pas la blâmer; il est clair toutefois qu'elle devait nécessairement entraîner un surcroît de frais considérable. S'il avait existé en France un atelier assez vaste et assez bien monté pour exécuter seul les quatorze machines dans le temps voulu, et que le gouvernement lui eût confié la commande entière, il l'eût exécutée sans aucun doute avec une dépense moindre et en même temps avec une rectitude plus grande. En supposant les quatorze machines pareilles et d'une force égale, un seul plan, un seul dessin aurait suffi; les mêmes modèles en bois auraient pu servir pour les quatorze machines, et, de plus, les chances d'erreur, qui pouvaient être si graves dans un travail de ce genre, ne se seraient présentées qu'une fois. A ce compte, ce constructeur unique aurait pu livrer les machines à un moindre prix et réaliser encore de plus amples bénéfices. Or, répétons-le, cet emploi réitéré des mêmes dessins et des mêmes modèles est assurément plus fréquent en Angleterre par exemple, où la consommation est très étendue, qu'en France, où elle est au contraire très bornée et très restreinte. Et qu'on ne pense pas que cette observation se justifie seulement quant aux appareils d'une forme et d'une grandeur inusitée, comme ceux dont nous parlons; elle est plus ou moins vraie pour toutes les machines, quelles qu'elles soient. Dans toutes les directions du travail, il est bien rare qu'un mécanicien anglais n'ait pas à renouveler l'épreuve d'une même machine plusieurs fois, qu'il n'ait pas occasion de la *tirer*, s'il est permis de le dire, à un grand nombre *d'exemplaires*, tandis qu'en France, les épreuves isolées sont très fréquentes, et il n'y a guère d'atelier où on n'en rencontre des exemples tous les jours. De là, pour nos constructeurs, une masse incalculable de faux frais, qui retombent sur l'ensemble de leur travail, et dont les Anglais sont généralement exempts. Aussi voit-on qu'en livrant leurs machines à bas prix les constructeurs anglais s'enrichissent, tandis que les nôtres, en les vendant fort cher, se ruinent.

Ce n'est pas tout. On a souvent remarqué, en faisant de cette observation l'objet d'un reproche ou d'une critique, que les mécaniciens français étaient en général mal outillés, c'est-à-dire qu'ils avaient dans leurs ateliers fort peu de ces machines-outils qui sont d'un si grand secours en mécanique. L'observation était fort juste il y a quelques années; elle l'est encore dans une certaine mesure, bien que le mal dont on se plaint s'atténue heureusement de jour en jour. C'était là, il faut le reconnaître, et c'est encore aujourd'hui, pour la plupart de nos mécaniciens, une plaie bien vive, une cause bien grave d'infériorité. Rien de comparable, en effet, à la puissance des outils en mécanique, soit pour la régularité du travail, soit pour le bas prix. Sur ce dernier point, l'efficacité des outils tient quelquefois du prodige. Telle pièce qui,

exécutée à la main, reviendra à 100 francs ou davantage, pourra ne coûter que 50, 30, ou même, dans certains cas, 10 francs, si elle est exécutée par une machine. Mais pourquoi les mécaniciens français se sont-ils pendant si long-temps abstenus de l'emploi de ces précieux agens? Pourquoi trouvons-nous encore tant d'ateliers en France où les outils sont rares, sinon entièrement inconnus? C'est que l'emploi de ces agens, si efficace qu'il puisse être, n'est vraiment utile, ni même possible, qu'à la condition expresse d'une consommation étendue, d'une demande active. Que sur l'exécution de telle pièce l'emploi d'un outil puisse réaliser une économie de 50 francs, c'est fort bien, et l'avantage est grand sans aucun doute; mais quoi! si vous n'avez à exécuter que dix ou douze pièces du même genre, et que l'outil coûte lui-même 1,000 francs, ce qui est peu, où sera l'avantage de s'en servir? L'avantage n'est réel que du moment où on a exécuté un assez grand nombre de pièces pour racheter d'abord l'outil, et c'est alors seulement que le bénéfice commence: d'où il suit que, dans un pays tel que la France, où la consommation est bornée, et elle l'était encore plus il y a quelques années qu'elle ne l'est aujourd'hui, l'emploi des machines-outils n'offre bien souvent que des avantages trompeurs. On ne peut guère se le permettre que dans certains ateliers privilégiés, qui, soit par la grandeur générale de leurs commandes, soit par la spécialité de leurs travaux, sont assez heureux pour trouver la répétition fréquente des mêmes pièces, et là même les outils ne sont vraiment utiles que pour certains emplois. Un des associés de la maison Sharp et Roberts, de Manchester, disait, il y a environ quinze ans, au rapport du docteur Ure (1), qu'il voulait arriver à exécuter mécaniquement toutes les pièces de ses machines, quelles qu'elles fussent, et quelque forme qu'elles dussent prendre. Ce langage, tout hardi qu'il était, pouvait convenir peut-être à un mécanicien anglais, qui, d'ailleurs, a fait ses preuves, et dans un atelier dont la clientèle est immense. L'exécution du projet, si elle était réalisable, pouvait conduire, dans la situation où se trouvait le mécanicien, à de magnifiques résultats. En France, un tel projet avorterait nécessairement dans la pratique, et le mécanicien qui le concevrait, si habile qu'il pût être, serait assurément un fort mauvais spéculateur. Eût-il tout le talent, tout le génie nécessaire pour le mener à terme, il tomberait avant de l'avoir exécuté. Ce qui pourrait être en Angleterre une source abondante de bénéfices serait en France une cause certaine de ruine. L'usage des machines-outils est donc forcément plus borné en France qu'il ne l'est en Angleterre, et ce n'est pas une des moindres causes de l'infériorité de nos constructeurs sur leurs rivaux.

(1) *Philosophie des manufactures.*

Ce qui ajoute encore à la gravité de ces faits, c'est que, dans un pays où la consommation est bornée, la spécialité des travaux est impossible. Comment se tenir constamment à un même genre de machines, lorsque, dans aucun genre, les commandes, toujours disputées d'ailleurs par quelques concurrens, ne sont assez nombreuses ou assez importantes pour entretenir l'activité d'un atelier? Vainement les mécaniciens comprendraient-ils tout l'avantage qu'il y aurait pour eux à spécialiser leur travail; ils ne sont pas maîtres de choisir. Ils sont forcés, pour la plupart, d'accepter indifféremment toutes les commandes qu'on veut leur faire, sous peine de laisser, les trois quarts du temps, leurs ateliers inoccupés. Ils réunissent donc toujours plusieurs genres; ils disséminent leurs forces; ils multiplient sans mesure leurs moyens d'action, leurs essais et, avec les essais, les chances d'erreur, et c'est ainsi qu'ils augmentent de toutes les manières la proportion des frais. Ce n'est pas dans la mécanique seulement que cette observation se justifie; elle s'applique malheureusement, avec plus ou moins de justesse, à presque toutes nos industries, et Dieu sait combien il en résulte de dépenses inutiles dont on ne tient pas compte! Même dans l'industrie des tissus, où il semble que les travaux soient, par leur nature, plus réguliers qu'ailleurs, la spécialité est trop souvent absente. On la rencontre, par exemple, à un certain degré dans la filature du coton, la plus grande, la plus active de nos industries manufacturières, car il est assez ordinaire que chaque manufacturier y choisisse son genre de travail et s'y tienne; mais cette spécialité est déjà moins sensible dans la filature de la laine, industrie moins étendue, et elle est presque entièrement inconnue dans la filature du lin, qui est en France, comme chacun sait, la plus restreinte de toutes les fabrications du même ordre. Là chaque filateur fait, s'il est permis de le dire, un peu de tout; aussi ne fait-il rien avec la suite, avec la régularité et surtout avec l'économie nécessaire. Il passe d'un travail à un autre à chaque instant, selon les variations de la demande, forcé de multiplier ainsi les déplacemens, les faux frais, les pertes de temps et de matière, pour aboutir, en fin de compte, à un travail moins parfait. Ainsi le commande l'état actuel de cette industrie dont le débouché est malheureusement trop restreint pour que la spécialité s'y mette. Il n'y a que les praticiens et les praticiens éclairés qui puissent dire tout le désavantage qui en résulte. Mais cet inconvénient est surtout sensible en mécanique; c'est là que la rareté des grandes commandes et les changemens trop fréquens dans le travail font le désespoir des maîtres et conduisent à la ruine finale des ateliers.

Il y a en France tel mécanicien que nous pourrions nommer qui, depuis quinze ou vingt ans, construit invariablement la même ma-

chine à vapeur. Il a raison en ce sens qu'il évite par là la répétition des frais de dessin et de modèles, en même temps que les chances d'erreur; c'est une économie réelle. Le type qu'il a choisi est d'ailleurs fort bon; peut-être même était-il supérieur à tous les autres avant les perfectionnemens introduits depuis quelques années dans la construction de ces appareils. Malheureusement l'usage des machines à vapeur est trop borné en France pour que l'exécution d'un seul type, si excellent qu'il puisse être, suffise à entretenir l'activité d'un atelier. Sur le nombre des industriels qui ont besoin d'un moteur, combien y en a-t-il à qui ce type convienne? C'est une machine à condensation, ce qui suppose l'emploi journalier d'une quantité d'eau considérable, circonstance qui seule rend la machine impropre pour tous les établissemens, et ils ne sont pas rares, où l'eau n'abonde pas. En outre, cette machine représente, dans son état normal, une force de 40 chevaux, ce qui exclut encore tous ceux des industriels qui demandent une force supérieure ou moindre. Il est vrai que, pour se prêter aux circonstances, on la violente un peu, de manière à lui faire représenter, selon les cas, une force de 30 ou de 50 chevaux, en augmentant ou en diminuant les dimensions des cylindres, au risque de troubler par là l'harmonie des diverses parties du mécanisme. On a beau faire cependant, on ne peut avec tout cela se prêter qu'à un petit nombre de besoins, et, malgré l'excellence de la machine, les commandes sont rares. Qu'en arrive-t-il? C'est que l'atelier où elle se construit est fort souvent inoccupé, ou que le chef, voulant travailler et ne pouvant mieux faire, accepte des commandes incertaines ou se charge de machines de hasard, qui rapportent rarement ce qu'elles coûtent. D'autres mécaniciens, désireux de répondre à toutes les commandes qui leur sont faites et peut-être plus consciencieux en cela, varient au contraire leurs types et leurs modèles à l'infini; mais aussi ils multiplient, dans la même proportion, leurs frais, et il arrive qu'avec tout le talent nécessaire, toute l'activité désirable, chargés d'ailleurs de commandes de toutes les sortes, on peut bien le dire, car les exemples n'en sont malheureusement pas rares, ils marchent à leur ruine. Rien de tel en mécanique que la spécialité des travaux, c'est en même temps la meilleure garantie de la rectitude des résultats et le principe le plus efficace du bon marché; mais, il faut bien le reconnaître, cette spécialité n'est à sa place que là où la consommation est grande pour chaque produit. C'est cette circonstance, n'en doutons pas, qui, jointe à l'usage plus général des machines-outils, fait la grande et incontestable supériorité des mécaniciens anglais sur les nôtres. Or, pour que la consommation s'étende, une condition est nécessaire: c'est le bas prix du fer.

C'est en suivant ainsi une industrie dans ses applications et dans sa

marche, qu'on reconnaît avec effroi combien la cherté des matières premières entraîne après elle de conséquences funestes. A ne considérer que le fait matériel, on serait tenté de croire que le haut prix du fer n'influe que médiocrement sur le prix final des produits qui en dérivent. Prenez telle machine au hasard, constatez le poids du métal brut d'où elle sort, et peut-être trouverez-vous que le renchérissement de 70 ou 80 pour 100 que le prix du fer a subi en conséquence du monopole des maîtres de forges se résout en une augmentation de 10 pour 100 sur la valeur du produit final (1). Mais pour combien compterez-vous la rareté et l'incertitude des commandes, la multiplication stérile des dessins et des modèles, la répétition fréquente des erreurs et des corrections nécessaires dans des épreuves sans cesse renouvelées, l'absence de l'outillage enfin et tant d'autres circonstances fâcheuses, conséquences naturelles du renchérissement que le haut prix du fer entraîne? Il vous est impossible de le dire, et le mécanicien lui-même ne le sait pas. Ce qu'il sait, parce que sa pratique journalière le lui démontre, c'est qu'il lui est impossible de soutenir, dans la situation où il se trouve, la concurrence étrangère, et c'est de ce fait pratique qu'il s'autorise pour réclamer le maintien du système restrictif, cause première de tout le mal.

Pour soutenir les mécaniciens français dans l'état d'infériorité où les tient le monopole des maîtres de forges, on leur accorde à leur tour une protection qui peut être évaluée, en moyenne, à 30 ou 35 pour 100 de la valeur de leurs produits. Ce n'est pas trop, et, pour notre part, tant que le monopole s'étendra sur la matière première, nous trouverons cette protection convenable et juste. Croit-on cependant que cette faveur les dédommage? Il s'en faut de beaucoup. On leur assure à peu près le marché national, c'est vrai, mais un marché national desséché et appauvri. On les garantit contre la concurrence étrangère, après les avoir mis hors d'état de la soutenir; mais leur rend-on au dedans cette consommation étendue, ce débouché facile et courant, ces larges et fructueuses commandes, qui font la prospérité tout aussi bien que la puissance de leurs rivaux? Non; leur industrie végète et se traîne dans un état d'infériorité maladive, et ils se traînent avec elle au milieu des incertitudes et des déboires qui accompagnent naturellement une situation toujours précaire. Qui osera dire qu'il ne vaudrait pas mieux pour eux se passer de toute protection, s'ils étaient débarrassés en même temps du fardeau qui rend la protection nécessaire? Qu'on leur rende le bas prix du fer, en y joignant, comme complément indispensable, le bas prix du charbon, et leur industrie grandira. Cela fait, qu'on leur

(1) On comprend que la proportion varie beaucoup, selon qu'il y a plus ou moins de travail dans une machine.

retire aussi la protection qui les couvre, non pas tout d'un coup, mais à mesure qu'ils auront pu s'organiser en vue de leur situation nouvelle. A ces conditions, la concurrence étrangère, loin de leur être fatale, ne fera que les fortifier davantage, soit en leur offrant des exemples, soit en développant encore mieux dans leurs ateliers le principe si fécond de la spécialité des travaux. C'est alors qu'ils jouiront, sur un marché agrandi où ils ne connaîtront plus de maîtres, d'une prospérité réelle, que toutes les faveurs du régime présent sont impuissantes à leur donner.

Il va sans dire que la protection de 30 à 35 pour 100 qu'on accorde aujourd'hui aux mécaniciens, pour les dédommager tant bien que mal de la cherté du fer qu'ils emploient, est faite aux dépens des manufacturiers qui se servent des machines. Ainsi le mal se communique, et non pas, comme on l'a vu, en s'affaiblissant. Si la cherté artificielle du fer affecte d'une manière si grave le travail du mécanicien, pour combien comptera-t-on dans les manufactures l'influence du renchérissement artificiel des machines? A cet égard, les manufacturiers consultés ont ordinairement, surtout lorsqu'ils sont protectionistes, deux poids et deux mesures. S'agit-il d'établir le chiffre de la protection qui leur est nécessaire, ils enflent leur estimation; vient on, au contraire, mettre en balance devant eux les avantages et les charges du régime protecteur, pour leur faire comprendre les funestes illusions de ce régime, ils atténuent aussitôt les résultats (1) : dans l'un et l'autre cas, ils se trompent, parce qu'ils négligent toujours, sans le savoir ou sans y prendre garde, les principaux élémens de ce calcul. Une seule considération entre mille fera comprendre toute la vanité, toute l'insuffisance de ces évaluations. Quand les machines sont à bas prix, les industriels qui s'en servent craignent peu d'en changer et adoptent sans effort tous les progrès que le temps amène. Il n'en est pas ainsi là où les machines sont chères, et l'on entrevoit d'ici les conséquences. Le plus grand des filateurs de lin de l'Angleterre, M. Marshall, de Leeds, a renouvelé trois fois son matériel en peu d'années, et c'est par là qu'il s'est maintenu constamment au niveau du progrès. Que l'on propose donc à un filateur français d'en faire autant! Outre que les capitaux sont plus rares en France, les machines y sont trop chères pour qu'on se permette des satisfactions semblables : aussi n'y faut-il guère moins qu'un incendie pour déterminer dans un établissement quelconque un changement si radical. En général, le fabricant français garde ses machines telles qu'elles sont, et les fait fonctionner tant bien que mal jus-

(1) Il est juste de dire qu'il ne peut pas y avoir à cet égard de mesure exacte et générale, parce que cela varie beaucoup selon le genre de la fabrication.

qu'à parfaite usure. De là vient qu'à côté d'un petit nombre d'établissemens nouveaux, qui n'ont rien à envier aux plus beaux, aux meilleurs établissemens de l'Angleterre, nous en comptons un plus grand nombre d'autres qui sont arriérés de quinze ou vingt ans. Le fait est grave, et il explique bien des choses. Qui songe pourtant à en tenir compte dans ses calculs? Demandez au chef de l'un de ces établissemens arriérés, et ce sont ordinairement les plus ardens protectionistes, pour quelle proportion le haut prix de ses machines entre dans la valeur de ses produits : il supputera l'intérêt, il y ajoutera l'amortissement, qu'il portera d'autant plus bas que les machines auront duré davantage; il se gardera bien de faire entrer dans son calcul le tribut journalier, et bien autrement considérable, qu'il paie à l'imperfection de ses instrumens, à l'insuffisance des procédés vieillis dont il use. Qu'on ajoute à tout cela la lenteur ordinaire des installations pour les établissemens nouveaux, dans un pays où la mécanique n'a pas tout le développement et toute la puissance qu'elle devrait avoir : lenteur si coûteuse et souvent si fatale; qu'on y ajoute encore la nécessité pour le manufacturier d'une plus grande mise dehors, qui amoindrit ses ressources, dans un pays où les capitaux sont rares, et le jette souvent, dès le début, dans une situation précaire, et on se fera une idée un peu plus juste, quoique bien insuffisante encore, de la funeste influence que le monopole des maîtres de forges étend sur nos manufactures.

C'est ainsi que le fardeau du privilége, jeté sur un des premiers élémens du travail, va retombant de proche en proche sur chacune des branches successives de la production, en acquérant à chaque fois une gravité nouvelle. Nous avons suivi cet enchaînement de conséquences, autant qu'il nous était permis de le faire, dans une des directions du travail; on le retrouverait de même dans toutes les autres. Il va sans dire que les observations qui précèdent s'appliquent avec plus ou moins de force aux matières premières en général : il est clair pourtant qu'il n'est point d'autre matière dont le bas prix importe autant à la prospérité industrielle d'un pays.

Aux yeux de bien des gens, la question de l'existence de l'industrie du fer en France revient à ceci : *Conserver cette industrie avec ses priviléges actuels, ou se résigner à la perdre.* C'est ainsi qu'elle a été posée bien souvent, soit par les partisans, soit par les adversaires du monopole, bien que les uns et les autres la tranchent diversement selon le point de vue où ils se placent. Certes, si le pays nous paraissait réellement placé dans cette alternative fâcheuse, pour notre part, nous n'hésiterions pas; mieux vaudrait assurément renoncer à fabriquer du fer en France que de l'obtenir toujours aux conditions accablantes que nous subissons depuis trente ans. Quoi qu'on en dise, il n'y a aucune

nécessité à ce qu'un pays produise lui-même le fer dont il use. La crainte que l'on manifeste parfois d'en manquer en temps de guerre est pour le moins déraisonnable; elle serait même puérile si elle n'était pas feinte et manifestée le plus souvent pour des motifs intéressés. La France est entourée, Dieu merci! d'un assez grand nombre de pays producteurs de fer pour que la crainte de manquer de ce métal nécessaire ne la préoccupe en aucun temps, et, à supposer même une conflagration générale de l'Europe, comme celle qui eut lieu sous la république et sous l'empire, il resterait toujours assez de points de notre territoire accessibles aux étrangers pour que ce produit nous arrivât abondamment. Si un grand nombre de produits nécessaires ou utiles nous ont manqué durant les guerres de l'empire, ce n'était pas, comme on affecte de le dire, que l'étranger refusât de nous les apporter; c'est que nous-mêmes, par une politique que nous nous abstiendrons de qualifier ici, nous refusions de les admettre. La crainte d'être privés de fer au moment du besoin nous paraîtrait donc une bien faible considération dans le débat, et ce n'est pas en vue de ce danger chimérique que nous voudrions voir sacrifier sans mesure et sans terme tous les intérêts vivans du pays. Heureusement l'alternative posée n'est pas sérieuse. Est-il vrai que, sous un régime de liberté, l'industrie du fer périrait? C'est là une face nouvelle de la question, ou plutôt c'est une nouvelle question à traiter, sur laquelle on ne saurait jeter trop de lumière, et qui mérite, à ce titre, que nous en fassions l'objet d'un examen particulier.

CH. COQUELIN.

RÉCEPTION

DE M. DE RÉMUSAT

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

M. ROYER-COLLARD.

Si la fadeur de l'éloge et la pompe un peu creuse de la forme passent pour les défauts qui trop souvent accompagnent et qui parfois même constituent le discours de réception, on doit rendre cette justice à l'Académie française qu'elle semble depuis quelque temps prendre à tâche de l'en garantir, en lui donnant plus de piquant ou plus de sérieux. Certes, on n'accusera pas de fadeur les dernières séances, et, si la louange trop continue et à trop forte dose risque d'endormir l'auditoire, il faut convenir qu'il a dû se tenir très éveillé. Il a pu se demander même si ce vieil adage, « on doit des égards aux vivans, on ne doit aux morts que la vérité, » ne recevait pas là quelquefois un démenti, et si ce n'étaient pas par hasard les morts qui étaient flattés, et les vivans qui subissaient le jugement rigoureux. S'il faut appliquer des noms propres à ce que nous disons ici, n'était-ce pas là, à vrai dire, une impression bien naturelle, lorsqu'on voyait, par exemple, M. Victor Hugo rendant à l'honnête M. Campenon une justice qu'il est permis de trouver plus que bienveillante, sauf à rabattre sur le compte du nou-

vel élu le surplus de l'éloge, ou l'auteur de *Cinq-Mars*, après avoir tracé de M. Étienne un portrait que les amis du mort trouvent légèrement idéalisé, cité lui-même par la raison sévère d'un homme d'état devant le tribunal de la vérité historique et littéraire? De pareils spectacles étaient bien faits pour étonner ceux qui pensent que ces solennités ne sont et ne peuvent être que des tournois de complimens. Peut-être même pouvaient-ils avec quelque apparence de raison en emporter la crainte qu'en laissant pénétrer chez elle plus de franchise et de liberté, l'Académie française n'ouvrît en même temps accès aux habitudes agressives de la tribune politique. Pour nous, nous aimons mieux ne reconnaître dans ce qui s'est passé que le symptôme un peu vif peut-être de l'heureuse innovation qui conciliera davantage la louange avec la vérité; nous croyons qu'il serait au moins prématuré de craindre qu'on ne loue plus assez à l'Académie. Mais ce qu'on peut approuver sans réserve et sans inquiétude, c'est le caractère généralement plus sérieux de ses réunions. Ce qui n'était autrefois qu'une exception assez rare, je veux dire un discours qui contînt une idée quelconque, semble de plus en plus devenir la règle. Non-seulement les révérences sont moins longues, non-seulement les critiques ou les restrictions tempèrent davantage l'hyperbole des congratulations, mais la peinture des hommes marquans et des temps où ils ont vécu est présentée en termes moins généraux et moins vagues, et quand ni le héros mort, ni le héros de la solennité (ce qui peut se rencontrer), ne fournissent une suffisante matière, on se plaît davantage à agiter à leur propos quelques-unes des questions que soulèvent l'art, l'histoire, la politique, la philosophie. C'est une habitude dans laquelle l'Académie fera bien de persévérer, suivant en cela le goût du siècle et sa propre destination. N'est-ce pas le secret du talent, surtout quand il se présente avec l'attrait de curiosité et de faveur qui s'attache aux noms connus, de savoir captiver à ces hauts sujets même un auditoire un peu frivole? Toucher avec rapidité, mais avec précision et clarté quelque point offert par la poésie ou la langue, par l'histoire ou la théorie littéraire, par la pratique des affaires publiques ou le développement de l'esprit humain, faire plutôt des études que des éloges, être, en un mot, autant que le sujet indiqué le permet, sérieux par le fond, en même temps qu'ingénieux ou éloquent par l'expression, voilà le type peu commun, il faut l'avouer, peu facile, nous en convenons, mais non toutefois inaccessible, que nous voudrions voir se réaliser de plus en plus dans ce genre de discours où pendant si long-temps la phrase a régné en souveraine absolue.

On pouvait se convaincre que ce n'est point là un idéal chimérique, un portrait de fantaisie, en écoutant M. de Rémusat venant prendre séance à la place laissée vacante par M. Royer-Collard. Le discours du

récipiendaire exprimait au vif l'homme qu'il célébrait. Ce n'étaient pas le ton exalté et les digressions pompeuses du panégyrique, mais, ainsi que nous le demandions, une étude, une étude éloquente. Ceux qui ont eu l'honneur d'approcher M. Royer-Collard, ceux qui le connaissent seulement par ses écrits, ceux-là le voyaient revivre peu à peu dans sa personne et dans sa pensée. Ceux qui de lui n'avaient qu'une vague idée étaient mis au fait de cette figure à la fois si calme et si mobile, si vive en sa gravité, et dans ses contrastes toujours si franche et si accusée. Deux mots peuvent définir le discours de M. de Rémusat, un des plus remarquables que l'Académie ait de long-temps entendus : il est élevé d'idées, élégant et brillant de langage. Ces qualités, plus particulièrement de circonstance, sont celles, comme on le sait, qui dominent chez l'écrivain, lequel n'avait qu'à s'abandonner à sa nature pour être au ton du sujet et dans les convenances du lieu. Ce qui ne frappe pas moins dans le discours du récipiendaire, c'est une netteté décisive, c'est un jugement dont la vérité pleine, sans amener toujours avec elle le cortége des preuves, fait supposer tout ce qu'elle implique aux esprits au courant de la matière, et en même temps pénètre sans peine dans les intelligences qu'elle trouve peu préparées. Quant à l'intérêt, M. de Rémusat n'avait pas à le créer, il n'avait qu'à le tirer d'une mise en œuvre habile des élémens offerts par le sujet. L'embarras n'était que dans la richesse même des matériaux, et un tact bien sûr était nécessaire pour faire un choix. Pour ne pas trop dire, il fallait tout savoir.

M. de Rémusat a vivement saisi cette diversité d'aspects, et il s'en est servi pour caractériser fortement dès le début le personnage qu'il remplace. « Les politiques ont été rarement des philosophes, les philosophes ne sont pas toujours des sages; ni les philosophes, ni les politiques, ni les sages, ne sont pour cela des écrivains. M. Royer-Collard a été un politique, un philosophe, un écrivain, un sage, et de plus un homme plein d'imagination et de passion, d'un esprit hardi et réglé, grave et piquant, inflexible et mobile, dont le caractère ne se laissait dompter que par la conscience, et qui maintenait l'unité de sa vie moins encore par la puissance de la raison que par celle de la vertu. » En annonçant ainsi l'homme qu'il voulait peindre, M. de Rémusat s'engageait à le présenter sous tous ces points de vue. Il fallait que le philosophe, que le politique, que l'écrivain, que le sage, j'ajoute aussi que l'homme qui à tant de dignité unissait tant de singularité, fussent exprimés pour ainsi dire tour à tour et en même temps (car ils se mêlent), et dans la variété des nuances, et dans cette unité de raison et de vertu qui domine tous les contrastes. Ajoutez, pour rendre la tâche plus vaste encore, que sa vie touche et tient intimement aux soixante années les plus fécondes de notre histoire.

A peine, en rappelant quelques-unes des vues si grandes et si vraies

exprimées dans le beau travail de M. de Rémusat, y joindrons-nous quelques vues de détail, quelques aperçus secondaires. M. de Rémusat a parlé avec intérêt des premières années de cette existence soumise de bonne heure à la forte discipline de l'étude et des mœurs. La famille de M. Royer-Collard, ainsi que la plupart de celles qui habitaient la petite ville de Champagne où il naquit, conservait comme un culte pieux le souvenir et les traditions de Port-Royal. Les livres et les éminens personnages de Port-Royal suscitèrent ses premières admirations; ce furent là ses grands hommes de Plutarque. On peut dire qu'ils donnèrent la forme non-seulement à sa croyance, mais à sa pensée, et même, à quelques égards, à son caractère. Il en aima de bonne heure la foi sérieuse associée à cette ferme opposition en face de l'autorité. Il en garda le haut bon sens, l'ardeur de la conviction, la logique véhémente au besoin armée d'ironie, et le caractère imposant. Port-Royal passionné et raisonneur, respectueux et libre, eût reconnu M. Royer-Collard pour un des siens. Certes il est le seul, dans notre siècle, sur lequel il soit permis, je ne dis pas d'affirmer, mais de hasarder même un tel jugement. Serait-ce abuser du rapprochement? Il me semble que, par suite de ce même désir d'allier la liberté avec le respect du pouvoir établi, le rôle de M. Royer-Collard dans le gouvernement a été un peu celui de Port-Royal dans l'église. L'attitude de l'un devant la royauté me rappelle celle de l'autre devant la cour de Rome, une opposition qui se tient en garde contre la révolte, une indépendance qui voudrait ne pas être hostile, une conviction qui proteste avec force, même au sein de la soumission. M. Royer-Collard ne voulut pas faire hérésie dans la monarchie d'avant 1830, mais il est certain qu'il y fit secte. Il eut l'air d'un révolutionnaire aux dévots de la royauté, et parut un peu en retard aux purs libéraux. C'est juste la position de Port-Royal entre les catholiques ultramontains et les philosophes.

M. Royer-Collard continua et compléta cette éducation qu'il reçut dans la famille, d'abord à Chaumont, puis à Saint-Omer, sous les pères de la doctrine chrétienne. Telle est, pour le dire en passant, l'origine assez peu connue de ce mot de *doctrinaire*, qui lui fut plus tard attribué, ainsi qu'à ses disciples, à titre d'éloge ou d'injure. Voici à quelle occasion il en fut baptisé. M. Royer-Collard, enseignant le système représentatif à la tribune d'une chambre assez peu disposée à le comprendre, se trouvait amené souvent à prononcer le mot de doctrine. « Ah! voilà bien les doctrinaires, » s'écria un des plaisans de la majorité. Ce nom resta, il resta dans le langage de la tribune et de la presse, symbole très divers, on le sait, suivant l'optique des partis.

Reçu avocat à Paris, M. Royer-Collard put y contempler un spectacle bien propre à élever son ame déjà si haute et à décider des principes d'un esprit naturellement si réfléchi. C'était le temps où la France,

fatiguée des excès du despotisme, s'élançait vers la liberté avec une confiance généreuse et des espérances illimitées. Dans la lutte du juste et de l'injuste, M. Royer-Collard ne pouvait pas ne pas prendre parti. Il servit la révolution contre les priviléges. N'ayant guère plus de vingt-cinq ans, il fut nommé président de la section de l'île Saint-Louis, et l'on ne peut s'empêcher de sourire en songeant que le futur théoricien de la monarchie constitutionnelle, que le grave philosophe que nous avons connu (c'est un trait que M. Royer-Collard aimait à raconter dans sa vieillesse), était souvent alors reconduit jusqu'à sa demeure avec des transports d'enthousiasme par les porteurs d'eau qui formaient la majorité de ses commettans. Mais à de glorieux essais, aux fêtes si fraternelles de la révolution pure de sang, succédèrent de hideuses saturnales. Aucun de ces deux spectacles ne fut perdu pour M. Royer-Collard. Il s'était pénétré de la grandeur de la liberté et de l'égalité civile; il comprit ce que c'est qu'une liberté sans contrôle et un pouvoir sans contre-poids. C'est de ce temps, en effet, que date la lutte de cette ame si ferme dans la modération contre tous les excès, quelle qu'en soit l'origine. Il n'attendit pas 93 pour protester avec énergie contre la tyrannie des clubs et le gouvernement par la populace, et, quand il vit s'évanouir ses dernières espérances de liberté sage et de royauté respectée, portant le deuil de la constitution dans son cœur, il s'éloigna de Paris. Il alla demander, dans le lieu même de sa naissance, l'oubli du mal à l'étude, à la réflexion la conviction consolante que les excès n'ont qu'un temps. La crise en effet passa, et M. Royer-Collard revint à Paris en 1797 comme député de son département aux cinq-cents, où il plaida pour le rappel des déportés et contre le serment exigé des prêtres, et où il s'associa à toutes les mesures de modération. C'est à cette époque que, frappé de la fragilité des établissemens essayés tour à tour, convaincu qu'il faut au gouvernement un élément de stabilité qui ne peut être fourni que par le passé, et fidèle encore au beau projet de 89 de faire adopter la liberté à l'ancienne race royale, il commença à mettre en avant le dogme de la légitimité. Le 18 fructidor le surprit au milieu de ses espérances royalistes et le frappa même en annulant son élection sans ébranler ses convictions politiques. M. de Rémusat a donné de sa conduite et de ses principes à cette époque une explication empreinte d'un haut caractère de vérité et d'intérêt. Il a parlé de la légitimité avec une impartialité qui convient à l'histoire et qui sied bien aux vainqueurs; rendre justice à tout ce qu'il y eut de vrai ou au moins de vraisemblable, de bon ou au moins d'honnête dans cette conception politique, c'était montrer ce qui était capable d'y séduire un esprit et une ame d'une telle trempe. Pour la plupart, en effet, la légitimité fut alors une passion chevaleresque, une affaire d'imagination et de cœur; pour M. de Talleyrand, elle fut, en 1815, au congrès de Vienne, un

expédient de la diplomatie : il fallait forcer les rois coalisés à voir dans leur triomphe non la défaite de la France, qu'il leur eût été permis dès-lors de traiter en pays vaincu, mais le rétablissement pur et simple d'un principe commun à toutes les monarchies, qui les intéressait toutes, et que la révolution avait ébranlé; pour M. Royer-Collard, ce fut une vue philosophique, une vérité de l'histoire, un dogme de la raison sociale. M. Royer-Collard a été légitimiste d'une façon originale et en esprit supérieur. C'est ce que l'éloquent commentaire de M. de Rémusat établit parfaitement.

Sous l'empire, M. Royer-Collard se tint à l'écart. Comme l'a dit, avec une insistance bien fondée, son successeur à l'Académie, M. Royer-Collard détestait la force; c'était là comme le fond de son ame : qu'elle s'appelle pouvoir du peuple, tyrannie d'un seul, despotisme des assemblées ou domination du sabre, il ne cesse de la flétrir au nom du droit, de la maudire avec une sourde colère; il n'est donc guère étonnant qu'il n'ait eu que peu de goût pour le régime impérial. Il nous est bien facile à nous, placés à distance, d'absoudre, de glorifier l'empire en masse; il nous est bien facile de n'y voir, avec beaucoup de gloire au dehors, que ce grand fait, qui à nos yeux domine et efface tout, le triomphe et l'organisation de la révolution française. C'est là une idée très haute, très juste, qui fait honneur à notre jugement et ne coûte rien à notre cœur; mais de près, mais quand l'injustice frappe à nos côtés, quand la force brutale affiche insolemment le mépris de la pensée, qu'elle emprisonne ou qu'elle exile lorsqu'elle n'a pu réussir à l'étouffer à sa naissance; en face de tous ces détails, dont les uns sont ridicules, les autres odieux, et beaucoup l'un et l'autre à la fois, il est bien difficile de se montrer ainsi philosophe, et je ne sais s'il serait bon qu'on le fût trop aisément. Ce qui est bien certain, c'est que, à entendre par là une sorte d'indifférence apathique, M. Royer-Collard ne fut pas philosophe, et que son cœur, qui avait encore plus besoin de justice que son esprit de vérité pure, ne se résigna pas. Convaincu de l'inutilité des efforts essayés avant le temps, il renonça aussi à toute relation active avec le parti royaliste, et se contenta de protester contre la force en refusant de lui prêter son concours. A défaut du droit que la pratique ne lui montrait pas, il demanda le vrai à la méditation. C'est alors qu'il se tourna vers cette science, première étude de tous les esprits supérieurs de la fin du dernier siècle, qui déjà avait donné Sieyès à la politique, vers cette science que la haine et les défiances du pouvoir affectaient de nommer dédaigneusement l'idéologie.

Mais alors le monde de la pensée pure, la métaphysique, avait aussi son souverain absolu. Condillac y régnait à peu près sans contrôle, et, non plus que son omnipotence, son infaillibilité ne faisait question. Que sont les écrits d'Helvétius, de Saint-Lambert, de Volney, de Cabanis,

de Destutt de Tracy? Que sont les préfaces des savans astronomes, chimistes, naturalistes? Un développement, un commentaire, une application plus ou moins directe, ou tout simplement une reproduction des principes du maître, lesquels, en eux-mêmes, sont regardés comme au-dessus de la discussion, rien de plus. Ce qu'avait été le christianisme pour la scholastique, il n'est qu'exact de le dire, Condillac le fut pour toute la métaphysique et pour toute la science contemporaines. M. Royer-Collard commença d'abord par porter le joug : c'est le prix ordinaire dont les systèmes dominans font payer l'honneur de les combattre; mais, une fois qu'il eut aperçu le faux de la doctrine, cet esprit si décidé y échappa sans retour et sans réserve. Même au moment où elle est le plus dégagée d'entraves étrangères, où elle se possède le mieux elle-même, la pensée si profonde, si originale d'ailleurs, de Maine de Biran me paraît conserver toujours je ne sais quel pli obstiné laissé par le condillacisme. Avec une admirable énergie, M. de Biran arrache la volonté à la sensation, et la montre, toute vive et toute libre, se mouvant au milieu du monde, où tout, hormis elle, est sujet de la fatalité; mais s'agit-il de l'intelligence, cette pensée si ferme chancelle, et, comme embarrassée, se tourne vers les nerfs, le cerveau, la sensation. Quant à M. Laromiguière, qui ne sait que cet esprit si net et si lumineux ne réussit jamais qu'à s'émanciper à demi? M. Royer-Collard n'a pas gardé trace de la philosophie de Condillac. Au reste, en reconnaissant une si franche indépendance, gardons-nous de rien exagérer; M. Royer-Collard n'en a pas besoin : son mérite, ce fut de se réveiller le premier, de se réveiller bien complétement; mais il ne se réveilla que grace aux avertissemens d'une philosophie étrangère. Un volume de l'Écossais Thomas Reid, traduit en 1768 et qui avait passé inaperçu, fut pour lui le signal de la régénération et lui servit à jeter la philosophie française dans des voies nouvelles.

De puissantes raisons et des analogies frappantes devaient attirer M. Royer-Collard vers le philosophe d'Édimbourg. D'abord ce que proclame Reid avant tout, c'est la méthode d'observation et d'analyse, c'est-à-dire la méthode même que Condillac prêche sans cesse, mais sans s'y astreindre : les habitudes d'esprit de M. Royer-Collard se trouvaient donc ainsi ménagées, et, d'accord sur la méthode, il ne s'agissait plus que de juger les deux philosophes sur la fidélité qu'ils lui gardaient. Ensuite, ce qui éclate, ce qui respire à chaque page de Reid, c'est le bon sens, c'est l'honnêteté. Quels attraits pour M. Royer-Collard! L'analyse appliquée pour la première fois avec un désintéressement absolu de toute vue systématique à la nature humaine, la philosophie considérée comme l'expression réfléchie du sens commun, des principes également éloignés du sensualisme dominant et des rêveries qui se mêlent à la philosophie du XVIIe siècle, un spiritualisme solide et

décidé, mais sage et conciliateur, tous ces mérites qui sont propres à la doctrine écossaise allaient merveilleusement à un esprit plus désireux de savoir avec certitude que de supposer avec génie, et dont la supériorité n'est aussi que la forme la plus haute du bon sens.

Presque tous les réformateurs en philosophie, avant d'entrer dans le détail de leurs doctrines, commencent par prononcer le mot d'affranchissement; ils attirent du moins l'attention par l'attrait de quelque grande et éclatante question, capable de frapper universellement les esprits, et dont ils promettent une solution nouvelle et décisive. Telle ne fut point la marche de M. Royer-Collard. Appelé en 1811 à la chaire de philosophie de la Faculté des Lettres par la confiance de M. de Fontanes, et du consentement de l'empereur qui l'admit, comme l'a dit M. de Rémusat, « bien qu'il ne connût pas sa personne, et qu'il connût sa vie, sur la foi de ses principes, » il ne parla pas d'émancipation, il aborda la réforme philosophique sans bruit, sans éclat, avec fermeté, mais de côté pour ainsi dire. Sait-on quelle est la question que M. Royer-Collard posa devant ses trois auditeurs de la première leçon, lesquels allaient en amener tant d'autres? La destinée de l'homme, la vie future, la nature de Dieu? Non, et rien qui ressemble à ces vastes et intéressans problèmes. Il vint agiter une question bien aride, bien étroite en apparence, bien étrange surtout, et qui dut faire sourire, qui va faire sourire encore, j'en suis sûr, plus d'un lecteur, la question favorite du philosophe écossais, la question de savoir si le raisonnement peut démontrer l'existence du monde extérieur! Prouver que la philosophie de la sensation, qui fait l'honneur insigne au monde extérieur de le regarder comme l'unique source de nos idées, ne nous assure même pas de l'existence de ce monde, bien plus, qu'une dialectique sévère conduit irrésistiblement, et de fait a mené les sensualistes conséquens et profonds à contester la réalité de la matière; prouver à tous ces esprits qui s'appelaient avec orgueil des esprits pratiques, des philosophes positifs, que les principes de Condillac emportaient fatalement cette conséquence si peu positive et si peu pratique, le doute absolu sur les objets qui nous entourent, quelle gageure! Cela ne vous paraît-il pas plutôt le pari d'un homme d'esprit qui se serait engagé d'honneur à embarrasser Condillac et à jouer un mauvais tour à ses collègues en philosophie, qu'une thèse sérieuse et de métaphysicien? Et pourtant ce qui surprendra bien ceux qui ne sont pas habitués aux difficultés métaphysiques, c'est que cette thèse était vraie, c'est que cette conséquence absurde, extravagante, M. Royer-Collard ne l'imposait pas arbitrairement à l'école qu'il combattait; elle l'avait elle-même dégagée, elle en avait fait gloire, il ne s'agissait que d'arracher le même aveu à ses adeptes trop timides : voilà la vérité que pendant plus de deux années M. Royer-Collard ne cessa d'environner d'une éclatante lumière, qu'il ne cessa

de démontrer à un auditoire de jour en jour plus nombreux et plus persuadé, la logique et l'histoire en main. Condillac fut convaincu de chimère et dès-lors il fut perdu, il fut presque déshonoré.

Si M. Royer-Collard se fût annoncé en régénérateur du spiritualisme, en apôtre des doctrines si élevées, si brillantes, au fond si vraies, de Descartes et de Platon, on ne l'eût pas écouté; le siècle eût continué son chemin encore assez long-temps peut-être. Il fallait s'y prendre plus doucement: il fallait user d'adresse dans l'intérêt de la vérité. Montrer à ces intelligences si en garde contre l'hypothèse, si éveillées contre tout ce qui avait l'air de la rêverie, que c'était Condillac qui était téméraire, que c'était Reid qui était toujours sensé et plein de retenue, établir jusqu'à l'évidence qu'un spiritualisme modéré, renfermé dans de justes, mais inattaquables limites, répond bien mieux, répond seul et à l'esprit de ces sciences dont on était si fort épris, et aux besoins du cœur humain, déjà bien las de ne rien croire, et à cette liberté politique dont il est, pour qui sait voir, le plus solide appui, cette méthode était celle qu'eût conseillée une tactique habile pour arriver jusqu'aux ames; mais j'ai hâte de le dire : ce ne fut point une tactique pour M. Royer-Collard, ce fut l'expression fidèle de sa propre pensée, qui partageait la disposition commune, même en s'en séparant sur les résultats. Qu'est-ce que M. Royer-Collard en métaphysique? C'est un grand esprit très sûr, très pénétrant, très apte aux sciences, dont il s'occupa même avec succès; il s'appliqua un jour à la philosophie, et il y porta, il y laissa la profonde empreinte d'une pensée avant tout marquée de vigueur et de réserve. Aussi, s'il n'a pas vu tout le vrai, tout ce qu'il a vu est vrai. Il a conduit les esprits jusqu'au point où ils pouvaient aller, et lui-même ne s'est pas avancé au-delà, aimant mieux restreindre un peu son horizon et le dominer tout entier : il n'en a que mieux préparé ceux qui le continuent en le dépassant. C'est lui qui a formé ces jeunes gens qui, en s'adressant à d'autres jeunes gens, ont propagé, ont étendu la réforme. M. Royer-Collard n'a pas rendu inutiles, sachons-le bien, les progrès ultérieurs, il les a rendus possibles, et le plus illustre de ses disciples, le chef actuel du mouvement philosophique, M. Cousin, avait besoin de la forte circonspection d'un tel maître et de la préparation de ses enseignemens pour modérer son propre esprit et pour enhardir celui du temps. La pierre d'assise était posée, le monument qu'elle portait solide autant qu'étroit : il fallait l'élever et l'agrandir. Il s'est heureusement trouvé pour achever l'œuvre des mains dignes de celles qui l'avaient commencée.

Mais, en reconnaissant l'immense valeur relative de M. Royer-Collard en philosophie, on peut demander aussi quelle est sa valeur absolue. On peut demander d'abord s'il ajouta quelque chose à la vérité philosophique, s'il y porta le génie de la découverte. A cette question je ré-

ponds hardiment que non. Pour le fond des idées, M. Royer-Collard, c'est Reid, tout Reid, mais rien que Reid. La discussion qu'il soulève est la même, les argumens qu'il emploie sont les mêmes, les doctrines psychologiques, les mêmes encore sans exception ni réserve. On peut aussi demander si, à défaut de l'invention, il eut cette érudition immense, cette science vaste qui élève Bayle, par exemple, jusqu'au rang de philosophe, auquel il ne pourrait guère prétendre sans elle. A cette question je réponds encore qu'il n'en est rien. Que savait M. Royer-Collard en abordant l'enseignement de l'histoire de la philosophie? Il savait son Condillac et son Reid. Platon, qui plus tard devait être sa lecture assidue, il l'ignorait absolument; Leibnitz, il ne le connaissait qu'à travers les appréciations du docteur d'Édimbourg. J'en dirai autant, à mon grand regret, de la philosophie française, de la philosophie du XVIIe siècle. Il parle de Malebranche sur la foi de Reid, et ne connaît de Descartes que le *Discours sur la Méthode;* encore il se trompe avec son maître sur le vrai sens de sa proposition fondamentale et l'accuse faussement de paralogisme. M. Royer-Collard n'est donc ni inventeur ni érudit. Et maintenant qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée, qu'on n'aille pas attribuer à ce jugement en apparence si sévère un sens qu'il n'a pas. Non, ce n'est point sa condamnation que je porte, et bien loin de là! Cet homme qui ne fut point inventeur est l'auteur d'une révolution, cet homme qui n'était point un savant a commencé le plus grand mouvement d'érudition philosophique qui jamais ait été. Comment s'expliquer une anomalie si étrange? C'est qu'il y a sous cette doctrine d'emprunt une force cachée et partout présente, c'est qu'il y a quelque chose de plus original que les idées qu'il exprime. Quoi donc? C'est lui-même. C'est ce qui m'explique son influence. Lisez ses leçons de philosophie, vous y rencontrez à chaque ligne M. Royer-Collard. Vous attachez-vous au fond seul des preuves, rien ne ressemble plus encore une fois à Thomas Reid; vous attachez-vous à la forme, à l'exposition, rien n'y ressemble moins. Il n'y a plus entre eux de commun que je ne sais quel parfum d'honnêteté qui plaît à l'ame, mais d'honnêteté plus douce chez le professeur écossais, plus élevée et plus mâle chez M. Royer-Collard. Comme il domine sa tâche, comme il lui paraît supérieur! Quelle personnalité respire jusque dans le sein de ces abstraites déductions! Du cercle étroit où il se confine, quelles échappées rapides, mais sublimes, vers le monde invisible! Comme il sait découvrir, dans les questions les plus étrangères, ce semble, à la pratique, les destinées de l'ame et le bon ordre des sociétés qui s'y trouvent engagées! Enfin comme il condense la lumière et comme il presse les argumens! M. Royer-Collard, en métaphysique, est comme toujours un homme d'autorite et un homme d'opposition. C'est une parole imposante et c'est une dialectique acérée, c'est un enseignement

qui affirme et c'est une logique qui renverse. Dirai-je ce qui frappe avant tout dans ces leçons qui sont des discours, ce qu'on ne peut jamais oublier une fois qu'on en a été touché, et comment n'en serait-on pas touché? C'est ce ton de maître, c'est cette voix d'orateur, c'est cet entraînement passionné de la logique qui vous saisit dès le début; c'est cette vive peinture des opinions aux prises ou qui semblent se dérober pour ne pas se laisser arracher la conviction de l'absurdité contenue dans leurs principes; pour tout dire enfin, c'est cet accent puissant et énergique, reconnaissable entre tous. L'accent! voilà ce qui fait le grand écrivain, car c'est là ce qui révèle l'homme. Pourquoi donc tant de gens autour de nous qui, dit-on, *écrivent bien*, parlent-ils tous la même langue, ont-ils tous la même élégance monotone et fluide, semblent-ils tous, avec une certaine perfection des qualités secondaires, jetés dans le même moule? C'est qu'on peut être un esprit assez distingué et un personnage assez médiocre, c'est qu'on peut, sans passion et sans force, sans conviction et sans ame, acquérir une honnête habileté dans le métier d'écrire. Cela s'apprend comme autre chose, comme la gymnastique par exemple, comme la danse ou l'escrime, comme l'art de faire des vers latins; il n'y faut qu'un peu d'aptitude et beaucoup de pratique. Mais une grande ame ne s'apprend point, mais n'est pas qui veut une personne d'élite dans le genre humain. Ce que j'admire dans Pascal, dans Bossuet, dans Rousseau, ce n'est ni la concision mathématique du langage, ni la pompe et l'éclat extérieur de la phrase, ni la coupe savante et la belle harmonie, c'est l'ame de Rousseau, de Bossuet, de Pascal, manifestée par le ton, mise à nu et à chaque instant trahie par l'accent. Sans être leur égal, M. Royer-Collard est de leur famille, car lui aussi il a un accent qui n'appartient qu'à lui seul dans la langue française.

C'est ce qui fait qu'en passant de la chaire du professeur à la tribune du député, il ne devait point avoir à changer ses armes et à rapprendre une autre éloquence. Le même ton affirmatif et convaincu, le même enchaînement puissant et serré, la même ardeur contenue, la même manière de poser quelque ferme et fécond principe, et d'en tirer les conséquences par voie de déduction, en un mot, le même ordre de pensée et de style dont il combat Locke et Condillac, il les emploie contre les ministres inconstitutionnels. En y ajoutant plus de cette indignation profonde contre les adversaires, plus de ce mépris qu'il laisse éclater contre les mauvais principes si voisins de l'application, les admirables discours sur le sacrilége et sur la liberté de la presse trahissent, à ne pas s'y méprendre, le même auteur que la leçon célèbre par laquelle il termine son cours de philosophie. C'est la même méthode, c'est la même touche. Ce qui domine dans M. Royer-Collard, considéré comme orateur, ce n'est pas la facilité et la finesse (bien qu'il en ait

beaucoup, mais d'une espèce toute différente), comme dans Benjamin Constant, ni l'éclat extérieur de la parole et l'entraînement de la passion comme dans le général Foy : c'est la force de la méditation, l'ampleur de la forme, la vigueur de l'expression, l'élévation continue du ton, avec une haute ironie qui en tempère sans en altérer le sérieux. Ajoutons à de tels caractères une perfection de détail qui achève de faire de ces discours des œuvres d'art accomplies.

Nous avons essayé de caractériser le rôle et la valeur de M. Royer-Collard en philosophie, sans redouter même quelques-uns de ces détails techniques qui confirment, qui expliquent plus qu'ils ne complètent le jugement qu'a porté M. de Rémusat sur cette partie des travaux de son prédécesseur. Il nous reste à rappeler en courant les principaux actes de l'homme politique. M. de Rémusat les a commentés de la façon la plus éclatante et, selon nous, la plus définitive.

On sait comment les événemens de 1814 rejetèrent M. Royer-Collard de la paisible arène des idées et des systèmes dans l'arène plus périlleuse des partis. Les Bourbons parurent après la longue attente de quelques fidèles, ils parurent à la France fatiguée comme un gage nécessaire de paix et de liberté; mais la dernière leçon qu'apprennent les gouvernemens, c'est que le pouvoir se ruine par ses abus comme la liberté par ses excès. Des réactions furent le coup d'essai du nouveau règne.

Il est inutile de rappeler les fautes de la première restauration qui rendirent sa chute si prompte et si populaire, l'opinion publique bravée comme à plaisir, les vieilles formes de la justice en partie rétablies par M. Dambray, l'armée humiliée et désorganisée, la toute-puissance d'un favori, M. de Blacas, l'affectation impolitique que mettait un roi d'ailleurs sensé et habile à donner aux débris des dernières assemblées le nom d'assemblée des notables, et à la charte celui d'*ordonnance de réformation*. M. Royer-Collard, qui dès long-temps s'était fait de la légitimité et de son alliance avec l'esprit nouveau une idée toute différente, fut révolté de ces défis insensés jetés à l'opinion; il jugeait néanmoins que le pouvoir avait besoin, dans ces circonstances extraordinaires, d'une force qui le fût aussi. Disons toute la vérité : étranger aux violences, opposé à de ridicules essais de contre-révolution, lui-même n'échappa point entièrement au mouvement réactionnaire qui poussait les royalistes à se défier du sentiment public et de la liberté de la presse. Nommé directeur de la librairie, il approuva la censure préventive, qu'il devait plus tard combattre avec énergie. Il est vrai qu'il eut soin de déclarer qu'il ne la regardait que comme une nécessité transitoire, et qu'il s'était rassuré d'avance sur les effets de la loi par le choix des censeurs : c'était là atténuer et non effacer ce qu'il faut bien appeler une

infraction à ses principes. Au reste, la seconde restauration le vit sans fléchir fidèle à son rôle de modération énergique et conciliatrice.

Nouvellement rétabli, s'étant mieux mis en garde contre les hommes de l'ancien régime, le gouvernement, sous la direction de M. de Talleyrand à l'extérieur et de M. Pasquier à l'intérieur, annonçait des dispositions plus douces pour les vaincus et plus favorables aux principes de la révolution. M. Royer-Collard soutint vivement la loi d'amnistie. Il combattit l'élection à deux degrés, qui, en paraissant accorder à la nation une part plus considérable par l'augmentation des électeurs, pouvait devenir un puissant instrument entre les mains des privilégiés par leur influence sur les classes inférieures; mais l'œuvre capitale de M. Royer-Collard, à cette époque, l'œuvre qui suffirait à elle seule à fixer son nom dans l'histoire, c'est la part immense qu'il prit à la réorganisation de l'Université.

Le 15 août 1815, M. Royer-Collard, associé à MM. de Sacy, Frayssinous et Cuvier, fut nommé président de la commission d'instruction publique.

Fondée par la loi de 1806, organisée par le décret du 17 mars 1808, l'Université de France avait été abolie par une ordonnance royale du 17 février 1815. Mieux éclairée, mais ne pouvant encore se détacher de ses préventions défavorables, la seconde restauration prit un moyen terme. L'Université fut maintenue, mais le grand-maître supprimé et le conseil royal d'instruction publique aboli. La puissance exécutive du premier et le pouvoir délibératif du second se trouvèrent concentrés entre les mains d'un comité d'instruction publique. M. Royer-Collard, pensant que cette accumulation de pouvoirs ne serait qu'un empêchement à l'action de l'Université, se porta pour le défenseur de l'ancienne hiérarchie. Il soutint une double lutte et contre les ennemis de l'Université, qui, revenant à la charge, voulaient qu'elle cessât de faire un corps, et contre ses partisans trop tièdes, qui consentaient à la laisser mutiler. Aux prétentions de M. Lainé, qui demandait à la réduire aux proportions d'une simple division de l'intérieur, aux censures de M. de Villèle, il opposa cette belle définition que *l'Université, c'est l'état appliqué à la direction générale de l'éducation publique.* Il eut raison de toutes les résistances. Le 1er septembre 1820, la commission prenait le nom de conseil royal d'instruction, et le 1er juin 1822 voyait rétablir le titre et les attributions du grand-maître.

Autant de temps que le gouvernement de la restauration fit preuve de quelque sagesse et parut consentir à supporter la liberté, M. Royer-Collard se montra un de ses dévoués serviteurs. Quand M. Decazes vint proposer la loi nouvelle sur la suspension de la liberté individuelle comme un adoucissement apporté à celle du 29 octobre 1815, qui devait

demeurer abrogée, annonçant d'ailleurs comme garantie « que nulle arrestation politique ne pourrait plus avoir lieu sans la signature des ministres et d'un secrétaire d'état, que le détenu aurait le droit d'être interrogé, que le gouvernement français renonçait à la faculté de faire passer les citoyens d'un département dans un autre, enfin que la loi même cesserait d'être en exercice le 1er janvier 1818, » M. Royer-Collard soutint cette proposition, mais il la soutint avec réserve. Il fit sentir fortement qu'il était pressé de sortir des lois d'exception. « J'aimerais presque autant, messieurs, ajoutait-il, qu'on n'eût pas déguisé le pouvoir arbitraire sous cette espèce de parure légale, car la plus sûre défense que l'on puisse garder contre le pouvoir arbitraire, quand on a le malheur d'en avoir besoin, c'est de lui laisser sa véritable physionomie et de l'appeler par son nom. »

La loi d'élection de 1817, si violemment combattue par le parti de la réaction royaliste, fournit une nouvelle preuve de sa fidélité au régime représentatif. Cette loi, fondée sur le principe de l'élection directe, et accordant le droit de suffrage à tout citoyen âgé de trente ans et qui payait 300 francs de contributions directes, fut attaquée par l'extrême droite comme une loi révolutionnaire. Dans un troisième et orageux débat, cinquante-quatre orateurs furent entendus. M. Royer-Collard se prononça pour le maintien de la loi. Désireux de compléter le système représentatif, il élabora dans le conseil d'état, de concert avec MM. de Serre et Guizot, un projet de loi sur la presse, reconnu pour une des œuvres les plus belles qui aient jamais été écrites sur la matière.

Mais le temps de la sagesse n'était pas venu, il ne devait même pas venir. M. Decazes fut dépassé par son propre parti. M. Royer-Collard ne pensa pas qu'il pût continuer à servir comme fonctionnaire un gouvernement que sa conscience lui ordonnait de combattre comme député. Il se démit de sa place de conseiller d'instruction publique, et, sans sortir un instant du calme qui convenait à sa dignité et de la légalité la plus stricte, il appartint dès-lors à l'opposition. Quand l'assassinat du duc de Berry et l'élection de l'abbé Grégoire eurent donné une recrudescence nouvelle aux exigences du parti vainqueur, quand ceux qui, par l'appoint perfide de quatre-vingts voix, avaient décidé l'élection du régicide, venaient s'en faire une arme contre le système électoral en vigueur, M. Royer-Collard fit entendre de sévères paroles; il flétrit des mesures qui attentaient à la vérité de la constitution, et signala comme un présage funeste et extraordinaire « cette anarchie qui, repoussée de la société, s'est réfugiée au cœur du pouvoir. » Cependant ce ministère, qu'il taxait d'excessive faiblesse devant la majorité et d'excessive violence devant la révolution, parut trop modéré à la droite; elle le renversa, et, pour qu'elle fût satisfaite, M. de Villèle parut aux affaires.

De 1821 à 1828, l'opposition de M. Royer-Collard fut active, suivie, opiniâtre. Placé entre les quatre cent dix de M. de Villèle et les dix-sept de la gauche, il était à lui seul le centre gauche de la chambre, ne voulant pas aller au-delà de la charte de 1815, mais ne voulant pas non plus en rien céder. A chaque proposition émanée du pouvoir, il parut sur la brèche. Droit d'aînesse, septennalité de la chambre, loi sur le sacrilége, sur la suppression de la liberté de la presse, toutes ces inspirations d'un gouvernement saisi de vertige, il les combattit avec vigueur, avec une hauteur de vues qui n'appartint qu'à lui. En 1827, M. Royer-Collard, pour prix d'une lutte si dignement soutenue, remporta un double honneur : il fut appelé par l'Académie française, qui s'adjoignit dans sa personne le philosophe éloquent, le puissant orateur, et aussi l'énergique défenseur de cette liberté de la presse en faveur de laquelle l'Académie protestait par l'organe de MM. de Châteaubriand, Michaud, Lacretelle et Villemain; il fut nommé par sept colléges électoraux, triomphe unique dans nos fastes parlementaires! On peut dire, en effet, qu'en ce moment M. Royer-Collard représentait la France, qui ne désirait pas, qui ne voulait pas de révolution nouvelle, mais qui désirait et voulait qu'on acceptât les grands résultats de celle qu'elle avait faite.

L'espérance un instant ranimée par le ministère conciliateur de M. de Martignac dura peu. M. de Polignac et Charles X s'entendirent pour mettre fin à une position fausse, en poussant le mal à l'extrême. Le nouveau ministère se déclara franchement contre toutes les idées qui avaient prévalu en France depuis quarante ans. Le roi, ajoutant au discours rédigé par le ministère des phrases menaçantes, vint signifier à la chambre qu'elle eût à sacrifier toute libre opposition. M. Royer-Collard, comme président de la chambre, par la fameuse adresse des 221, vint signifier à son tour à la royauté, d'ailleurs en des termes pleins de calme et de respect, la nécessité de choisir entre l'acceptation franche et loyale du gouvernement représentatif ou la désaffection nationale. Inutiles paroles! le gouvernement faisait de son aveuglement une affaire de conscience et même de religion. Avec tout l'entêtement des mauvais systèmes, avec tout l'emportement des convictions sincères, mais étroites et fausses, il marcha sans relâche aux abîmes, et la vieille monarchie tomba.

Elle tomba, et M. Royer-Collard, qui lui avait donné son appui et ses bienveillans avertissemens, l'accompagna de ses regrets. Il ne prit aucune part à la révolution qui la renversait. Il consentit pourtant à faire partie de la nouvelle chambre, parce qu'il vit l'ordre en péril, et soutint le pouvoir par dévouement pour la société. C'est ainsi qu'il prononça l'éloge funèbre de Casimir Périer. Fidèle à son principe, l'alliance du pouvoir et de la liberté, il combattit la coalition comme

contraire aux conditions de l'un, et les lois de septembre comme attentatoires à l'autre. Plongé dès-lors dans une sorte de contemplation méditative, il n'en sortit plus que par de vives saillies de raison et des mots d'une mordante ironie. Il laissait tomber assez souvent quelqu'une de ces paroles souveraines qui semblent le jugement de la postérité sur un homme ou sur une question, et qui couraient rapidement, recueillies avec une avide curiosité. Cette justice dans la sévérité, nous devons le dire toutefois, ne se retrouvait pas toujours dans les traits échappés à la verve chagrine du vieillard. M. Royer-Collard, comme les gens qui ont beaucoup vécu, et peut-être comme sont un peu portés à le faire les esprits réfléchis, était assez disposé à prendre tout en mépris. Il y avait à cela une raison plus intime. Les plus grandes ames, non plus que celles du vulgaire, ne demeurent étrangères à cette souffrance un peu aigre qui suit la déception des longues espérances, et, n'ayant pu réussir à fonder cette alliance qu'il avait rêvée de la branche aînée et des idées nouvelles, peut-être était-il à son insu poussé à se venger, sur ce qui l'environnait, de ses illusions détruites. Au reste, cette opposition n'était pas dangereuse; elle ne se témoignait que par de bons mots atténués par des votes. Au fond, en effet, ce que voulait M. Royer-Collard, ne l'a-t-il pas obtenu? Il a voulu le gouvernement représentatif, et il l'a vu s'implanter en France, laissant après lui des réformes à opérer, et plus de révolution à faire. Si tous ses désirs n'ont pas été remplis, sa vie n'a donc pas été stérile. Il a contribué pour une part très considérable à trois grandes choses : il a réveillé le spiritualisme en France dans les études philosophiques; il a maintenu et réorganisé l'Université, il a enfin formulé les principaux dogmes et contribué à assurer la pratique plus sincère du gouvernement constitutionnel. Jamais homme n'a été plus digne d'une pareille œuvre. Il a été ce qu'on est peu de nos jours, profondément libre dans ses jugemens, profondément désintéressé dans sa conduite. C'est ce qui communiquait tant d'autorité à sa parole, c'est ce qui rendait son silence même si imposant. En lui, rien d'extérieur, rien d'emprunté. Le secret de sa force est en lui-même, et il est du petit nombre de ceux qui commencent par obéir aux principes pour avoir le droit de commander en leur nom.

Voilà la part de l'éloge, je la fais grande; mais c'est qu'il y a beaucoup à louer dans M. Royer-Collard, pour quiconque étudie sa vie sans esprit de parti. Voici la part qu'on peut, je crois, faire à la critique. Comme philosophe, M. Royer-Collard a réduit la connaissance humaine à des bornes trop étroites; il n'a pas tenu assez de compte de la tradition philosophique. Il l'a traitée même souvent dans ses représentans les plus illustres avec une dureté bien injuste. Lui qui fait de la métaphysique, et de la métaphysique excellente, il s'exprime sur les méta-

physiciens et sur leurs recherches avec un dédain très inconséquent, ou, si l'on aime mieux, trop conséquent à l'esprit général qui régnait vers 1811. Elle est de M. Royer-Collard cette phrase, assurément très spirituelle, mais qui ferait grand honneur à un sceptique : « L'histoire de la philosophie est-elle une étude stérile? Non, messieurs, il n'en est point de plus instructive et de plus utile. car on y apprend à se désabuser des philosophes et on y désapprend la fausse science de leurs systèmes. » Certes, un théologien ou un homme du monde ne dirait pas mieux, et il est difficile de caractériser avec plus de sans-façon les efforts de l'esprit humain, appliqués depuis plus de trois mille ans à la recherche de la vérité. Entre l'homme du monde que le mot de philosophe fait sourire et le grave professeur, je ne vois ici qu'une seule différence, c'est la conclusion, et elle est tout à l'avantage du premier. M. Royer-Collard dit : « L'histoire de la philosophie est absurde, et c'est par là qu'elle est bonne à étudier. » L'homme du monde dit : « L'histoire de la philosophie est absurde, et c'est pour cela que je crois pouvoir me dispenser de l'étudier; il vaut bien mieux la mépriser sur parole, je m'en réfère aux philosophes jugeant la philosophie. » M. Royer-Collard n'a pas vu qu'il est bien difficile de séparer le mépris de la philosophie du mépris de son histoire, et du mépris de la philosophie celui de la raison même, dont elle n'est que la forme réfléchie et l'application continue. En politique, il n'a pas non plus échappé à la contradiction, et il lui est arrivé, selon la forte expression de M. de Rémusat, d'entreprendre parfois contre le possible. M. Royer-Collard eut un grand esprit, un noble cœur, un beau caractère; mais je ne pense pas qu'ils furent toujours d'accord. Au reste, à ceux qui lui reprochent avec tant d'amertume ces contradictions, je répondrai : D'abord elles ne tombent que sur des détails et sur telle ou telle application partielle de ses opinions, non sur l'ensemble de sa vie et de ses doctrines, lesquelles présentent une grande unité; ces doctrines et cette vie portent clairement écrit un seul principe : « Alliance de l'ordre et de la liberté. » S'il a fléchi en accordant, suivant les circonstances, un peu trop à l'un ou à l'autre, il n'a fléchi ni dans ses convictions, ni dans ses intentions. Il a donc la plus belle unité dont l'homme puisse se glorifier, la seule peut-être qui dépende entièrement de son libre arbitre, l'unité morale.

Ensuite, je demanderai si la contradiction, ce crime irrémissible entre tous aux yeux de beaucoup de gens qui n'estiment rien que par la logique, est si facile à éviter entièrement à un esprit jaloux de concilier entre eux, soit les élémens si divers de la nature humaine, soit les élémens si complexes de la politique. Voyez tous les grands esprits conciliateurs, voyez, car je veux prendre haut mes exemples, voyez

Leibnitz et Bossuet. Dites-le franchement, trouvez-vous que Leibnitz, essayant de concilier la raison et la foi, malgré les points de rapports nombreux qu'il y découvre, n'ait jamais laissé fléchir entre ses mains le fil d'une logique rigoureuse? Croyez-vous qu'il ne soit permis de relever dans ses écrits bien des explications forcées, bien des concessions de la théologie à la philosophie, de la philosophie à la théologie, assez peu propres à satisfaire ni l'une ni l'autre? Et pourtant qui nierait que ce ne fût une entreprise généreuse, sensée, utile, de tenter un rapprochement entre ces deux puissances qui se traitaient en ennemies? Qui nierait qu'il n'ait en l'essayant contribué pour une grande part à montrer que sur une foule de questions les réponses du christianisme et celles de la raison sont les mêmes, et que leur empire se touche sans se confondre? Qui se chargera d'accorder tel et tel passage de la politique tirée de l'Écriture sainte avec les efforts de Bossuet pour séparer et concilier à la fois le spirituel et le temporel? Qui dira que l'évêque apostolique romain et le sujet de Louis XIV s'entendent toujours en lui parfaitement? Il n'y a guère qu'un seul moyen d'échapper absolument à la contradiction, c'est de n'adopter qu'un principe et de ne tenir aucun compte des autres. En philosophie, soyez voltairien, assurément la religion vous embarrassera peu; en politique, soyez pour la domination absolue du pape, comme M. de Maistre, vous ne serez guère empêché par les difficultés où s'est épuisé Bossuet pour concilier le temporel et le spirituel; soyez républicain, vous ne risquerez pas de vous fatiguer à accommoder à la monarchie les conditions de la liberté, comme l'a fait M. Royer-Collard. Prenez garde seulement que vos principes très logiques ne soient qu'assez peu sensés et nullement applicables. Prenez garde de ne vous sauver de l'inconséquence que par l'incomplet et par l'absurde.

Au reste, le jugement définitif a été porté sur M. Royer-Collard, et, chose rare, unique peut-être, c'est à l'Académie, c'est dans un discours de réception qu'il l'a été. M. de Rémusat a parlé de son prédécesseur non-seulement avec éloquence, mais, ce qui est bien plus original, avec vérité. C'est là un des grands charmes de son discours. On avait rarement entendu une page plus étincelante que celle où l'orateur, après avoir apprécié l'homme de pensée et d'action, le personnage historique, a peint l'homme privé, l'homme de tous les jours, pour ainsi dire, tel qu'il se montrait avec ses amis dans le laisser-aller de la conversation. Après les grandes vues qui dominent le discours, ce morceau, si piquant de justesse, était bien fait pour rappeler le sourire, que d'ailleurs les mots heureux, mêlés au sérieux des appréciations, n'avaient jamais complétement banni. Au portrait que M. de Rémusat a tracé de l'homme et de l'écrivain, il n'y a pas un mot, pas un détail, ce

me semble, à ajouter; il épuise toute la richesse des tons; cet imprévu, cette vivacité d'impressions, cette humeur brusque, impétueuse, impérieuse parfois, unie à la bonté du cœur, cette sensibilité si mêlée à la raison, et qui donnait au sens commun chez celui qu'elle dominait un air d'originalité et presque de paradoxe, ce charme varié et imposant, ce mouvement d'idées généralement vraies, sensées, profondes, et que la forme rendait singulières, excessives, téméraires, tous ces traits ont rendu vivante cette image si franche et si fine, si pleine de relief dans la diversité infinie des nuances. M. de Rémusat a caractérisé avec force chez l'écrivain l'élévation, la grace, le soin religieux de l'élégance. Lecteur assidu de Platon, de Tacite et de Mme de Sévigné, M. Royer-Collard avait gardé quelque chose de ces influences heureusement combinées, ou plutôt il avait fortifié des qualités qui lui étaient naturelles dans le commerce de ces grands maîtres. Le récipiendaire a mieux fait que de célébrer ces mérites; son discours en offre un remarquable mélange. C'était encore une digne manière de louer M. Royer-Collard.

Ces qualités d'un langage qui unit le charme à la noblesse soutenue n'ont point été, au reste, une surprise pour le public, qui n'avait pas besoin, comme il arrive parfois, de la séance académique pour faire connaissance avec l'écrivain élu. On n'attendait pas moins du fond des idées. M. de Rémusat, philosophe et homme politique, succédant à un personnage qui doit son illustration à la politique et à la philosophie; M. de Rémusat disciple, mais disciple indépendant et original de celui dont il venait occuper la place, était, personne ne peut le nier, dans des conditions exceptionnelles pour parler avec connaissance de cause de M. Royer-Collard. Il avait assez gardé de sa tradition pour le louer avec ame; il s'en séparait assez pour le juger en le louant.

« Il n'y a plus de divorce entre les idées et les affaires, » a dit M. de Rémusat. Cette pensée pourrait servir d'épigraphe à tout son discours comme à la vie qu'il retrace. L'alliance de la théorie et de la pratique, la nécessité d'admettre en une certaine mesure la philosophie au gouvernement des sociétés, c'est-à-dire de soumettre davantage les expédiens de la raison qui agit aux vues supérieures de la raison qui pense. voilà l'idée dont il a cherché dans l'existence de M. Royer-Collard comme le vivant commentaire : cette idée peut servir aussi à caractériser M. de Rémusat, c'est celle qui domine chez l'homme et chez l'écrivain. Sans prétendre l'apprécier ici complétement, nous ne pouvons le quitter sans en dire du moins quelques mots.

M. de Rémusat, dans un bien remarquable article sur Jouffroy, inséré dans cette *Revue* (1), a pour ainsi dire classé les différens esprits ap-

(1) Voyez la livraison du 1er août 1844.

partenant aux jeunes générations qui prirent part à la lutte vers 1820, époque où lui-même, fort jeune encore, commençait déjà à se faire connaître. Il y distingue les esprits plus spécialement philosophiques qui formaient une école, et les esprits purement pratiques qui formaient un parti. A la tête de la philosophie militante et confinant à la politique, il place l'auteur des écrits célèbres intitulés : *Comment les dogmes finissent, de la Sorbonne et des Philosophes, de l'État de l'Humanité*, M. Jouffroy. La seconde classe, à la tête de laquelle il place M. Thiers, se composait « d'esprits étendus, dit-il, mais positifs, ardens, mais pratiques, et qui suppléaient à l'imagination inventive par l'élévation des facultés usuelles à leur plus haute puissance; la politique et l'histoire étaient de toutes les choses intellectuelles celles qui leur allaient le mieux. » Ils n'avaient pas, comme les philosophes, cherché dans l'analyse de la nature humaine le fondement des principes qui étaient les croyances sociales de cette époque; ils ne mêlaient pas comme eux les hautes vues de la morale et de la philosophie de l'histoire à leurs opinions. Ces opinions, ils les avaient respirées avec l'air natal : « ils étaient, par leurs passions, les représentans naturels de cette démocratie impétueuse qui s'était tant égarée; mais, par la droiture de leur intelligence, ils pouvaient en devenir les modérateurs. Un bon sens supérieur maîtrisait tout en eux, et les systèmes et les passions. » Il y avait une troisième classe d'écrivains à la tête desquels nous placerons, nous, M. de Rémusat, esprits intermédiaires, si je puis dire ainsi, plus théoriques que les seconds, qui se piquaient assez peu de l'être, et qui voyaient surtout dans la révolution un fait triomphant, beaucoup plus pratiques que les premiers, pour qui la colère contre un gouvernement inintelligent, aveugle, qui ne savait pas, qui ne voulait pas voir dans le fait de 89 un droit, un progrès, un décret de l'histoire, un arrêt de Dieu, était une colère de principes, une colère de l'intelligence encore plus qu'un ressentiment politique. Esprit ouvert à toutes les hautes généralités, nourri au sein de ce loisir qui permet à l'esprit de se cultiver librement, de ces conversations, de ces lectures philosophiques et politiques qui l'empêchent de s'engourdir, indépendant de position, lié avec les hommes de la révolution et les hommes de l'empire, ayant reçu par là la tradition de la liberté et celle du pouvoir, enfin mêlant la connaissance des partis, la passion politique à l'étude désintéressée et profonde de la philosophie, M. de Rémusat, par les qualités souples et variées de l'intelligence (et aussi sans doute par les qualités sympathiques du caractère), devint le conciliateur des purs méditatifs et des hommes exclusivement pratiques.

Il suffit de dire qu'il était également l'ami de M. Jouffroy et de M. Thiers, lesquels, entre eux, ne se rapprochèrent jamais et dont il

unissait les vues et par là redoublait l'influence : on le voyait écrivant de grands articles où il dogmatisait en philosophe, et des premiers-Paris où il critiquait en homme d'opposition, discutant les maximes, soit avouées, soit cachées, sur lesquelles s'appuyait le gouvernement, et, chaque matin, en prenant corps à corps les conséquences, combattant avec force les théories sensualistes qui compromettaient par leur alliance les principes de la révolution, et les théories de l'école théocratique qui les niaient, puis se retournant contre les ministres. Par là M. de Rémusat s'adressait à cette élite assez nombreuse des esprits sérieux et actifs, attachés à la justice et au bon sens, qui n'aiment ni la logique ni la réalité toute seule, qui veulent que la philosophie soit très claire et très applicable et que la politique ait des principes, qui ont besoin d'être rassurés tour à tour contre ce que la pensée, abandonnée à elle-même, peut avoir de témérité et de folle exigence, et contre ce que le fait matériel a nécessairement d'étroit et d'immobile. Il satisfaisait à un double besoin, faisant de la science avec clarté et sans pédantisme pour ceux qu'effraient ses difficultés et son appareil, élevant la polémique par la pensée philosophique, pour ceux qui accusent la politique active de tout réduire à de petites vues et à de mesquines passions.

Pascal, désignant quelque part ces esprits heureux et prêts à tout, pleins de force et d'agrément, capables de toutes les belles connaissances et n'en affichant aucune avec ostentation, les appelle *des honnêtes gens qui ne veulent point d'enseigne.* Et il ajoute : « L'homme est plein de besoins, et il n'aime que ceux qui peuvent les remplir. C'est un bon mathématicien, dira-t-on, mais je n'ai que faire de mathématiques. C'est un homme qui entend bien la guerre, mais je ne veux la faire à personne. *Il faut donc un honnête homme qui puisse s'accommoder à tous nos besoins.* » Un de ces honnêtes gens, dans le sens élevé du XVIIe siècle, qui savent s'accommoder à tous nos besoins, et qui, sans avoir voulu mettre enseigne, sont, dès qu'ils le veulent, supérieurs en toutes matières, tel nous paraît être et de la façon la plus éminente M. de Rémusat. J'ajoute qu'il y joint cet heureux privilége que chez lui la souplesse n'exclut pas la vocation. Dans le premier volume sur *Abélard,* il montre les mérites propres de l'historien, et, par la vivacité des couleurs et l'intérêt du drame, les dons les plus éclatans du romancier; il a déployé, dans *le Globe,* une rare aptitude pour la critique littéraire; comme écrivain politique et de polémique quotidienne, il a pris sous la restauration un rang élevé dans la presse. Pourtant, au milieu des applications diverses d'un si fertile esprit, ses préférences n'ont cessé de se porter sur la philosophie, et elles lui demeurent encore tout entières. M. de Rémusat est dans l'école qui domine actuellement (je mets en

dehors l'homme illustre qui en est le chef reconnu) le nom le plus éminent. Les *Essais de Philosophie* et le livre sur *Abélard*, les premiers par la généralité et la difficulté des problèmes métaphysiques, le second par les rares ressources de pensée et de langage déployées dans la discussion des questions les plus ardues de la scholastique, maintiennent à l'auteur un tel rang à titre de philosophe et d'historien de la philosophie.

Ce n'est pas le moment d'entrer dans des particularités philosophiques : ce ne serait pas d'ailleurs faire connaître M. de Rémusat, que d'analyser, par exemple, les beaux chapitres sur Reid, Kant, Descartes, sur la matière et sur l'esprit; je ne m'attache ici qu'au but et au caractère des *Essais*, et l'idée que j'y trouve fortement empreinte est celle-ci : « Trouver une philosophie adaptée à la société telle que l'a faite l'application des grands principes de 1789, une philosophie qui puise au plus profond de la nature humaine, interrogée par une psychologie consciencieuse, la vraie solution politique qui convient à l'époque présente, comme en général à toute société d'hommes bien organisée. » Hautement professée dans l'*Introduction*, exprimée dans les chapitres si nets et si hardis sur les *Causes du scepticisme*, clairement insinuée dans la plupart des autres essais, telle est la pensée dominante qui dirige l'auteur. Sa méthode, durant tout le cours de telle ou telle méditation métaphysique, de telle ou telle appréciation de penseur, est d'un philosophe qui paraît uniquement jaloux de trouver le vrai sur l'ame humaine; mais son dessein secret et sa conclusion avouée est d'un politique qui ramène à l'application sociale ce que la théorie a découvert. Cela suffit à établir ce que nous disions de cette alliance, chez M. de Rémusat, des vues du spéculatif et de l'homme pratique.

La foi, une foi profonde, énergique, dans la puissance de l'esprit humain, voilà ce que n'a pas cessé de professer très nettement M. de Rémusat. La philosophie, pour lui, n'est pas seulement un haut emploi de l'intelligence, elle est une croyance qui, comme toute autre, a sa sainteté. Il y croit comme à la raison qu'elle exprime et qu'elle explique tout ensemble, comme au progrès qu'elle manifeste et qu'elle sert. De là cette persistance avec laquelle il attaque le scepticisme sous toutes ses formes, tantôt comme une fausse conviction de l'esprit, tantôt comme un douloureux état de l'ame, tantôt comme une lâche indifférence. Pour lui, le scepticisme n'est pas seulement le fléau de la philosophie, c'est une maladie sociale, c'est un danger public.

C'est par une analyse plus étendue et plus vraie des conditions de la pensée et par une étude plus approfondie des principes, qu'il examine dans ses causes cette funeste doctrine. A ceux qui y tombent pour vouloir tout comprendre et tout expliquer, il montre les bornes nécessaires

où s'arrête l'esprit de l'homme; à ceux qui doutent et s'abstiennent par excès de timidité, il fait voir les principes qu'il nous est permis d'assurer. Il sait enfin la poursuivre à travers des prétextes respectables, confession exagérée d'humilité chez les uns, ruse de guerre chez la plupart. On ne saurait trop rendre hommage à la ferme franchise avec laquelle M. de Rémusat maintient dans toutes les sphères le droit universel d'examen et la liberté native de la pensée humaine. Cela n'intéresse pas seulement les philosophes, mais la société tout entière. La méthode et les principes de Descartes en philosophie, c'est-à-dire la proclamation de l'affranchissement de l'esprit, les principe de 1789 en politique, c'est-à-dire la proclamation de la liberté dans le domaine de l'activité pratique, voilà ce qu'il ne sépare pas, non plus que M. Royer-Collard, et ce qu'il a su revendiquer avec cette jeunesse et cette vivacité de sentiment qu'il est beau d'associer à la pleine maturité de l'intelligence. L'éloge de la révolution opérée par Descartes dans le monde intellectuel et de la révolution opérée par la constituante dans le monde des faits plane sur tout le discours de M. de Rémusat, et lui donne une signification plus que littéraire. Cela a pu choquer bien des préjugés, malgré la haute modération de la pensée et du ton; c'est ce qui en fait à nos yeux un acte de courage. Avoir gardé sa foi aux principes après avoir connu les affaires, rester philosophe et le dire hautement, bien qu'on ait été ministre, c'est à la fois noble, piquant et hardi. Profiter d'une occasion solennelle pour montrer qu'on ne renie pas une seule de ses anciennes croyances, élever haut la philosophie, quand cela ne saurait être un titre à la faveur de la mode, et la révolution de 89, quand la politique a pris le pli de faire là-dessus la discrète et la réservée, voilà ce que nous apprécions, au-delà même des qualités fortes et brillantes de la forme. Tous les amis de la liberté de penser, tous ceux qui ne se sont point refroidis sur le droit, tous ceux que touchent la loyauté des sentimens et l'accent de la conviction, sauront gré à M. de Rémusat de son discours de réception.

HENRI BAUDRILLART.

MABILLON,

LES BÉNÉDICTINS FRANÇAIS ET LA COUR DE ROME

AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

Correspondance inédite de Mabillon et de Montfaucon avec l'Italie, accompagnée de Notices, etc., par M. VALERY. — Paris, 1846, trois volumes in-8°.

« Le culte vrai et désintéressé de la science s'est affaibli parmi nous. On veut du bruit et du profit, une prompte satisfaction d'amour-propre ou un avantage matériel. La charlatanerie vaniteuse et la spéculation avide tiennent aujourd'hui une grande place dans la littérature, même dans la littérature historique. La science se perdrait, l'esprit humain s'abaisserait honteusement, si une telle disposition devenait générale et dominante. Il faut aimer l'étude pour l'étude, la science pour la science; à cette condition seulement, elle prospère et charme ceux qui s'y livrent. Tous les grands travaux sur notre histoire ont été exécutés sans aucune vue intéressée, presque sans aucun sentiment d'amour-propre, pour le seul plaisir de rechercher et de publier la vérité sur un objet chéri. » Ces paroles prononcées, il y a quelques années, par M. Guizot, dans une modeste réunion d'érudits de province, expliquent nettement et la faiblesse de tant d'œuvres contemporaines qu'un jour voit naître et mourir, et la grandeur durable de ces monumens de l'ancienne érudition française à l'égard desquels nous sommes injustes peut-être. Il semble en effet que chez nous l'étude du moyen-âge ne date que d'hier; mais si les historiens contemporains dont nous sommes fiers ont

éclairé le passé d'une lumière nouvelle, s'ils ont créé la philosophie, la politique de l'histoire, s'ils ont donné au récit le drame et l'émotion, n'oublions pas que c'est au siècle de Louis XIV qu'appartient, ainsi que l'a dit Voltaire, le mérite tout nouveau « d'avoir tiré de dessous terre les décombres du moyen-âge. » A côté de ces écrivains, cortége immortel du grand roi, qui se melent aux bruits du siècle, à ses joies, à ses passions, grands seigneurs, poetes et courtisans, qui meurent, comme Racine, de l'indifférence du maitre; à côté de ceux qui s'agitent, vivent isolés et recueillis d'autres hommes, savans modestes, qui font de l'étude une sorte de pénitence austère et passionnée, et qui travaillent pour édifier, pour instruire leur temps sans lui demander rien, ni la fortune, ni la gloire, pas même un souvenir. Port-Royal, l'Oratoire, la Sorbonne, la congrégation de Saint-Maur, le chapitre de Notre-Dame, donnent tour à tour à l'érudition Launoy, Dupin, Claude Joly, Michel Germain, Thierry Ruinart, Thomassin, Le Nain de Tillemont, Edmond Martène, Mabillon, et, par les efforts réunis de ces hommes dévoués, toutes les antiquités du monde chrétien sortent pour ainsi dire de leurs ruines. Ce que Mabillon et les bénédictins avaient fait pour la société ecclésiastique, Du Cange l'avait accompli pour la société civile; il avait rebati l'édifice tout entier pierre par pierre. L'Europe accueillit avec admiration les travaux de ces deux hommes. L'Allemagne et l'Italie donnerent à Mabillon le surnom de *grand*. Quant à Du Cange, « les Anglais, dit le *Ménagiana*, ne pouvaient comprendre qu'il eût fait son dictionnaire, » et, cent ans apres, Gibbon disait encore que la studieuse Allemagne n'avait rien à opposer à cet esprit né au milieu de la nation *frivole et étourdie* des Français. »

Quels que soient cependant les services rendus à la science par les érudits du XVIIe siècle, quelque grande et méritée que soit leur reputation, elle s'est effacée de leur temps même devant l'éclat litteraire des contemporains. Le XVIIIe siecle les dédaigne ou les méconnait, car il y a entre eux et les philosophes l'abime de la foi, et Voltaire, éclairé malgré ses préjugés par son admirable bon sens, est à peu près le seul qui leur rend justice. Aujourd'hui, en presence de nos travaux hâtifs et de tant de monumens qui croulent avant que d'etre achevés, nous comprenons mieux, par le sentiment même de notre impuissance, tout ce qu'il y avait dans ces hommes d'abnégation, de courage perseverant, de simplicité modeste.

L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de la congrégation de Saint-Maur, fut, dans le XVIIe siècle, on le sait, l'asile de l'érudition bénédictine, comme Port-Royal avait été le refuge de la plus haute pensée théologique de cette grande époque. Dom Tassin, un des membres de la congrégation, en a écrit l'histoire litteraire, et en parcourant cette longue galerie où tous les portraits se ressemblent, où la vie, partagée entre la priere et le travail, est la même pour tous, on ne peut se défendre d'une certaine émotion et d'un sentiment profond de respect; on se rappelle alors cette phrase écrite par un moine de cette même abbaye à l'un de ses frères, auteur d'une biographie savante et pieuse : « Les morts que vous nous apprenez nous sont des leçons pour mieux vivre; » et l'on s'arrête surtout avec complaisance devant la figure vénérable de Mabillon.

Nous ne raconterons point ici en detail, après dom Tassin, Thierry Ruinart et de Boze, la vie de ce moine illustre, que Louis XIV appelait l'homme le plus modeste et le plus savant de son royaume : il suffira, pour montrer ce qu'étaient les

érudits du XVIIe siècle, d'en rappeler quelques traits, et nous nous arrêterons de préférence à l'un des épisodes les plus marquans, le voyage d'Italie en 1685 et 1686. Le récit de ce voyage, entrepris sur un ordre de Colbert, fut consigné par Mabillon et les bénédictins qui l'avaient accompagné dans le *Museum Italicum;* mais, à côté de cette relation tout officielle, il y a la correspondance intime avec les savans français et les savans italiens, et, comme toujours, on trouve dans les lettres ce qu'on chercherait vainement dans les livres, les jugemens sans réticence, les impressions naïves, les confidences aventureuses.

Cette correspondance, long-temps ignorée, a été enfin tirée de l'oubli et mise en lumière, grace aux investigations de M. Valery, le savant bibliothécaire du palais de Versailles. Les bibliothèques de Rome, de Florence, du Mont-Cassin, ainsi que les dépôts publics de Paris et plusieurs collections particulières, ont fourni à M. Valery plus de quatre cents lettres signées de Mabillon, de Montfaucon, et de la plupart des hommes éminens de la congrégation de Saint-Maur. Ces lettres sont complétées pour ainsi dire par les réponses des savans italiens, et, comme le dit avec raison M. Valery dans une préface remplie d'appréciations judicieuses, elles présentent dans leur ensemble une véritable chronique littéraire de Paris, de Florence et de Rome. Complément désormais indispensable des *Nouvelles littéraires* et du *Journal de Trévoux*, elles tiennent sagement le milieu entre la critique des protestans et la critique des jésuites. Elles sont précieuses en ce qu'elles nous font connaître, dans leur intimité bienveillante, ces bénédictins de l'école française, fervens dans leurs croyances comme des moines de la primitive église, mais polis dans leur élégante simplicité comme les grands seigneurs de Versailles, soumis au pape, mais dévoués à leur pays, respectueux pour la tradition, mais toujours prets à défendre la vérité historique. Elles sont précieuses, car on y voit, trois ans après la déclaration de 1682, la cour de Rome jugée par les prêtres les plus orthodoxes et les plus saints de l'église gallicane. Elles sont précieuses enfin en ce qu'elles montrent quelle était, dans les ordres savans, la vie du cloître au XVIIe siècle. Les individus disparaissent en quelque sorte, et l'on n'y trouve qu'une seule et meme famille, disciplinée mieux qu'une armée, qui poursuit sans relâche et sans repos les memes études. C'est le chapitre général de l'ordre qui donne les sujets à traiter; ce sont les abbés qui donnent à chacun sa tache. Comme le chant perpetuel, la *laus perennis* des premiers âges chretiens, le travail ne s'interrompt jamais; la mort elle-même ne saurait le ralentir, car une génération nouvelle est toujours là pour succéder à la génération qui décline, et, comme sur le champ de bataille, celui qui tombe est aussitôt remplacé. Chacun poursuit son labeur avec calme, avec sérénité, sans empressement et sans passion, comme s'il avait l'éternité devant soi, et, l'œuvre terminée, ces pieux travailleurs n'inscrivent pas même leurs noms sur les volumes dans lesquels ils ont entassé tant de veilles et tant de science. Ils laissent à leur mystique famille le mérite et l'honneur du travail, et signent tous des mêmes mots : *les moines de l'ordre de Saint-Benoît.*

Mabillon avait cinquante-trois ans lorsqu'il partit pour l'Italie. Né le 23 novembre 1632, à Saint-Pierremont, village du diocèse de Reims, il étudia dans cette ville, prit la tonsure à l'âge de dix-neuf ans, et, en 1658, il fut envoyé à l'abbaye de Corbie pour y occuper la charge de portier et de cellerier, c'est-à-dire de distributeur des aumônes. Tout en remplissant ces humbles fonctions,

que relevait sa charité envers les pauvres, il composait pour l'office de saint Adalhard, abbé de Corbie, des hymnes remarquables par leur latinité et qui furent adoptées par l'église. Vers 1661, il passa à l'abbaye de Saint-Denis et fut chargé de montrer le trésor aux étrangers et aux visiteurs. Comme il avait des scrupules sur l'authenticité de certaines reliques, il demanda à quitter cet emploi, alléguant pour raison qu'il n'aimait point à mêler la fable avec la vérité. Le motif n'ayant point paru suffisant, il fut, à son grand regret, maintenu dans sa charge de cicerone; mais un jour il lui arriva de casser par maladresse un miroir qu'on regardait à Saint-Denis comme l'une des pièces les plus curieuses du trésor, et qui avait, disait-on, servi à Virgile pour se faire la barbe. Mabillon fut immédiatement remplacé et envoyé à Saint-Germain, près de dom Luc d'Achery, pour travailler au *Spicilége*. Dès ce moment, à côté de la vie monacale commence pour lui la vie scientifique, et cette vie est si fortement disciplinée, tous les instans en sont réglés de telle sorte que les heures en fuyant ne laissent jamais derrière elles un instant qui ne soit rempli. Collaborateur du *Spicilége*, éditeur des *Vetera Analecta*, des œuvres de saint Bernard et de Pierre de Celles, Mabillon se montra tour à tour un infatigable érudit, un théologien profond, un grand critique. Dans ces divers travaux, en effet, il ne s'agissait point seulement de reproduire des textes, il fallait souvent reconstituer ces textes mêmes, en trouver l'âge et la date, discerner les pièces authentiques des pièces apocryphes, dresser la chronologie, éclairer les documens originaux d'un commentaire perpétuel, et l'œuvre de l'éditeur ainsi comprise est une création véritable.

Le premier volume des *Actes de l'ordre de Saint-Benoît*, qui parut en 1668, révéla sous un nouveau jour la science de Mabillon, et l'on peut dire, en toute justice, que les discours qui se trouvent en tête de chaque siècle rappellent souvent l'ampleur majestueuse de Bossuet. Écrire l'histoire de l'ordre de Saint-Benoît, c'était retracer en partie l'histoire de l'église, et la société religieuse dans la première période du moyen-âge est liée si intimement à la société civile, qu'il fallait, dans cette vue générale, aborder de front les hautes questions. Mabillon, qui dirigea les recherches et rédigea en grande partie les *discours* placés en tête des volumes, resta toujours au niveau de l'entreprise. Dans l'introduction du premier siècle de l'ère bénédictine, qui correspond au ve siècle de l'ère chrétienne, il trace l'histoire de la diffusion du monachisme en Occident, et, suivant pendant huit cents ans l'église à travers ses périls et ses triomphes, il la montre aux prises avec les traditions païennes, luttant ici contre les Sarrasins, là contre les hérétiques, réglant la discipline des mœurs par les conciles, cultivant le sol et sauvant les lettres par les monastères. Les vues du savant moine, en ce qui touche l'influence du christianisme et des ordres monastiques sur l'organisation de la société, ont été confirmées et développées dans l'*Histoire de la Civilisation en France*, et c'est là certes le plus sûr éloge qu'on puisse en faire. Des dissertations sur les sujets les plus divers, sur le droit civil et canonique, la liturgie, les mœurs, les superstitions, l'état des lettres, complètent le tableau général; tout est disposé avec un ordre, une clarté admirables, discuté avec un calme qui n'appartient qu'à des hommes apaisés par la solitude et le renoncement, et on reste surpris, après avoir fermé le livre du bénédictin, de trouver tant de force et d'indépendance dans la critique, tant de soumission dans les choses de la foi, tant de science sans vanité, sans ambition de renommée, et, à côté du savant,

le moine qui s'humilie, ne demandant qu'une grace, qu'on rectifie ses erreurs.

Pour tout autre que Mabillon, une œuvre telle que les *Actes de Saint-Benoît* eût suffi à remplir tous les momens de la vie; mais, dans ce monde encore nouveau qu'il explorait, les horizons s'agrandissaient toujours, et l'étude des documens l'avait rendu sceptique sur l'authenticité de bien des textes. Avant lui, quelques érudits, long-temps exercés, pouvaient seuls prétendre à discerner l'âge des manuscrits, à en discuter l'authenticité; mais les plus habiles eux-mêmes n'apportaient, dans cette appréciation, que des lumières incertaines. Mabillon chercha la certitude, et, dans le *De re diplomatica*, il posa la méthode complète de l'investigation historique. Après avoir examiné au point de vue graphique et purement matériel les divers documens écrits que nous a légués le moyen-âge, il traite du style des chartes, de l'orthographe, des formules de ces documens, et il étudie successivement les actes politiques émanés des rois de France, des empereurs d'Allemagne, des rois d'Italie, de Sicile, d'Angleterre et d'Espagne, ainsi que les actes privés rédigés dans les diverses contrées de l'Europe. La science chronologique est constituée avec la même sagacité que la diplomatique, et il suffit d'indiquer un pareil travail pour en faire comprendre l'importance, surtout à une époque où les archives des monastères et des chancelleries étaient remplies d'actes apocryphes qui donnaient lieu à d'inextricables contestations et aux plus graves erreurs historiques. En portant ainsi l'invention dans la recherche, Mabillon, comme Du Cange, s'est élevé jusqu'au génie par la patience, et il a créé la clairvoyance de l'histoire.

La *Diplomatique*, éditée en 1681, fut accueillie avec applaudissemens par toute l'Europe savante : une gloire nouvelle s'ajoutait à toutes les gloires du grand règne; la France avait conquis le premier rang dans l'érudition comme dans les lettres, et Michel Germain, le pieux collaborateur de dom Jean, comme on appelait Mabillon, pouvait dire en toute conscience : « Nous avons d'habiles gens en ce genre d'études, qui feront la loi aux étrangers, quand il leur plaira, aussi bien sur cet article que sur les autres. » Mabillon, qui voulait, ainsi que le dit un de ses biographes, être ignoré dans la solitude, *nesciri in solitudine*, ne put se dérober à la renommée. Le pape Alexandre VIII lui demanda comme une faveur d'être tenu au courant de ses travaux. Colbert voulut le porter sur la liste des pensionnaires du roi; il refusa, bien différent en ce point de la plupart des savans de son temps, « qu'on eût accusés, dit la *Correspondance inédite*, d'avoir mangé trois papes, sans que, pour cela, ils se dépitassent contre la pension du roi. Bien loin de cela, quand trois mois se passent sans qu'ils aient touché (c'est le mot de l'art), ils font ressouvenir tout doucement par leurs amis communs les puissances de leurs services passés et de l'ornement qui manque à leur muse. » Mabillon, au contraire, s'effrayait de ces faveurs du monarque; il craignait, en les acceptant, d'outrager Dieu et sa propre dignité d'homme de lettres. « Que penserait-on de moi, disait-il, si, pauvre et né de parens pauvres, j'étais venu dans ce cloître pour y chercher ce que le siècle ne m'eût jamais donné? » Et cette pauvreté, qui faisait sa force et son espérance, il ne l'aimait pas seulement pour lui-même, mais aussi pour ses parens, qu'il aidait de ses aumônes, parce qu'ils étaient peu à l'aise, mais qu'il voulait maintenir dans l'humble état où ils étaient nés. De pareils traits seraient de nature à gagner

aux moines les voltairiens les plus endurcis, et, si tous les moines ressemblaient à Mabillon, les économistes eux-mêmes se réconcilieraient avec le cloître, attendu que les bénédictins, Mabillon compris, ne coûtaient, année moyenne, que quatre cent trente-sept livres et quelques sous. Sous plus d'un rapport, on le voit, les temps sont bien changés.

Dom Jean avait refusé les faveurs du roi; mais, quoique sa santé fût déjà chancelante, il accepta, comme un soldat qui prend un poste d'honneur, la mission d'explorer l'Allemagne pour visiter les archives des villes et des monastères, et il partit au mois de juin 1683, en compagnie de dom Michel Germain. Il parcourut la Bavière, le Tyrol, la Suisse, feuilletant tous les documens, tous les manuscrits, travaillant souvent quinze heures par jour pour copier les plus précieux, et, après cinq mois, il revint à Paris, chargé de dépouilles opimes dont il enrichit la Bibliothèque du roi. Louis XIV, épris des expéditions de la science aussi bien que de celles de la guerre, voulut étendre au-delà des Alpes comme au-delà du Rhin les conquêtes de l'érudition française, et, au mois d'avril 1685, il donna à l'auteur de la *Diplomatique* une mission nouvelle pour l'Italie.

Mabillon a retracé lui-même, en tête du *Museum Italicum*, ses impressions de voyage, et rien ne contraste avec la prolixité des touristes modernes et la perpétuelle mise en scène qu'ils font de leur personne comme ce récit simple et calme, où l'écrivain décrit ce qu'il voit sans parler de lui-même. Les bibliothèques et les ruines chrétiennes attirent avant tout son attention; mais le sentiment que lui inspirent ces ruines ne ressemble en rien au sentiment moderne, et notre admiration pour le gothique contraste étrangement avec l'opinion qu'en avaient les hommes du siècle de Louis XIV. Ainsi, dans son discours de réception à l'Académie française, Fénelon blâme, en termes très précis, l'architecture de la cathédrale de Chartres. Fleury dit à son tour que l'architecture du moyen-âge, « qui est effectivement arabesque, n'est ni vénérable ni plus sainte pour avoir été appliquée à des usages saints, » et il ajoute que *ce serait une délicatesse ridicule de ne vouloir pas entrer dans des églises bâties de la sorte, mais que ce serait un aussi vain scrupule de n'oser en bâtir d'un autre style.* Telle était l'opinion de Mabillon : ce qu'il demandait avant tout aux monumens de la foi des vieux temps, c'était le souvenir et les saints exemples des morts, et il se rejetait avec d'autant plus de ferveur dans le passé, que les reliques lucratives, les miracles apocryphes, la facilité avec laquelle Rome accordait la canonisation, les pompes sensuelles du catholicisme italien, l'ignorance des prêtres, effrayaient sa science et sa foi. Il cherchait des saints dans les couvens, comme Byron, un siècle plus tard, cherchait des Romains dans Rome; mais, pour en trouver, il lui fallait descendre dans les catacombes, où il passait souvent plusieurs heures à méditer et à prier. C'est dans ces explorations qu'il reconnut et fut le premier à signaler l'influence des habitudes païennes sur les monumens primitifs du christianisme, idée neuve et hardie pour le temps où elle fut émise, qui lui inspira le traité sur le *Culte des saints inconnus*, traité que la cour de Rome fit attaquer, mais sans succès, par l'un des plus habiles archéologues de la péninsule, Raphaël Fabretti, inspecteur des catacombes. Ainsi, en même temps que Bossuet proclamait, au nom de l'état, la séparation du pouvoir temporel sans briser avec Rome, Mabillon proclamait, au nom de l'érudition, la liberté du doute historique sans rompre avec la foi.

Tout occupé des antiquités chrétiennes, le pieux bénédictin, dans le *Museum Italicum* et la *Correspondance inédite*, semble oublier les païens et les vivans. Il marche à travers la foule, emportant dans son ame le silence de son cloître, et c'est cette absence même de toute espèce de pittoresque transalpin qui fait l'originalité du voyage, car le voyageur ne parle qu'une seule fois du soleil et de la beauté du climat, à propos de Naples, qui lui rappelle ce doux vers de Virgile :

Ver ibi perpetuum.....

une seule fois des femmes, en passant à Terracine, pour remarquer qu'elles donnent l'idée de la mort à ceux qui ont le courage de les regarder, et du Vésuve pour s'indigner du nom de *lacryma Christi* qu'on donne au vin récolté sur ses flancs. Quant à Michel Germain, plus curieux de voir et d'observer, il consigne au courant de la plume, dans les lettres adressées à ses amis de Saint-Germain-des-Prés ou à ses hôtes de l'Italie, les sensations qu'éveille en lui l'aspect de cette terre de Saturne devenue le domaine de saint Pierre. Sa première exactitude est de transmettre des détails sur les découvertes faites dans les archives et les bibliothèques, et il parle à plusieurs reprises de l'étonnement que causait aux Italiens l'ardeur que dom Jean et lui-meme apportaient au travail. « Tous nos messieurs, dit-il, qui nous regardaient faire, ne nous considéraient pas autrement que comme des soldats français qui montent à l'assaut. En effet, il y faisait chaud, et l'on me prenait quasi pour un cordelier, tant nos habits etaient gris de poussière. » Malgré sa modestie bien sincère, l'humble et savant bénedictin jouissait comme d'un véritable triomphe de cette surprise des étrangers; en bon fils de l'église gallicane, il gourmande malicieusement les ultramontains de se laisser depasser par leurs voisins les Gaulois, et, par un raffinement d'orgueil national, il prend pour confident de ses reproches l'un des hommes les plus savans de l'Italie, le maître de Muratori et de Scipion Maffei, Magliabechi, bibliothécaire du grand-duc de Florence. « Les principales difficultés qui se rencontrent dans chaque siècle sur l'histoire et la tradition de l'église auraient bien de quoi, lui dit-il, faire exercer messieurs vos *virtuosi*, s'ils avaient le goût tourné à savoir à fond la religion et la doctrine de l'église, comme nous autres Français en faisons nos délices et le capital de nos applications! Vos grands génies rendraient un service incomparable à l'église, et se rendraient aussi vénérables à toute la terre, s'ils pouvaient se captiver, depuis l'âge de quinze ou seize ans jusqu'à soixante, pour approfondir ces matières, tandis que vos messieurs, payés la plupart pour cela, c'est-à-dire revêtus de gros bénéfices, songent à toute autre chose qu'à soutenir, par ces armes fortes et solides, les intérêts de leur mère qui les a rendus si grands et si illustres. Mais cet avis porte avec soi de la peine, peu d'avantage temporel et la privation des plaisirs de cette vie, chose difficile à persuader à bien des gens. » Dom Michel avait mis le doigt sur la plaie éternelle, le *far niente*. La haute aristocratie italienne était tombée au niveau de la plèbe de l'ancienne Rome, *panis et spectacula :* « peu de bien si on ne peut en avoir beaucoup, mais jouir de ce bien et vivre sans s'incommoder et en prenant toutes ses aises, voilà le génie du pays.... Un habile homme est celui qui, comme disait il y a quelque temps un cardinal, *sa camminare*.... Je ne sais, disait-il, ni la théologie, ni l'histoire ecclé-

siast ique, ni, etc.; mais je sais vivre à la cour. » S'il en était ainsi des cardinaux, qu'était-ce donc des moines? Dom Michel cite des religieux du Mont-Cassin qui avaient 50,000 livres en bourse, dont ils se servaient « pour avancer dans les charges et pour beaucoup d'autres choses qu'on n'ose pas marquer. » Un procureur de cette congrégation dépensait en dix-huit mois plus de dix mille écus de dîners, et les généraux de l'ordre, en sortant de charge, emportaient de quoi faire bâtir des couvens, des *monastères enchantés*. Dans un grand nombre de maisons, les religieux disaient matines avant souper, portaient des bas de soie, mangeaient gras, sortaient seuls; et, s'ils communiquaient volontiers leurs livres aux savans français, ils se gardaient bien de leur faire goûter leur vin, par avarice, et peut-être aussi dans la crainte de se compromettre en montrant leurs caves d'ordinaire bien garnies, ce qui faisait dire à je ne sais quel cardinal, à propos d'un moine de sa connaissance : *Bone Deus, hic non potest vivere sine bibere semper*. On avait, à différentes reprises, tenté de combattre ce relâchement; mais il en était alors en Italie de la réforme monacale, comme aujourd'hui de la conversion politique du gouvernement romain : pour l'accomplir, il eût fallu des miracles, car, dès qu'il s'agissait de toucher aux abus, le pape se trouvait en opposition avec son clergé. Ainsi, en 1685, les carmes avaient à choisir un nouveau général : le saint-père porta sur la liste des candidats, en le recommandant, un Flamand des pays nouvellement conquis par le roi de France, le père Séraphin, très honnête homme, dit dom Michel, et très affectionné à la nation française; mais, comme sa conduite était fort régulière et fort exacte, les Italiens se gardèrent bien de le choisir. S'agissait-il de donner le chapeau à quelque évêque français; M. de Beauvais, par exemple, était-il sur le tapis : les répugnances du saint-père étaient si vives, et il prenait si peu de soin de les déguiser, que les gens qui s'intéressaient à l'affaire, craignant de voir ajourner indéfiniment les promotions, allaient en pèlerinage faire des vœux pour « aider le bon prélat à entrer au plus tôt en paradis. » Cette *animosité*, cette *dureté* du pape à l'égard de la France, irritaient Michel Germain. « Cela, dit-il, tournera contre sa sainteté et l'église elle-même. » Et, pour faire la leçon sévère et même menaçante, il exalte en toute occasion la supériorité de l'église gallicane, en promettant aux ultramontains qui voudraient l'attaquer par la science ecclésiastique que la France ne manquerait pas d'habiles gens pour leur *relever la moustache*.

La *Correspondance inédite* n'est pas moins sévère pour les reliques apocryphes, les miracles suspects, l'exploitation effrontée de la crédulité populaire, et ce n'est pas sans raison que quelques plaisans du XVIIe siècle comparaient Mabillon et ses doctes disciples au docteur de Launoy, ce *grand dénicheur de saints*, comme l'appelait Bayle, que le curé de Saint-Eustache saluait du plus loin qu'il pouvait l'apercevoir, « *de peur*, disait-il, *qu'il ne m'enlève aussi mon saint, qui ne tient presque à rien*. » L'étrange cérémonie qui se faisait à Rome lors de la fête de saint Antoine excitait la verve de dom Michel, qui avait assisté à la fête. « Vive saint Antoine! dit-il; la procession des chevaux, des ânes et des mulets, qui vont tous, sans aucune exception, recevoir de l'eau bénite le jour de la fête, vaut plus de mille écus, sans compter dix-sept vieilles bêtes, chevaux et ânes, dont on fit présent à ces bons pères. Tout Rome s'empresse d'aller voir cette cérémonie. Les bêtes chevalines, ornées de rubans, pas-

sent en revue devant un révérend père qui est en surplis et étole; il leur donne de l'eau bénite, et celui qui les mène laisse un cierge, ou de l'argent, ou du fromage, ou de toute sorte de denrées. Les bêtes à cornes ne viennent pas, ce me semble, le jour même, mais durant l'octave. Sans cette dévotion, tout périrait, dit-on; aussi personne ne s'exempte de ce tribut, non pas même *nostro signore*, » c'est-à-dire le pape.

Les lettres écrites de Rome ne sont pas les moins curieuses du recueil édité par M. Valery; on remarquera, entre autres, celle qui porte la date du 13 août 1685, et dans laquelle dom Michel Germain rend compte d'une visite qui fut faite par les bénédictins français à la reine Christine de Suède. « Nous portâmes il y a cinq jours, dit-il, le livre *De Liturgia Gallicana* à la reine. Avant que de nous donner audience, elle voulut voir ce livre pour savoir comme on l'aurait traitée et si on y parlait d'elle. Elle se mit en colère contre le titre de *sérénissime*, qu'elle prétend déroger à sa dignité. Son bibliothécaire eut bien de la peine à nous faire entendre par trois différentes fois qu'il fallait lui en faire ou dire un mot de satisfaction. Ce fut par là que dom Jean Mabillon aborda sa majesté. Elle témoigna, par quatre fois différentes, être très mécontente de ce qu'il lui avait donné ce titre, qu'on s'avise, dit-elle, de me donner toujours à Paris. Mon nom est Christine, ajouta-t-elle; puisque je suis reine, je ne veux pas déroger à ma dignité; mon nom seul fait mon éloge : n'y retournez plus, et avertissez ceux de Paris de ne plus me donner ce titre. Dans la suite, l'entretien fut commode et très agréable. Elle a beaucoup d'esprit; elle parle français comme si elle avait toujours vécu à la cour. » Christine reparaît encore dans plusieurs autres passages de la correspondance, et partout, jusque dans les moindres choses, sa figure se dessine avec cette fierté hautaine. Elle fait bastonner sans façon les sbires du pape, qui avaient manqué à ses gens, et envoie à Molinos, prisonnier du saint-office, ce qu'on appelait alors des *régals*, c'est-à-dire de splendides dîners.

Dans cette ville, éternel héritage de Saint-Pierre, la haute raison des prêtres gallicans se révolte plus d'une fois, non pas contre le chef de l'église, mais contre le souverain temporel, et ce qui les étonne surtout, c'est de voir, à côté de *nostro signore*, comme ils disent, trois autres papes aussi grands, peut-être plus grands par le pouvoir : le gouverneur, le général des jésuites, et le commandeur du Saint-Esprit, qui n'avait pas moins de quatre-vingt mille vassaux. La population était réduite, depuis trente ans, de plus de soixante mille individus; la misère était grande, surtout pour les honnêtes gens; les *estafiers* seuls pouvaient espérer encore de faire à peu près leurs affaires, et la chambre apostolique avait grand'peine à remplir ses coffres, quoique le pape ne dépensât par jour que 31 sous de France. Rien ne ressemblait moins à un gouvernement régulier que ce triste gouvernement pontifical : tandis que les campagnes restaient incultes, et que les bandits couraient impunément les routes, le pape rendait des décrets sur la nudité de la gorge et des bras des femmes, et le sacré collége s'enorgueillissait de sa puissance, parce que la reine d'Espagne avait envoyé au nonce une robe avant de la faire coudre, pour lui demander si la coupe en était orthodoxe. C'était surtout vers des objets de cette importance que se tournait l'esprit de réforme, vers l'opéra, par exemple, et en ce point le pape régnant tenait une conduite tout opposée à celle de Clément IX, son prédécesseur. « Celui-ci, dit Michel Germain, ne voulait pas qu'il y eût de *cabretti*, c'est-à-dire d'eunuques, et ce p. ur

cause, et qu'il n'y eût que des *cantarine;* le pape ne veut pas qu'il y ait de *cantarine*, et qu'il n'y ait que des *cabretti*. Il se fait du mal par les uns et les autres; il est plus énorme et peut-être plus ordinaire par les h..... que par les f..... » Nous citons textuellement, en conservant la curieuse réticence de la missive.

La comtesse Carpegna, malgré ses soixante-dix ans, souffletait en pleine église l'auditeur de la chambre apostolique, et défiait, en se sauvant par les toits, tous les sbires de Rome ameutés à sa poursuite; mais malheur à ceux qui se laissaient prendre, surtout quand ils étaient accusés d'avoir débité des nouvelles! « Sa sainteté, dit la *Correspondance inédite*, fit mettre bien en prison quelques prêtres et autres qui faisaient courir dans Rome quelques nouvelles manuscrites qui disaient des mensonges et des vérités, et ils seront du moins envoyés aux galères. » C'était là en effet le minimum de la peine. Pour les laïques, on était plus sévère encore, et le saint père, entre autres exploits du même genre, fit pendre un jour un malheureux, âgé de plus de soixante ans, parce qu'il avait écrit sous la dictée d'un prêtre espagnol et distribué quelques anecdotes qu'on regardait comme scandaleuses. Le pape voulait *absolument* qu'on fît aussi mourir le prêtre; mais le cardinal Spada, gouverneur de Rome, obtint sa grace sur la demande de la confrérie des *Confortateurs*, et sa mise en liberté fut l'occasion d'une fête publique. La confrérie, toute composée de cardinaux, de princes et de grands personnages, alla le chercher dans sa prison; il fut rasé, poudré; on lui mit sur la tête une couronne d'olives argentée, on le revêtit d'une robe de satin rouge, et, dans cet attirail, il fut conduit, un grand cierge à la main, dans l'église de Saint-Jean, escorté de la confrérie, gentilshommes, princes et notables bourgeois, qui marchaient tenant chacun un riche flambeau et la tête couverte d'un capuchon de toile noire percé de trous pour les yeux, la bouche et le nez. Arrivé à l'église Saint-Jean, on dit la messe en actions de grace. « La musique, la symphonie, les pétards, firent office, et on s'en revint aussi content que l'étaient les anciens Romains quand on leur avait accordé *circum et escas*. Le soir, tous les palais furent pleins d'illuminations, c'est-à-dire de flambeaux de cire blanche allumés deux à chaque fenêtre, et des feux de joie dans les rues, devant les palais. » Les amnisties ont été dans tous les temps assez rares à Rome pour y produire une vive sensation, et même l'enthousiasme.

Malgré les rigueurs du gouvernement pontifical, la satire allait toujours son train, et plus ce gouvernement se montrait ombrageux, plus les Italiens se perfectionnaient dans l'art d'en médire : c'est une remarque de nos bénédictins. A propos de l'exécution du vieillard dont nous venons de parler, et des quiétistes qu'on persécutait avec ces raffinemens que la fausse dévotion inspire à la haine, Pasquin fit savoir à Marforio qu'il voulait quitter Rome, attendu, disait-il, que : *Chi parla è mandato in galera; chi scrive è impiccato; chi sta quieto va al sant' officio*. Quelquefois la censure partait de l'église elle-même, et, dans un livre intitulé *du Double martyre des évêques d'Italie*, un prélat napolitain représenta au vif « le rabaissement de leur caractère, les bassesses auxquelles on les soumet, les pensions dont on les accable, les jugemens canoniques qu'on leur ôte. » Les examinateurs de l'*Index*, s'imaginant qu'il était question d'évêques et de martyrs de la primitive église, donnèrent leur approbation; on ne tarda point cependant à reconnaître la méprise; le livre fut interdit, mais les bénédictins s'empressèrent d'en signaler l'apparition, « certains, disaient-ils,

qu'on le verrait en France avec curiosité, et qu'il fournirait, par la comparaison, une ample matière *à nosseigneurs les évêques* de se féliciter d'être Français. »

Les anecdotes sur la personne même du pape ne sont pas non plus épargnées dans la *Correspondance inédite*. Les ménagemens que le saint père avait pour sa santé et surtout pour son trésor donnaient lieu à de malignes récriminations; on disait qu'à midi il se croyait mort, qu'à six heures du soir il mangeait comme quatre, qu'il était hydropique à minuit, et bien portant au point du jour. Un humble capucin, le père Recanati, prédicateur apostolique, avait même osé, du haut de la chaire, tancer vertement sa sainteté, par des allusions transparentes, de l'étude exagérée qu'elle faisait de la conservation de sa vie, de sa santé, et il l'avait suivie dans la petite chambre du Vatican où elle s'enfermait entre quatre foyers et sous sept couvertures. Alliée des Vénitiens et de l'empereur contre les Turcs, sa sainteté bénissait volontiers les armes des chrétiens, mais elle ne se souciait guère de payer leurs troupes. En 1685, le comte de Rosemberg vint à Rome annoncer de la part de l'empereur les avantages remportés sur les infidèles et demanda de l'argent. Le pape se montra fort contrarié, disant qu'un courrier pouvait épargner cette dépense, et que, pour de l'argent, « l'empereur et le duc de Bavière montraient bien par leurs actions qu'ils n'en avaient pas besoin, puisque l'un et l'autre avaient fait paraître dans les noces de l'électeur des magnificences qui auraient suffi à nourrir l'armée bien long-temps; qu'il s'en retournât donc, et qu'il avertît l'empereur d'être plus ménager à l'avenir. » Nos bénédictins paraissent quelque peu surpris de toutes ces choses, mais leur foi n'en est en rien diminuée. C'est en effet un caractère distinctif des croyances du XVIIe siècle de scinder pour ainsi dire la raison humaine en deux parts distinctes, d'enchaîner l'une et de laisser à l'autre une indépendance entière. Descartes et les gallicans se rencontrent en ce point. Le premier arrache la philosophie à l'autorité théologique, les seconds arrachent la domination temporelle à l'autorité papale; tous deux dégagent les faits humains, sans que la foi soit mise en question. Les bénédictins agissent de même en ce qui touche la chronique scandaleuse de la cour de Rome; ils sont catholiques jusque dans la médisance, et ils acceptent avec une merveilleuse docilité cette abstraction dogmatique qui sépare l'homme du pontife, comme le gallicanisme séparait le prince du pasteur.

Les relations de la cour de Rome avec l'Europe, et principalement avec l'Espagne, l'Angleterre et la France, occupent aussi plusieurs pages dans la *Correspondance inédite*. On croirait lire parfois les nouvelles étrangères de nos journaux quotidiens, mais en meilleur style. Les lettres confidentielles ont encore cet avantage sur les journaux, que les bénédictins ne parlent que d'après des informations positives, et qu'ils attendent, lorsqu'ils doutent, que *le temps leur en ait appris davantage* pour affirmer en toute certitude. Rome, à cette époque, venait de s'allier avec l'Espagne contre les Turcs; mais, s'il fallait en croire nos voyageurs, c'était moins par dévotion que pour se mettre à couvert de la France et des armes de « notre incomparable monarque. » Les questions d'étiquette d'un côté, l'inquisition espagnole de l'autre, troublaient souvent la bonne harmonie entre les deux états. Les Espagnols voulaient forcer le pape à quitter son apparment pour recevoir l'hommage de la haquenée; le saint père s'y refusait; les

Italiens regardaient en riant, pour voir, disaient-ils, si le *limaçon sortirait de sa coquille*. Cette vaine dispute de cérémonial devenait presque un *casus belli*, et le pape, pour se préparer à la guerre, levait... trois compagnies de milice! La congrégation romaine de l'*Index* approuvait des livres ou des doctrines que condamnait l'inquisition espagnole, et celle-ci, à son tour, en condamnait d'autres approuvés par Rome. Ces dissidences étaient de nature à compromettre gravement le principe de l'infaillibilité, et Rome se trouvait placée entre ce double embarras : sauver le principe et ménager l'inquisition; car elle craignait de se commettre avec un tribunal aussi résolu et aussi formidable. C'étaient là sans doute des questions fort secondaires auprès de celles qui s'agitaient au temps de Grégoire VII et de Boniface VIII, mais elles présentent bien aussi un certain intérêt historique, en ce qu'elles montrent la distance qui sépare la papauté du XVIIe siècle de la papauté du moyen-âge. Les diplomates ont remplacé les théologiens; il ne s'agit plus de dominer l'Europe, mais de s'en faire accepter, et dans les moindres choses on voit percer l'esprit qui depuis deux siècles a dirigé en toute circonstance la politique romaine, cette politique fière dans les mots, timide dans les actes, ménageant tout, excepté ses propres sujets. Rome montrait encore parfois, mais sans oser le tirer du fourreau, le glaive de l'anathème, son arme et son sceptre aux époques de terreur mystique. Elle menaçait, mais en tremblant; elle avait d'ailleurs laissé surprendre le secret de sa faiblesse, et ceux qui connaissaient son esprit savaient qu'il fallait « crier, se plaindre et se faire craindre, » pour en obtenir quelque chose. L'ambassadeur d'Angleterre, fidèle aux habitudes diplomatiques de sa nation, usait largement de cette tactique, et l'ambassadeur de France, tout en témoignant de grands égards au saint père, ne laissait pas cependant de parler haut et ferme. La déclaration du clergé français, en 1682, avait amené, comme on le dirait de nos jours, un refroidissement entre la cour pontificale et la cour de Versailles, et la *Correspondance inédite* donne sur cette affaire une foule de détails nouveaux. Les cardinaux romains essayèrent d'abord de rétorquer, avec les seules armes de la science ecclésiastique, ce qu'ils appelaient les prétentions hérétiques de l'église gallicane; mais les plus hardis eux-mêmes ne combattaient qu'avec timidité, dans la crainte, dit Michel Germain, de faire des pas de clercs ou plutôt d'ignorans à la vue de toute la France; puis le pieux gallican ajoute : « De même qu'un abbé allemand me disait, il y a deux ans plus ou moins, que le roi, les tenant en exercice, était cause qu'on ne buvait plus, dans son pays, la moitié du vin qu'on y prenait auparavant, — on peut dire aussi que nos différends avec cette cour empêchent les esprits des Romains de croupir dans cette léthargie ou fainéantise, *far niente*, qui fait une partie de leur bonheur, quand leur intérêt ne trouble pas leur repos par une agitation et une application aux études pesantes. » Malgré leur application, les cardinaux ne fournirent qu'un faible contingent d'argumens et de preuves, et l'histoire de cette querelle offre cela de remarquable, que les plus ardentes défenses de l'ultramontanisme furent écrites en France et par des Français; pourtant le triomphe resta aux gallicans, qui se tenaient renfermés dans la tradition du droit historique. Du concile de Constance ils remontaient jusqu'au IXe siècle, au concile de Paris, qui le premier, en 829, avait établi, pour le royaume, la séparation des deux pouvoirs; ils rappelaient la réponse d'Hincmar à la menace qu'avait faite le pape de venir en France excom-

munier les évêques : *Si excommunicaturus venerit, excommunicatus abibit.* Ils rappelaient ce mot de saint Bernard à Innocent : *Nous sommes plus papes que vous.* Enfin ils justifiaient la déclaration de 1682 par la pragmatique de 1268, et Louis XIV par le plus saint de ses aïeux. La question une fois posée de la sorte, on sent de quel poids devait être l'autorité des bénédictins, si bien renseignés sur les faits; leur vaste érudition devenait l'alliée de la politique nationale, et ils confirmaient par la tradition cette maxime qui, depuis huit siècles, a toujours servi de règle à l'église de France : rester fidèle au catholicisme sans cesser d'être fidèle au pays et à ses lois. Jamais, dans ces querelles, le moindre doute ne leur vient à l'esprit sur la justice de la cause qu'ils soutiennent. « Bien des catholiques, dit à cette occasion Michel Germain, ne sauraient comprendre pourquoi, d'une part, tant de violement des sacrés canons, et, de l'autre, le refus d'accepter la démission d'un évêché à cause de la haine qu'on porte à la France, et perdent une bonne partie de l'estime qu'ils avaient pour la vertu sévère du pape : ce qui est un très grand désavantage à l'église. Mais tout cela me passe, et il vaut mieux se taire et attendre en patience la miséricorde de Dieu. »

C'était du reste une véritable guerre de religion sous une nouvelle forme. La plume remplaçait l'épée, mais l'ardeur était encore aussi vive qu'aux jours les plus orageux des antiques querelles du sacerdoce et de l'empire. Les deux partis s'aigrissaient sans cesse par de mutuelles vexations. Le parlement de Toulouse déclarait-il le *Traité des libertés de l'église gallicane* du docteur Charlas contraire aux lois du royaume, le pape se hâtait de proclamer que ce livre avait été inspiré par le saint esprit lui-même. Rome mettait à l'index les *Vies des Papes d'Avignon* de Baluze, et Louis XIV accordait aussitôt une pension à l'auteur. D'un côté comme de l'autre, on craignait cependant, malgré la vivacité de la lutte, une rupture officielle, et, sans céder sur les principes, les deux partis reculaient toujours après les premières hostilités. C'est ainsi que le souverain pontife, et ce fut là sa plus grande hardiesse, donna ordre d'effacer toutes les fleurs de lis et tous les portraits de Louis XIV qui se trouvaient sur les portes et les boutiques des Français établis à Rome. Cet ordre fut en partie exécuté; puis le saint père, effrayé de sa propre audace, fit rétablir, pendant la nuit, les pannonceaux qu'il avait fait enlever pendant le jour.

Il en fut de cette querelle comme de toutes les querelles théologiques; elle ranima les passions haineuses et intolérantes. La cour pontificale, traitée par Louis XIV avec une humiliante hauteur, garda de ces débats une rancune dissimulée, mais profonde. On accusa le monarque de s'avoisiner de l'hérésie; « ce fut un crime romain d'être Français, » dit la *Correspondance inédite*, et l'on peut penser, sans forcer l'histoire, que le reproche d'hérésie fut l'un des motifs qui amenèrent la révocation de l'édit de Nantes. Le roi s'était presque révolté contre Rome, il fallait se faire pardonner cette témérité; et, pour prouver son orthodoxie, il se fit persécuteur. Toutefois la révocation de l'édit de Nantes fut accueillie par la cour pontificale avec indifférence; le pape y prêta peu d'attention; les esprits qui cherchaient la logique des événemens ne pouvaient s'expliquer la conduite du roi; les protestans adressaient au pape des complimens de condoléance sur les vexations dont il avait été l'objet, et la reine Christine écrivait de Rome au chevalier de Terson, ancien ambassadeur de France en Suède :

« Croyez-vous que ce soit à présent le temps de convertir les huguenots et de les rendre bons catholiques dans un siècle où l'on fait en France des attentats si visibles contre le respect et la soumission qui sont dus à l'église romaine?..... Jamais la scandaleuse liberté de l'église gallicane n'a été poussée plus près de la rébellion. »

Rome n'avait guère moins d'embarras avec les quiétistes qu'avec les gallicans. Les quiétistes, dit la *Correspondance*, « sont de nouveaux illuminés, qui donnent tout à l'esprit, ne veulent rien refuser au corps et rejettent les prières vocales, les pénitences, les mortifications, etc. » On sait, en effet, qu'ils prêchaient l'amour pur, l'espérance, le silence de l'ame, et que, comme tous les mystiques du moyen-âge, leurs aïeux directs, ils poursuivaient, à travers un rêve inoffensif et doux, la vision béatifique, l'union, dès cette vie, de l'être contingent et de l'être en soi, qui est comme l'idéal suprême de l'aspiration chrétienne. Fénelon s'y laissa prendre; nos voyageurs n'y voyaient pas grand mal, d'autant plus que le chef de la secte, l'Espagnol Molinos, était irréprochable dans sa conduite; mais Rome n'était pas de cet avis, et, comme la doctrine nouvelle lui portait ombrage, elle envoyait, avant même de l'avoir officiellement examinée et condamnée, nos mystiques faire à loisir, sous les verrous du saint-office, l'oraison de quiétude; les jésuites eux-mêmes, malgré leur crédit, n'étaient pas plus ménagés que les augustins ou les carmes, et le père Appiani, entre autres, fut condamné, comme disciple de Molinos, à trois ans de prison étroite, c'est-à-dire à ne communiquer avec personne, à n'avoir ni feu ni lumière, à ne jamais franchir, pour quelque motif que ce fût, le seuil de sa chambre, à jeûner au pain et à l'eau les vendredis, et de plus à sept ans de prison ordinaire, ce qui n'empêchait pas qu'on l'estimât fort heureux d'en *être quitte à si bon marché*.

Puisque nous sommes à Rome, il est difficile que nous n'y rencontrions pas les jésuites, et nous les trouvons dans la *Correspondance* ce qu'ils sont à peu près partout, d'habiles gens, fort occupés de faire avantageusement les affaires de la compagnie. Ici c'est l'histoire d'un jeune homme, riche et de bonne mine, que sa famille envoie dans leur collége, et que les bons pères, toujours habiles à gagner les ames, enrôlent dans la société ou plutôt pêchent à l'hameçon en l'amorçant, comme dit le texte même de la lettre à laquelle nous empruntons ce détail, par des caresses et la terreur, *blanditiis terrore mixtis expiscant*. Le jeune homme, pour prix de l'héritage céleste qu'on lui promet, abandonne aux jésuites sa part de l'héritage paternel, et ceux-ci, du vivant même des parens du néophyte, ont l'effronterie d'envoyer à Pise, résidence de la famille, un expert pour estimer les maisons, les propriétés qu'ils convoitent, et en porter la valeur exacte dans l'inventaire de leurs biens. En Italie, ils pêchent des successions; à la Chine, ils pêchent des dignités et au besoin se font astrologues pour devenir mandarins, ce qui fait dire à dom Michel que tout autre qu'un jésuite « aurait beau monter en contemplation jusqu'au troisième ciel avant de parvenir là. » A Rome comme à Pékin, ils étaient puissans, et malheur à ceux qui leur faisaient ombrage ou ne leur cédaient pas le haut du pavé, surtout quand ils étaient en procession! Il arriva un jour, dans les rues de Rome, que cette procession ne put passer à cause de quelques carrosses qui s'étaient rangés à la file. Il y eut scandale dans l'ordre. On propageait, il est vrai, la doctrine du péché philosophique, on permettait au père Lemoyne de soutenir que Mérope n'avait point péché en tuant

son fils, parce qu'elle ignorait qu'il le fût, on permettait à un jésuite de Bruges de dire en chaire qu'il était licite, quand les filles perdues tombaient malades, de leur *procurer la mort*, pour les empêcher de retourner à leurs désordres dans le cas où elles guériraient, *mortem procurare ne in vomitum redeant, si convalescant;* mais on ne souffrait pas qu'un embarras de voitures vînt gêner les bons pères dans une cérémonie : d'un crime aussi grave on faisait prompte justice. L'abbé de Caserte, qui se trouvait dans l'une des voitures, était banni pour six ans de l'état de l'église, son cocher envoyé aux galères, et deux dames de qualité, coupables du même délit, « condamnées à avoir leur maison pour prison, sans en pouvoir sortir que les fêtes et dimanches, pour aller entendre la messe dans une église voisine et non ailleurs, et encore à pied et sans pouvoir y aller ni là ni ailleurs en carrosse, et cela jusqu'à... on ne sait. » A la manière dont ces anecdotes et d'autres du même genre sont racontées, il est facile de voir que nos bénédictins, sans se croire hérétiques et même sans être jansénistes, pensaient des jésuites ce qu'en pensaient Pascal et Arnauld. Il est vrai, et cette opinion a bien aussi quelque poids, que Fénelon était d'un avis tout-à-fait différent, qu'il était même, à ce qu'il paraît, très affectionné aux jésuites, et que ceux-ci, de leur côté, lui rendaient estime pour estime, jusqu'à défendre auprès de la cour de Rome le livre des *Maximes des Saints*, contre lequel étaient ameutés tous les théologiens du temps.

L'impression produite sur les bénédictins français par le gouvernement espagnol de Naples fut toute différente de celle que leur avait fait éprouver le gouvernement romain. « Le vice-roi, dit Michel Germain, gouverne avec une justice, une sévérité et une application qui fait mettre le plus bel ordre qu'on ait peut-être jamais vu. Il est inflexible. Ses meilleurs amis, s'ils font mal, sont les plus rudement châtiés. Il a le don de commander. Ni homme ni femme ne porte aucun or ni argent sur ses habits. Tous les hommes presque sont vêtus de noir, les personnes de l'autre sexe la plupart de même, et dans une très grande simplicité. C'est comme dans les vieux tableaux de la nef d'Amiens. Il y a une si grande sûreté dans la ville et partout ailleurs, jour et nuit, que depuis deux ans et demi on n'a entendu parler que de deux meurtres. »

Ce qui flattait surtout les pieux collègues de Mabillon, c'est que les Napolitains ne témoignaient aucune indisposition contre la France, qu'ils en parlaient avec modération, qu'ils *étaient pleins du haut mérite du roi*, et qu'ils rendaient justice aux grands hommes du grand règne. « Descartes, dit à ce propos la *Correspondance*, Descartes a les plus beaux esprits de Naples pour sectateurs. Ils sont avides des ouvrages faits pour sa défense et pour éclaircir sa doctrine : nos libraires de Paris en débiteraient s'ils avaient ici commerce. Ces savans ne sont pas jésuites. Tout Italiens qu'ils sont, ils ne les épargnent pas, même en leur présence; je m'en suis étonné. C'est pourtant ce que j'ai remarqué ici et ailleurs; c'est peut-être que fin contre fin ne vaut rien à faire doublure. »

Nous ne suivrons pas nos bénédictins dans leurs excursions de couvent en couvent, de bibliothèque en bibliothèque; c'est un soin que nous laissons aux érudits et aux bibliographes curieux d'étudier en détail l'histoire de la découverte d'un manuscrit, de la rectification d'une date, de l'épuration d'un texte. Nous indiquerons seulement pour mémoire aux touristes de l'érudition moderne, comme un guide et comme un spécimen, toute la partie de la *Correspondance*

inédite qui se rattache aux travaux de recherches et de dépouillemens exécutés par nos pieux voyageurs. L'exemple de Mabillon et de ses savans disciples pourra stimuler utilement leur zèle, et il leur sera facile de se convaincre qu'une mission scientifique, au temps de Louis XIV, n'était pas ce qu'elle est trop souvent de nos jours, une affaire de complaisance pour le ministre qui l'accorde, une affaire d'agrément pour le touriste qui la remplit, une charge inutile pour le budget qui la paie. Pendant leur séjour en Italie, qui fut de quinze mois, Mabillon et ses compagnons de voyage avaient feuilleté, collationné, analysé ou copié plus de trois mille manuscrits. Ils rentrèrent à Paris rapportant *plusieurs rames de papier* de pièces inédites et quatre mille volumes, la plupart d'une grande rareté, qui furent déposés à la Bibliothèque du roi. A voir tant de trésors ramassés en si peu de temps, il semblait, dit un biographe ecclésiastique, que l'antiquité tout entière rajeunît sous ses rides.

Ce fut là le dernier voyage de Mabillon. A partir de cette époque, il rentra dans son cloître et s'enferma dans un repos studieux, occupé seulement de servir la religion en éclairant son histoire et de faire refleurir l'antique discipline, qui s'était perdue à travers la barbarie du moyen-âge. Cette pensée, du reste, était celle de tous les hommes éminens de l'église française au XVIIe siècle, et, en étudiant l'esprit de cette église, on y découvre une tendance universelle à se rapprocher du christianisme primitif. A aucune autre époque, le clergé français ne montra une plus grande dignité de mœurs, une plus grande élévation de pensée. De nouveaux ordres s'établissent, basés pour la plupart sur le travail, l'instruction, le soin des pauvres et des malades; les carmélites de Sainte-Thérèse, les frères de Saint-Jean-de-Dieu, les sœurs de la Visitation, les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, se propagent sur tous les points du royaume, et il s'opère pour ainsi dire une sorte de renaissance de la charité. Rancé rend aux macérations du cloître toute la dureté des premiers âges. On traduit à Port-Royal les *Vies des Pères du Désert;* la philosophie, étouffée pendant des siècles sous la scholastique, s'allie de nouveau avec la théologie. La question de la grace se ranime comme au temps de saint Augustin; les pères renaissent dans Bossuet; Fénelon rappelle en bien des points les premiers évêques de la Gaule, et les bénédictins cherchent à ramener leur ordre au joug de la règle imposée par leur fondateur. Qu'on ouvre la vie de Mabillon, écrite par son fidèle ami Thierry Ruinart : on croirait lire, dégagée du merveilleux, la légende d'un compagnon de saint Benoît; c'est la même humilité, le même mépris des biens de ce monde, le même amour de la souffrance et du travail, la même résignation. A chaque ouvrage nouveau qu'il composait, Mabillon portait sur l'autel les premières pages de son livre, pour offrir à Dieu les *prémices de son esprit*. Quand on froissait par des éloges la seule susceptibilité qui fût dans son ame, celle de la modestie, il se hâtait de changer de discours, et répondait simplement : « J'ignore ces vertus que vous voyez en moi, mais je connais ma faiblesse; c'est à Dieu qu'il appartient de me juger, il est ma force et mon espérance. Priez-le donc de me rendre tel que vous me croyez. »

Malgré de vives douleurs de poitrine et de fréquens maux de tête qui nécessitèrent une opération douloureuse, Mabillon, retiré dans l'abbaye de Saint-Germain, n'en continuait pas moins ses travaux avec une infatigable persistance. Dans le *Traité des études monastiques*, il posa ce principe, que l'étude doit être,

après la prière, la principale occupation des moines, et il montre ce qu'il faut étudier et comment on doit étudier. Pour le cloître, c'était un appendice à la règle, une réforme salutaire et rendue nécessaire par les progrès de la civilisation et des lumières; pour l'érudition, c'était une méthode. Aussi ce livre fut-il traduit dans toutes les langues de l'Europe, et reproduit en Italie sous le titre de *Schola mabilloniana;* mais, quoique inspiré par les sentimens les plus purs, quoique honoré des plus nobles suffrages, il fut pour Mabillon une source de vifs chagrins, en l'engageant malgré lui dans une polémique contre l'abbé de Rancé. Le célèbre réformateur prétendait que recommander aux moines les travaux de l'esprit, c'était irriter leur orgueil; Mabillon soutenait au contraire que la vraie science conduit à l'humilité. Rancé apporta dans la querelle toute la fougue, tout l'emportement de ses premières années, et il alla même jusqu'à reprocher à son adversaire d'avoir écrit *contre sa propre conviction.* « Je puis tomber dans l'erreur, répondit le pieux bénédictin, aussi bien que les autres hommes, je puis encore tomber dans des contradictions; mais que j'écrive contre *ma propre conviction,* j'espère, avec la grace du Seigneur, que cela ne m'arrivera jamais. » Rancé voulut répliquer de nouveau, des amis communs s'interposerent, et le voyage que fit Mabillon à l'abbaye de la Trappe, en 1693, amena une réconciliation qui est restée célèbre dans l'histoire des querelles littéraires. Voici en quels termes Mabillon lui-même rend compte, dans une lettre adressée à son collègue Estiennot, de l'entrevue qu'il eut avec l'abbé de Rancé : « Je parlai quatre fois à M. l'abbé, la première sans dire un seul mot de notre contestation. A la seconde, M. l'abbé commença par dire qu'il ne savait pas si nous n'aurions pas été fâchés de ce qu'il avait écrit contre moi; à ces mots, je l'embrassai, et lui, moi, tous deux à genoux, et je répondis que son écrit n'avait donné aucune atteinte au respect et à la vénération que j'avais eus pour lui. Il m'ajouta que, lorsqu'on était pénétré d'une certaine vérité, on disait quelquefois les choses d'une manière un peu vive, mais qu'il me priait d'être persuadé qu'il avait pour notre congrégation, et pour moi en particulier, tous les sentimens d'estime et de cordialité qu'on pouvait avoir, et qu'il était bien aise de faire cette déclaration en présence du pere avec qui j'étais. » Huet, Arnauld, Nicole, Fleury, se rangèrent, dans cette querelle, du côté de Mabillon, et il devait en être ainsi, car, en prenant toujours pour guide sa conscience et sa conviction, le pieux bénédictin portait, dans les questions en apparence les plus indifférentes, une vigueur de raisonnement, une rectitude de critique qui ne laissaient pas la moindre place au doute, et la force de ses convictions, le sentiment de la vérité historique, éclataient avec tant de puissance dans ses moindres travaux, que l'un des prélats les plus distingués de la cour de Rome, le cardinal Aguirre, lui écrivit un jour : « Je vous ai lu lentement, car la langue française ne m'est point familière; mais j'ai pu dire avec le philosophe: Ce que j'ai compris, je l'approuve; ce que je n'ai pas compris, je le crois. » En effet, l'érudition, pour Mabillon, n'était point une œuvre de curiosité stérile; il en faisait, pour les vertus révélées par le christianisme, ce que les anciens avaient fait de l'histoire pour les vertus civiques, une règle et une doctrine, et souvent même il en déduisait des conséquences toutes pratiques. C'est ainsi que dans un passage extrait des *Réflexions sur les prisons des ordres religieux,* il expose, ainsi que l'a remarqué pour la première fois M. Valery, tout le système de l'emprisonnement cel-

lulaire. « Ne pourrait-on pas, dit-il, à propos de la prison de saint Jean Climaque, ne pourrait-on pas établir un lieu semblable dans les ordres religieux pour y renfermer les pénitens? Il y aurait dans ce lieu plusieurs cellules, semblables à celles des chartreux, avec un laboratoire pour les exercer à quelque travail utile. On pourrait ajouter aussi à chaque cellule un petit jardin, qu'on leur ouvrirait à certaines heures, pour les y faire travailler et leur faire prendre un peu d'air. Ils assisteraient aux offices divins, renfermés au commencement dans quelque tribune séparée, et après avec les autres dans le chœur, lorsqu'ils auraient passé les premières épreuves de la pénitence et donné des marques de résipiscence. Leur vivre serait plus grossier et plus pauvre, et leurs jeûnes plus fréquens que dans les autres communautés. On leur ferait souvent des exhortations, et leur supérieur, ou quelque autre de sa part, aurait soin de les voir en particulier et de les consoler et fortifier de temps en temps. Les séculiers et externes n'entreraient pas dans ce lieu, où l'on garderait une solitude exacte. Je ne doute pas que tout ceci ne passe pour une idée d'un nouveau monde; mais, quoi qu'on en dise ou qu'on en pense, il sera facile, lorsqu'on voudra, de rendre les prisons et plus utiles et plus supportables (1). »

La publication des quatre premiers volumes des *Annales de l'ordre de Saint-Benoît*, entreprise à la sollicitation de Renaudot et de Baluze, occupa Mabillon pendant les dernières années de sa vie. Avant de se mettre à l'œuvre, il se rendit en pèlerinage à Clairvaux pour visiter le tombeau du saint, et chaque jour il célébra la messe sur ce tombeau, dans le calice même dont saint Benoît s'était servi. Ce pieux contact avec les morts dont il allait raconter les actions rendait plus saints et plus austères encore à ses yeux ses devoirs d'historien, et il porta dans ce nouveau travail toute l'ardeur de sa jeunesse, la même indépendance de critique, et l'amour de la vérité, noble passion, supérieure, comme tous les grands sentimens de l'esprit, aux passions orageuses du cœur, et qui ne se flétrit pas comme elles sous le poids des années. Les années cependant s'étaient accumulées sur sa tête. Le travail continu de la pensée, la rigoureuse observation de la règle, avaient miné ses forces. La mort approchait; Mabillon s'absorba tout entier dans la méditation de ce moment suprême, et consigna ses sentimens dans un admirable petit traité de philosophie chrétienne, le traité *De morte christiana*, qu'il dédia à la reine de la Grande-Bretagne. Le 1er décembre 1707, il ressentit plus vivement les atteintes du mal qui devait l'emporter bientôt. Ce jour-là, il était parti vers six heures du matin, à pied, malgré son grand âge, pour se rendre à l'abbaye de Chelles, à quatre lieues de Paris; il fut pris pendant la route de vives douleurs de vessie, n'arriva qu'à grand'peine au but de sa promenade, et resta huit jours à Chelles sans qu'on eût reconnu la nature du mal. Un médecin qu'on appela de Paris ne laissa aucun doute sur le danger; Mabillon accueillit son arrêt avec une sérénité parfaite, et son premier soin fut de demander dom Thierry Ruinart, son collaborateur et son ami. « Il faut nous séparer, lui dit-il en l'apercevant; » et comme Ruinart répondait par des larmes: « Pourquoi vous affligez-vous? reprit Mabillon; n'est-il pas juste que je parte le premier? n'y a-t-il pas assez long-temps que je suis dans ce monde? ne faut-il pas aller à Dieu? » Ruinart n'essaya point de le consoler par ces mots rassurans

(1) *Œuvres posthumes de Mabillon*, tome II, p. 334.

qu'inspirent les affections humaines à ceux qui vont perdre un être chéri. Cela eût été contraire à la règle; il lui serra la main et se mit à genoux.

A quelques jours de là, Mabillon fut rapporté à Paris dans la litière du cardinal d'Estrées, et, quand sa maladie fut connue de la capitale et de la province, la plupart des évêques ordonnèrent des prières. Les pauvres, les enfans, les curés de campagne, pour qui Mabillon avait toujours eu des sympathies particulières, prièrent dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les paroisses de village. Les grands personnages de l'époque envoyaient fréquemment savoir de ses nouvelles. Lui, toujours humble, s'étonnait qu'on s'occupât ainsi d'un pauvre moine; cet empressement universel autour de sa personne l'effrayait presque, et il craignait d'en concevoir de l'orgueil. Il craignait surtout, au milieu des plus tristes épreuves de la maladie, ces impatiences et ces regrets qu'arrache la douleur, et, dans les opérations délicates qu'exigeait sa situation, il fallait que le chirurgien qui lui donnait des soins l'exhortât à se plaindre lorsque ses souffrances deviendraient plus vives, afin d'éviter de graves accidens. Dans les rares momens de calme que lui laissait la douleur, il discourait, avec ses frères, des devoirs et du but de la vie; il leur recommandait l'amour de l'étude, la patience dans les arides travaux de l'érudition, le respect de la vérité; il les exhortait à rester pauvres en tout, même *en fait de livres*, et leur promettait de ne point les oublier dans ce monde inconnu dont il touchait le seuil. Le spectacle de cette agonie frappa profondément les moines de Saint-Germain-des-Prés; ceux qui savaient la mort des docteurs du moyen-âge comparaient Mabillon à tous les saints dont lui-même, dans les *Actes* de l'ordre, avait raconté la vie, à tous ceux dont la légende avait exalté les derniers instans. Si l'approche du moment suprême avait jeté parfois le moribond dans de vagues tristesses, ils avaient toute la tradition chrétienne pour excuser ces *terreurs salutaires;* ils savaient que la foi ne comble pas tous les abîmes, et se rappelaient ce cri magnifique poussé par saint Bernard dans les profondeurs du cloître : « Ma chair n'est pas de fer ou d'airain; je suis homme, sujet au péché, esclave de la mort, et j'ai peur de ma mort et de la mort des miens; *mortem meam et meorum horreo.* »

Le 27 décembre 1707, vers cinq heures du soir, l'ordre de Saint-Benoît perdit son dernier saint, et la France un de ses plus illustres érudits. La mort de dom Jean fut reçue avec un deuil universel; les protestans même le pleurèrent; les moines de Saint-Germain, qui avaient reçu son dernier soupir, frappés de la sérénité de ses traits, racontèrent que ses yeux éteints par la mort s'étaient ranimés tout à coup, et qu'ils avaient brillé d'une lumière céleste. C'est là, d'après les agiographes du moyen-âge, le signe le plus certain auquel on reconnaît les élus. Pendant les deux jours qu'il resta exposé, une foule immense vint baiser ses pieds, couper, pour en faire des reliques, des morceaux de ses vêtemens, et le pape fit écrire par le cardinal Colloredo à Thierry Ruinart que, quoique la règle de Saint-Benoît défendît d'inscrire aucun nom sur la sépulture des moines, il verrait cependant avec plaisir que le nom de Mabillon fût mis sur sa tombe, « car, disait le saint père, on devait au moins pouvoir montrer la place où reposaient ses cendres aux étrangers illustres qui viendraient visiter Paris. »

Aujourd'hui, dans Mabillon, nous avons oublié le saint: nous n'avons plus à demander à sa vie l'exemple des vertus monastiques, car, entre son époque et

la nôtre, il y a Voltaire et la révolution française; mais l'Europe savante se souvient de l'érudit, et le cite encore comme le modèle, perdu peut-être, de ces hommes simples et forts qui ont élevé des monumens à jamais durables, en travaillant dans l'unique dessein « de rechercher et de publier la vérité sur un objet chéri. » Tout ce qui se rattache à ces hommes d'élite, au siècle glorieux de Louis XIV, à cette seconde antiquité, qui ne peut que grandir encore par la distance, et surtout par le contraste, nous intéresse à juste titre; aussi félicitons-nous vivement M. Valery d'avoir rassemblé dans la *Correspondance inédite* et annoté avec un soin vraiment religieux ces lettres qui sont de véritables reliques pour les amis de notre histoire. La préface de l'éditeur en fait ressortir d'une façon piquante toute l'importance, et, en effet, les érudits et les bibliographes y trouveront d'utiles renseignemens sur les exhumations des textes et les éditions des livres; ils y trouveront surtout, à côté du dévouement à la science, la simplicité qui en rehausse le prix, une bienveillance inaltérable envers ceux qui s'occupent des mêmes études, et cette urbanité qui fait le charme des rapports et la douceur de la vie; car, par un contraste remarquable, ces moines, qui ont renoncé à tous les plaisirs, à toutes les joies du monde, adoucissent pour les autres leur austérité; ils gardent, dans les relations, toute la grace, toute l'élégance de cette société avec laquelle ils ont rompu sans retour, et la politesse la plus exquise est encore pour eux une forme de la charité. Les prophètes ultramontains du néo-catholicisme pourront, ainsi que les savans, tirer quelque profit de la *Correspondance;* ils y verront comment les hommes les plus orthodoxes du XVIIe siècle s'exprimaient sur le compte des philosophes, lors même qu'ils désapprouvaient leurs doctrines, comment alors on respectait le pape, en tant que pasteur des ames, sans se croire obligé de l'admirer comme souverain temporel, ce qu'on pensait des jésuites quand on les avait vus manœuvrer dans leur quartier-général, et du saint-office, quand on en connaissait les juges et les prisons. Enfin ceux qui cherchent dans les ruines de l'Italie d'autres souvenirs que les souvenirs de la papauté, ceux qui demandent une nation à cette terre féconde, s'ils parcourent ces lettres arrachées par hasard au secret des confidences intimes, s'arrêteront peut-être avec tristesse sur plus d'une page, étonnés de voir des moines, sujets de Louis XIV, désespérer de l'Italie, s'affliger d'y chercher les marques de l'ancienne liberté, *pour n'en retrouver que des apparences,* et résumer la vie d'un peuple, auquel cependant à aucune époque n'ont manqué ni les grands esprits, ni les grands courages, par ce mot qu'on peut écrire sur un tombeau : *far niente.*

CH. LOUANDRE.

HISTOIRE

DU

CONSULAT ET DE L'EMPIRE

PAR M. A. THIERS.

SIXIÈME VOLUME.

Il y a quarante ans, la France était au comble de la gloire. Au XVIIe siècle, Louis XIV, brillant héritier des travaux de Richelieu et de Mazarin, avait placé la monarchie française au premier rang des puissances européennes. Au XIXe, Napoléon outrepassait cette grandeur. Son génie, les circonstances extraordinaires d'une révolution dont il était le modérateur et le représentant, imprimèrent alors aux événemens un caractère de nouveauté merveilleuse. Il fallait désormais sortir de l'histoire moderne pour trouver à la situation que Napoléon s'était faite de convenables analogies. Il n'était plus permis de le comparer à Cromwell; déjà même, dans la liste des empereurs illustres, il laissait derrière lui Charles-Quint pour s'approcher tous les jours de Charlemagne. Nous voyons dans l'histoire, au-dessus des grands hommes qui servent avec puissance les intérêts de leur pays, quelques hommes plus grands encore qui appartiennent au genre humain. Le nombre en est fort petit. A côté des trois ou quatre noms qui primeront éternellement toutes les renommées, Napoléon mit le sien.

Voltaire s'étonne quelque part qu'on ne puisse passer par une seule ville de France ou d'Espagne, ou des bords du Rhin, ou du rivage

d'Angleterre vers Calais, sans trouver de bonnes gens qui se vantent d'avoir eu César chez eux. Chaque province, dit-il, dispute à sa voisine l'honneur d'être la première en date à qui César donna les étrivières. Voltaire ajoute : « Les Indiens sont plus sages; ils savent confusément qu'un grand brigand, nommé Alexandre, passa chez eux après d'autres brigands, et ils n'en parlent presque jamais. » A défaut des Indiens, le monde en a parlé, et l'Orient a subi l'ascendant de la civilisation grecque, que lui apporta dans ses replis de fer la phalange macédonienne. C'est ce rôle de civilisateur à main armée qu'en 1805 allait de plus en plus prendre Napoléon. Déjà il avait exercé sur l'Italie une influence heureuse, il l'avait arrachée à l'Autriche, il y avait fait connaître et goûter l'égalité civile, ainsi que l'unité de législation. Après l'Italie vint le tour de l'Allemagne. C'est l'Angleterre qui contraignit Napoléon à passer le Rhin pour se débarrasser sur l'Océan d'un si rude adversaire. Elle se sentait trop vivement menacée chez elle pour ne pas lui chercher des ennemis sur le continent, dût-elle les payer fort cher, et elle forma contre la France une troisième coalition, dont le dénoûment fut la paix de Presbourg. De cette paix date la fin de l'empire germanique, et pour l'Allemagne une ère nouvelle. Cependant, un an auparavant, la députation de l'empire, *Reichsdeputation*, avait à Ratisbonne promulgué un décret en quatre-vingt-neuf articles qui réglait les affaires de l'Allemagne, et la diete elle-même avait confirmé les lois encore subsistantes du corps germanique, en déclarant le maintien de l'ancienne constitution dans tous les points auxquels on n'avait pas touché. Le 26 décembre 1805, le traité de Presbourg mettait toutes ces déclarations au néant. Par ce traité, Napoléon faisait rois les électeurs de Bavière et de Wurtemberg, qui recevaient en outre avec la couronne des territoires que leur cédait l'Autriche. C'était briser les liens de l'empire germanique, puisque les nouveaux rois étaient investis, sur les parties anciennes et nouvelles de leurs états, de la plénitude de la souveraineté. Au surplus, les conséquences du traité de Presbourg ne se firent pas attendre. Le 12 juillet 1806, seize princes allemands, ayant à leur tête les rois de Bavière et de Wurtemberg, déclarèrent se séparer à perpétuité du territoire de l'empire germanique, et former entre eux une confédération particulière sous le nom d'*États confédérés du Rhin*. La nouvelle confédération se plaçait sous la protection suprême de l'empereur des Français. Enfin un manifeste émané de l'empereur d'Allemagne vint mettre le sceau à cette révolution. François II déclara qu'il considérait comme dissous les liens qui jusqu'à présent l'avaient attaché au corps de l'empire germanique, et qu'il regardait comme éteinte par la confédération des états du Rhin la charge de chef de l'empire. Depuis cette déclaration, que de changemens ont défait en Allemagne l'œuvre de 1806! Toutefois l'empire germanique ne s'est pas relevé, et

les royaumes de Wurtemberg, de Bavière, sont debout. Si la confédération du Rhin a disparu dans le vaste naufrage de Napoléon, l'Allemagne méridionale a gardé l'empreinte et les bienfaits de la centralisation salutaire qui lui fut imprimée sur les ruines de la féodalité germanique. Le code civil est en vigueur sur les bords du Rhin; il y a des chambres représentatives à Munich, à Stuttgart, à Carlsruhe, à Darmstadt. Cette révolution constitutionnelle est devenue possible le jour où François II a proclamé lui-même qu'il n'y avait plus d'empire d'Allemagne.

Tels sont les résultats. Quels furent les moyens? Voilà le domaine de l'histoire proprement dite. L'histoire raconte les desseins, les entreprises des acteurs qui se produisent sur la scène; elle apprend par quels procédés, par quels événemens, de grandes révolutions politiques et morales ont été préparées. Jusqu'à présent, parmi les moyens qui amènent ces mémorables résultats, la guerre a été au premier rang. Nous ignorons s'il viendra un temps où elle sera supprimée, où les difficultés qui partageront les nations seront résolues à l'amiable dans des congrès *humanitaires*. Jusqu'à présent les idées et les passions contraires qui ont sérieusement animé les peuples leur ont mis les armes à la main, et c'est après avoir beaucoup bataillé que les peuples ont goûté les douceurs de la paix. La révolution française avait dès le début proclamé son horreur pour les guerres de conquête et d'envahissement, et cependant, après s'être défendue héroïquement contre d'injustes agressions, elle se répandit au dehors avec une irrésistible impétuosité. Dans ce débordement, dans cette propagande de la victoire, il y a deux choses à admirer, les décrets de la Providence et le génie de l'homme qui en était l'instrument. Représentant de l'ordre en France, Napoléon fut pour le monde un agent extraordinaire de rénovations et de changemens. Il ne faut pas s'étonner s'il ne respecta pas les conditions et les lois d'équilibre de la politique suivie jusqu'alors, puisque c'était précisément sa mission de rapprocher, de fondre les peuples entre eux par des combinaisons nouvelles, et d'accélérer ainsi les progrès de la sociabilité européenne. Maintenant quelle est la nature et l'étendue du génie qui, par la Providence, fut voué à cette mission; quelles furent les inépuisables ressources de cette organisation privilégiée entre toutes, ses plans, ses projets, ses triomphes, ses mécomptes, ses fautes, ses revers; quel fut l'homme enfin dans le détail de ses conceptions et de ses actes : c'est là un des plus grands tableaux qui puissent être présentés à l'admiration, à la curiosité humaine; c'est là l'histoire dont M. Thiers s'est emparé avec tant de puissance, et qu'il continue avec une égale vigueur.

Dès les premières pages du sixième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, nous trouvons Napoléon tout entier au dessein d'une

guerre continentale. La douleur d'être obligé de s'arracher de Boulogne pour combattre une troisième coalition avait été vive, mais courte; elle avait bientôt cédé la place à d'autres pensées. Napoléon avait saisi le plan des coalisés qui préparaient contre lui quatre agressions : la première au nord par la Poméranie, la seconde à l'est par la vallée du Danube, la troisième en Lombardie, la quatrième au midi de l'Italie. C'était dans la vallée du Danube que la coalition devait tenter son plus grand effort par la jonction des Autrichiens et des Russes; c'est là aussi que Napoléon résolut de porter le gros de ses forces; il voulait, comme le dit son historien, « faire tomber toutes les attaques secondaires par la manière dont il repousserait la principale. » Frapper les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, se jeter ensuite sur ceux-ci, qui n'auraient plus pour soutien que les réserves de l'Autriche au lieu de sa principale armée, tel fut le projet de l'empereur. Cette donnée est au fond très simple; seulement, pour l'accomplir, il fallait des prodiges de sagacité et de promptitude dans l'exécution. Ces prodiges, ces combinaisons pleines à la fois de finesse et de bon sens sont racontées par M. Thiers avec une admirable lucidité, qui ne peut être que le résultat de la plus profonde étude du sujet. Si l'historien de Napoléon n'a rien épargné, ni méditations, ni veilles, ni recherches, ni explorations de tout genre, pour rendre accessible à tous l'intelligence des opérations militaires de l'empereur, il est bien récompensé de ses travaux, car son but est atteint. Après avoir lu ses pages si claires sur les évolutions et les événemens qui ont amené la reddition d'Ulm, on a gravé dans l'esprit le merveilleux ensemble avec lequel les forces françaises vinrent des points les plus opposés, du Hanovre, de la Hollande, de Boulogne, converger à la vallée du Danube, le secret qui fut gardé le plus long-temps possible sur toutes ces marches, l'immobilité du général Mack dans Ulm, qui faisait précisément tout ce qu'avait espéré, tout ce que désirait Napoléon, les demi-mesures que prit le général autrichien après avoir reconnu qu'il était enveloppé de tous côtés par l'armée française, demi-mesures suivies de la capitulation célèbre par laquelle vingt-sept mille hommes jetèrent leurs armes aux pieds de Napoléon. Cependant les lieutenans de l'empereur avaient, dans différens combats, fait trente mille prisonniers aux Autrichiens, de manière qu'en vingt jours une armée de quatre-vingt mille hommes se trouva détruite. L'armée française n'avait que quinze cents hommes hors de combat. Napoléon put dire dans une proclamation à la grande armée que cela était sans exemple dans l'histoire des nations.

Il y a plus de poésie dans les faits que dans les fictions. Au moment où nos soldats étonnaient l'Europe, Trafalgar projetait sur un si beau succès une ombre triste et sanglante. Ce contraste, cette catastrophe qui anéantit pour long-temps notre puissance maritime, sont exposés

par M. Thiers avec une impartialité qui n'ôte rien au pittoresque du récit. Dans les circonstances où l'amiral Villeneuve était placé, tant par la force des choses que par ses propres fautes, sa défaite était inévitable; c'est ce qu'explique l'historien, qui termine sa démonstration par ces remarquables paroles : « Tout le monde se préparait sa part de tort dans un grand désastre, Napoléon celle de la colère, le ministre Decrès celle des réticences, et Villeneuve celle du désespoir. » L'historien constate aussi sans détour la supériorité maritime des Anglais, qui, comme il le dit, avaient opéré sur mer une révolution assez semblable à celle que Napoléon venait d'opérer sur terre, et cette équité ne fait que mieux ressortir l'intrépidité personnelle de nos marins. Les parties les plus remarquables de ce récit sont la mort de Nelson, le jugement de l'historien sur le caractère de cette célèbre journée et sur la conduite de Napoléon quand il eut appris ce désastre. Ici l'injustice de l'empereur n'échappe pas à la censure de l'historien.

Mais revenons sur le continent, sur le théâtre où Napoléon se préparait à réaliser la seconde partie de son plan, la défaite de l'armée russe et des réserves autrichiennes. La guerre à tous ses degrés est un bel emploi de la force humaine; nous la voyons dans le soldat sous la physionomie de l'obéissance à laquelle on demande tantôt une résignation sans bornes, tantôt des prodiges de valeur. L'officier qui va au feu comme le simple soldat a en même temps une part de direction et de responsabilité; dans le commandant supérieur qui a sous ses ordres plusieurs corps, la responsabilité s'agrandit, et l'intelligence doit être égale au courage; enfin, pour le général en chef qui se sent l'ame de toute une multitude armée attendant de lui son salut ou sa perte, la guerre s'élève à toute sa grandeur. Que sera-ce donc quand le général en chef sera en même temps le souverain d'un puissant empire dont il aura dans la main toutes les ressources et tous les intérêts? Telle était la position sans égale de Napoléon, que M. Thiers, au commencement de ce sixième volume, a caractérisé avec bonheur par ces paroles : « Pour la première fois Napoléon était libre, libre comme l'avaient été César et Alexandre. » Au moment où nous en sommes de l'histoire de l'empereur, il faut reconnaître qu'il s'est admirablement servi de cette liberté qui est toujours un effrayant fardeau, même pour un génie de premier ordre. Il a tout ensemble de l'audace, de la sagesse, de l'impétuosité, de la ruse. Par un heureux mélange d'instinct et de réflexion, il devine les plans de l'ennemi. C'est parce qu'il connaît à fond les préjugés militaires des généraux autrichiens et du conseil aulique qu'il a pu pressentir la position que prendrait Mack dans la vallée du Danube. En face de l'armée austro-russe, Napoléon a peut-être montré plus encore de pénétration et de finesse; il sut exciter chez elle une présomption folle en affectant une attitude prudente, presque timide. Quand il s'établit entre

Brünn et Austerlitz, il prévoit et encourage les projets que la position respective des deux armées devait inspirer aux généraux russes. Jamais plus d'adresse ne fut associée à plus de décision. C'est à M. Thiers que nous devons de lire dans la pensée de Napoléon aussi nettement : il jette une égale lumière sur toutes les idées, sur tous les desseins, sur toutes les opérations de l'empereur. La méthode de l'historien est excellente : il prépare le lecteur à l'intelligence des mouvemens militaires en exposant le but que devait se proposer Napoléon, en faisant pressentir les moyens dont il allait se servir; il entre ensuite dans tous les détails de l'action; enfin il résume les données principales et les grands résultats. C'est ainsi qu'il termine sa belle description de la bataille d'Austerlitz par ces lignes : « Cette ame, dans laquelle de si amères douleurs devaient un jour succéder à des joies si vives, goûtait en cet instant les délices du plus magnifique succès et du mieux mérité; car, si la victoire est souvent une pure faveur du hasard, elle était ici le prix de combinaisons admirables. Napoléon, en effet, devinant avec la pénétration du génie que les Russes voudraient lui enlever la route de Vienne, et qu'alors ils se placeraient entre lui et les étangs, les avait, par son attitude même, encouragés à y venir; puis, affaiblissant sa droite, renforçant son centre, il s'était jeté avec le gros de son armée sur les hauteurs de Pratzen, par eux abandonnées, les avait ainsi coupés en deux et précipités dans un gouffre duquel ils n'avaient pu sortir. La majeure partie de ses troupes n'avait presque pas agi, tant une pensée juste rendait sa position forte, tant aussi la valeur de ses soldats lui permettait de les présenter en nombre inférieur à l'ennemi. On peut dire que sur soixante-cinq mille Français, quarante ou quarante-cinq mille au plus avaient combattu, car le corps de Bernadotte, les grenadiers et l'infanterie de la garde n'avaient échangé que quelques coups de fusil. Ainsi quarante-cinq mille Français avaient vaincu quatre-vingt-dix mille Austro-Russes (1). » N'est-ce pas là une manière d'écrire l'histoire large, positive et durable?

Ulm, Trafalgar, Austerlitz, puis les conséquences de cette victoire, la paix de Presbourg et la confédération du Rhin, telles sont les grandes lignes du sixième volume de M. Thiers. Maintenant, que de détails variés, de faits piquans, nouveaux, sont répandus dans ces divisions principales! Ils ressortent d'autant mieux que le dessin de la composition est plus simple et plus ferme. Quand en Moravie Napoléon est en face des Russes, l'historien fait de leurs généraux une intéressante peinture. Nous trouvons d'abord sur le premier plan la figure de Kutusof, elle est originale et saisissante. M. Thiers nous montre ce général en chef déjà près de la vieillesse, dissolu, avide, mais intelligent, délié d'esprit

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome VI, page 330.

autant qu'il était lourd de corps, heureux à la guerre, habile à la cour. Kutusof voulait surtout garder la faveur de l'empereur Alexandre, aussi n'osait-il pas contrarier la coterie dont les Dolgorouki étaient les chefs et qui avaient l'oreille de l'empereur. Le jeune et brillant état-major de l'armée russe demandait hautement qu'on prît l'offensive, et se promettait la victoire. Il s'imaginait que l'aspect des Russes avait intimidé, ébranlé Napoléon, qui n'espérait plus les battre comme il avait vaincu les Autrichiens. Il n'en douta plus quand il vit le général Savary envoyé auprès de l'empereur Alexandre pour le complimenter et connaître au juste ce qu'il voulait. Le sang-froid de Savary en entendant les propos des officiers russes, la politesse évasive d'Alexandre, la fatuité étourdie que déploie le prince Dolgorouki quand il est envoyé à son tour auprès de Napoléon, et la colère sourde que ses propos inconsidérés excitent dans l'ame de l'empereur, tout cela est représenté par M. Thiers avec une spirituelle justesse. Voici quelque chose de comique. Il y avait dans l'armée russe un général allemand, appelé Weirother, qui prétendait avoir un plan admirable pour détruire Napoléon; il était parvenu à le faire adopter par l'état-major de l'armée russe. La veille de la bataille, tous les généraux étant réunis chez Kutusof, Weirother exposa avec une jactancieuse emphase ce plan merveilleux, fondé tout entier sur la supposition que Napoléon battait en retraite et ne prendrait sur aucun point l'offensive. « Cependant s'il nous attaquait? » objecta un des assistans (c'était un Français au service de la Russie, le général Langeron). « Le cas n'est pas prévu, répondit Weirother, mais Napoléon n'attaquera pas. » Kutusof, qui avait dormi profondément pendant que Weirother pérorait, se réveilla et coupa court à cette discussion en congédiant tout le monde. Les généraux russes purent reconnaître le soir d'Austerlitz qu'effectivement le cas n'avait pas été prévu.

Il y avait une puissance qui, au milieu de cette grande lutte dont se sentait ébranlée l'Europe, se trouvait dans la situation la plus perplexe et la plus embarrassante : c'était la Prusse. De quel côté inclinerait-elle? La coalition lui demandait si elle se joindrait contre elle à l'oppresseur de l'Europe; d'un autre côté, cet oppresseur lui offrait le Hanovre, qu'elle désirait toujours sans jamais oser le prendre. M. Thiers explique d'une manière remarquable l'agitation extraordinaire dans laquelle une semblable alternative jetait Frédéric-Guillaume : « Ce prince, dominé tantôt par l'avidité naturelle à la puissance prussienne qui le portait vers Napoléon, tantôt par les influences de cour qui l'entraînaient vers la coalition, avait fait des promesses à tout le monde, et était ainsi arrivé à un embarras de position auquel il ne voyait plus d'issue que la guerre avec la Russie ou avec la France. Il en était exaspéré au plus haut point, car il était à la fois mécontent des autres et de lui-même, et il n'envi-

sageait la guerre qu'avec épouvante. » La cour de Prusse, la famille royale, *où dominait une reine passionnée, belle et remuante*, le brillant prince Louis, neveu du roi, qui devait payer si cher sa belliqueuse ardeur, se livrèrent à l'influence, aux séductions de l'empereur Alexandre avec un entraînement contre lequel M. d'Haugwitz, avec toute son habileté, se trouva sans force. La politique de M. d'Haugwitz, qui avait consenti à sortir de sa retraite pour assister le roi de ses conseils, avait toujours consisté à maintenir la Prusse neutre entre les deux partis européens et à tirer tout le profit possible de cette neutralité. Quand l'empereur Alexandre fut établi à Potsdam comme l'hôte de Frédéric-Guillaume, il obtint par ses obsessions que le roi abandonnerait cette neutralité pour interposer entre les puissances belligérantes une sorte de médiation armée, qui n'était qu'une adhésion déguisée à tous les projets de la coalition. L'Angleterre ne s'y trompa pas; elle vit dans ce changement de la Prusse un événement capital qui pouvait décider du sort de l'Europe : aussi se hâta-t-elle d'apprendre au cabinet de Berlin qu'elle tenait des subsides à sa disposition, s'il voulait mettre en mouvement l'armée prussienne. Ici, nous trouvons dans le livre de M. Thiers un curieux détail qui arrive pour la première fois à la notoriété de l'histoire. Pour déterminer la Prusse, le gouvernement anglais ne pouvait, comme la France, lui proposer le Hanovre; George III n'eût jamais consenti à abandonner un pays qu'il considérait comme son patrimoine. A la place du Hanovre, le cabinet de Londres offrit la Hollande; c'était faire assez bon marché des droits d'un pays dont on prétendait que la France absorbait l'indépendance. En parlant de cette singulière ouverture du gouvernement anglais à la Prusse, M. Thiers ajoute qu'il fonde son assertion sur des pièces authentiques. La victoire d'Austerlitz vint redoubler les perplexités de Frédéric-Guillaume et de son gouvernement. Il faut lire dans notre historien les entrevues de M. d'Haugwitz avec Napoléon avant et après la bataille, sa nouvelle mission à Paris même, les perpétuelles tergiversations du cabinet prussien, qui accepte enfin le Hanovre sans cependant se déterminer à une franche alliance envers la France, l'embarras de Frédéric-Guillaume vis-à-vis la Russie et l'Angleterre, enfin l'état de l'opinion à Berlin, qui demande la guerre à grands cris. M. d'Haugwitz lui-même est entraîné. En vain il s'était flatté de diriger le mouvement en paraissant s'y associer; illusion. Le roi lui-même est forcé de quitter Potsdam pour se mettre à la tête de l'armée, et, le 21 septembre 1806, il partit pour Magdebourg. C'était une première étape vers le désastre d'Iéna. Toute cette histoire de nos relations diplomatiques avec la Prusse et des dispositions de son gouvernement est traitée par M. Thiers avec une mesure où il n'entre pas moins de tact que de fermeté, avec une modération qui n'ôte rien à la sagacité et aux droits de l'historien.

Cette sagacité, que la malicieuse indulgence de l'expression fait souvent, chez M. Thiers, remarquer davantage, nous la retrouvons dans ses jugemens sur les actes et la conduite de M. de Talleyrand. Précédemment l'historien avait tracé le caractère et le rôle du célèbre diplomate; aujourd'hui, dans son sixième volume, il nous le représente aimant à plaire plus qu'à contredire, ayant des penchans plutôt que des opinions; aussi M. de Talleyrand gardait-il à l'Autriche une prédilection qui était comme une réminiscence des traditions de Versailles. Le lendemain de la bataille d'Austerlitz, il conseilla à Napoléon de se montrer modéré et généreux envers le cabinet de Vienne et de se faire de l'Autriche une barrière contre la Russie, puissance nouvelle et menaçante. L'idée était juste, et M. Thiers l'approuve hautement, mais elle était associée à une autre pensée qu'il blâme avec non moins de raison : c'était de ne plus s'imposer aucune gêne à l'égard de la Prusse et de ne plus s'inquiéter de ce qui pouvait lui convenir et lui déplaire. Tout ce que raconte M. Thiers prouve qu'il y avait chez M. de Talleyrand un mélange de sentimens contradictoires qui se livraient dans son ame un secret combat, en dépit des apparences d'un flegme imperturbable. Lorsqu'après la mort de Pitt, M. Fox arriva au gouvernement, M. de Talleyrand pressa vivement Napoléon de profiter de sa présence aux affaires pour négocier avec la Grande-Bretagne; il voulait sincèrement la paix, et cependant, tout en la conseillant, le même homme, suivant l'ingénieuse remarque de M. Thiers, flattait quelquefois les passions qui amenaient la guerre. C'est ainsi qu'il caressait adroitement chez Napoléon le désir secret que nourrissait le conquérant de ressusciter le titre d'empereur d'Occident pour mieux ressembler à Charlemagne. Quand M. de Talleyrand se donnait la peine de faire le courtisan, il devait porter dans la flatterie une séduisante habileté : cependant, s'il faut en croire M. Thiers, Napoléon ne l'aimait pas et se défiait de lui. Porta-t-il assez loin cette défiance, et s'en avisa-t-il assez tôt? Il y a déjà quelques années qu'en parlant de M. de Talleyrand dans ce recueil, nous disions qu'il était prématuré de le juger dès aujourd'hui en dernier ressort, et que l'avenir nous apporterait successivement sur ce célèbre personnage des révélations indispensables à l'historien. Or, voici une déposition à charge que nous recueillons de la bouche d'un témoin d'une intègre véracité. M. le baron Meneval a ajouté un troisième volume à ses *Souvenirs historiques* sur Napoléon et Marie-Louise. Il y complète, sur des sujets intéressans, ce qu'il avait dit dans les deux premiers. Il y raconte que, lorsqu'en 1808, l'entrevue d'Erfurth eut été convenue entre Napoléon et l'empereur Alexandre, Napoléon emmena avec lui le prince de Bénévent, bien que celui-ci ne fût plus ministre, et qu'il l'employa dans ses communications confidentielles avec le czar. Chaque matin, à Erfurth, *au lever*, quand tout le monde s'était retiré,

l'empereur retenait M. de Talleyrand, l'entretenait de ses desseins et de la conduite qu'il voulait tenir à l'égard d'Alexandre. Presque tous les soirs, après le spectacle, le prince de Bénévent rencontrait le czar chez Mme la princesse de La Tour et Taxis, et lui livrait les confidences de Napoléon. Il rendait à l'Autriche un autre service. L'empereur François II avait envoyé à Erfurth M. le baron de Vincent, en apparence pour féliciter Napoléon, au fond pour pénétrer ce qui pourrait se tramer de contraire aux intérêts de la cour de Vienne. M. le baron de Vincent vit beaucoup le prince de Bénévent, qu'il connaissait depuis longtemps, et il reçut de lui de précieuses communications. Ces faits, M. de Talleyrand les a consignés lui-même dans ses mémoires; c'est M. le baron Meneval qui nous l'apprend; il a lu les passages où ils se trouvent racontés. Il y a lu aussi l'explication que M. de Talleyrand donne de sa conduite. Le prince de Bénévent était effrayé des dangereux progrès de la puissance de Napoléon, aussi cherchait-il à arrêter l'impétuosité de son essor et à entraver l'exécution de ses projets aventureux pour le contraindre à la modération. Suivant son habitude, M. de Talleyrand a déguisé sa pensée. Il se proposait surtout de se préparer, de se ménager de puissans amis, pour le jour où des revers pourraient atteindre l'empereur. Ces revers, il commençait à les prévoir; nous en voyons la preuve dans ce commencement de trahison.

Le contraste entre les ministres des monarchies absolues et ceux des pays libres a été saisi par M. Thiers avec finesse. « Les cours sont bien capricieuses sans doute, dit l'historien; elles ne le sont pas plus que les grandes assemblées délibérantes. Tous les caprices de l'opinion, excités par les mille stimulans de la presse quotidienne et réfléchis dans un parlement où ils prennent l'autorité de la souveraineté nationale, composent cette volonté mobile, tour à tour servile ou despotique qu'il est nécessaire de captiver pour régner soi-même sur cette foule de têtes qui prétendent régner. » Ces lignes servent de préliminaire et comme d'encadrement au portrait que l'historien a tracé de M. Pitt. M. Thiers persiste dans son premier jugement sur l'illustre rival de Fox; en mettant M. Pitt très haut comme orateur, il lui refuse le génie organisateur et les lumières profondes de l'homme d'état. Cependant M. Thiers reconnaît que Pitt résista à la grandeur de la France, à la contagion des désordres démagogiques avec une persévérance inébranlable, qu'il maintint l'ordre dans son pays sans en diminuer la liberté, et que, s'il usa et abusa des forces de l'Angleterre, elle était le second pays de la terre quand il mourut, et le premier huit ans après sa mort. Un pareil résultat a-t-il pu s'obtenir sans les lumières profondes de l'homme d'état? M. Pitt a été le premier adversaire en date de Napoléon, et on peut dire qu'il lui a porté les derniers comme les premiers coups, car l'Europe, après sa mort, continua d'obéir à l'im-

pulsion qu'il lui avait donnée. Il mourait au bruit de la victoire d'Austerlitz, mais malheureusement il avait préparé 1814 et Waterloo. L'Angleterre est depuis plusieurs siècles un pays trop fortement organisé pour qu'aucun ministre puisse y déployer un génie organisateur comme chez un peuple où il y aurait table rase; mais elle a trouvé dans M. Pitt précisément les qualités et les passions nécessaires pour lutter d'abord contre la convention, puis contre Napoléon. Les adversaires de M. Pitt avouaient eux-mêmes qu'il était né ministre. C'était l'homme nécessaire de son pays; la gloire de l'homme d'état peut-elle aller plus loin? Il nous semble que, sur ce point, l'illustre historien du consulat et de l'empire n'a pas apprécié assez haut la valeur politique de certains faits qu'il a lui-même racontés et signalés.

On se tromperait fort si l'on s'imaginait que tout l'intérêt du sixième volume de M. Thiers est concentré dans le récit des événemens militaires. On a déjà pu reconnaître que les négociations diplomatiques tiennent dans son livre une grande place : vers la fin du volume, les efforts tentés à la mort de M. Pitt pour renouveler la paix entre l'Angleterre et la France, et les négociations avec la Russie qui avait envoyé un agent à Paris, M. d'Oubril, sont racontés en détail. Ainsi le lecteur ne perd jamais de vue l'Europe politique et ses représentans. Pour l'histoire intérieure de la France, la richesse des détails n'est pas moindre dans le livre de M. Thiers. Le budget de l'empire, les causes qui, pendant un moment, avaient amené une disette de numéraire, le mécanisme de nos finances, sont expliqués avec cette lucidité facile qui est une des habitudes de l'historien. A cette occasion, des faits jusqu'alors peu connus ont été par lui mis en lumière; nous voulons parler des rapports de la compagnie des *négocians réunis*, tant avec le gouvernement français qu'avec la cour d'Espagne. Ouvrard donnait l'essor à son esprit aventureux; mais Napoléon ne voulait pas permettre à des spéculateurs de disposer des ressources de l'état, et, à son retour d'Austerlitz, il fit déclarer la compagnie des *négocians réunis* débitrice envers le trésor de 141 millions. Ce fut sur les calculs et les vérifications de M. Mollien, devenu ministre, que cet énorme débet fut établi. Le gouvernement s'empara de tout ce que possédaient les *négocians réunis*, puis Napoléon exigea qu'on mît le trésor français au lieu et place de la compagnie à l'égard de l'Espagne. Cet épisode de notre histoire financière a été puisé aux sources les plus authentiques : M. Thiers a eu à sa disposition les mémoires de l'archichancelier Cambacérès, ceux de M. Mollien, également inédits, enfin les archives du trésor. Si Napoléon était aussi sévère sur la manutention des deniers de l'état, c'était pour les appliquer à de grands travaux d'art et d'utilité publique. Son historien le montre restaurant l'église de Saint-Denis, élevant sur une des places de Paris une imitation de la colonne trajane, projetant l'a-

chèvement du Louvre et l'érection de l'arc de l'Étoile, traçant le plan de la rue Impériale, qui devait aller des Tuileries à la barrière du Trône. Cependant un nouveau code simplifiait la procédure civile; l'organisation du conseil d'état était perfectionnée, et une loi en trois articles créait l'Université. C'est ainsi que Napoléon se reposait des fatigues de la guerre. Il avait l'activité de César, et, plus heureux en ce point que le dictateur romain, il eut plus de temps que lui pour fonder ces institutions civiles sur lesquelles, en grande partie, repose aujourd'hui la stabilité sociale. Enfin nous aurons donné une idée à peu près complète de tous les élémens qui concourent au vaste ensemble de ce sixième volume, quand nous aurons dit qu'on y rencontre, d'intervalle en intervalle, la trace des impressions contemporaines. Nous y voyons le peuple de Paris témoignant tantôt une certaine froideur à Napoléon, tantôt l'applaudissant avec fureur. Après Austerlitz, ce fut du délire. On sait combien Alexandre était sensible aux éloges ou au blâme des Athéniens; Napoléon ne l'était pas mois à l'opinion de Paris.

Tout en portant au héros de son histoire une intime et profonde sympathie, l'écrivain garde en face de lui l'esprit calme et libre : il le juge avec indépendance. Dans le sixième volume, nous sommes à l'époque la plus belle de l'empire : c'est le soleil d'Austerlitz. Déjà cependant l'historien a des paroles sévères pour le protectorat exercé par Napoléon sur la confédération du Rhin : il blâme cette intervention dangereuse dans les affaires de l'Allemagne, intervention qui devait à la fois révolter l'Autriche et la Prusse, et finir par liguer contre nous tous les peuples allemands. Si M. Thiers condamne ainsi la confédération du Rhin, que dira-t-il des traités de Tilsitt, qui ôtaient à la Prusse la moitié de sa monarchie et faisaient d'un prince français un roi de Westphalie? Il fallait, à Tilsitt, réaliser enfin le projet raisonnable de constituer fortement la Prusse, et lui faire accepter l'amitié de la France comme la condition nécessaire de son existence. Après Iéna, ce n'était plus difficile; mais n'anticipons pas sur des faits dont bientôt l'historien nous donnera le récit, sur une époque où l'étoile de Napoléon ne s'égare si haut que pour commencer à descendre. L'empereur, au surplus, n'était pas sans la conscience de la fatalité qui l'entraînait. « J'ai entendu quelquefois Napoléon, raconte M. Meneval (1), caractériser sa position par cette exclamation exhalée dans le silence du cabinet : *L'arc est trop long-temps tendu!* » N'était-ce pas que Napoléon se reconnaissait emporté par une destinée qu'il ne pouvait plus maîtriser?

Au lieu de répéter les éloges que nous avons déjà donnés à la manière dont M. Thiers écrit l'histoire, nous voudrions communiquer à nos lecteurs les dernières impressions que nous a laissées une nouvelle étude

(1) *Napoléon et Marie-Louise, souvenirs historiques*, tome III, pages 273-4.

de cette manière. La principale source de son talent nous paraît être une merveilleuse aptitude à saisir ce que les choses ont de pittoresque; il n'y ajoute rien, mais il se pénètre, il s'inspire de toute la vie qu'il trouve au dehors. Nous dirions volontiers que la réalité est sa muse. Il l'aime trop pour l'affubler d'ornemens étrangers. Il a un dédain prononcé pour cette sorte d'imagination qui, sans se substituer précisément à la réalité, croit avoir le don et le droit de la rehausser et de l'embellir, mais il estime et il possède pleinement cette autre imagination qui reproduit avec une fidélité puissante et inaltérable tout ce que contiennent de pittoresque la nature et l'histoire.

Ainsi vivifié par toutes les impressions qu'il a reçues et que la réflexion a mûries, M. Thiers s'attache surtout à écrire simplement. Il veut être simple pour toujours rester vrai. Il ne se pardonnerait pas de se donner quelque peine pour revêtir d'une expression pompeuse des choses ordinaires, et, d'un autre côté, il se garderait bien de jeter sur de grandes choses un éclat emprunté à des artifices de rhétorique. C'est sa conviction que la simplicité suffit à tout, à la grandeur comme à la médiocrité des événemens.

Plusieurs personnes trouvent que le style de M. Thiers est trop nu, d'autres y signalent certaines négligences, et même quelques endroits où la pensée, à force d'être simple, devient presque vulgaire. Cependant M. Thiers s'empare du lecteur qui le suit avec un irrésistible attrait jusqu'au bout de ses immenses narrations. Il doit cet empire sur le lecteur tant à l'élaboration forte de son sujet qu'à son allure résolue, intrépide. Dans son livre, M. Thiers ne craint pas de donner carrière à toute son individualité; on y retrouve la trace de ses vives prédilections pour la puissance quand elle est aux mains d'un homme supérieur, pour la force qui fonde et garantit l'ordre social, pour les grandes dominations, pour la gloire des conquérans. Il a mis dans son livre ses opinions, ses préjugés, et cette franchise n'est pas une des moindres causes du succès durable qu'obtient l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Combien peu d'écrivains de nos jours donnent à leur talent d'écrire l'appui d'une personnalité forte! Aussi combien peu ont une touche qui leur appartienne! Poètes et prosateurs, au lieu d'être eux-mêmes, font des emprunts à diverses écoles, et nous offrent, au lieu de libres créations, des transactions prudentes. On tient assortiment de styles divers. Au milieu de cette émulation générale pour effacer toute originalité, il est remarquable de voir un historien politique s'élever à l'unité de composition et de style, et se montrer souvent grand artiste parce qu'il a foi dans la puissance des qualités qui le caractérisent, parce qu'il écrit comme il pense, parce qu'il doit à cet accord avec lui-même des effets d'une beauté simple et grave.

LERMINIER.

LINA.

I.

— « Lorsque l'étang est calme et la lune sereine,
Quelle est, gens du pays, cette blanche sirène
Qui peigne ses cheveux, debout sur ce rocher,
Tandis qu'à l'autre bord chante un jeune nocher
Dont la barque magique, à peine effleurant l'onde,
Rapide comme un trait, vole à la nymphe blonde?
Et jusqu'au point du jour, par la vague bercés,
Ils errent, mollement l'un à l'autre enlacés!
— Oh! c'est là, voyageur, une touchante histoire!
Mon père me l'a dite, et vous pouvez y croire. »

II.

Fille d'un sang royal, espoir de sa maison,
Blanche comme l'hermine à la blanche toison,
Lina, qui n'avait vu que sa quinzième année,
Amèrement pleurait déjà sa destinée :
— « Plutôt que de tomber sous ta serre, ô vautour,
« Dans ce lac qui m'attend trouver mon dernier jour;
« Oui, dans ses froides eaux éteindre ma jeune ame,
« Dur ravisseur, plutôt que me nommer ta femme!
« Peut-être de ma mort naîtra ton désespoir,
« Et tu vieilliras triste et seul dans ton manoir. »

Près de l'Étang-au-Duc (le duc, son noble père,
Sous qui notre Armorique alors vivait prospère),
Lina, la blanche, ainsi parlait dans son effroi,
Car du château voisin, sur un noir palefroi,
Vers la vierge tremblante accourait hors d'haleine

Un poursuivant d'amour qui n'avait que sa haine.
Acharné sur sa trace, à toute heure, en tout lieu,
Au temple il se plaçait sans peur entre elle et Dieu;
Il la suivait aux champs, hideux spectre, à la ville,
Et jusqu'en ce désert, près de ce lac tranquille.

Ses pieds nus sur le sable et les cheveux au vent,
Là, depuis le matin, jouait la belle enfant,
Et les cailloux dorés sous les eaux transparentes,
Les insectes errans, les mouches murmurantes,
Les poissons familiers venant mordre le pain,
Le pain de chaque jour émietté par sa main,
Ou le vol d'un oiseau, la senteur des eaux douces,
Les saules frissonnans, les herbages, les mousses,
Tout dans ce cœur mobile allait se reflétant...
Puis, Lina n'était pas seule au bord de l'étang;
Le long du pré passait, repassait la nacelle
De son frère de lait, jeune et riant comme elle.

Dès que, de son jardin descendant l'escalier,
De loin apparaissait Lina, le batelier,
Pareil à l'alcyon qui chante sur les lames,
Loïs, chantant aussi, voguait à toutes rames;
Et lorsque, les bras nus, le col tout en sueur,
Vers sa sœur bien-aimée abordait le rameur,
C'étaient pour elle, après maintes tendres paroles,
Des fleurs roses du lac aux humides corolles,
Des touffes de glayeuls sur l'onde s'allongeant,
Et, comme un beau calice, un nénuphar d'argent;
Puis, de tous ces présens déposés sur la berge,
Le jeune batelier parait la jeune vierge,
Et, leur front entouré d'algues et de roseaux,
On les eût pris tous deux pour les Esprits des eaux.

— « Jetez cette couronne immonde, ô ma duchesse,
« Offrande d'un vilain, digne de sa largesse!
« Moi, pour vos blonds cheveux j'ai des couronnes d'or,
« Des perles que Merlin cachait dans son trésor;
« J'ai pour vous un anneau de fine pierrerie,
« Où votre nom au mien avec art se marie :
« Un mot de vous, madame, et mes mains poseront
« La bague à votre doigt, la perle à votre front;
« Et, s'il faut plus encor, dites comment vous plaire :
« Il n'est labeur trop grand pour un si grand salaire.

— « Sire (et les yeux troublés de l'enfant, ses grands yeux
« Brillèrent, de malice et d'espoir radieux),
« J'obéis : donc, seigneur, que votre complaisance
« Joigne à l'Étang-au-Duc votre Étang-de-Plaisance.
« Le jour où les deux lacs s'uniront, je prendrai,
« Unie à vous, l'anneau nuptial et sacré.
— « Par les saints! c'est trop peu demander, ô princesse!
« Pourtant, à moi mon œuvre; à vous votre promesse! »
Et, d'un air de vainqueur regagnant son manoir,
Le noir baron pressait aux flancs son coursier noir.

III.

O sort! ô changemens des choses et des âges!
Un double étang couvrait jadis ces marécages,
Sur leur bord un manoir s'élevait crénelé :
Le haut manoir n'est plus, un étang s'est comblé;
Et le profond canal dont l'habile structure
Vint unir ce qu'avait séparé la nature,
A peine le chasseur, dans ces joncs égaré,
En distingue sous l'herbe un vestige ignoré;
Grande œuvre par l'orgueil péniblement construite,
Mais que maudit l'amour et par le temps détruite!

IV.

Dames et chevaliers, artisans et vassaux,
Du manoir de Plaisance inondent les préaux :
L'évêque est sous un dais avec tous ses chanoines;
Dans la foule reluit le front chauve des moines;
Les sonneurs sont aussi venus et les jongleurs.
Pour le maître du lieu, sous un arceau de fleurs,
Debout et rayonnant, il contemple en silence
Une barque dorée et que l'étang balance.
C'est qu'un puissant travail, et des maîtres vanté,
Aujourd'hui s'inaugure avec solennité :
Tous sont priés, et noble, et bourgeois, et manœuvre;
Et monseigneur de Vanne a voulu bénir l'œuvre.
Çà donc! joyeux sonneurs, cornemuses, haut-bois,
Harpes des anciens jours, éclatez à la fois!
De sa cour entouré, le bon duc de Bretagne
Vous arrive, et Lina, sa fille, l'accompagne;
Et, par ce jeune bras soutenu, le vieux duc,
Sous l'or de son manteau chancelant et caduc,

Se traîne en saluant la multitude avide,
Oublieux de son rang, mais tout fier de son guide.
Or, pourquoi si dolente et ce front sérieux,
Elle vers qui s'en vont tous les cœurs et les yeux,
Depuis un an cloîtrée avec de saintes vierges,
Pâlit-elle si vite à la lueur des cierges?
Ou si son cœur redoute en secret quelque mal?
Cependant la voici près de l'arc triomphal,
Et, la main dans la main, le seigneur du domaine
Vers la barque dorée en souriant la mène.
Là, parmi les rameurs du léger batelet,
Moins triste, elle sourit à son frère de lait.
Elle ne pâlit plus, la timide recluse,
Quand, le lac traversé, les portes d'une écluse,
Aux voix des instrumens qui donnaient le signal,
S'ouvrant, l'esquif vainqueur entra dans le canal
Qui, par de grands travaux franchissant la distance,
Joignait l'Étang-au-Duc à l'Étang-de-Plaisance;
Mais, tel un condamné que l'on traîne à la mort,
Ses regards lentement erraient sur chaque bord,
Comme dans un adieu saluant la prairie
Et l'étang paternel où s'éveilla sa vie...
Alors le fier seigneur, penché courtoisement :
— « Voici mon œuvre. Et vous, dame, votre serment?
— « Je m'en souviens!... » dit-elle. Et sa main virginale
Sans trembler accepta la bague nuptiale;
Puis, s'enlaçant au cou du jeune batelier,
Tous deux tombaient au fond du lac hospitalier.

V.

— « Lorsque l'étang est calme et la lune sereine,
Vous savez, voyageur, quelle est cette sirène
Qui peigne ses cheveux, debout sur ce rocher,
Tandis qu'à l'autre bord chante un jeune nocher
Dont la barque magique, à peine effleurant l'onde,
Rapide comme un trait, vole à la nymphe blonde;
Et jusqu'au point du jour, par la vague bercés,
Ils errent mollement l'un à l'autre enlacés.
— O merveilleux conteur, merci pour ton histoire!
Elle est triste, mais douce, et mon cœur y veut croire. »

A. Brizeux

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1847.

Sur les deux points principaux des mariages espagnols et de l'affaire de Cracovie, le discours de la couronne est explicite et ferme. Pouvait-il en être autrement? Comment dissimuler l'importance politique qui s'attache au mariage de M. le duc de Montpensier? C'eût été, nous l'avons dit, se désarmer de gaieté de cœur, que de ne pas insister sur les graves intérêts qui avaient déterminé le gouvernement à prendre un parti décisif. Quant au coup d'état qui a frappé Cracovie, comment le gouvernement qui avait protesté contre cette infraction au droit public européen n'eût-il pas appris sa protestation aux chambres et au pays? Ne devait-il pas cette satisfaction aux sentimens unanimes que la résolution des trois puissances avait inspirés? A ne considérer même les choses qu'au point de vue de l'attitude du cabinet, n'était-il pas de son intérêt de prendre l'initiative? En général, le discours a été trouvé habile. Les choses s'y tempèrent, s'y atténuent les unes par les autres. Si le discours parle du mariage de M. le duc de Montpensier comme d'un nouveau gage des bonnes et intimes relations qui subsistent depuis si long-temps entre la France et l'Espagne, sans faire mention des ombrages de l'Angleterre et de notre alliance avec elle, aussitôt après il est question du concert du gouvernement français avec celui de la Grande-Bretagne dans les affaires de la Plata. Nous retrouvons le même équilibre dans le soin que l'on a pris de faire précéder ce qui concerne Cracovie d'un paragraphe sur le traité de commerce que la France vient de conclure avec la Russie. Il y a dans le discours de la couronne, dans l'économie de ses diverses parties, de l'adresse, de la fermeté, de la modération. Le discours est ferme, puisque quelques personnes, dont nous ne partageons pas le jugement, y ont vu presque une sorte de défi jeté à l'Europe; nous n'avons pas besoin d'insister sur la pensée pacifique qui l'a dicté, pensée qui est au fond celle de tout le monde en Europe.

Seulement moins que jamais la paix générale ne saurait avoir ce caractère

d'harmonie complète qui fait tenir à chacun le même langage et prendre la même allure. Dans ces dernières années, notre gouvernement avait trop poursuivi la chimère de cette complète harmonie; le langage tenu dans le discours de la couronne est pour nous une nouvelle preuve qu'il a reconnu cette illusion, qui, en se dissipant, n'emporte pas néanmoins avec elle notre légitime confiance dans un avenir pacifique. On peut pressentir partout une double disposition. Chaque gouvernement veut, en Europe, vaquer à ses intérêts, se conduire d'après ses propres principes, et en même temps il comprend qu'il y a une limite qu'il ne doit pas franchir, pour ne pas s'exposer à une collision fâcheuse avec d'autres intérêts et d'autres principes. C'est assez que ces deux dispositions coexistent pour n'avoir pas à craindre de prochains conflits. L'Europe n'est pas à la veille de voir renaître ces coalitions formidables qui l'ont ébranlée au commencement de ce siècle. Notre époque est plus prudente et plus modeste, et aussi elle a d'autres instincts, d'autres pensées. Quand on a la passion des améliorations intérieures et des prospérités industrielles, on ne court pas aux armes.

Il y a long-temps que par le fait même du gouvernement un aussi vaste champ de discussion n'avait été ouvert aux chambres. M. le ministre des affaires étrangères vient de leur communiquer un certain nombre de documens sur les grandes questions extérieures à l'ordre du jour, les mariages espagnols et Cracovie. Les chambres pourront juger pièces en mains, et la lice est ouverte. Assurément, par sa gravité, le débat sera digne de la France. Personne n'oubliera sans doute qu'un peuple voisin, qui nous a précédés dans la pratique du gouvernement représentatif, prêtera plus que jamais une oreille attentive à nos paroles. Il paraît que de l'autre côté du détroit, loin de vouloir nous devancer, on nous attend. C'est seulement lorsque dans les deux chambres françaises la question espagnole aura été traitée, approfondie, qu'elle sera agitée au parlement anglais. Lord Palmerston se réserve de régler son langage sur celui de M. Guizot. Quant aux vivacités excessives qui pourraient être dirigées contre l'Angleterre du sein des chambres françaises, il y a certains changemens de situation qui nous rassurent. Les orateurs qui, au nom du gouvernement, défendront la politique suivie dans les mariages espagnols, n'auront pas à se faire violence pour parler de l'Angleterre avec une modération pleine d'estime, et il est probable que les paroles les plus vives et les plus acérées qui pourront être prononcées du côté de l'opposition ne s'adresseront pas cette fois à lord Palmerston.

Avant tout débat, les documens communiqués aux chambres par M. Guizot commenceront à former la conviction des esprits impartiaux et calmes. C'était bien réellement, comme dès le principe nous l'avons appris à nos lecteurs, c'était bien dans l'intention de déterminer le gouvernement français à renoncer au mariage de M. le duc de Montpensier, que lord Palmerston écrivit sa dépêche du 22 septembre au marquis de Normanby. Qu'on ne l'oublie pas : voilà le point de depart de la question. Non-seulement lord Palmerston fait contre le mariage d'un prince français avec la sœur de la reine Isabelle une protestation formelle, mais il a peine à croire qu'on puisse persister à l'accomplir; mais il exprime l'espoir fervent, comme nous l'avions dit, qu'il ne sera pas mis à exécution. Nous n'avons pas à revenir sur la note par laquelle, le 5 octobre, M. Guizot répondit au ministre whig; nous en avons fait connaître à nos lecteurs l'esprit et la substance. Quelques jours après avoir rédigé cette dépêche, le 11 octobre, M. Guizot

instruisit M. le comte de Jarnac que lord Normanby venait de lui communiquer une note sans date adressée au gouvernement espagnol par le cabinet de Londres. C'était une protestation contre l'avénement possible des descendans de M. le duc de Montpensier au trône d'Espagne. M. le ministre des affaires étrangères, après avoir rappelé qu'il n'appartenait qu'au gouvernement espagnol de répondre à cette note, puisque c'est à lui qu'elle avait été remise, exprime néanmoins son opinion à M. de Jarnac sur la pièce communiquée. Il maintient que la protestation est sans fondement; il démontre que les descendans de Philippe V ne sauraient être exclus de la succession à la couronne d'Espagne, parce qu'eux ou leurs ancêtres se trouveraient mariés à des descendans du duc d'Orléans, et il invite M. le comte de Jarnac à communiquer sa lettre à lord Palmerston. Ce document est remarquable. Le gouvernement français y proteste contre la protestation de l'Angleterre, et défend les droits que pourrait avoir à exercer un jour la descendance de M. le duc de Montpensier.

La réponse de lord Palmerston à la note du 5 octobre de M. Guizot est longue, amère et sophistique. Le ministre whig s'y plaint que le gouvernement français n'ait pas tenu l'engagement pris au château d'Eu, oubliant, comme le lui rappelle M. Guizot dans sa réplique, que l'engagement était mutuel et conditionnel. Le *memorandum* du 27 février 1846, dans lequel M. Guizot avertissait le cabinet de Londres que, dans le cas où les deux gouvernemens ne marcheraient plus d'accord, la France se considérerait comme dégagée de tous les engagemens qui auraient pu être pris, embarrasse un peu lord Palmerston. Ce *memorandum*, qui se trouve parmi les documens communiqués aux chambres et dont nous avons déjà signalé l'importance, est au procès une pièce décisive et un irréfutable garant de la bonne foi du gouvernement français. Si les diplomates de l'ancien régime assistaient à nos débats, ils riraient beaucoup de la sincérité, de la candeur avec laquelle on avertit ses adversaires de ce qu'on se prépare à entreprendre contre eux. Cependant quelquefois, et notamment ici, tant de franchise peut avoir son utilité. C'est le *memorandum* du 27 février 1846 qui prouve la bonne foi de la France, et c'est chose heureuse qu'il ait été rédigé. Cette pièce gêne lord Palmerston; elle n'est, selon lui, qu'une communication verbale et non officielle, et il affirme qu'il n'en existe aucune trace au *Foreign-Office*. Cependant ce *memorandum* du 27 février a été communiqué le 4 mars à lord Aberdeen par M. le comte de Sainte-Aulaire, et il faut bien l'admettre parmi les élémens de la discussion. En s'y résignant de mauvaise grace, lord Palmerston soutient que ce *memorandum* ne fournit pas le plus léger motif sur lequel on puisse établir une justification de la rupture des engagemens d'Eu. En effet, selon lui, puisque le mariage de la reine Isabelle avec l'infant don François était arrêté, le gouvernement français n'avait plus de raison pour conclure en même temps l'union du duc de Montpensier avec l'infante dona Luisa. A ce singulier argument, il y a deux réponses : c'est que, d'un côté, le gouvernement anglais nous avait déliés de nos engagemens relativement à l'époque du mariage de M. le duc de Montpensier, en mettant en première ligne, parmi les candidats, le prince Léopold de Cobourg, et que, d'une autre part, la cour d'Espagne, fatiguée de tant de difficultés et de délais, voulait absolument conclure les deux mariages du même coup. Sans insister ici sur le rôle principal qu'a joué la reine Christine dans toute cette négociation, nous dirons que, placé dans l'alternative d'être ridiculement joué, ou

de prendre une résolution rapide et légitime, le gouvernement français n'a pas hésité à se conduire avec décision dans les limites qu'il avait lui-même tracées. Nous persistons à l'en louer.

Si la réponse du 31 octobre de lord Palmerston est acrimonieuse, la réplique de M. Guizot est ferme, et en certains endroits assez hautaine. Pour le besoin de sa subtile discussion, lord Palmerston avait cité d'une manière peu exacte plusieurs passages de la dépêche française : M. Guizot, pour toute réponse, rétablit le texte; il rend ensuite un hommage mérité à la loyauté de lord Aberdeen. Voici à quelle occasion : lord Palmerston avait remarqué, dans sa dépêche, que ce fut lord Aberdeen lui-même qui apprit au gouvernement français que la reine Christine avait écrit une lettre au duc régnant de Saxe Cobourg, pour lui proposer le mariage du prince Léopold avec la reine Isabelle. Le fait est constant, et M. Guizot, dans sa note en date du 22 novembre 1846, le reconnaît. Seulement il n'avait pas voulu être le premier à le révéler dans un document officiel, parce que cette information avait été tout-à-fait confidentielle et intime. Il est permis de s'étonner que lord Palmerston ait pris l'initiative pour nous instruire de cette particularité, car elle fait ressortir encore davantage la différence de sa politique avec celle de son prédécesseur. Lord Aberdeen est fidèle à l'action commune que s'étaient promise les deux gouvernemens de France et d'Angleterre; lord Palmerston, dès sa rentrée aux affaires, adopte sur la question d'Espagne une politique isolée. Lord Aberdeen, au mois de mai 1846, informe le cabinet français d'une démarche qui donnait un caractère certain à la candidature du prince Léopold de Cobourg, et il blâme en même temps M. Bulwer de s'être associé à cette démarche, qu'il désavoue; lord Palmerston, au mois de juillet suivant, sans avis, sans communication à la France, place au premier rang la candidature du prince Léopold. M. Guizot n'a eu garde de ne pas relever un contraste aussi décisif. Plus concise que la réponse de lord Palmerston, sa réplique a un grand ton de fermeté; elle relève des erreurs graves, rétablit des faits essentiels, et replace la question dans les limites constitutionnelles dont s'était écarté lord Palmerston, en faisant intervenir en ce débat diplomatique une personne royale qui ne saurait y paraître. M. le ministre des affaires étrangères revendique pour lui seul la responsabilité de la politique du gouvernement qu'il représente. C'est, dit-il, son droit et son honneur. C'est à cette pièce que lord Palmerston vient à son tour de faire une réplique. Ce nouveau document ne figure pas parmi ceux qui ont été communiqués aux chambres; M. le ministre des affaires étrangères ne veut sans doute le publier qu'après y avoir répondu. Nous verrons alors si le ministre whig est rentré dans l'arène avec des faits nouveaux, des révélations accablantes. Les documens que déposera de son côté, sur le bureau de la chambre des communes, le ministère anglais, ne détruiront-ils pas une partie des assertions du gouvernement français? Il est naturel que des esprits soupçonneux posent cette question, qui ne peut recevoir de réponse qu'à l'apparition des documens anglais; mais maintenant nous ne saurions hésiter à dire, sur les pièces connues, que le gouvernement français n'a manqué ni aux engagemens pris, ni aux bons procédés qu'il devait à une alliée comme l'Angleterre.

Lord Palmerston n'a pas voulu suivre sur les mariages espagnols la même politique que lord Aberdeen, voilà la vérité, voilà la cause de toute l'émotion qui

depuis plusieurs mois est venue troubler les bons rapports des deux pays. Il y avait sur cette question, entre la France et l'Angleterre, une action commune, proposée dès le principe par la France et acceptée par l'Angleterre. Les deux gouvernemens avaient reconnu qu'après avoir tant contribué à fonder la monarchie constitutionnelle de la reine Isabelle, ils devaient rester unis jusqu'au bout pour mettre le dernier sceau à l'œuvre de la quadruple alliance. Lord Palmerston a eu une autre pensée : il a préféré une politique isolée. Qui ne sait en Angleterre qu'il est revenu au pouvoir avec l'intention formelle de suivre, relativement à l'Espagne, une autre marche que lord Aberdeen? Le gouvernement français, au contraire, a gardé la ligne qu'il avait prise dès le début : il parle en 1846 comme en 1842, comme en 1843. Loin de faire mystère des principes et des vues qui le dirigeaient, il les communique même aux puissances qui n'avaient pas reconnu le gouvernement de la reine Isabelle : c'était s'engager envers soi-même et envers les autres à rester fidèle à ces principes, à ne se laisser pousser ni au-delà ni en-deçà.

Les documens publiés sur Cracovie nous apportent la preuve officielle de l'influence qu'a exercée sur la résolution des trois puissances du Nord le différend entre l'Angleterre et la France. Nos premières conjectures sont devenues une certitude. Le 20 février 1846, le prince de Metternich chargeait M. le comte d'Appony d'assurer le gouvernement français que, dans l'occupation militaire de la ville libre de Cracovie, les trois puissances protectrices n'agissaient pas d'après des vues *politiques*, mais uniquement pour défendre une population paisible de l'anarchie et du pillage. Aussi M. Guizot répondait-il, le 23 mars, à M. le comte de Flahault, qu'il trouvait dans les assurances du prince de Metternich la pleine conviction que l'occupation militaire n'était qu'une mesure exceptionnelle, destinée à cesser aussitôt que les conjonctures permettraient de rentrer sans danger dans la situation créée par le traité de Vienne. A peu près à la même époque, M. de Canitz, à Berlin, confirmait à notre chargé d'affaires, M. Humann, que les trois puissances n'avaient jamais songé à prolonger au-delà du terme fixé par une nécessité réelle l'occupation du territoire et de la ville de Cracovie. Le 6 novembre 1846, le langage des trois puissances et de leur organe, M. de Metternich, était bien changé. En invitant M. de Thom, son chargé d'affaires à Paris, à faire connaître au gouvernement français la résolution par laquelle la ville et le territoire de Cracovie faisaient retour à l'Autriche, il qualifie cette résolution de fait irrévocable amené par des nécessités de la nature la plus absolue. Un mois après, le 3 décembre, M. le ministre des affaires étrangères envoyait à M. le comte de Flahault la protestation dont parle le discours de la couronne. La cour d'Autriche vient de répondre à cette protestation : elle insiste, dit-on, sur la nécessité où se trouvaient les trois puissances de prendre le parti qu'elles ont adopté; elle défend cette œuvre collective, tout en exprimant le regret de se trouver sur ce point en dissentiment avec la France.

Sur tous les points, la vie parlementaire recommence. En Espagne, outre la gravité politique des circonstances, un intérêt particulier s'attache aux cortès rassemblées en ce moment. Ces cortès sont le produit d'une nouvelle loi d'élection qui s'est beaucoup rapprochée du système électoral français, en créant environ trois cent quarante districts, qui nomment chacun un député; ce qui a augmenté d'une manière assez considérable le nombre des représentans. La loi

de 1846 a eu le mérite d'affranchir les opérations électorales de complications inextricables; elle est un véritable progrès non-seulement sur la loi de 1812, qui établissait l'élection à quatre degrés, mais sur le dernier état de la législation électorale, d'après lequel il fallait réunir quinze ou vingt mille électeurs, même pour nommer un seul député. Puis il n'y avait aucune égalité dans l'exercice du droit électoral : un électeur de l'Alava, par exemple, ne nommait qu'un député, tandis qu'un électeur des Asturies en nommait quatorze. La loi de 1846 a remédié à ces vices; elle a créé un régime meilleur et plus équitable. Il est vrai que l'application de cette loi vient de donner lieu en ce moment même à des plaintes très vives à l'occasion de la vérification des pouvoirs; mais il faut remarquer le caractère de ces plaintes : elles sont vagues, indéterminées, générales; elles n'accusent pas la loi, ni même le gouvernement, qui n'avait pas les moyens nécessaires pour établir une statistique électorale entièrement exacte : elles accusent seulement les circonstances. Il n'est peut-être pas hors de propos d'observer, pour l'enseignement des pays constitutionnels, que, parmi toutes les protestations envoyées au congrès, si beaucoup incriminent la violence employée par quelques fonctionnaires, une seule articule un fait de corruption, lequel n'a pas même été prouvé. Le parti progressiste, d'ailleurs, aurait mauvaise grace, il nous semble, à attaquer la loi nouvelle comme un résultat exclusif des idées conservatrices. C'est cette loi qui le fait rentrer dans la vie parlementaire, d'où l'avait chassé une législation en apparence plus libérale. MM. Madoz et Cortina ont repris leur siége au congrès. M. Évariste San-Miguel, le ministre de 1823, est aujourd'hui député de Madrid, comme M. Mendizabal, qui a été élu à Santander. Le parti progressiste compte environ une soixantaine de nominations. Quelle sera sa ligne de conduite et la nature de son opposition? En attendant les débats de l'adresse, qui paraissent devoir être fort sérieux, il a pris une louable attitude dans les opérations préliminaires du congrès. Il a fait acte d'adhésion à la légalité. Sa rentrée même dans les chambres était l'abandon de tout projet d'insurrection, et ses paroles sont venues confirmer cette renonciation. MM. Madoz et Mendizabal, en attaquant le ministère, ont fait appel à la discussion, et ils l'ont fait avec une certaine modération de langage qui ne peut que leur donner plus de force et d'autorité. Voilà donc des contradicteurs de talent contre lesquels va avoir à se défendre la majorité conservatrice, qui a au congrès ses défenseurs habituels, MM. Mon, Pidal, Bravo-Murillo, Donoso Cortès, Martinez de la Rosa, Benavidès, etc. Malgré les difficultés de la situation, il est certain qu'aujourd'hui le système constitutionnel peut n'être plus un vain mot en Espagne. C'est l'honneur de l'opinion conservatrice d'avoir créé cette situation, d'avoir ramené les partis dans le cercle légal. Elle a enlevé aux passions un prétexte d'agitation en résolvant un des problemes les plus délicats par le mariage de la reine. Il n'y a guère, en effet, que le parti carliste qui ait le droit de trouver mauvaise la solution donnée à cette question. Quant au parti progressiste, il nous serait difficile d'accueillir les bruits qui lui avaient attribué la secrète pensée de se tourner vers le fils de don Carlos, si celui-ci voulait tirer de la poussière la constitution de 1812. Cet accouplement ne peut qu'avoir été inventé à plaisir; il serait plus que monstrueux, il serait ridicule. Nous tenons, quant à nous, pour parfaitement sincères, les récentes protestations des chefs du parti progressiste; ils acceptent la situation telle qu'elle est : c'est le ministère seul

qu'ils combattent, et ils respectent le pouvoir royal, que vient de raffermir encore le mariage de la reine Isabelle.

Le parti progressiste a un autre écueil à éviter : il ne doit rien faire qui puisse le montrer à l'Espagne comme un instrument aux mains de l'étranger. Qu'il y prenne garde, de nouvelles fautes sur ce point pourraient le dénationaliser entièrement. Pourquoi ne dirions-nous pas ici ce qui n'est pas ignoré du monde diplomatique? C'est que l'Angleterre a moins que jamais abandonné la pensée de faire des progressistes les agens d'une révolution qui détruirait ce qu'elle a élevé elle-même, quand elle signait et exécutait le traité de la quadruple alliance. De nouveaux indices récemment recueillis viennent confirmer sur ce point les vues et les désirs du gouvernement anglais. N'est-il pas vrai qu'en Portugal la récente défaite de Bomfin a livré au gouvernement de la reine dona Maria des preuves irrécusables de la complicité de l'Angleterre avec les insurgés? Le gouvernement anglais ne se propose pas de détrôner la reine dona Maria, ni surtout le roi Ferdinand; mais il veut que le pouvoir en Portugal soit entre les mains du parti exalté, qu'il se flatte de diriger et de contenir dans certaines limites. Si le parti exalté était le maître en Portugal, quel levier pour agir sur l'Espagne! On pourrait, des frontières du Portugal, lancer la guerre sur les états de la reine Isabelle, lier une nouvelle partie avec les progressistes espagnols, rendre à ces derniers l'ascendant et le pouvoir, et enfin, avec d'autres cortès, abolir l'ordre actuel de succession. Voilà des dangers sur lesquels il importe de ne pas fermer les yeux.

Le ministère espagnol, tel qu'il est aujourd'hui, ne suffit pas à la situation. Deux des hommes qui le composent, MM. Mon et Pidal, par leur habileté, par l'accord qui règne entre eux, seraient certainement faits pour donner de l'ascendant à ce cabinet : M. Mon notamment est aujourd'hui un des personnages les plus essentiels et les plus capables de mener à bonne fin l'organisation financière de l'Espagne; mais l'homogénéité et par conséquent la force manquent à ce ministère, qui a été plus d'une fois en état de crise depuis quelques mois. Le président du conseil, M. Isturitz, dont l'énergie n'est plus ce qu'elle a été, semble avoir borné son ambition à conclure le mariage de la reine. De la probabilité de sa retraite résultent des tiraillemens, de l'incertitude, de fâcheuses alternatives de violence et de faiblesse, comme l'incarcération de M. Olozaga et la présidence de M. Viluma. Certes, nul n'a un caractère plus honorable que le nouveau président du sénat; mais ses répugnances pour des institutions libres ne sont point un mystère. M. de Viluma a cherché à atténuer l'effet de sa nomination en lui enlevant toute couleur politique, et il n'a point fait attention que c'était là une autre manière de témoigner le peu de cas qu'il fait des doctrines constitutionnelles, car on ne peut admettre, en vérité, que la nomination d'un président du sénat soit une affaire qui se décide uniquement par des considérations personnelles. Le second fait où le cabinet de Madrid n'a pas montré moins de légèreté, c'est l'arrestation subite de M. Olozaga, qui allait prendre place au congrès, ou attendre du moins en Espagne la décision qui sera portée sur son élection. Certes, si on avait le projet de reprendre contre lui l'accusation dont il fut l'objet en 1843, à l'occasion de son court ministère, il ne pouvait y avoir aucun danger à le laisser arriver à Madrid. Qu'a-t-on voulu faire en l'envoyant à la citadelle de Pampelune? A-t-on eu le dessein de pro-

céder sommairement contre lui sans condamnation? Veut-on réveiller un déplorable scandale? Admettons la supposition la plus douce, c'est que M. Olozaga sera reconduit à la frontière de France et que le congrès cassera son élection. Sur quel motif pourra s'appuyer le congrès, puisque aucun jugement ne pèse sur l'ancien ministre? Il eût été plus sage de jeter un voile sur le passé, et de couper court à des difficultés qui peuvent engager le gouvernement et la majorité dans la funeste voie des violences arbitraires. C'est à la majorité, par sa modération et son accord, à conjurer de pareils périls; qu'elle ne tarde pas à constituer une administration forte, où seront réunies les principales notabilités parlementaires.

De l'autre côté de l'Atlantique, le message de M. Polk caractérise amplement la situation générale des affaires et la situation particulière du président. Consacré fort au long à l'exposition des causes et des vicissitudes de la guerre qui arme encore les États-Unis contre le Mexique, le message a surtout pour but, d'une part de rassurer les Américains sur la bonté de leur entreprise, d'autre part de justifier le gouvernement actuel des accusations portées par ses adversaires contre son humeur guerroyante. La démocratie américaine ne gâte pas ses favoris, et le sans-gêne des mœurs politiques ne sauve au premier représentant de l'état aucune des difficultés de son compte-rendu. Cette confession solennelle n'a pas même les honneurs d'un accueil respectueux. Le secrétaire du président apporte le message dans la chambre des représentans. « Voyons ce qu'il dit sur la guerre; allons, en avant! dépêchons avec vos nouvelles, » s'écrie-t-on de toutes parts; et, au moment où le secrétaire va lire cette grave communication, tous les membres, apercevant un paquet d'exemplaires imprimés sur un coin du bureau, se lèvent et courent les chercher pour se les distribuer. L'ordre un peu rétabli, et chacun couché sur son banc, le secrétaire donne lecture du message, interrompu ou redressé quand il se trompe par ceux des membres qui suivent sur leur exemplaire. L'inévitable embarras qui diminue la position du président des États-Unis, c'est que dans ses rapports avec le congrès, au lieu de rester toujours le chef de la république tel qu'il l'est au moment où il parle, il doit penser le plus souvent à servir ou à ménager sa candidature pour les prochaines élections; il arrive de là qu'il ne se trouve pas quelquefois plus à l'aise sur le fauteuil de la présidence que sur les planches des *hustings*. Toutefois cette dépendance l'oblige à observer de plus près le mouvement de l'esprit public, à se conformer davantage, dans l'expression de ses desseins ou dans le récit de ses actes, aux jugemens et aux vœux de l'opinion. Par là surtout le message de M. Polk est très significatif. Certes M. Polk en a fait assez pour se croire des droits acquis à la reconnaissance publique, et les raisons ne lui auraient pas manqué pour vanter ses mérites, s'il avait pu compter encore, comme sur un appui solide, sur l'exaltation remuante des démocrates : il faut que les temps soient changés. M. Polk a été tout à la fois diplomate et conquérant; il a vaincu l'Angleterre à propos de l'Oregon, l'Angleterre et la France combinées à propos du Texas; il a occupé le Nouveau-Mexique et la Californie, il menace maintenant l'Eldorado mexicain, San-Luis de Potosi, et cependant il évite soigneusement tout ce qui pourrait ressembler à la joie d'un triomphe, réveiller les ambitions et les ardeurs populaires, ou exciter davantage encore la jalousie de l'Europe. Il ne nomme pas même la France; il vante l'Angleterre pour la sagesse avec la-

quelle elle a proclamé la liberté commerciale; il se glorifie moins de la conquête du Nouveau-Mexique ou de la Californie qu'il ne s'étudie à parler de prudence aux conquérans en leur faisant le compte des immenses territoires tombés sous leur domination; il va même jusqu'à déclarer *temporaires* les administrations établies dans ces nouvelles provinces par les généraux et les amiraux des États-Unis; enfin il redemande en termes fort modestes ces deux millions de dollars qui devaient aider à terminer la guerre, et qu'une ruse parlementaire empêcha de voter au dernier congrès.

Le secret de cette modération, qui contraste avec les antécédens de M. Polk et de son parti, c'est la double difficulté que l'on rencontre maintenant, soit pour continuer les hostilités au dehors, soit pour en faire approuver les résultats à l'intérieur. Les états du nord, le véritable foyer du parti démocratique, n'ont jamais tant perdu de leur poids dans la balance de l'Union, qu'ils en perdent à présent par suite de la politique extérieure de M. Polk, le président de leur choix. La conclusion de l'affaire de l'Oregon, tout en étant à coup sûr très favorable à l'honneur national, leur a néanmoins enlevé un territoire qui eût pu former deux états de plus et leur donner deux alliés nouveaux contre les états à esclaves du sud. Ceux-ci ont tout gagné au nouveau tarif américain, puisqu'ils ont beaucoup de denrées à exporter et point de fabriques à protéger. Enfin, si la guerre du Mexique devait se terminer par l'incorporation définitive du Nouveau-Mexique, de la Californie et de Chihuahua, les états à esclaves réuniraient par cette accession une majorité suffisante pour défendre leurs lois sociales contre le zèle abolitionniste du nord et de l'ouest. C'est justement l'appréhension de cette supériorité qui inquiète le parti démocratique et l'empêche de prêter un appui bien franc au gouvernement que ses suffrages ont créé. Lorsqu'à la fin de la dernière session le président demanda de l'argent pour acheter la paix, en payant à beaux deniers comptant les territoires déjà occupés par les troupes victorieuses de l'Union, les députés du sud se réjouissaient d'une acquisition qui allait si largement servir leur influence à l'intérieur; leur joie fut aussitôt troublée par la motion d'un Pensylvanien, qui fit décider que l'esclavage serait aboli dans tous les pays qu'on voudrait dorénavant incorporer à la grande république. Le président se trouve donc ainsi placé entre son propre parti qui l'a poussé par nature à une guerre dont il redoute maintenant les avantages mêmes, et le parti whig qui, si l'on écoutait les organes de M. Webster, serait tout prêt à mettre M. Polk en accusation, à cause de cette guerre trop heureuse. La situation est glissante, et l'on comprend que le gouvernement américain évite autant que possible une attitude trop prononcée.

Continuer les hostilités n'est pas d'ailleurs chose facile. Disséminées sur des espaces immenses, les troupes des états ne sauraient couvrir le pays dont elles occupent les parties isolées. Les trois corps d'invasion qui ont agi séparément sur le Rio-Grande, dans le Nouveau-Mexique et dans la Californie, sont encore loin de pouvoir concentrer leurs efforts comme Santa-Anna semble concentrer ses moyens de résistance : on dirait au contraire que le général Taylor éparpille exprès sa division en petits détachemens qui ne frapperont jamais de grands coups. Il ne faut point non plus oublier les distances énormes sur lesquelles doivent s'étendre les lignes d'opération; la base du général Taylor étant au Rio-Grande, et le but de ses mouvemens à Mexico, il a devant lui deux fois le che-

min que les Français avaient à faire en 1812 de Varsovie à Moscou. Il y aurait donc beaucoup d'apparence que la guerre se prolongeât, si l'on ne pouvait toujours tout attendre de ces révolutions imprévues qui fermentent constamment au Mexique. Quel que soit aujourd'hui le patriotisme que déploient les Mexicains, l'énergie militaire dont Santa-Anna veuille user, il ne serait pas très étonnant que tout cela n'aboutît qu'à un revirement soudain. Mexico a pris, dit-on, l'aspect d'une place de guerre; on n'y voit plus que des uniformes, on n'y entend plus que le bruit des tambours et le feu des recrues qui s'exercent dans les environs; Santa-Anna a rassemblé trente mille soldats en deux mois, mais les armes, les équipemens, tout manque, et l'on se risquerait peut-être en affirmant que le dictateur lui-même ne manquera point à ses soldats. On sait comment l'escadre américaine l'a laissé passer pour revenir détrôner Paredès; Santa-Anna avait juré d'employer cette nouvelle restauration à ramener la paix; à peine arrivé dans Mexico, il n'a plus respiré que la guerre; il n'y a point de raison pour que cette seconde face sous laquelle il se montre ne soit pas un masque aussi bien que la première. La guerre sert à merveille les intérêts de Santa-Anna; il en veut tirer le plus qu'il pourra pour asseoir sa domination à Mexico; il est très probable que le reste lui importe peu. Il augmente l'effectif de l'armée, s'y crée des partisans en récompensant les officiers, en les multipliant; c'est à l'armée qu'il se fie pour tenir tête aux bourgeois dont il se sait détesté. Une fois sa souveraineté assurée à l'aide des baïonnettes, il se pourrait bien qu'il vendît la paix à bon compte aux États-Unis; il lui faut la guerre pour avoir l'armée dont il a besoin, mais ce n'est pas à la guerre qu'il veut employer cette armée.

Les puissances du Nord voient tous les jours leurs inquiétudes s'accroître, et leur tranquillité intérieure paraît de plus en plus compromise par le cours des événemens. Malgré les assurances équivoques du gouvernement autrichien, l'ordre ne se rétablit point en Gallicie, les propriétaires se croient toujours sous le coup de nouveaux massacres, et l'on cite des exemples inouis de cette affreuse perturbation qui a détruit les liens les plus essentiels de la société; les paysans se font justice eux-mêmes; des pillards pendent un de leurs complices qui les avait trompés; les parens et les gens du village où logeait la victime vont à leur tour chercher et pendre les meurtriers; les lois n'ont plus ni d'action, ni d'agens. Le cabinet de Vienne remarque d'ailleurs avec anxiété un progrès tout particulier de l'influence russe dans la Gallicie orientale; la population qui habite ces contrées n'est pas de même souche que celle de l'ouest; ce sont des Ruthéniens et non des Polonais; ils professent la religion des Grecs unis, et leur langue a beaucoup plus d'analogie avec le russe qu'avec la langue polonaise. L'ambition moscovite a fait son chemin avec des circonstances bien moins favorables. Dans tout l'Orient d'ailleurs, à Constantinople comme sur le Danube, c'est elle seule qui maintenant recueille le bénéfice de l'iniquité dont elle a su pourtant rendre ses alliés solidaires, c'est à son profit exclusif que se répand partout cette impression de terreur qu'a produite la chute de Cracovie. Nous parlions dernièrement de la politique des Russes dans les principautés danubiennes; celles-ci ont dû ressentir le coup qui tombait à côté d'elles avec une douleur d'autant plus vive qu'elles avaient déjà été menacées d'une atteinte toute pareille. Quelque temps avant la déclaration des grandes puissances au

sujet de Cracovie, le consul russe de Bucharest avait communiqué à la Sublime-Porte, investie par les traités de la protection spéciale des Moldo-Valaques, toutes les inquiétudes que la situation de ces provinces causait à son gouvernement. Il avait pieusement signalé les progrès du communisme et de l'irréligion chez les boyards, et conjuré la Porte d'intervenir sous ce prétexte, maintenant trop fameux, que des états réguliers ne pouvaient souffrir si près d'eux un foyer révolutionnaire. Nous rappelons exprès ce fait, qui a passé trop ignoré et qui jette une clarté de plus sur l'événement de Cracovie.

Appuyée sur cette doctrine de conservation, dont elle regarde la pratique comme un devoir politique, la Russie pourrait bientôt en vérité s'arroger le droit de s'immiscer plus à découvert dans les affaires de la Prusse. Berlin devient chaque jour plus animé; l'esprit public s'y développe; la municipalité, renouvelée en partie depuis quatre ans, acquiert chaque jour plus d'importance en se recrutant dans des classes plus relevées. Composée jadis tout entière de petits marchands et d'artisans, elle s'est ouverte à des représentans moins indifférens aux questions générales du temps et du pays. C'est un conseil de 102 membres (il s'agit ici des députés, *Stadtverordnete*, et non pas du conseil supérieur, *Stadrath*); le nombre est toujours un élément d'autorité dans une assemblée populaire. La ville de Berlin a donc désormais les yeux fixés sur ses représentans, et la bourgeoisie berlinoise vient de leur recommander par une pétition expresse les vœux qu'elle forme pour obtenir une constitution.

Cet espoir d'une constitution nationale s'est, en effet, renouvelé depuis quelque temps avec assez de bruit; mais les rumeurs sont toujours si contradictoires, et quelques-unes si singulières, qu'il n'y a peut-être encore là qu'une royale velléité de plus, sans autre effet comme sans autre durée. La raison positive qui est au fond de cette attente sans cesse réveillée, c'est que l'état a besoin d'argent; les chemins de fer ont entraîné des spéculations désastreuses et ne se finiront pas à moins d'une aide puissante; il y a disette au trésor, gêne chez les particuliers, détresse dans la rue. Presque tous les fonds sont en discrédit; la plupart des chemins allemands, pour faire de l'argent, ont émis des *actions de priorité*, garanties par première hypothèque sur tout l'avoir des compagnies, et ayant droit à 5 pour 100 avant que les compagnies puissent rien toucher de leurs revenus. Ces actions n'atteignent pas même le pair. L'agiotage a été plus téméraire qu'en France, et de tous les chemins qu'il a créés, il y en a beaucoup qui, d'ici à bien long-temps, ne rendront peut-être pas 2 pour 100. Viennent maintenant des changemens politiques au milieu de cette agitation financière, ils arriveront par le fait d'une nécessité plus irrésistible, mais ils seront moins populaires, ils inspireront moins de gratitude que si le roi Guillaume avait tenu plus tôt ses promesses. Le roi devrait être maintenant persuadé que plus il tardera, plus il en coûtera peut-être à sa couronne.

L'annonce dans le discours de la couronne d'un projet de loi spécial sur la colonisation de l'Algérie coïncide avec la publication à Alger d'une nouvelle brochure de M. le maréchal Bugeaud sur ce sujet. On n'ignorait pas que, sur cette importante question, le maréchal et M. le général de Lamoricière avaient des vues opposées, mais jusqu'à présent ces dissentimens n'avaient pas été divulgués d'une manière éclatante; maintenant la presse va s'en emparer, et bientôt

ils retentiront à la tribune. M. le général de Lamoricière est député, et il sera pour M. le maréchal Bugeaud un contradicteur parlementaire que la chambre ne pourra manquer d'écouter avec intérêt. Il paraît qu'outre le fonds de quinze cent mille francs consacrés aujourd'hui à l'œuvre de la colonisation, le gouvernement proposera aux chambres de voter une somme de trois millions, qui sera affectée à des essais dirigés suivant le triple système de M. le général de Lamoricière, de M. le général Bedeau et de M. le duc d'Isly. Les trois provinces d'Alger, d'Oran et de Constantine verront ainsi s'ouvrir une sorte de concours. Les adversaires du système de M. le maréchal Bugeaud lui reprochent de n'avoir pas prévu que la présence des grands propriétaires pouvait seule assurer l'avenir de la colonisation, que de petits propriétaires livrés à eux-mêmes devaient se trouver réduits à une détresse irremédiable par une seule récolte manquée, dès qu'ils n'avaient pas auprès d'eux quelques riches colons qui pussent leur donner du travail dans les mauvais jours. Il faut, en tout cela, attendre les enquêtes et les explorations faites sur les lieux. Il est réservé à ces questions importantes d'exciter davantage de jour en jour la sollicitude du gouvernement et des chambres, ainsi que la curiosité du pays.

Nos espérances de voir les affaires du commerce et de l'industrie s'améliorer progressivement ne se sont malheureusement pas réalisées. L'argent devient de plus en plus rare, et les négociations sont presque impossibles autrement que par la Banque de France. Il était cependant permis de penser qu'après l'époque toujours critique du 31 décembre le numéraire reparaîtrait, et que le cours de toutes les valeurs s'améliorerait. Au lieu de cet heureux résultat, nous devons constater une baisse de 1 franc sur la rente dans cette quinzaine; les chemins de fer ont aussi subi une dépréciation nouvelle. Sur les actions du chemin du Nord, lorsque les versemens se font encore plus régulièrement que sur celles du chemin de Lyon, la baisse a été de 25 francs. Nous n'avons à signaler d'autres causes de cette baisse que l'inquiétude dans laquelle chacun reste à l'égard des mesures que la Banque menace de prendre. Les bruits les plus divers continuent à circuler : on parle toujours du désir des directeurs, en présence de la diminution de la réserve, d'élever le taux de l'escompte, de diminuer le crédit des comptes ouverts chez elle aux banquiers, de ne plus escompter que des effets à *deux mois*. On affirme même, mais nous avons peine à le croire, que c'est M. le ministre des finances qui presse le conseil d'administration de prendre ces mesures, se préoccupant ainsi bien plus de la position particulière d'un établissement dont il est le tuteur que du mal causé infailliblement par de semblables décisions. Heureusement, jusqu'à ce jour, les régens ont été divisés sur ces graves questions. Cependant, s'il est vrai que ce soit maintenant dans la proportion seulement de 7 voix contre 7, c'est le moment d'indiquer les fâcheuses conséquences qu'entraînerait le déplacement d'un suffrage. Élever le taux de l'escompte de 4 à 5 pour 100 serait encore ce qui amènerait le moins de perturbation. Pourvu qu'il ait l'argent nécessaire à ses besoins, le commerce se résigne encore à le payer plus cher. Remarquons toutefois que la Banque, qui n'a pas voulu abaisser le taux de son escompte lorsque l'argent était très abondant, devrait peut-être se regarder comme engagée d'honneur à ne pas l'élever dans un temps de crise; mais restreindre le crédit des comptes, alors qu'il faut donner plus de

facilité aux industriels pour les aider à passer les mauvais jours, et surtout ne recevoir que des effets à *deux mois*, lorsque l'habitude de tout le commerce est de faire ses règlemens à *quatre mois*, ce seraient là de graves déterminations, qui augmenteraient la crise au lieu de la diminuer. Il nous semble qu'on pourrait engager la Banque à prendre des mesures plus efficaces pour obvier à la rareté du numéraire, et continuer ses escomptes, sinon dans des proportions plus libérales, au moins sur le même pied. Le grand vice de l'organisation de la Banque est dans la création facultative de ses nombreux comptoirs. Depuis vingt ans, son capital est resté le même qu'au temps où elle n'avait pas établi ses succursales de province. Elle aurait dû, lors de ces formations nouvelles, augmenter son capital, ou vendre au moins, au fur et à mesure de ses besoins, des rentes en quantité suffisante pour faire le fonds de roulement de ses nouveaux comptoirs. Or, la Banque a encore à elle 2,500,000 francs de rente, comme autrefois, lorsque ses opérations embrassaient la seule place de Paris. N'y a-t-il pas là des ressources dont le moment est venu de faire usage?

Cependant, tout en constatant le trouble général, il faut se garder de se laisser aller à des craintes exagérées, surtout quand nous voyons que la Banque a pris au moins quelques mesures prudentes destinées à faire entrer dans ses coffres le numéraire qu'elle pouvait redouter de voir lui manquer. Un de ses régens est allé à Londres dernièrement négocier un achat de lingots, qui seront payés en traites à trois et six mois. Cet achat a produit 20 millions d'espèces, et l'on assure que le traité a été conclu pour 80 millions, qui seraient versés au fur et à mesure de ses besoins.

C'est avec regret que nous constatons combien la cherté du pain a influé sur les versemens dans les caisses d'épargne. Dans les premiers jours de janvier 1845, la caisse d'épargne recevait 1,150,000 francs, 1,000,000 francs en 1846, 800,000 francs seulement en 1847. Voilà une irrécusable et triste preuve du malaise qui règne dans quelques classes de la société.

REVUE MUSICALE.

On a dit qu'à moins d'être absolument dépourvu de toute espèce d'imagination, on ne saurait assister au spectacle de l'*Othello* de Shakespeare sans se croire un moment transporté à Venise, dans la Venise des doges et des gondoliers, du lion de Saint-Marc et des barcaroles chantées la nuit sur les lagunes, d'Andrea Dandolo, de Gradenigo, de Marino Faliero, et de Titien, de Paul Véronèse et du Tintoret. J'admets volontiers ce privilége attribué au chef-d'œuvre dramatique, à la condition qu'on m'accordera les mêmes droits pour la partition de Rossini. Rien, en effet, ne surpasse à mon sens l'illusion poétique où vous plonge ce troisième acte d'*Otello*. La complainte du gondolier, *nessun maggior dolore*, le court récitatif, si admirablement instrumenté, qui précède l'élégie du *Saule*, la prière de Desdemone, *deh calma o ciel;* enfin la morne ritournelle qui fait pressentir la catastrophe du dénoûment, ne sont point seulement des morceaux d'un ordre supérieur en musique, mais de sublimes pages où l'expression du sentiment pittoresque le plus romantique vient se joindre à ce que la passion humaine a de plus touchant, de plus mélancolique et de plus chaleureux. Il y a ainsi, en poésie comme en musique, certains chefs-d'œuvre auxquels semble échu le don bien rare de faire voyager l'imagination à travers l'espace et le temps. De ce nombre est l'*Egmont* de Goethe, de ce nombre sont aussi *les Huguenots* de Meyerbeer. J'ai beau ne rien savoir du vieux Bruxelles, ignorer le vieux Paris et sa couleur locale : j'aperçois d'ici la place d'armes où ces honnêtes Brabançons s'exercent à tirer l'arbalète, et je vois ligueurs et gens des halles mener leur branle autour de l'Hôtel-de-Ville. Fantaisie ou réalité, qu'importe ensuite? C'est là sans doute Venise, comme elle fut, et ne fut pas; c'est là un Paris, un Bruxelles, comme il n'en exista jamais, et aussi comme ils auraient pu exister. Quel dommage que la réalité ressemble parfois si peu à notre rêve, et que la prose d'un plan topographique soit si loin de la poésie de nos imaginations! Il se peut que les gens qui veulent connaître Venise pour l'avoir entrevue à travers les tragédies de Shakespeare (je dis les tragédies, car à l'*Othello* il faut encore joindre *Shylock*) et la musique de Rossini, risquent fort de passer pour aimer à se payer d'illusions; cependant, plus j'étudie les chefs-d'œuvre de ces deux maîtres, plus ils me semblent, chacun dans sa sphère, avoir approché de la vérité pittoresque et surpris le tableau. Et cette observation me frappe encore davantage toutes les fois que je vois d'autres poètes et d'autres musiciens s'in-

spirer d'un sujet emprunté à l'histoire du même peuple. Pour prendre un exemple d'hier, interrogeons *les Deux Foscari* de Verdi, représenté avec succès au Théâtre-Italien. En quoi cette musique, remarquable d'ailleurs à divers titres, en quoi cette musique nous parle-t-elle de Venise? Voilà bien des cavatines où la brise de mer *aura del' mare*, joue son rôle obligé :

Soufflez dans mes cheveux, vents de l'Adriatique.

Voilà des duos et des quatuors où j'entends qu'il est fort question du doge et de la république; et jamais personne n'oubliera cette scène des Dix assemblés en conseil et célébrant en chœur leur inviolabilité, leur grandeur et leur puissance inexorable, ni plus ni moins que cet impayable tribunal de la *Gazza ladra* :

Inesorabile
Che in lance pondera
L'umano oprar.

Avec cette unique différence qu'ici les robes rouges remplacent les soutanes noires; mais de cet indomptable orgueil, de cet égoïsme féroce du lion de Saint-Marc, comme aussi des ardeurs dévorantes, des incurables mélancolies de ces climats de feu, pas un souvenir, pas une trace; rien de la gondole insouciante qu'un rhythme léger berce sur le gouffre où s'engloutissent les mystères de l'inquisition d'état, rien de ce carnaval dans la terreur, de ces langueurs divines qu'on respire à si chaudes bouffées et comme un vent d'orage dans le troisième acte d'*Otello;* rien enfin de cet *certo estro* de Venise si délicieusement rendu dans la poétique nouvelle d'Hoffmann :

Ah! senza amare
Andar sull' mare
Col sposo del mare,
Non puo consolare!

Si de la partition de Verdi nous remontons au poème dramatique qui l'a inspirée, nous trouverons la même absence de couleur. On se demande ce qui, dans un pareil sujet, a pu séduire Byron? L'anecdote peut-être. En effet, le trait de ce Loredano couchant sa haine contre les Foscari sur ses livres de commerce, et réglant ses comptes de vengeance ni plus ni moins qu'une créance ordinaire, devait au premier abord tenter l'imagination d'un poète; il y a du pur sang de Venise dans cette étrange façon d'agir. L'histoire me semble même si bien à sa place, que, si elle n'existait pas, on aurait dû l'inventer pour peindre ces habitudes de négoce au sein de l'aristocratie, ces instincts de marchand sous la pourpre qui caractérisaient les illustres patriciens de la sérénissime république. Maintenant, quand on y réfléchit, un pareil sujet est-il du ressort du théâtre? comment reproduire à la scène ce que l'anecdote a de profondément original. Je n'ai pas vu représenter la tragédie de Byron, mais je sais qu'au dénoûment de la pièce italienne ce personnage, tirant de dessous sa cape rouge un microscopique calepin et faisant mine de biffer une adresse du bout de son crayon, me paraît assez médiocrement répondre à l'idée qu'on se propose de cette vengeance en partie double tenue avec une ponctualité si solennelle. Je le répète, il n'y a dans tout cela qu'une anecdote. A la vérité, nous ne savons rien qui tente davan-

tage les poètes dramatiques; mais encore faut-il qu'une fois engagés, ils trouvent où se prendre : or, ici, tel n'était point le cas. Ce vieillard contraint de sacrifier son fils à la justice de la république, ce Foscari doge sur le visage et père au fond de sa conscience, n'a rien de bien nouveau et surtout rien qui soit fait pour inspirer au musicien le sentiment de la couleur. J'ai dit que le seul trait caractéristique du sujet des *Foscari* n'était point du ressort du drame, encore bien moins devait-il l'être de la musique. Otez de ceci l'anecdote, il ne reste plus qu'une fable vulgaire et qui pourrait tout aussi bien appartenir à la Rome républicaine qu'à la Venise des Mocenigo et des Loredani.

Maintenant reprocherons-nous à la musique de Verdi de manquer de couleur et de cette expression pittoresque dont l'*Otello* de Rossini déborde? mais il faudrait d'abord lui reprocher d'avoir pris pour thème la tragédie de lord Byron, et j'avoue que je ne me sens pas le cœur d'en vouloir jamais à un musicien de s'être adressé à un grand poète, dût par hasard son choix l'avoir une fois trompé. C'est d'ailleurs un des principaux mérites du génie de Verdi de chercher toujours de préférence ses motifs de composition parmi les œuvres littéraires : *Ernani*, les *Foscari*, *Jeanne d'Arc*, sont là pour témoigner du passé; quant à l'avenir, *Macbeth* nous en répond. Cette partition de *Macbeth*, que prépare aujourd'hui l'auteur de *Nabucco*, nous reporte involontairement à l'Académie royale de Musique. Combien de fois, prévoyant la crise lamentable où se débat en ce moment cette noble scène, n'avons-nous pas conseillé à ceux qui la dirigeaient de tenter la fortune sous les auspices de quelque partition originale du jeune maître italien! Bien qu'en fait de prévisions l'infaillibilité n'existe guère, n'était-on pas en droit d'attendre quelque chose d'heureux d'un essai de ce genre? Aucun musicien, plus que Verdi, ne semblait appelé par sa nature à comprendre les convenances du système dramatique français. A défaut de Meyerbeer qui se récuse, on aurait eu là sous la main un Halévy des meilleurs jours, un homme s'entendant aussi bien que l'auteur de *la Juive* à toutes les pompes de la mise en scène et possédant en outre cette bouffée de génie, ce sens mélodieux dont le vieux Cherubini oublia de transmettre le secret à son élève. Qu'on se figure pour un moment le chef-d'œuvre de Shakespeare, traité par Verdi avec tout le soin, toute l'application qu'exige une pareille tâche, se produisant dans la grandeur colossale de son action, dans la variété infinie de ses coups de théâtre et de ses accessoires, et qu'on dise si une entreprise de la sorte, sérieusement menée à fin, n'eût point abouti à d'autres résultats que ceux qui viennent de signaler cette incroyable fantasmagorie de *Robert Bruce!* Malheureusement cette idée ne nous est pas venue, et les Anglais auront *Macbeth;* ce qui n'empêchera pas bon nombre de gens de continuer à s'écrier qu'il n'y a plus de musique en ce monde, et qu'après Rossini et Meyerbeer il faut décidément tirer l'échelle. Qu'à une œuvre quelconque de l'auteur de *Nabucco* et d'*Ernani* un directeur de spectacle préfère la moindre imagination du chantre de la *Semiramide* et de *Guillaume Tell*, cela va sans dire; mais ce qui s'explique moins facilement, c'est qu'on aime mieux une ombre qu'une proie, et qu'on néglige de frapper à la porte des vivans, pour s'en aller ainsi carillonner en pure perte au seuil d'un homme de génie qui s'obstine à faire le mort. Revenons aux *Deux Foscari*.

J'ai dit que la couleur manquait dans cet ouvrage; à défaut de couleur, la passion dramatique domine. C'est là, du commencement, à la fin, une musique

chaleureuse, puissante, pensée avec vigueur et vigoureusement écrite. Le trio du second acte doit compter parmi les meilleures compositions du maître. Nuancé, pathétique, entraînant, avec un peu plus de franchise dans les motifs et de développemens dans sa période finale, ce morceau s'élèverait à la hauteur de l'admirable trio du troisième acte d'*Ernani*. Je citerai encore la cavatine du doge au dénoûment, large et touchante inspiration dont Coletti a su magnifiquement tirer parti. Notons à ce propos le singulier essor que la voix de Coletti a paru prendre tout à coup ce soir-là, au grand étonnement du public; c'était à ne pas reconnaître le chanteur embarrassé, presque médiocre, qu'on avait entendu la veille dans Assur. Et maintenant nous comprenons tout ce qu'il a fallu de résignation à Coletti pour consentir à débuter par la *Semiramide*. Que le plus ou moins de convenance d'un rôle puisse ainsi réagir sur l'entière physionomie d'un chanteur, c'est à peine si on le conçoit, et cependant rien de plus vrai. Cet organe, hier empâté, mou, incolore, soudain se relève et vous étonne par sa triomphante plénitude; la mollesse devient agilité, l'hésitation puissance. On croirait voir Sixte-Quint rejetant sa béquille. C'est une chose triste à dire, sans doute, mais qu'on ne peut cependant s'empêcher de reconnaître : avant peu, la musique de Rossini sera devenue une lettre morte. De jour en jour les chanteurs italiens la désapprennent, et, s'il fallait une preuve nouvelle de cette vérité, l'exemple de Coletti nous la fournirait. Conclurons-nous de là que les générations s'abâtardissent, et que l'art divin, abandonnant notre ingrate terre, s'apprête à remonter vers le ciel, son immortelle patrie? Pas le moins du monde; nous tenons au contraire qu'un Lablache vaut un Barilli, que Ronconi ne le cède à Pellegrini ni pour la voix, ni pour l'intelligence, et qu'on peut parfaitement entendre Rubini même après Donzelli. L'art est à un bon point, a dit M. Hugo quelque part; pourquoi le mot ne s'appliquerait-il pas à la musique? De ce qu'il plaisait à Rossini de se croiser les bras, s'ensuivait-il que l'Italie entière dût se condamner au silence? Nous ne le pensons point. Depuis la *Zelmira* et la *Semiramide*, les temps ont marché, et, si nous regardons derrière nous, nous verrons qu'un assez long espace nous sépare déjà du grand maître; espace moins aride peut-être que bien des gens affectent de le penser, et dont la *Norma*, les *Puritains*, la *Lucia*, *Nabucco*, marquent, non sans gloire, les divers stades. Rossini eut ses chanteurs : Davide, Nozzari, Galli, la Colbrand, la Fodor et tant d'autres qui gagnèrent sous lui vingt batailles; Bellini, à son tour, forma les siens, et, comme la musique de Bellini procédait déjà d'un sentiment de réaction, la réaction ne pouvait manquer de s'étendre aussi à la manière d'exercer la voix. Aux mille arabesques épanouies, aux feux d'artifice chromatiques de la roulade rossinienne, succèda le chant *spianato*, pathétique, de Rubini, lequel s'est modifié de maître en maître jusqu'à Verdi, qui semble vouloir lui communiquer plus de nerf et de rapidité chaleureuse dans le mouvement. Qu'on s'étonne ensuite de cette espèce de malaise que l'exécution des ouvrages de Rossini paraît causer à certains chanteurs contemporains. Il est au fond de toute œuvre d'art, poésie ou musique, peu importe, à côté de l'élément divin qui ne meurt pas, un élément terrestre, transitoire, qu'elle emprunte à ce qu'il y a au monde de plus passager, de plus incertain, au caprice des temps, à la mode. Or, si ces conditions existent pour la poésie et la peinture, que ne sera-ce point pour la musique, l'art le plus exposé, comme on sait, à subir les mille

influences du moment? Si la mode d'aujourd'hui n'est autre chose que le rococo de l'avenir, il faut bien reconnaître, sans trop d'irrévérence à l'égard du génie, que des ouvrages écrits il y a tantôt vingt-cinq ans par un des hommes qui ont le plus sacrifié à la mode peuvent ne point répondre absolument au goût de notre époque. Un poète d'infiniment d'esprit, forcé, à l'occasion d'une édition Charpentier, de relire ses vers d'il y a dix ans, s'écriait : « Bon Dieu! que tout cela me paraît devenu *ponsif!* » Je me demande si Rossini, feuilletant ses papiers de jeunesse à propos de cet infortuné *Robert Bruce*, n'en a point dit autant; mais, d'abord, Rossini a-t-il seulement rien feuilleté? Est-ce à nous qu'on fera croire désormais que cette colossale indifférence ait un instant fléchi? Avant la représentation, vous pouviez en prendre à votre aise et nous parler de concessions obtenues, d'un ouvrage, sinon entièrement nouveau, du moins composé avec l'assistance du maître. Cependant la vérité devait apparaître au jour de l'événement; et devant une si incontestable évidence tombent tant d'illusions auxquelles on avait bien pu finir par croire soi-même, mais dont il faut convenir que le public s'était toujours fort défié.

Sans donner dans l'ambitieuse promesse d'un ouvrage *presque* nouveau de Rossini, encore espérait-on rencontrer çà et là quelque trace de la présence du maître. Vain espoir que la représentation de *Robert Bruce* a trompé! Rien, en effet, en dehors des morceaux empruntés à diverses partitions de l'auteur de la *Donna del Lago*, rien qui rappelle le moins du monde la touche d'un génie supérieur. Le nom même de M. Niedermeyer, venu là pour ajuster les récitatifs et manipuler selon les formules ayant cours des idées d'un temps déjà loin de nous, le nom de M. Niedermeyer n'indique-t-il pas que Rossini s'est fait un devoir de rester étranger à cette partie intermédiaire, accessoire, qui, dans une élucubration de ce genre, constituait, à tout prendre, la seule nouveauté possible?

Cela dit, et la partition de *Robert Bruce* étant réduite à ce qu'elle est : un assemblage plus ou moins intelligent de fragmens hétérogènes, de morceaux disjoints, de cavatines, de duos et de quatuors écrits jadis pour des chanteurs qui ne sont plus et dont la tradition elle-même s'est évanouie, on concevra sans peine quelle charmante unité de sentiment et de composition il en doit résulter. Nous n'oserions, quant à nous, appeler pareille chose un opéra. Avec des chanteurs d'un ordre supérieur, ce serait un concert; qu'est-ce donc dans les conditions existantes? Franchement, on ne saurait le définir : une sorte de mélodrame à grand orchestre, de parade musicale d'où se détache, au second acte, ce magnifique chœur des bardes, exécuté, hâtons-nous de le reconnaître, avec une pompe lyrique et théâtrale digne des plus beaux temps de l'Opéra. Je regrette seulement, puisqu'on était en train de ne pas s'épargner les frais de mise en scène, qu'on ait négligé d'augmenter le nombre des harpes dans l'orchestre. Pourquoi pas huit harpes au lieu de quatre? De la sorte l'effet, déjà si beau, eût touché au sublime. Si de l'ensemble de l'ouvrage nous passons aux détails, combien d'altérations, de mutilations et de ravages n'ont pas fait subir à toute cette musique les caprices d'une disposition arbitraire et d'une exécution presque toujours à contre-sens! Aucune des intentions primitives n'a été respectée, aucun texte ménagé. Ce qui chantait l'amour et la tendresse chante désormais la fureur, la plainte du vieillard moribond est devenue l'hymne d'un héros. Robert Bruce, s'apprêtant à donner la liberté à l'Écosse, ne trouve rien de mieux

que d'entonner la romance écrite jadis pour exprimer la douloureuse angoisse du père de Zelmire au fond de son cachot. La complainte du pauvre captif devenant tout à coup la chanson héroïque du libérateur, vit-on jamais plus aimable contraste? Qu'on dise ensuite que la musique n'est point susceptible d'exprimer à la fois les deux sentimens qui se ressemblent le moins. — Puisque nous venons de nommer la *Zelmira*, n'ayons garde d'omettre le célèbre trio transformé en un duo pour Mme Stoltz et M. Barroilhet, et tellement défiguré, que, n'étaient certains passages qui trahissent l'origine et la race, on croirait à une intercalation due à la plume de M. Niedermeyer. Essayez en effet de distinguer, à travers les éclats de voix que pousse M. Barroilhet, à travers ces cris de bravoure, cette admirable phrase de la partition primitive, ce chant si onctueux, si profondément empreint de tendresse et de pathétique. J'appuierai aussi sur la pitoyable manière dont une exécution inintelligente paraît se complaire à travestir le quatuor de *Bianca e Faliero*, l'un des plus beaux morceaux d'ensemble que Rossini ait composés. Mme Stoltz, qui commence la phrase de l'adagio, laquelle doit être répétée en imitation par le contralto, le ténor et la basse, Mme Stoltz a eu la malheureuse idée de varier le texte à sa guise; soit le mauvais exemple, soit une incurable manie de vouloir toujours enchérir sur le compositeur, les autres en font autant, et de la sorte l'intention formelle de Rossini dans ce morceau se trouve entièrement faussée. Il y a cependant des vérités tellement élémentaires, que le simple bon sens devrait suffire à vous les enseigner, et nous ne concevons guère que des chanteurs appelés à tenir le premier rang sur la scène de l'Opéra puissent ignorer que, dans un morceau traité en imitation, porter la plus légère atteinte aux traits écrits par le compositeur, c'est attaquer l'édifice par sa base et tout compromettre. Un seul des exécutans de ce quatuor de *Bianca e Faliero* chante la note de Rossini, c'est Mlle Nau. Sans exceller dans le genre italien, Mlle Nau, rendons-lui cette justice, mérite qu'on la distingue ici de tout ce qui l'entoure. Bien que sa voix manque d'éclat et soit d'assez chétive consistance, on ne peut s'empêcher de louer, chez cette cantatrice, une remarquable netteté de diction, un talent de vocalisation qui, mieux doué du côté de l'organe, se fût élevé peut-être aux véritables effets de l'art des Sontag et des Persiani. Après avoir justement amnistié Mlle Nau pour sa fidélité à chanter le texte de Rossini, comment ne pas se montrer sévère envers Mme Stoltz, qui, du commencement à la fin de ce triste chef-d'œuvre, semble prendre à tâche de fouler aux pieds toutes les traditions d'une musique consacrée par les plus illustres interprètes, et qui, de la Pisaroni à la Pasta, à la Malibran, de la Camporesi à la Sontag, occupa tour à tour les plus nobles, les plus glorieuses émulations? Et d'abord, que prétend Mme Stoltz? La cantatrice de l'Académie royale de Musique est-elle soprano ou contralto? Faut-il lui reconnaître le domaine de la Pisaroni? Faut-il la proclamer souveraine de l'empire des Sontag et des Persiani? ou bien faut-il dire, en caressant l'un des plus chers caprices de son ambition et de son amour-propre, qu'elle règne également sur l'un et l'autre hémisphère du monde de la voix? Mais quand cela serait, lors même que de pareilles prétentions mériteraient qu'on en tînt compte, comment s'expliquer autrement que par un gaspillage d'enfant gâté cette bizarre fantaisie d'amalgamer ensemble pêle-mêle les morceaux les plus caractéristiques des deux emplois, et de chanter à tour de rôle dans la même soirée, tantôt la partie de Malcolm, tantôt celle d'Elena? La Ma-

libran, elle aussi, possédait les deux registres de la voix; la Malibran, elle aussi, avait l'esprit fantasque et entreprenant; cependant, jamais que nous sachions, pareille algarade ne lui vint à l'esprit. Qu'après avoir absolument voulu chanter Desdemone, Mme Stoltz eût voulu essayer de Malcolm à toute force, on l'eût conçu : sa voix de soprano l'avait trahie, elle s'adressait au contralto, rien de plus naturel; mais ce qui ne saurait se justifier, c'est cette confusion puérile dans la même soirée des élémens des deux répertoires, cette incroyable audace de toucher à tout, cette fureur de tout piétiner. On ne cesse de se moquer des intercalations dérisoires dont les opéras italiens offrent journellement l'exemple, de ces airs transférés, par le caprice d'un chanteur, d'une partition dans une autre; mais, pour peu qu'on y prenne garde, ceci dépasse tout. Prétendre fondre en un seul rôle les parties de contralto et de soprano, s'imaginer qu'on passera ainsi sans transition de la fraîche et vaporeuse cavatine d'Elena à l'accent mâle et pathétique de Malcolm, du répertoire de la Sontag au répertoire de la Pisaroni, c'est se proposer une tâche au-dessus des forces physiques. Je dirai plus, à de semblables efforts, un chanteur, quel qu'il soit, ne saurait prétendre; c'est un ventriloque qu'il faudrait. La voix humaine n'est point une serinette que l'on monte à volonté, et l'art du chant a ses conditions auxquelles les plus illustres eux-mêmes se soumettent. Fussiez-vous ensemble la Mariani et la Sontag, la Pisaroni et la Grisi, quand vous avez une fois adopté un registre, force est de vous y tenir pour la soirée du moins, quitte à passer le lendemain à l'autre, comme on a vu faire la Malibran. En dehors de cela, tout devient confusion, et vous finissez, comme Mme Stoltz, par chanter un je ne sais quoi d'indéchiffrable et qui n'a de nom dans aucune langue. Je n'en veux d'autre preuve que la délicieuse cavatine d'Elena dans la *Donna del Lago*, musique de soprano s'il en fut, souffle mélodieux du matin, suave et limpide émanation qui semble respirer toute la poésie matinale du lac argenté. Eh bien! à ce chant de l'oiseau qui s'éveille, à cette barcarole toute de grace, de légèreté, de délicatesse, Mme Stoltz, avec sa fâcheuse habitude, a réussi à donner, le croira-t-on? l'expression d'une véritable complainte; rien de détaché, de coquet, d'élégant, mais un continuel *canto legato*, un accent monotone et traînard à désespérer le plus éploré des violoncelles. Nommer la cavatine illustre de Malcolm, c'est évoquer l'idée du triomphe de la Pisaroni, idée terrible devant laquelle n'a point pâli la cantatrice de l'Académie royale de Musique! Au fait, quels souvenirs pourrait-on craindre lorsqu'on a si vaillamment bravé ceux de la Sontag et de la Malibran? Va donc pour l'air de Malcolm après la cavatine d'Elena; le sublime *O quante lagrime* devait couronner l'œuvre commencée par la barcarole du soprano. Je laisse à penser si les sons gutturaux font ici leur devoir, et quel singulier effet produit cette déclamation de grand opéra dans une musique où l'art de phraser passe avant tout.

Après Agésilas,
Hélas!
Mais après Attila,
Holà!

Aussi bien la patience des gens était à bout. Tant de vaines prétentions avaient lassé le public. Il s'est montré sévère; puisse l'expérience porter ses fruits!

Singulier rapprochement! cette même *Donna del Lago*, qui, sous le nom de

Robert Bruce, devenait l'autre soir une occasion d'insuccès pour Mme Stoltz, avait, dès sa première représentation, le 4 octobre 1819, commencé par porter malheur à la Colbrand, qui, tranchons le mot, y fut glorieusement sifflée. Voici ce que je trouve dans une biographie de Rossini publiée en 1845 (1). Je me contente de traduire et n'ajoute rien au texte de l'ouvrage.

« Le soir de la première représentation, la signora Colbrand, s'étant donné les airs de chanter un quart de ton trop bas ses variations dans le finale, eut le désagrément de s'entendre siffler pour la première fois de sa vie. » Comme ce quart de ton trop bas serait de circonstance! Je reprends ma citation : « Une ménagerie de lions furieux, Éole déchaînant toutes ses tempêtes, ne sont que choses aimables et pleines de douceur en comparaison du vacarme et des trépignemens du public napolitain, piqué à l'oreille par une fausse note.

« La colère de la prima donna sifflée ne connaissait plus de bornes; la farouche Espagnole (Isabelle-Angélique Colbrand était née à Madrid en 1785), la sultane de San-Carlo, allait et venait dans sa loge, — vous eussiez dit une panthère blessée au flanc, — et l'œil en feu, son teint olivâtre plus mat encore que de coutume, haletante, la lèvre bridée par le dédain et l'émotion, tout en déchiquetant à belles dents d'albâtre la batiste de son mouchoir, se donnait le plaisir d'envoyer le public à tous les diables. Au désespoir d'Armide assistait l'entrepreneur de San-Carlo, il signor Domenico Barbaja.

« A cette époque, Angélique Colbrand venait d'avoir trente-quatre ans, et Barbaja cherchait à rompre avec cette femme qui lui avait coûté dix fois plus que la duchesse de Floridia au roi de Naples. L'occasion s'offrait belle, il la saisit.

« Ingrat public! murmura l'impresario millionnaire, oser te siffler, toi, Colbrand! car tu l'as entendu, ils t'ont sifflée!

« — Cabale! s'écria la cantatrice, une cabale infame!

« — Eh! sans doute, qui ne sait cela, cabale! infame cabale! c'est votre chanson ordinaire; il n'y a de vrai public que celui qui vous applaudit... mais aussi convenez entre nous que vous avez chanté ce soir comme une débutante... Écoute-moi, Colbrand, prends-y garde, ta voix baisse, et tes meilleurs amis trouvent que ton astre commence à s'éclipser; quant au public, il applaudissait furieusement la Pisaroni, et si tu n'y mets bon ordre...

« En ce moment, Rossini entra, frais, dispos, le sourire à la bouche, la joue en fleur et dans cet heureux épanchement d'humeur d'un auteur qui vient de réussir et que les mésaventures du prochain touchent peu.

« Aux derniers mots de Barbaja, la Colbrand s'était laissé choir sur son ottomane, et sa jolie tête, perdue dans les coussins de mousseline, fondait en larmes, larmes sincères cette fois, les premières peut-être que la cantatrice eût versées depuis son engagement à San-Carlo.

« En apercevant Rossini, la prima donna se hâta d'essuyer son visage, et, reprenant tout son air courroucé :

« — Cet odieux public! s'écria-t-elle, il faut avant tout que je me venge de lui; mais quel moyen...

« — Quel moyen? reprit l'auteur du *Barbier* : tâche de chanter moins faux; je n'en sais pas de meilleur. »

L. G.

(1) *Gioachino Rossini*, par M. Ottingaer. — Leipzig, 1845.

COLLÉGE DE FRANCE.

LES HISTORIENS ROMAINS.

L'étude qu'on va lire, et par laquelle M. Nisard a ouvert cette année son cours de littérature latine au Collége de France, devait trouver place à côté des travaux que la *Revue* a publiés sur les historiens de l'antiquité. C'est moins en effet une première leçon qu'un portrait de Tite-Live déjà complet en soi, et qui, par cela même, se détache naturellement de l'ensemble d'études qu'il annonce et qu'il prépare.

Pour étudier une littérature avec fruit, il semble qu'il faut commencer par les écrivains qui ont traité de l'histoire. C'est par eux seulement que nous connaissons les premiers élémens de cette littérature, à savoir le gouvernement, la constitution, la religion, les mœurs générales; c'est dans leurs écrits que respire l'ame du peuple dont cette littérature est l'expression. Les historiens nous acclimatent, pour ainsi dire, au pays; par eux nous savons tout ce qu'il y a de convenances invincibles et fatales entre une nation et le territoire qu'elle habite. Une nation est une personne; l'histoire est la biographie de cette personne.

Quand nous sommes ainsi accoutumés à ce peuple, que nous l'avons vu dans le succès et dans les revers, dans la guerre et dans la paix, passant par ces épreuves de la double fortune auxquelles on reconnaît le caractère des nations comme celui des individus, c'est le moment d'entreprendre l'étude des autres branches de sa littérature. Nous sommes préparés à goûter ses poètes, à comprendre l'autorité de ses orateurs, à juger ses philosophes et ses critiques. Au lieu de les lire en tâtonnant, accompagnés du commentateur qui nous fourvoie le plus souvent, ou qui nous refroidit quand il nous éclaire, leurs historiens, en nous faisant de leur pays, nous ont mis à même de les lire couramment, comme

des auteurs familiers. Nous ne sommes pas rebutés, dans un beau morceau de poésie, dans une harangue, dans un traité philosophique, par une sorte d'archéologie à laquelle nous n'avons pas été initiés, et, en même temps que nous y admirons ces belles pensées qui sont du domaine de l'homme dans tous les pays et dans tous les temps, nous voyons en quelque sorte la physionomie particulière de l'esprit humain dans un temps et dans un pays déterminés. Cicéron, dans ses ouvrages philosophiques, ne sera pas seulement un des bons moralistes du monde, ce sera le moraliste romain. Horace ne sera pas seulement un lyrique ou un satirique, ce sera le lyrique un peu artificiel d'un pays où l'on ne rêvait guère, ce sera le satirique d'un peuple chez qui le vice n'a jamais été élégant, et sous la mollesse duquel perce cette brutalité que lui reproche la Camille de Corneille, dans un de ces vers où ce simple et sublime génie a senti plutôt que jugé le peuple romain.

Soit souvenir, soit préjugé de collége, il me semble que, parmi les usages de cet enseignement des langues anciennes, qui a pour ennemis tous ceux qui ont fait de méchantes études, celui-là n'est pas le plus mauvais qui nous faisait apprendre les élémens du latin dans un abrégé de l'histoire romaine. Nous arrivions ainsi à ses grands écrivains avec des impressions déjà fortes de la grandeur de leur pays. Le jour où j'ai dû songer à un plan d'études sur la littérature latine, j'ai trouvé cette indication dans mes souvenirs. Seulement, au lieu d'un petit abrégé où le latin n'est pas toujours romain, j'ai voulu lire l'histoire romaine dans les auteurs originaux, dans les Romains qui ont écrit les annales de leur pays.

La liste des historiens romains est courte; elle se compose de quatre noms : César, Salluste, Tite-Live, Tacite. Des hauteurs où ils ont élevé l'histoire, on tombe tout à coup soit dans la chronique négligée et suspecte de Suétone, soit dans les abrégés plus brillans que solides de Velleius Paterculus et de Florus, soit dans les prétentions encyclopédiques d'Ammien Marcellin. Ou bien ce sont des auteurs qui ont écrit des vies ou des résumés d'histoire universelle : Cornelius Nepos, qui fait penser à Plutarque; Quinte-Curce, dont les fleurs ne nous consolent pas de n'avoir point une histoire originale d'Alexandre; Justin, qui est accablé par le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet. Ces auteurs, dont aucun d'ailleurs n'est méprisable, ont pour principal mérite d'offrir des textes appropriés à un certain temps des études classiques et de servir comme de degrés dans la connaissance du latin.

Peut-être eût-il été plus juste de les comprendre dans l'étude générale des historiens; j'avoue que je ne m'en sens pas le goût. Quand nous jugeons les écrivains secondaires, ou bien nous triomphons d'eux, ou bien nous les protégeons. Là où il y a trop à critiquer, le profit ne vaut pas le chagrin qu'on se donne; là où il est besoin de faire valoir le mérite d'un écrivain par le relatif, à peu près comme ces peintures douteuses pour lesquelles on exige du spectateur qu'il se place à un certain point de l'équerre, c'est le plus souvent un jeu d'esprit dont l'exemple n'est pas bon, parce qu'il substitue au grand goût dans les lettres le petit goût, qui en est l'ennemi. Nous sommes difficiles ou complaisans aux petites réputations par des raisons qui ne sont pas parfaitement pures de tout intérêt d'amour-propre : difficiles, parce qu'y ayant trop peu de distance des

petits à nous, nous leur en voulons néanmoins de s'être élevés, quoique de si peu, au-dessus de nous; complaisans, afin de relever notre mérite en rabaissant le niveau des gloires véritables; enfin nous leur donnons trop de nous-mêmes, ou nous leur ôtons trop de ce qui leur appartient. Les écrivains du premier ordre nous dérobent aux périls de notre jugement; ils s'emparent de nous tout d'abord, et ils se rendent maîtres de notre intelligence par l'admiration, cet abandon délicieux qui est la foi dans le génie. Là, nous ne faisons plus nos réserves, nous sommes en puissance d'autrui; notre amour-propre, qu'excitait dans nos jugemens sur les petits une égalité modérée, se tait devant cette distance infinie qui nous sépare des hommes supérieurs; le commerce de ces hommes accoutume à la modestie et apprend le respect. Cette foi dans le génie n'est pas une abdication, mais un consentement de notre raison en présence de l'idéal. Les défauts des hommes supérieurs ne sont pas un avantage que nous prenons sur eux; ils nous avertissent que leurs œuvres sont de l'homme; ils empêchent la superstition, et, en nous donnant sujet de faire acte d'indépendance, ils relèvent le mérite de notre admiration.

Je me bornerai donc aux quatre grands écrivains qui représentent l'histoire chez les Romains. Eux parcourus, et, par eux, Rome nous étant connue et presque familière, nous étudierons les autres productions du génie latin. Nous apprécierons tour à tour l'éloquence politique et judiciaire dans Cicéron et dans les imposans fragmens qui nous sont restés de quelques orateurs qui l'ont précédé ou suivi; la philosophie morale dans Cicéron et Sénèque; la critique dans Cicéron encore, dans Quintilien et dans Tacite; enfin l'art épistolaire dans ce même Cicéron, qui forme comme un corps de littérature à part dans la littérature latine, et dans Pline le jeune, qui a eu la gloire, donnée à fort peu, de bien écrire une lettre. Tel est le champ de nos études. L'objet, vous le savez, c'est le vrai. Le vrai est multiple et divers; chaque genre d'ouvrage a le sien plus spécialement; c'est le vrai de la matière même qu'on traite et de la méthode d'après laquelle on le traite; mais il est une sorte de vrai commun à tous les genres, et, quand je parle de l'objet général de nos études, c'est ce vrai-là que j'ai en vue. Ce vrai, c'est tout ce qui touche et convainc l'homme, soit comme individu, soit comme membre d'une société, soit comme citoyen d'une nation; c'est ce qui l'avertit qu'il n'est pas isolé au milieu d'inconnus; qu'outre sa vie individuelle, il vit d'une vie générale; c'est tout ce qui, dans le passé, soit qu'il s'agisse de faits, de pensées ou de sentimens, le rend contemporain des faits, cohéritier avec l'humanité des pensées, sympathique aux sentimens. Nous ne sommes pas libres de ne pas connaître certainement le vrai; il arrive à nos consciences comme la lumière à nos yeux, comme le son à nos oreilles, et, de même que c'est par un désordre physique que les yeux sont privés de voir la douce lumière du ciel et les oreilles de percevoir les sons, de même c'est par l'effet d'un dérangement de l'esprit que la conscience cesse de percevoir le vrai. La raison n'est que la faculté par laquelle nous transformons la connaissance involontaire du vrai en un assentiment réfléchi.

On a dit, et le mot est triste : Le vrai est ce qu'il peut. Disons plutôt du vrai, comme de Dieu, dont il fait partie : Le vrai est ce qui est. L'homme qui veut échapper au vrai semble vouloir échapper à soi-même. Par quoi nous connais-

sons-nous en effet, sinon par le vrai, qui, par ce que nous devrions être, nous apprend qui nous sommes? Aussi dit-on de tout esprit faux, c'est-à-dire de tout homme empêché par quelque désordre intellectuel de connaître le vrai : C'est un homme qui ne se connaît pas. Hélas! sous des termes modérés, rien n'est plus dur que ce jugement. Il rabaisse l'esprit faux au niveau de la bête, dont la condition, par rapport à l'homme, est qu'elle ne se connaît pas.

Si quelqu'un me persuadait un jour que le vrai n'est qu'une vue de mon esprit, et non quelque chose qui est hors de lui, avant lui, qui sera après lui, qui est Dieu; que le vrai est ma chose, qu'il commence et finit avec moi, que le trouble délicieux où me jette sa présence n'est qu'une sensation individuelle, et l'assentiment que lui donne ma raison un caprice; que le vrai n'est pas plus que moi, n'est que moi; — de même qu'on arrête avec le doigt le mouvement d'une montre, de même celui-là arrêterait en moi la vie morale à l'instant. Je plaindrais l'homme qui, cédant au puéril orgueil de regarder le vrai comme une création de son esprit, échangerait contre cette grossière illusion la douce et glorieuse dépendance dans laquelle nous sommes par rapport au vrai. Il perdrait tous les ressorts de son ame, il réduirait sa raison à un instinct moins sûr que celui des animaux, parce qu'il serait troublé sans cesse par les révoltes de son sens intime; il perdrait jusqu'à ces défauts de l'homme qui, du moins, sont ceux d'un être créé pour percevoir le vrai, jusqu'à l'orgueil, lequel n'est le plus souvent que la prétention de connaître mieux le vrai que les autres, et de le leur imposer à titre de privilége sur des inférieurs.

C'est pour ne pas tomber dans cette sorte d'orgueil, et pour en éviter jusqu'à l'apparence, qu'il est du devoir, dans toute chaire d'où l'on prétend enseigner le vrai, de s'interdire les formules dogmatiques. Par là, on respecte, ce qui n'est pas la même chose que ménager, ceux qui n'en sont pas persuadés au même degré, soit faiblesse, soit que leurs lumières s'offusquent, comme il arrive, par leur diversité et leur inégalité. Voilà pourquoi je préfère, en annonçant ces leçons, au mot enseigner dont l'absolu m'effraie, le mot étudier, non-seulement parce que j'apprends dans le moment même que j'enseigne, mais parce qu'il n'y a pas de terme plus propre pour caractériser ces spéculations paisibles sur le passé, et cette recherche d'un vrai qu'aucune contradiction ne rend agressif et militant. On enseigne les sciences exactes; les élémens, la méthode, les résultats, tout en est évident; on étudie les sciences qui ont pour objet ce qu'il y a de plus libre, de plus mobile dans l'homme, de moins susceptible d'être mesuré ou réduit en axiomes, la pensée; qui ont pour résultats des vérités dont l'évidence, moins générale, ne se perçoit pas moins par la sensibilité et l'imagination, les deux facultés les plus assujetties à la diversité des circonstances particulières, que par la raison, par laquelle tous les temps et tous les pays se ressemblent. L'étude d'ailleurs, avec ses doutes, ses inquiétudes, ses tâtonnemens quand elle cherche, ses ravissemens quand elle découvre, l'étude où se peignent tous les mouvemens d'un esprit sincère cherchant dans les livres le noble plaisir que donne le vrai, n'est-elle pas plus intéressante que l'enseignement qui affirme ce qui se doit persuader, impose d'autorité ce qui veut être senti, borne ce qui est sans limites, et qui ressemble plus à une opération de la mémoire qu'à un travail actuel de l'esprit?

Après avoir ainsi parcouru tout le champ de la prose latine et y avoir recherché le vrai commun à tous les genres, et le vrai propre à chacun, peut-être y aura-t-il lieu de hasarder quelques généralités sur cette moitié de la littérature romaine. Les généralités n'étant que l'expression des lois d'après lesquelles s'accomplissent les choses humaines, avant de poser les lois, il faut connaître tous les faits qui se développent sous leur empire; mais la tentation de généraliser est dangereuse; on croit trop aisément qu'on voit loin, parce qu'on ne voit pas à ses pieds, vite parce qu'on voit peu; aussi est-ce moins un engagement que je prends qu'un désir innocent que j'exprime. Il serait si beau, pour cette sorte de vrai qui regarde les faits et les grands hommes de l'histoire romaine, de trouver quelque chose à dire après Bossuet, après Montesquieu, après le premier de ces grands penseurs sur les choses romaines, Machiavel! Mais n'est-ce pas déjà trop d'ambition que de s'aventurer dans les spéculations qui leur étaient familières et de vouloir penser où ils ont pensé?

Il serait moins téméraire, et peut-être m'y risquerai-je, de tirer de l'étude du génie romain dans les lettres, de l'art dans les grands écrivains, en un mot du vrai dans l'éloquence latine, soit quelque principe nouveau, soit la confirmation de quelque principe connu, qui serve, non à former de grands écrivains, mais à entretenir dans le pays le goût général qui les forme. L'objet de toutes les institutions d'enseignement, le devoir de toutes les chaires, est de rappeler au public qu'étant la matière même de la gloire, il doit y mettre ses conditions, et se compter pour quelque chose dans les livres, qu'il ne fait pas. Aucun public n'y est plus disposé que le public français. La France est le pays où le public est le plus près de l'écrivain, et où l'on peut dire avec le plus de vérité qu'entre le lecteur et l'auteur, c'est un prêté rendu. Je sais que ce public a des momens de sommeil, pendant lesquels il n'est pas très délicat sur ses rêves; mais qu'on ne s'y fie pas : quand il s'éveille, il ne se souvient plus de ce qu'il a rêvé. Notre public ne méprise pas les auteurs qui lui ont été trop complaisans; ce serait trop dur, et il sait qu'il y a un peu de sa faute : il les oublie. Aussi n'y a-t-il pas de pays où il y ait plus de gloires qui ne durent pas vie d'homme.

Tel est le plan que je me suis tracé. Dans ce plan, les historiens devant ouvrir ces leçons, nous avons dû commencer par César, venir ensuite à Salluste, lequel nous amène à son successeur immédiat Tite-Live, remontant pour ainsi dire le cours de l'histoire de Rome, en même temps que nous descendons la suite de ses historiens.

Tite-Live avait à peine seize ans quand César mourut. Il en avait vingt-quatre quand il quitta Padoue, sa patrie, pour venir à Rome, où il put voir Salluste, vieux et chagrin. Auguste, qui le compta parmi ses amis, ne s'offensa pas, dit Tacite, de l'éloge qu'il faisait de Pompée, et il l'appelait le *Pompéien*. Pline le jeune raconte que sur le bruit de ses ouvrages un habitant de Gadès vint du fond de l'Espagne à Rome pour le voir, et, après l'avoir vu, s'en retourna. C'est de cet unique habitant de Gadès que saint Jérôme a fait plusieurs nobles gaulois et espagnols, « entraînés, dit-il, à Rome par le désir de le contempler, et qui, entrés dans une si grande ville, y cherchaient autre chose que la ville elle-même. » Des biographes lui font écrire son histoire partie à Rome, partie à Naples, où il allait, disent-ils, de temps en temps se délasser. Ils partagent les soins de sa vie

entre son fils, pour lequel il avait écrit un traité littéraire, et sa fille, qui fut mariée à un rhéteur nommé Lucius Magius, qu'on allait entendre, dit Sénèque le père, « moins par estime pour son talent, qu'à cause de la réputation de son beau-père. » Les auteurs padouans dérangent cet intérieur en mariant deux fois Tite-Live, et en lui donnant deux fils et quatre filles sur la foi de quelque pierre mal déchiffrée. Ils font aller toute la ville de Padoue à sa rencontre, le jour où il y revint après la mort d'Auguste; ils l'y comblent d'honneurs, et lui donnent une vieillesse paisible et fortunée : mais cet embellissement, d'ailleurs fort innocent, n'a pas même pour prétexte une inscription douteuse. Eusèbe et saint Jérôme disent qu'il mourut à Padoue, l'an 18 de l'ère chrétienne, la quatrième année du règne de Tibère. Si cette date est exacte, Tite-Live, né cinquante-neuf ans avant notre ère, et mort dix-huit ans après, aurait vécu soixante-seize ans.

Il y a lieu de supposer que Tite-Live n'eut aucun emploi considérable ni à Rome, ni à l'armée, et que ce fut, comme Horace et Virgile, ses aînés, le premier de cinq ans, le second de dix, un lettré de la cour d'Auguste. César et Salluste sont historiens, l'un dans le feu des affaires, l'autre au sortir des affaires, et par dépit d'en être dehors. C'est le génie même de l'histoire qui a fait Tite-Live historien. Il vivait à une époque où Rome, sans ennemis dans le monde, puisqu'elle était devenue le monde lui-même, sans guerre, puisque la guerre civile y avait cessé, demandait un historien poète plus qu'à demi pour raconter et chanter tout ensemble la glorieuse suite de ses annales. Fatiguée de guerres civiles, étonnée de connaître pour la première fois les biens du repos et de l'ordre, sous un gouvernement qui paraissait moins l'opprimer que la débarrasser de libertés meurtrières, après sept siècles employés à consommer l'œuvre de sa grandeur, c'était un sentiment nouveau pour elle que de revenir sur son passé et de se contempler dans sa gloire. Avant Auguste, Rome avait eu l'idée de la grandeur de ses membres, tantôt du peuple, tantôt de l'armée, plus souvent du sénat; sous Auguste seulement, elle eut l'idée d'une grandeur en laquelle se résumaient et s'absorbaient ces trois grandeurs particulières; et ce fut cette idée qui, comme une force créatrice, inspira *l'Énéide* à Virgile, à Tite-Live *l'Histoire romaine*.

Que faut-il penser des éloges que Tite-Live donnait à Pompée, et dont le raillait Auguste? Dans le récit de la guerre civile, s'était-il prononcé pour Pompée contre César? N'est-ce pas pousser trop loin les choses que de lui prêter, comme fait Niebuhr, la partialité d'un homme de parti?

Si Tite-Live eût été pompéien jusque-là, il n'aurait pas écrit de Cicéron, l'ami de Pompée, « que de tous les maux qui l'accablèrent coup sur coup, exil, chute de son parti, mort de sa fille, il n'y eut que la mort qu'il souffrit en homme. » Il n'eût pas dit de cette mort « qu'à bien considérer les choses, elle a pu paraître moins imméritée, par la raison que Cicéron, vainqueur, n'eût pas mieux traité son ennemi (1). » Un écrivain du parti de Pompée n'eût pas tracé, du plus grand personnage de ce parti, un portrait qui paraîtrait calomnieux, même sous la plume d'un partisan de César. Je me persuade que ce qui dut toucher Tite-Live dans le caractère de Pompée, ce fut l'honnêteté de l'homme privé, encore qu'elle

(1) Fragment tiré de Sénèque le père.

fût si stérile pour les autres, et qu'elle semblât venir de l'absence de passions plutôt que d'un sens moral actif et énergique; ce fut cette apparence de modération par laquelle Pompée parut ne pas vouloir de la puissance suprême, parce qu'il n'osa pas la prendre; ce fut surtout sa mort sur le rivage égyptien, et cette fin si triste d'un homme si long-temps heureux.

Faire de Tite-Live un homme de parti, l'idée n'en pouvait venir qu'à Niebuhr, et par le besoin de sa thèse, qui consiste à lui ôter toute créance. Il fallait le trouver tout au moins prévenu là où il n'est pas infidèle. Ni l'époque où vivait Tite-Live ne comportait une prévention de ce genre, ni le tour d'esprit de l'historien ne s'y prêtait. Après qu'Auguste, selon les belles paroles de Tacite, eut reçu sous son nouvel empire le monde romain fatigué des guerres civiles, il n'y eut pas un homme de sens qui regrettât l'ancien parti républicain. Trop de héros de ce parti avaient prouvé qu'en s'y attachant ils n'avaient fait que se tromper sur le moyen d'arriver plus sûrement aux avantages de pouvoir et d'argent qu'ils poursuivaient sous son drapeau; trop de faux patriotisme, trop d'orgueil de caste, trop de cet amour de la liberté pour soi et son parti, s'y étaient mêlés à la vertu solide et au vrai courage de quelques hommes, pour qu'on songeât à prendre parti dans cette querelle vidée, et qu'on ne sût pas gré à Auguste d'en avoir fini, à Philippes, avec les écoliers de Caton, à Actium, avec les exécuteurs testamentaires de César. Tite-Live devait penser à cet égard comme tout le monde, outre que, par son esprit généreux, élevé, sensible au malheur, fort porté d'ailleurs au dramatique, et plus occupé, dans les actions des hommes, de ce qui paraît au dehors que de ce qui reste caché, des passions que des intérêts, il n'était capable, ni de l'énergie, ni des petitesses de l'esprit de parti. C'est un républicain à la façon d'Horace chantant Régulus et l'ame indomptable de Caton, à la façon de Virgile faisant présider par ce même Caton l'assemblée des ames vertueuses aux Champs-Élysées. Tous trois admiraient Rome, sa grandeur, sa gloire, regrettaient, non ses institutions, dont je doute qu'aucun d'eux se fût rendu compte, même Tite-Live, mais tout ce que les traditions nationales racontaient de l'héroïsme de ses citoyens. Les esprits excellens, et la remarque en est vraie surtout des écrivains, sont rarement justes, et ne sont jamais tendres pour le présent. Le mal qu'ils y sentent plus vivement que les autres les empêche d'y voir le bien, qui d'ailleurs n'y a jamais la grandeur que donne l'éloignement, et il est rare qu'ils ne soient pas touchés de quelque forte prévention, soit de regret pour le passé, soit d'espérance pour l'avenir. Ceux en particulier qui regrettent le passé s'en font des images merveilleuses de désintéressement, de vertu, de grandeur d'ame, pour se consoler de ce qui se fait autour d'eux; et de même que, dans le présent, la grandeur des résultats leur est dérobée par la petitesse des causes apparentes et par l'agitation intéressée de tous ceux par qui ces résultats s'accomplissent, de même, dans le passé, les mêmes misères des moyens et des acteurs principaux leur sont dissimulées par la grandeur des résultats. C'est l'illusion familière à Tite-Live, et Salluste n'y a pas échappé. Cependant il y a, sur ce point, entre les deux historiens, une différence très marquée.

Je doute que Salluste ait été dupe de l'idéal qu'il nous a tracé, dans le préambule du *Catilina*, des temps de Rome jusqu'à la fin des guerres puniques. Tous les traits en sont si hors du vrai, qu'on ne peut voir dans cette peinture si flat-

teuse des premiers siècles de Rome, ou qu'une satire de son temps, ou qu'une déclaration de pureté et de vertu pour s'attirer du crédit, ou qu'un morceau de rhétorique inspiré par l'imitation des Grecs, par quelque usage littéraire d'alors. Peut-être y a-t-il de toutes ces choses à la fois. Quoi qu'il en soit, nous avons été insensible aux séductions de ce préambule, et, au lieu d'y prendre confiance en la vertu de Salluste, nous nous sommes d'autant plus tenu en garde contre les jugemens d'un historien qui fait cesser toute vertu et expirer toute morale au moment même où vont commencer ses récits. Salluste imagine le bien en homme qui ne le pratique guère. Ses peintures sont fabuleuses là où celles de Tite-Live ne sont qu'un peu flattées.

C'est que Tite-Live est un honnête homme, qui juge les autres par son propre fonds, et qui non-seulement croit à la vertu, parce qu'il en est capable, mais qui connaît la source des belles actions, comme Salluste devine les motifs secrets des mauvaises. Il a cette sorte d'intelligence des honnêtes gens, plus rare que celle des plus habiles parmi ceux qui ne savent pas la morale ou qui y sont indifférens; il voit se former au fond des grandes ames les résolutions héroïques; il connaît ce que peut un homme sous une impulsion de générosité ou sous l'empire du devoir; il pénètre les grands citoyens, parce qu'il les aime. Je m'en rapporte à Salluste faisant le portrait de quelque factieux turbulent, ou de quelque gouverneur romain dépouillant sa province : il s'y connaissait; mais j'ai foi en Tite-Live me parlant d'un Fabius ou d'un Paul-Émile : il trouvait dans un cœur droit et sensible le secret de leurs grandes actions et l'art de nous les rendre présentes par la vivacité de ses récits.

C'est Quintilien qui a noté le premier, parmi les qualités de Tite-Live, la sensibilité. Il ne le dit pas expressément; les anciens n'ont pas de mot qui l'exprime clairement, non qu'ils n'aient connu la chose, mais parce que cette disposition n'y a inspiré aucun ouvrage en particulier, et que, dans ceux où il paraît quelque sensibilité, c'est comme une liberté timide et inconnue que prend l'ame humaine, sous l'empire de mœurs, de religions, de gouvernemens qui lui étaient antipathiques. On reconnaît la sensibilité dans l'éloge que Quintilien accorde à Tite-Live d'exceller, plus qu'aucun autre historien, dans l'expression des passions, et principalement, dit-il, des passions douces, *affectus dulciores* (1). Cet éloge n'est pas seulement vrai des harangues de Tite-Live, il l'est encore de ses récits, dont les plus beaux sont ceux où il peint, c'est trop peu dire, où il sent lui-même ces passions. Cette sensibilité le rend heureux, comme un contemporain, des victoires de son pays, malheureux de ses défaites, et il y a dans sa partialité même, soit l'illusion d'un témoin qui a grossi les choses par l'espérance ou par la crainte, soit le dépit d'un fier Romain battu qui nie sa défaite ou qui n'en veut pas faire honneur à son ennemi. Après la bataille de Cannes, comme un Romain de ce temps-là que la douleur eût suffoqué : « Je n'essaierai pas, dit-il, de peindre le désordre et la terreur dans les murs de Rome, je succomberais sous la tâche. » *Succumbam oneri!* Il courbe la tête sous le désastre de son pays, et s'étonne d'être encore vivant; il est muet de douleur et d'in-

(1) *Affectus quidem, præcipue eos, qui sunt dulciores, ut parcissime dicam, nemo historicorum commendavit magis.* (*Instit. or.* X, 1.)

quiétude; puis, avec Rome qui peu à peu se ranime, il relève la tête et respire enfin à la vue d'Annibal allant fêter Cannes à Capoue (1).

La sensibilité est un don commun à Tite-Live et à Virgile. Ils se ressemblent tous deux par cette faculté supérieure et charmante par laquelle le poète et l'historien s'aiment moins que les créations de leur esprit, et vivent pour ainsi dire de la vie qu'ils leur ont donnée. Virgile souffre pour Didon délaissée, et porte dans son sein les ennuis de la veuve d'Hector; il pleure la mort du jeune guerrier dont un javelot a percé la blanche poitrine. C'est trop peu, ce feu de tendresse se répand sur tout ce qu'il voit, sur tout ce qu'il décrit. Il s'intéresse à l'herbe naissante qui ose se confier à l'air attiédi par le printemps; il est tour à tour la génisse exhalant son ame innocente auprès de la crèche pleine, l'oiseau à qui les airs même sont funestes, et qui meurt au sein de la nue, le taureau vaincu qui aiguise ses cornes contre les chênes pour de nouveaux combats. Comme Virgile, Tite-Live est tour à tour chacun des personnages qu'il aime; il est Rome elle-même dans toutes ses fortunes, Rome que le poète appelle la *plus belle des choses*, *pulcherrima rerum*, par le même enthousiasme tendre qui fait dire à l'historien que sa nation est la première du monde, et que l'empire romain est le plus grand après celui des dieux, *maximum secundum deorum opes imperium*.

La sensibilité de Tite-Live a la plus forte part dans cette connaissance du cœur humain dont le loue le moins favorable de ses juges, le savant Niebuhr. C'est même par les passions dont son cœur lui a donné le secret qu'il arrive à connaître les intérêts et qu'il pénètre dans les complications des affaires. D'autres écrivains qui ont mérité le même éloge n'ont porté dans le cœur humain que la lumière de la raison. Leur propre cœur est resté indifférent, soit qu'ils l'eussent fait taire pour ne pas troubler leur jugement, soit plutôt que l'expérience l'eût desséché. Aussi leur science instruit, mais ne rend pas meilleur. Ils fournissent des expédiens et ôtent des scrupules à ceux qui, nés avec de l'ambition, cherchent dans leurs études des moyens d'empire sur les hommes. Tite-Live est l'historien des ames généreuses; il apprend à ceux qui ne sont pas faits pour commander comment on honore l'obéissance. Sa science n'instruit guère moins, mais elle touche et donne du ressort.

On en dirait autant de Virgile, ce maître si profond et si doux dans la science de la vie. Plus je compare ces deux hommes, plus je les trouve frères. Virgile pourtant est le premier, parce que son cœur, le plus tendre de l'antiquité, a ressenti encore plus profondément le contre-coup des choses humaines. On voudrait croire qu'ils se sont connus et aimés; que, dans ce palais d'Auguste qui leur était si hospitalier, ils se sont entretenus de Rome, de sa gloire passée, de ses grands hommes, et que, sans médire d'Auguste, ils se sont quelquefois attendris pour Pompée et exaltés pour Caton.

Tous deux étaient nés non loin de Venise, sous le ciel des grands coloristes; tous deux avaient respiré cet air limpide et brillant qui circule dans les toiles de l'école vénitienne. C'est ce don de la lumière et du coloris que, dans une langue qui fait effort pour être expressive, Quintilien appelle la blancheur éblouissante,

(1) M. Daunou, dans ses savantes leçons sur Tite-Live (*Cours d'Études historiques*, t. XIII), a fait cette remarque avant moi.

clarissimus candor, de Tite-Live. L'exemple en était nouveau, même après la lumière du style de César, même après le coloris de Salluste. César dessine à grands traits plutôt qu'il ne peint. Comme ce n'est point par l'imagination qu'il voit les choses et les hommes, mais d'un regard que ne trouble aucune émotion et par une sorte de connaissance anticipée qu'il en a par la raison, il faut réfléchir sur son style pour en être frappé. Salluste est plus coloriste que César, et la première lecture lui est plus favorable; mais la réflexion lui ôte quelques-uns de ses avantages. On découvre bientôt qu'en poursuivant à la fois deux mérites qui semblent s'exclure, qui du moins se contrarient, la couleur et la concision, la couleur qui sépare les objets, qui les distingue, qui leur donne un corps, la concision qui les réunit, les résume, les abstrait, il arrive quelquefois à des expressions générales qui promettent plus qu'elles ne tiennent. Tite-Live est coloriste par l'intérêt de sensibilité qu'il prend à toutes choses, et aussi parce qu'il est un peu de la nature des poètes, chez qui l'art de l'écrivain est le plus près de l'art du peintre ou du sculpteur, et la plume qui écrit de la plastique qui modèle.

Le premier des historiens romains, Tite-Live, eut l'idée et l'amour de la patrie. Il n'y a pas de patrie dans les mémoires de César; il y a César, et Rome n'est plus qu'une ville qui lui coûte moins à prendre que Brindes. Il n'y a pas de patrie dans Salluste; il n'y a que des partis. Ni l'un ni l'autre n'ont aimé Rome; César se substituant à elle, Salluste n'y trouvant pas sa place. Les grands hommes les touchent médiocrement : César, parce que les plus grands le sont moins que lui; Salluste, parce qu'il n'admire guère, et peut-être parce qu'il se pesait au poids de César, lui qui, faisant quelque part allusion à Caton, se vante d'avoir réussi où Caton avait échoué. Pourquoi César écrit-il? Nous l'avons dit : pour se faire admirer et craindre à Rome. Et Salluste? Pour la réputation qui s'attache à la pratique d'un art honnête; pour ne pas perdre dans l'oisiveté et l'inaction le loisir que lui fait la retraite; parce que cela sied mieux que l'agriculture ou la chasse; parce que de toutes les occupations où l'on exerce son esprit, l'une des plus utiles est d'écrire l'histoire. Tite-Live écrit pour sa patrie et pour se consoler des maux qui l'ont accablée dans les derniers temps par le spectacle de ses grands commencemens et de ses progrès. Tant qu'il verra prospérer et s'accroître cette république, « la plus grande, dit-il, la plus vertueuse, la plus riche en bons exemples qui fût jamais, » il se sentira soulagé et content.

Tite-Live est le premier historien véritablement homme de bien. L'éloge n'en est-il pas injurieux pour César et Salluste? César n'était-il pas homme de bien? Oui, par occasion, s'il le fallait, s'il y avait politique à l'être et parce qu'il n'avait aucun goût à ne l'être pas, en homme autant au-dessus de ses qualités que de ses vices. De même que, tout en ayant de la bonté, il pouvait être cruel, il avait de l'honnêteté, quoiqu'il fût toujours près d'en manquer. Sa morale, c'était sa raison appréciant son intérêt. L'intelligence de César se servait de tout, du bien comme du mal indifféremment, n'obéissait à rien, doutait des dieux, même de Vénus, quoiqu'il en eût fait la mère de sa lignée; ne croyait guère à la morale, quoiqu'il fût meilleur que celle de son temps, et égal, en bien des actions, aux plus nobles devoirs de la morale universelle; croyait pourtant, faut-il le dire? à des règles de goût et obéissait à la tyrannie de la rhétorique. Pour Salluste, je le trouve trop moraliste pour un homme de bien, et nous avons soupçonné son

indignation contre les malhonnêtes gens de n'être qu'un artifice pour écarter de lui le soupçon qu'il n'avait pas toujours pratiqué ce qu'il professe si haut. Le véritable homme de bien, c'est Tite-Live. Celui-là croit au bon, au vrai, à l'honnête; il trouve beaucoup d'honnêtes gens, il en trouve trop peut-être, dans l'histoire de son pays : preuve qu'il est de cette famille. S'il parle des bons exemples, ce n'est pas du succès qu'il l'entend, mais du désintéressement, de la fidélité à la parole, de la fermeté dans le malheur, de la modération dans la fortune. La morale ne lui sied pas seulement comme à un bon esprit toute bonne chose; il y a foi, il en relève comme d'une puissance supérieure, et il a l'idée de l'action de la morale sur l'histoire, ce qui est un acheminement à l'idée de l'action de la Providence. Ces qualités de Tite-Live, pour ne parler que de celles qui du caractère passent dans les écrits, ne se montrent pas par des professions de foi ni par des maximes; son patriotisme n'éclate pas en déclamations, ni son honnêteté en discours de morale, ni sa sensibilité en attendrissemens et en larmes : c'est une sorte de foyer d'où se répand sur tous ses écrits une chaleur secrète et égale; on reconnaît à chaque instant une ame touchée et un historien qui a besoin d'aimer, d'admirer, de se consoler.

C'est ainsi qu'un genre s'enrichit et se complète par les qualités particulières des écrivains; c'est ainsi que, chez les Romains, l'idéal de l'historien se forme de l'héroïque simplicité de César, de la finesse d'esprit de Salluste, de la candeur de Tite-Live; c'est ainsi que l'idéal du style historique se forme de la pure et lumineuse brièveté du premier, de la concision savante du second, de l'abondance lactée, *lactea ubertas* (1), du dernier. Un peu plus de trente ans après la mort de Tite-Live, il en naîtra un quatrième, qui achèvera ce double idéal par une profondeur de pénétration et une émotion de langage inconnues jusqu'à lui. Et par une de ces harmonies du monde moral dont toutes les grandes littératures offrent quelque exemple, en même temps que la réunion des quatre historiens de Rome composera un modèle incomparable d'histoire, nous aurons, pour chacun des grands changemens de ce pays, l'historien le plus propre à le retracer. Tite-Live, l'historien poète, nous racontera les fables de son origine et son agrandissement prodigieux; Salluste, la corruption insensible de Rome au milieu des dépouilles du monde dont elle est gorgée; César, ses efforts pour se renouveler par la guerre civile; Tacite, sa lente dissolution.

Parmi les défauts de Tite-Live, le plus grave peut-être, c'est qu'écrivant l'histoire de la nation la plus politique de l'antiquité, il manque de curiosité et d'intérêt pour la politique intérieure de son pays. Il néglige presque entièrement la constitution de Rome, par laquelle, selon Montesquieu, elle triompha de Carthage. Si quelques faits intérieurs l'invitent à s'en occuper, il n'approfondit pas; et, soit sur les desseins du sénat, soit sur les luttes des partis, soit sur certaines grandes mesures qui touchent à la constitution, il se réduit au rôle de témoin, voyant les choses du dehors et de loin, ne cherchant pas à pénétrer, et confiant dans les talens de ceux qui gouvernent. Admirable disposition pour écrire l'histoire de tout ce qui se passe au dehors et en plein jour, guerres, émotions populaires, scènes du forum, mais qui ne convient plus lorsqu'il s'agit d'événemens intérieurs, de motifs secrets, de conseils, lorsque le sort de Rome dépend de

(1) Quintilien, *neque illa Livii lactea ubertas.*

quelque résolution prise entre ces quatre formidables murs où délibérait le sénat.

Toutefois ne demandons pas compte à Tite-Live, avec la rigueur de nos idées sur les devoirs de l'historien, de ce qu'il laisse à regretter du côté de la politique. Depuis que l'histoire se fait dans les archives, et qu'à l'imagination qui anime et rend présent le passé, à la raison qui en retrouve l'ordre et la suite, à la sensibilité qui s'émeut de ses vicissitudes, nous préférons la sagacité qui pénètre les secrets ressorts de la politique, la dissertation qui discute les témoignages, et le talent d'exposer si différent du talent de raconter, non-seulement nous pourrions le trop blâmer de ce qui lui manque, mais ne pas assez apprécier ce qu'il a. Si je me permets de ne pas trouver Tite-Live assez politique, c'est en le comparant à son temps, à son devancier de plus d'un siècle, Polybe, lequel lui donnait un si bon modèle dans ses récits des guerres puniques, en recherchant, en examinant, en découvrant les ressorts de la conduite qui, en moins de cinquante-trois ans, rendit les Romains maîtres de presque tout le monde connu.

Les autres défauts de Tite-Live sont ceux de ses qualités mêmes, de cette abondance limpide et nourrissante, *lactea ubertas*, dont Quintilien semble parler avec la sensualité de Mme de Sévigné voulant faire d'un certain traité de Nicole un bouillon pour l'avaler; de ce talent de narrateur où Tite-Live n'a pas été surpassé; de ce don de poésie par lequel son *Histoire* ressemble à une épopée. Par l'abondance, il est entraîné quelquefois dans la diffusion, et l'on est d'autant plus fâché de le voir diffus, qu'en d'autres endroits, où le détail était nécessaire, on l'a trouvé ou laconique ou muet. Par le talent de narrateur, il touche au conteur. Le dramatique seul le touche, et, si la vérité n'y prête pas, j'ai peur ou qu'il ne la néglige, ou qu'il ne l'embellisse. Cependant Niebuhr a passé toute mesure en disant de Tite-Live qu'il n'éprouve ni conviction ni doute. Ce qu'il faut dire, c'est qu'il est convaincu à la manière des poètes, de sentiment plutôt que par les règles de la critique historique, et que, toutes les fois que l'historien doute, c'est le narrateur qui décide. Il dit quelque part : « Je ne voudrais rien tirer d'assertions sans fondement, ce qui n'est que trop le penchant des écrivains, *quo nimis inclinant scribentium animi.* » Voilà un mot où il se trahit. Entre deux faits dont l'un est sec et l'autre intéressant, c'est vers le second qu'il incline; entre le vrai qui le priverait d'un beau récit et le vraisemblable qui lui en fournit la matière, il choisira le vraisemblable. Et comme toutes les qualités ont leurs piéges, en même temps que son talent de narrateur le fait glisser dans l'inexactitude, son patriotisme le porte à préférer le vraisemblable qui sert la gloire des Romains au vrai qui leur fait tort. Enfin ayons le courage d'ajouter que ce grand écrivain, ce noble esprit, n'est pas exempt de légèreté. Le don poétique et presque virgilien de Tite-Live le rend trop sensible au merveilleux des traditions qui flattent l'orgueil de son pays. Le dommage n'en est pas grand, quant aux commencemens de Rome, à cause de l'impossibilité à peu près certaine de les éclaircir. Et lorsque je considère les réalités que nous donne la critique historique moderne en dédommagement des illusions qu'elle veut nous ôter, les négations sèches qu'elle oppose à des récits charmans et pleins d'intérêt, les dissertations dont elle étouffe ces poétiques annales, les matériaux qu'elle entasse au pied du noble monument pour l'architecte

inconnu qui doit tenter quelque jour de le refaire, je m'en tiens à la Rome des écoliers, et j'aime mieux croire avec les enfans à Numa et à la nymphe Égérie, avec Corneille au combat des Horaces et des Curiaces, que douter avec Niebuhr sans prouver, et détruire sans remplacer. La crédulité de Tite-Live n'est à surveiller que pour les époques où les témoignages ne manquent pas; car il est probable que son penchant au merveilleux persiste, là même où il a plus de moyens de savoir la vérité. Encore ne faudrait-il pas lui en vouloir beaucoup. Son tort serait celui de toute l'antiquité, qui, dans tous les arts, songeait à plaire bien plus qu'à instruire, ou à n'instruire qu'à la condition de plaire. L'historien, dans la pensée de Quintilien, n'est qu'une sorte d'orateur tenu de plaire à son lecteur, comme l'orateur à son auditoire. Dans la brillante revue qu'il fait, au livre X, des historiens grecs et latins, il ne les apprécie et ne les compare que par les qualités de la mise en œuvre, le tour d'esprit, les caractères du style, nullement par ce qu'ils ont fait ou négligé de faire dans l'intérêt de la vérité.

La conclusion de tout cela est qu'il faut lire Tite-Live avec précaution. Cette réserve n'est pas difficile. Les séductions d'un auteur ancien, au temps où nous vivons, ne sont pas irrésistibles. Ni les passions, ni le tour d'imagination de notre époque, ni le désir de trouver dans un auteur des preuves pour ou contre quelque opinion du jour, ne se mêlent au pacifique intérêt de la vérité recherchée dans un passé si lointain et sans application directe au présent. Il nous sera donc aisé de nous défendre contre les charmes du plus brillant des narrateurs et de lui demander dans l'occasion si le vrai qu'il a négligé ne vaut pas mieux que le vraisemblable qu'il a imaginé; pourquoi il a été infidèle; si c'était faiblesse du narrateur ou partialité du citoyen pour son pays. Toutefois ne soyons pas dupes de notre prudence, et par trop de peur d'un bien petit danger, comme d'admirer plus qu'il n'est juste un Régulus, un Fabius, un Scipion, ou d'être un peu trop Romains contre les Samnites ou les Carthaginois, ne nous privons pas du plaisir qu'ont tiré de la lecture de Tite-Live tant d'esprits excellens, y compris La Fontaine, qui, le lisant un jour dans le jardin d'une hôtellerie, « s'y attacha tellement, dit-il, qu'il se passa plus d'une bonne heure sans qu'il fît réflexion sur son appétit (1). »

Nous étudierons d'abord dans Tite-Live le récit de la seconde guerre punique. C'est sans comparaison la plus belle époque de l'histoire romaine. Une lutte à mort a mis aux prises deux sociétés, deux constitutions, deux génies, deux races antipathiques. Le même monde ne peut plus contenir Carthage et Rome; il faut que l'une ou l'autre périsse. Les deux rivaux ne veulent plus de la vie qu'il faudrait tenir l'un de l'autre. Entre eux, pas de rémission ni de trêve; ils se quittent, quand l'épuisement a raidi leurs mains, mais c'est pour recommencer le combat. Un moment l'un d'eux est près de périr; terrassé, le fer sur la gorge, il parvient à en écarter la pointe, et il enchaîne l'épée dans la main du vainqueur jusqu'à ce qu'il la retourne contre lui. On ne sait lequel des deux est le plus grand, et la victoire même n'en a pas décidé.

Je ne cache pas que ce qui m'a surtout attiré à ce sujet, c'est Annibal. L'histoire n'offre pas de plus grand spectacle que cet homme prodigieux qui, à peine proclamé chef de l'armée carthaginoise, maître enfin d'accomplir son vœu de

(1) Lettres à Mme de La Fontaine.

haine éternelle contre Rome, la défie d'abord dans Sagonte en ruine, traverse les Pyrénées, ouvre les Alpes à la première armée qui les ait franchies, détruit les armées romaines sur le Tessin, sur la Trébie, au lac Thrasymène, et Rome elle-même à Cannes; puis, après cette course de torrent, arrêté tout à coup, commence, avec les restes de ses compagnons de victoire grossis de quelques alliés de Rome, sans son pays ou malgré son pays, une guerre plus étonnante encore; attaquant et se dérobant tour à tour, et, comme le lion qui rôde autour d'une proie bien gardée, revenant par mille circuits sur cette Rome qu'il avait vue une fois et dévorée en espérance; établi et vieillissant au sein de l'Italie; aussi patient sur le sol étranger qu'une nation qui se défend sur le sien; aussi fécond en ressources qu'un grand gouvernement; rappelé enfin de cette patrie que la guerre lui avait faite pour aller au secours de ses propres foyers, et vaincu par un jeune homme échappé au désastre de Cannes. Il sera, si je ne me trompe, d'un grand intérêt de rechercher si Tite-Live n'a pas à son insu diminué Annibal, et si son vainqueur, ce Scipion l'Africain, qu'un buste du temps nous représente la tête chauve, le front vaste, l'œil dur et perçant, avec un grand air où respire l'orgueil du noble, le dédain de l'homme impopulaire, la capacité du général (1), si cet homme heureux et brillant à la façon de Pompée n'a pas été un peu enflé.

Pour m'aider, dans ces études, du meilleur de tous les commentaires, la vue même du pays, j'ai voulu me donner une idée de la route qu'Annibal a suivie, de cette terre sur laquelle il campa seize ans. J'ai traversé les Alpes par le chemin que le plus grand admirateur d'Annibal, Bonaparte, a jeté sur leurs abîmes, et toute la peinture de Tite-Live est devenue parlante. J'ai vu ces belles plaines de l'Italie du nord, dans lesquelles on débouche de tous les passages des Alpes, et j'ai senti de quelle ardeur de convoitise devaient être saisis à cette vue les mercenaires d'Annibal. J'ai vu les Apennins, où il faillit s'ensevelir dans les neiges, après la bataille de la Trébie, et Spolète, sur son rocher, où vint se briser l'élan que venait de lui donner la victoire de Thrasymène; j'ai vu Rome et ces hauteurs d'où l'on suppose qu'Annibal vint à la découverte, avec quelques cavaliers, pour explorer l'endroit faible par où il pourrait y pénétrer. Enfin, en contemplant cette campagne romaine, solitude artificielle, dont la charrue des Fabricius et des Caton faisait autrefois une campagne riante et féconde, j'ai compris ce que pouvait tirer pour sa défense, de cette terre que rend malfaisante sa fécondité négligée, l'héroïque nation sortie de son sein, et, ému du même sentiment que Virgile, j'ai dit tout bas avec lui, dans son intraduisible langue : « Salut, grande terre de Saturne, mère des moissons et des héros!

Salve, magna parens frugum, Saturnia tellus,
Magna virum. . . . . »

NISARD.

(1) Ce buste est à Rome au musée du Capitole.

V. DE MARS.

se
ait
ne
n-
és
re;
ne
ne
a-
nd
la
par
pe,
ni-
ré-
où
gé-
un

rue
ni-
par
urs
lles
des
vne
les
ori-
ces
ca-
en
des
j'ai
fai-
du
ible